

le vent en poupe

Le Monde

55^e ANNÉE - N° 16866 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

SAMEDI 17 AVRIL 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVÉ-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MAURICE COLOMBANI

L'élection algérienne

■ La victoire d'Abdelaziz Bouteflika a été proclamée vendredi

■ L'opposition conteste que 60,25 % des électeurs aient voté

■ La manifestation de l'opposition prévue vendredi a été interdite

Lire page 8

M. Séguin quitte la présidence du RPR et les européennes

- « Ma démission de mes fonctions et le retrait de ma candidature prennent effet immédiatement », écrit-il vendredi
- Il invoque les manœuvres des « amis de Jacques Chirac »
- Cette décision intervient alors que l'OTAN annonce une guerre longue et meurtrière

PHILIPPE SÉGUIN a annoncé, vendredi 16 avril, qu'il quitte la présidence du RPR et renonce à mener la liste RPR-DL aux élections européennes. Dans une lettre manuscrite adressée à l'IAEP, il écrit : « Lorsque le président de l'Association des amis de Jacques Chirac [Bernard Pons] peut, sans être démenti, proclamer que voter pour la liste Séguin-Madelin ou pour la liste Pasqua-Villiers marque une même volonté d'adhérer à la majorité présidentielle, lorsque le même fait publiquement la promotion de la liste fédéraliste, avant que le chef de l'Etat, quelques heures plus tard, ne reçoive son animateur [François Bayrou, président de l'UDF], il est clair que je n'ai plus rien à faire à la présidence du Rassemblement pour la République, ni, a fortiori, à la tête d'une liste européenne censée défendre la politique du président de la République. »

La guerre de l'OTAN contre Slobodan Milosevic n'est pas évoquée. Mais le double abandon de Philippe Séguin, en pleine guerre,



VOUS NE POUVEZ PAS IMAGINER CE QUE C'EST QUE LE RPR...

- L'OTAN admet le bombardement de réfugiés p. 2-3
- La guerre vue de Grèce p. 2
- Jacques Chirac reçoit les humanitaires p. 6
- Débats : le danger d'une partition p. 16-17
- Editorial : « Le risque de la défaite » p. 18
- L'Elysée surpris par la décision de M. Séguin p. 39

risque d'être interprété comme un désaccord avec la décision de la France de participer au conflit. Elle aggrave les dissensions au sein de l'opposition sur les objectifs et la conduite de la guerre. De plus, cette décision brutale intervient alors que l'OTAN prépare l'opération à une guerre longue et meurtrière. Le secrétaire américain à la défense, William Cohen, estime que les bombardements aériens pourraient durer « beaucoup, beaucoup, beaucoup de semaines, ou même de mois ». Le nombre des « erreurs » telles que celle du bombardement, mercredi, de réfugiés dans la région de Djakovica, risque d'augmenter. L'OTAN modifie sa stratégie aérienne. Tout en continuant de frapper des cibles programmées, elle accroît maintenant le nombre de ses cibles mobiles.



Il était une fois la Yougoslavie

QUI ÉTAIT Josip Broz, dit Tito, l'homme qui incarne la Yougoslavie de 1945 jusqu'en 1980 ? Comment a-t-il tenu cette fédération de six Républiques qui, dix ans plus tard, a volé en éclats ? Que signifiaient ses maîtres mots : auto-gestion, non-alignement et décentralisation ? Pourquoi sa défiance constante vis-à-vis des nationalismes a-t-elle finalement laissé place à leur renouveau ? Pour comprendre aujourd'hui, il faut se souvenir d'hier : Le Monde a demandé à Bernard Feron de nous raconter cette Yougoslavie qui est morte sous nos yeux.

Lire notre dossier pages 14 et 15

Le diabète s'étend

LE NOMBRE de diabétiques dans le monde devrait presque doubler d'ici à 2025 pour atteindre le chiffre de 300 millions, selon l'Organisation mondiale de la santé. L'Amérique du Nord et l'Europe sont les plus touchées. L'Afrique et l'Asie les rattrapent peu à peu. Dans 90 % des cas, il s'agit de diabète de type 2, ou non insulino-dépendant, lié à des facteurs génétiques et de mode de vie. La gravité de la maladie est liée à ses complications vasculaires et neurologiques, qui peuvent être prévenues. Le traitement repose sur l'hygiène de vie, les thérapeutiques contre l'hyperglycémie, mais aussi sur la correction des autres facteurs de risques.

Lire page 30

De Buenos Aires à Belgrade, les combats des Mères de la place de Mai

ELLES SE DISENT prêtes à mourir pour arrêter la guerre. Hebe de Bonafini, présidente de l'association argentine Les Mères de la place de Mai, et Hebe Maria de Mascia, membre de cette association qui lutte depuis vingt-deux ans pour dénoncer les crimes de la dictature argentine, ont annoncé, jeudi 15 avril à Paris, qu'elles avaient obtenu des visas pour se rendre vendredi à Belgrade « sous les bombardements de l'OTAN ».

« Nous voulons dire qu'on ne peut pas arrêter un incendie avec un lance-flammes, et donc qu'on ne peut pas résoudre un problème en bombardant les gens. Nous crions de toutes nos forces que nous, les mères, ne pouvons trouver aucune justification dans la guerre et que, s'il faut engager son corps pour l'arrêter, nous le ferons », a affirmé Hebe de Bonafini, oubliant presque de se réjouir du feu vert donné par le gouvernement britannique à la procédure d'extradition de l'ex-dictateur chilien Augusto Pinochet vers l'Espagne.

L'initiative des Mères de la place de Mai peut surprendre. Ce mouvement représente aujourd'hui deux mille mères dont les fils ont

disparu pendant la dictature argentine. Leurs manifestations incessantes, à longueur d'années, sur la place de Mai de Buenos Aires, afin d'exiger des nouvelles de leurs fils, font figure d'exemple dans la lutte contre les régimes autoritaires. Elles ont ému le monde et permis de dénoncer les crimes des dictatures militaires. L'association a aussi constitué le plus grand fonds d'archives d'Amérique latine sur les violations des droits de l'homme.

En janvier, une délégation s'était rendue à Madrid pour se constituer partie civile dans le dossier instruit par le juge Baltasar Garçon contre Augusto Pinochet. Elles ont mis à la disposition du juge espagnol des archives, précieuses, sur l'opération Condor, ce plan d'élimination systématique des opposants conçu et appliqué dans les années 70 par plusieurs dictateurs d'Amérique latine. Mercredi, elles étaient à Paris dans le bureau du juge d'instruction Roger Le Loire pour se constituer, là aussi, partie civile dans le procès intenté par quinze familles de victimes françaises de la dictature argentine. Elles ont aussi été reçues, jeudi, à Matignon, par trois

conseillers de Lionel Jospin et, au ministère de la justice, par le conseiller diplomatique d'Elisabeth Guigou.

Interrogée sur leur choix de la Serbie plutôt que du Kosovo, et sur les risques de récupération de ce voyage à Belgrade par le gouvernement de Slobodan Milosevic, Hebe de Bonafini a répondu : « Nous avons déjà manifesté contre la guerre du Golfe. Nous allons en Yougoslavie voir des mères sans distinction d'appartenance. Nous souhaitons aussi rencontrer le président du Kosovo, M. Rugova. » Finalement, les Mères de la place de Mai ont salué la décision anglaise autorisant la poursuite de la procédure d'extradition contre Augusto Pinochet : « C'est un changement fondamental dans la justice mondiale qui permettra l'avenir de juger, partout dans le monde, les crimes contre l'humanité et les dictateurs sans attendre la constitution d'un tribunal international. » Elles continueront donc « à marcher sur la place de Mai » jusqu'à ce que justice soit faite. Toute la justice ?

Anne Proenza

Bourges la Belge



TOM BARMAN

IL FALLAIT BIEN que l'effervescence de la scène belge contamine le Printemps de Bourges, l'un des principaux rendez-vous européens de la musique vivante. Lors de la soirée « Anvers Burning », vendredi 16 avril, Tom Barman et son groupe, Deus, porteront haut les couleurs du son anversois.

Lire page 34

POINT DE VUE

Guerre totale contre Milosevic ! par Zbigniew Brzezinski

LE 23 avril, l'OTAN commémorera à Washington le 50^e anniversaire de sa création. Si le conflit du Kosovo perdure à cette date, cette célébration sera l'occasion de tenir un conseil de guerre - car c'est une guerre, en effet ! -

comme de réaffirmer la détermination de l'Organisation à triompher. Si celle-ci a gagné ce jour-là, cet anniversaire sera une fête. Mais si elle a accepté un accord négocié en retrait par rapport à ses exigences formulées juste avant les frappes, l'OTAN célébrera sa veille mor-

tuelle. Le fait est que l'enjeu dépasse infiniment, désormais, le simple sort du Kosovo. Sa transformation radicale date du début des bombardements. Il n'est pas excessif d'affirmer que l'échec de l'OTAN signifierait tout à la fois la fin de la crédibilité de l'Alliance et l'amoin-

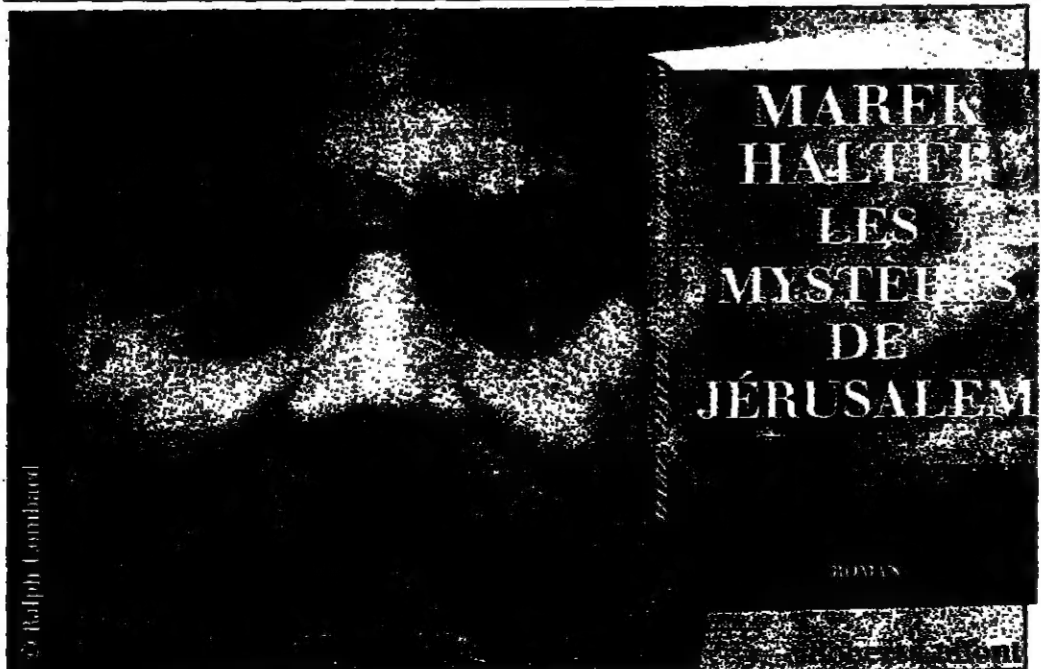
drissement du leadership mondial américain. Les conséquences en seraient dévastatrices pour la stabilité planétaire.

Il n'est pas sans intérêt de se poser la question suivante : qui approuve l'usage de la force pour arrêter les tueries et l'épuration ethnique au Kosovo et qui s'y oppose ? L'ensemble des dix-neuf démocraties de l'OTAN sont unies - même si une ou deux chancelleries, et l'ensemble des autres démocraties européennes soutiennent, en général, l'opération actuelle. Les opposants farouches sont l'admirateur hitlérien de Hitler en Biélorussie et le régime russe actuel, qui n'a pas réussi à faire en Tchétchénie ce que Milosevic s'efforce d'accomplir au Kosovo.

Deux visions antagonistes d'une Europe future s'affrontent : l'une qui y voit une communauté sincèrement unie par un même respect des droits de l'homme ; l'autre qui croit que les élites nationales en place ont le droit souverain de se livrer à des génocides, fussent-ils minimes, de leurs minorités.

Lire la suite page 16

Zbigniew Brzezinski est ancien conseiller pour la sécurité de l'ex-président américain Jimmy Carter.



Allemagne, 5 DM ; Arabie Saoudite, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 F ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 350 F CFA ; Danemark, 18 DKK ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 600 DR ; Irlande, 140 F ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 110 NOK ; Pays-Bas, 3 F ; Portugal, 200 PTE ; République Fédérale, 200 F ; Espagne, 200 F ; France, 7,50 F ; Allemagne, 2,50 F ; Tunisie, 12 Din ; USA, 10 \$; USA (terrestre), 2,50 \$.

M 0147-417-7,50 F



سكزا من الأمل

BALKANS L'OTAN a reconnu, jeudi 15 avril, avoir bombardé la veille, par erreur, une colonne de réfugiés qui fuyaient le Kosovo. Les capitales occidentales ont regretté « l'in-

cident », tout en réaffirmant la détermination de l'Alliance atlantique à poursuivre les frappes aériennes. L'OTAN est en passe de changer de stratégie aérienne en décidant de

s'en prendre à des « objectifs de circonstance » et non plus seulement à des cibles programmées. L'Alliance aura besoin pour ce faire d'un renforcement important de ses moyens

aériens. ● A WASHINGTON, devant le Congrès, le secrétaire à la défense William Cohen a annoncé que, pour montrer que le drame de mercredi n'avait pas altéré la détermination

américaine, les bombardements de la Serbie se poursuivraient pendant « beaucoup, beaucoup, beaucoup de semaines ou même des mois ». (Lire aussi notre éditorial page 18.)

Washington annonce une guerre longue en dépit des « bavures »

Alors que l'OTAN a reconnu avoir bombardé par erreur une colonne de réfugiés, le secrétaire américain à la défense, William Cohen, a expliqué que les bombardements se poursuivraient pendant « beaucoup de semaines ou même des mois »

L'OTAN a admis, jeudi 15 avril, qu'un de ses avions a bombardé « par erreur » la veille des civils qui fuyaient le Kosovo. L'Alliance demeure toutefois résolue à accentuer, en y apportant des modifications, sa campagne aérienne contre les forces serbes.

● Les bombardements aériens de l'OTAN pourraient durer « des semaines, voire des mois », ont admis le secrétaire américain à la défense, William Cohen, et le chef d'état-major américain, le général Henry Shelton, devant la commission sénatoriale des forces armées. « Nous avons l'intention d'intensifier la campagne aérienne. Elle marche. Il faut lui donner du temps », ont déclaré les deux responsables. L'OTAN va désormais, selon les experts militaires, viser des cibles mobiles, ce qui accroît les risques pour les pilotes des avions et la marge d'éventuels « dommages collatéraux ».

● MM. Cohen et Shelton ont exclu une nouvelle fois une intervention terrestre, pour laquelle, ont-ils précisé, « il n'y a aucune préparation de l'OTAN ». Le Conseil atlantique ayant « spécifiquement ordonné » qu'il n'y en ait pas. Selon eux, il faut laisser à la cam-

pagne aérienne le temps de produire ses effets et faire confiance à l'Armée de libération du Kosovo (UCK), qui présentera une menace à long terme pour le régime yougoslave.

● L'OTAN a admis, jeudi, que l'un de ses avions avait bombardé par erreur la veille, des civils au Kosovo. Cet « incident » demeure néanmoins ambigu, si l'on compare les différentes versions qui en ont été données. D'après l'état-major des forces alliées, c'est « un véhicule civil » qui a été touché. Le pilote de l'avion concerné a affirmé pour sa part avoir largué une bombe à guidage laser sur un « convoi de trois véhicules ». Deux journalistes de l'AFP rapportent avoir vu des morts et des blessés en deux endroits. Le premier journaliste, accompagné par les Serbes, s'est rendu à Meha, près de la frontière albanaise, dès mercredi, et y a dénombré 20 morts et 4 blessés. Son collègue a fait son reportage jeudi, à Bistritza, à plus d'une dizaine de kilomètres du premier endroit. Il y a 19 cadavres. Dès mercredi, les autorités yougoslaves ont affirmé, elles, que ce sont « deux convois de réfugiés » qui ont été bombardés

« quatre fois » et que 75 personnes ont été tuées et 26 autres blessées.

● L'Alliance atlantique, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, ont tour à tour regretté « l'incident », mais réaffirmé la détermination de l'Alliance à continuer sa campagne aérienne contre les forces serbes. Belgrade a demandé une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies.

● Les raids alliés ont touché plusieurs cibles au cours des dernières vingt-quatre heures, selon

des sources serbes. Le quartier de Rackovica à Belgrade et deux usines situées dans la région belgradaise ont été touchés et sept personnes ont été blessées. A Paracin, à une centaine de kilomètres de la capitale, un camp de réfugiés serbes de Croatie et de Bosnie, sans faire de victimes. Un pont sur le Danube au sud-est de la capitale a été rendu impraticable. Deux ponts ont été détruits à Novi Sad, chef-lieu de la Voïvodine. La raffinerie de Novi Sad a été pilon-

née pour la quatrième fois depuis le déclenchement de l'opération « Force allée », le 24 mars.

● Les bombardements de l'OTAN ont « tué un millier de civils » et fait « des milliers de blessés », depuis le 24 mars, a affirmé le ministre des affaires étrangères yougoslave. Les dégâts s'élèvent à « plus de 100 milliards de dollars », a ajouté le ministre, citant « les estimations de certains experts européens ».

● Le gouvernement et l'opposition au Monténégro (qui, avec la Serbie, fait partie de la Yougoslavie) ont donné, jeudi, une rare démonstration d'unité face à l'armée yougoslave, fustigée pour avoir voulu faire juger en cour martiale le vice-premier ministre, Novak Kiliburda, qui a critiqué la haute hiérarchie militaire. Des avions de l'OTAN ayant néanmoins bombardé les environs de Podgorica, la capitale du Monténégro et du port de Bar, la présidence monténégrine a « résolulement exigé l'arrêt de toute forme de violence et des bombardements de l'OTAN » et lancé un appel « aux responsables de la Yougoslavie » pour qu'ils prennent une « initiative de paix ».

● Le chancelier allemand, Gerhard Schröder, a annoncé que son gouvernement était prêt à rencontrer Viktor Tchernomyrdine, le représentant spécial du président russe, Boris Eltsine, pour la Yougoslavie. M. Tchernomyrdine s'était déclaré favorable à ce qui a été qualifié de « plan de paix allemand » pour résoudre la crise du Kosovo. Le chef de la diplomatie britannique, Robin Cook, a expliqué que « le plan allemand » n'est qu'une suggestion pour un modus operandi de la mise en application des exigences de l'OTAN. Le premier ministre français, Lionel Jospin, a exprimé l'espoir que « "nouvelle responsabilité confiée" ». M. Tchernomyrdine « permettra une mobilisation positive dans la recherche d'une solution ».

● Sur une suggestion de la France, le Club de Paris réfléchit à un moratoire de deux ans sur la dette de l'Albanie et de la Macédoine pour les aider à faire face à l'afflux de réfugiés kosovars (Le Monde daté dimanche 11 et lundi 12 avril). La Banque mondiale a indiqué de son côté qu'elle préparait une aide de 30 millions de dollars (près de 27,6 millions d'euros) pour l'Albanie.

L'Alliance atlantique change de stratégie aérienne

L'OTAN est en passe de changer de stratégie, tout en restant dans l'ordre des frappes aériennes. Désormais, elle « prévoit de s'en prendre davantage à des objectifs dits de circonstance, alors qu'à ce jour et sauf rares exceptions, elle a consacré le gros de ses raids à des cibles programmées. Cette évolution a, au moins, deux conséquences majeures. La première est que l'OTAN a besoin d'autres types d'appareils et en plus grand nombre pour venir à bout de l'arsenal adverse. La seconde est qu'il lui faut apprendre à devoir assumer, sur le plan politique et médiatique, des risques accrus pour les civils sur le terrain et pour les équipages des avions ou des hélicoptères engagés dans l'opération « Force allée ».

● Le changement de stratégie s'explique. A tort ou à raison, l'OTAN juge que la phase 1 de son plan (la neutralisation de la dé-

fense aérienne, de la défense anti-aérienne, et des moyens de contrôle et de commandement) est en voie d'achèvement, même si elle nécessite encore, ponctuellement, des frappes complémentaires. Elle est donc passée à la phase 2, qui entraîne la destruction des infrastructures, militaires et civiles, en Serbie et au Kosovo, nécessaires à la conduite des opérations par Belgrade. L'objectif est de mettre hors d'état de nuire le corps de répression serbe sur le terrain, ses lignes de renfort et de ravitaillement. Or, l'existence de ce corps pose un problème particulier et sans précédent à l'OTAN : il est un outil constitué d'une armée dite régulière qui apporte son soutien et sa protection à des forces spéciales de sécurité, à des police, à une milice et à des réserves chargées - pas exclusivement, mais majoritairement - d'accomplir la basse besogne.

En clair, l'OTAN, organisée pour s'en prendre, durant la guerre froide, à des forces du « bloc » de l'est armées en ordre de bataille, a dû se muer en une « machine » de lutte anti-répression et anti-terroriste. Ce pour quoi elle n'était véritablement ni conçue, ni équipée, ni formée. Parce que les conditions météorologiques ne se prêtent pas à une action permanente, de jour comme de nuit, sur le terrain et qu'il a été prescrit de limiter, dans la mesure du possible, les dommages infligés aux civils, la phase 2 va devoir s'étaler dans le temps davantage qu'il n'avait été imaginé au départ par les planificateurs de l'OTAN. Au début, seulement 120 des 400 avions engagés étaient capables de missions d'attaque, le reste étant des appareils de soutien - ce qui en fait, pour autant, des avions de combat - toutes spécialités confondues. Au 13 avril,

suite, déjà, à une décision d'intensifier les raids, ils sont devenus 250, sur les 550 avions mobilisés pour « Force allée », à être affectés à ce genre de missions. La météo n'aidant pas, sur les 6 000 sorties recensées à la même date, 28,5 % étaient des raids d'attaque proprement dits.

TACTIQUE PLUS RISQUÉE

En prolongeant la phase 2, sans renoncer à la phase 1, l'OTAN ne vise plus majoritairement des cibles programmées - c'est-à-dire des cibles fixes - dont les coordonnées sont connues. Ses avions vont devoir intervenir contre des objectifs mobiles, agiles, fuyants, manœuvrants et capables de se fondre dans le décor, depuis des batteries de missiles sol-air jusqu'à des unités blindées ou mécanisées en mouvement en passant par de simples pièces d'artillerie.

Ce qui revient, pour l'OTAN, à passer, selon les spécialistes, à une stratégie de frappes de circonstance sur des forces qui se déplacent, dans le but d'arriver à les immobiliser, puis de les détruire. Les Américains parlent de missions « hit to hit », soit au coup par coup.

D'où la revendication, avancée par le général Wesley Clark, commandant suprême des forces alliées en Europe, de pouvoir disposer de nouveaux appareils, quelque 300 à 400 avions supplémentaires, et de 24, voire 36, hélicoptères d'attaque. L'engagement de ces renforts aériens, au profit d'une phase 2 accélérée et intensifiée, aboutit à déployer, de jour et de nuit, par tous les temps autant qu'il sera possible, un dispositif censé interdire tout mouvement adverse en l'air comme au sol. Ce qui induit de nouveaux modes d'action plus aléatoires : une surveillance permanente de l'espace aérien et terrestre yougoslave, des capacités plus étendues de ravitaillement en vol et des moyens d'attaque tenus en alerte et prêts à fondre sur un objectif de façon à raccourcir le délai entre l'instant où les concentrations de forces - nécessairement fugaces - sont détectées et le moment où les frappes au sol peuvent être efficacement déclenchées.

L'ambition de l'OTAN est de parvenir, de la sorte, au survol continu du Kosovo par une centaine d'avions de tous types pour identifier, sans trop commettre de

méprises, et détruire des cibles protégées et « farcies ». Cette tactique, qui se met en place, est nécessairement plus risquée. A une intensification des vols correspond une multiplication des incidents à venir. Pour la population, d'abord. Contre des civils égarés jetés dans la tourmente des mouvements militaires serbes ou utilisés par Belgrade comme « boucliers humains » de ses convois, des frappes au sol près sont, par nature, des périls difficilement maîtrisables. Pour les pilotes alliés, ensuite. En cherchant à avoir des résultats, l'OTAN va augmenter le nombre de ses missions, les exécuter le plus souvent à basse altitude et offrir des occasions de tir inopportunes à la défense serbe.

Mais, cette tactique, sauf capitulation soudaine et imprévisible, ce jour de Slobodan Milosevic, exige du temps. Au début, les planificateurs de l'OTAN - auxquels il a été refusé une offensive terrestre d'envergure - spéculaient sur une dizaine de semaines de raids aériens. Aujourd'hui, des deux côtés de l'Atlantique, on admet qu'il faille compter en mois.

Jacques Isnard

Les alliés « regrettent » le drame

BRUXELLES
de notre correspondant
« C'était donc bien une « bavure ». « Nous regrettons profondément la perte de vies civiles », a déclaré Jamie Shea, le porte-parole de l'Alliance lors de son point de presse quotidien à Bruxelles, en expliquant que le bombardement d'une colonne de réfugiés résultait d'un erreur d'appréciation d'un pilote de F-16 en opération au sud du Kosovo. Ce pilote, vraisemblablement américain, selon la bande magnétique, déclare avoir repéré, d'une altitude de 5 000 mètres, une colonne de véhicules se dirigeant vers la localité de Djakovica, proche de la frontière albanaise.

Estimant qu'il s'agissait d'un convoi de militaires serbes, il a pris dans sa ligne de mire l'un de ces véhicules, et lâché sa bombe avant de faire rapidement demi-tour, en manque de carburant. Sur le plan des faits, les explications fournies par l'OTAN restent encore lacunaires. Le général italien Giuseppe Marani, qui officie aux côtés de Jamie Shea, n'a pas été en mesure d'apporter des réponses à des interrogations portant sur la possibilité, pour un pilote expérimenté,

de confondre une colonne de troupes avec un convoi militaire. Et, surtout, il n'a pas pu répondre aux allégations des autorités serbes, constatées sur le terrain par plusieurs journalistes, selon lesquelles ce sont deux convois de réfugiés albanais, se déplaçant à quelques dizaines de kilomètres l'un de l'autre, qui auraient fait le même jour l'objet d'attaques d'avions de l'OTAN.

Le pilote du F-16 raconte

Le bombardement par erreur d'une colonne de réfugiés qui s'est produit mercredi 14 avril sur la route de Prizren à Djakovica, dans le sud-ouest du Kosovo, où circulait mercredi après-midi un convoi de véhicules, a conduit l'OTAN à diffuser un extrait de la bande-son du pilote où il raconte : « J'ai repéré un convoi de trois véhicules qui ressemblaient à des blindés de transport de troupes. Je suis convaincu qu'ils étaient sur le point de mettre le feu à une maison. J'ai largué une bombe à guidage laser sur ce convoi, puis j'ai quitté la zone par manque de carburant. »

Ces questions pendantes, comme l'impossibilité de donner une estimation des victimes, paraissent néanmoins secondaires aux yeux des responsables de l'OTAN, qui « rejettent la responsabilité sur Slobodan Milosevic. « Aucun conflit, dans l'Histoire, n'a été exempt d'accidents », soulignait encore Jamie Shea. « Il nous faut accepter la mort de quelques-uns pour sauver le plus grand nombre. Je ne peux pas garantir qu'à l'avenir ce type d'erreur ne se reproduira pas. » En privé, des responsables militaires et politiques au siège de l'OTAN s'étonnaient, eux, qu'il n'y ait pas eu jusque-là plus « d'erreurs » de ce genre, en raison du choix tactique d'effectuer des frappes sur des objectifs en mouvement d'une altitude de 5 000 mètres. Une option « retenue en raison du souci de préserver autant que possible la vie des pilotes, car la perte ou la capture de quelques-uns d'entre eux pourrait avoir des effets négatifs sur le soutien de l'opinion publique à l'opération », constatait un diplomate.

Les dirigeants des pays engagés dans le conflit, Bill Clinton en tête, ont « regretté » le drame de Djakovica.

Enfin !!
L'informatique à prix
"direct entrepôt"

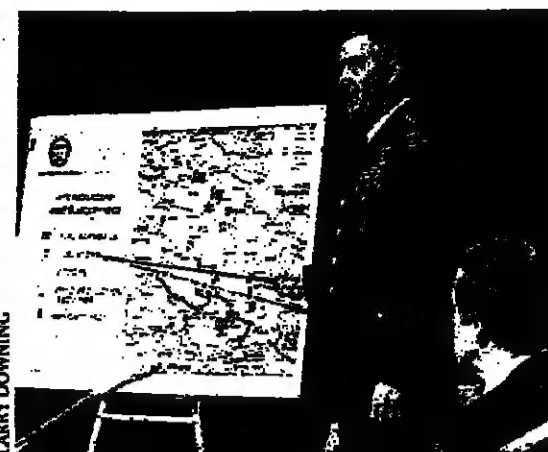
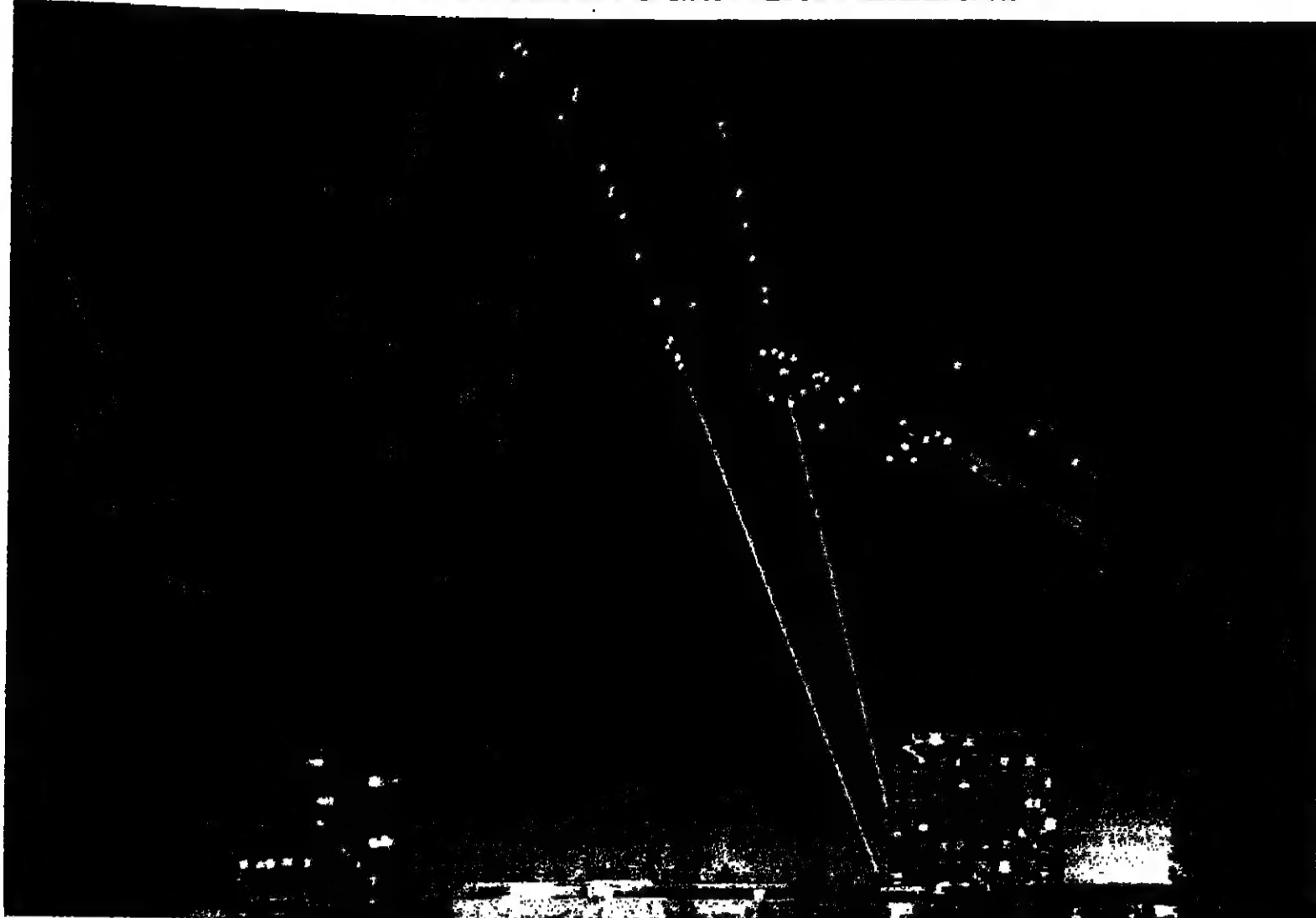
Afin de satisfaire ceux qui ont déjà fait leur choix de matériel, le Groupe IC vous permet d'acheter à son dépôt central de 2500 m². Ce type de vente est réservé aux utilisateurs professionnels avertis car les conditions y sont draconiennes :

- Vente exclusive aux entreprises et professionnels.
- Paiement comptant sans escompte.
- Pas de démonstrations ni devis.
- Minimum d'achat 6000 F TTC.
- Service après-vente constructeur (en général 1 an retour atelier).
- Livraison éventuelle payante.
- En cas de rupture de stock, acompte d'au moins 50 % exigé à la commande.

Direct Dépôt IC
124 Bd de Verdun
92400 Courbevoie
01 47 88 43 75
Heures d'ouverture :
du lundi au vendredi
de 14h à 17h

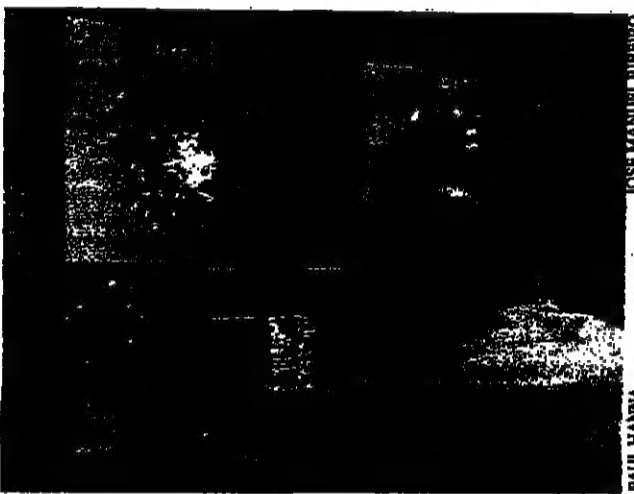
EXEMPLES DE PRIX IC DD		
	Pu HT	Pu TTC
Mac 266	6 810	8 172,80
Macintosh G3 300	9 320	11 184,00
Macintosh G3 350 DVD	11 450	13 740,00
Macintosh G3 400 ZIP	14 720	17 664,00
Macintosh G3 400	17 420	20 904,00
PC IC K62 300 MHz + 32 Mo + 3,2 Go + Cd 32 X + Mod 15"	4 300	5 160,00
Nin 64 + MS Works		
Moniteur Apple TFT 15"	2 850	3 420,00
Moniteur Apple 17"	2 690	3 228,00
Moniteur Sony 17"	8 000	9 600,00
Moniteur Sony 15" 100 Hz	1 150	1 380,00
Sticks 740	1 350	1 620,00
Carte & Proc. 40 Mac OS	9 750	11 700,00

L'ALLIANCE VEUT RENFORCER SA CAMPAGNE AÉRIENNE



La DCA de Belgrade illumine le ciel de tirs contre les avions de l'OTAN. Le général Henry Shelton, chef d'état-major des armées américaines (en haut à droite), détaillait, jeudi, la campagne de frappes devant la commission de la défense du Sénat à Washington. Dans l'Adriatique, au centre d'information d'un bâtiment américain (en bas à gauche), un contrôleur canalise les mouvements en Europe. Sur la plate-forme du porte-avions américain Roosevelt, des bombes Walleye sont chargées sur des F-14. Près du village de Gracanica, le 7 avril, des policiers serbes ramassaient des bombes non explosées.

PHOTOS REUTERS



« Une erreur, c'est une erreur »

KUKËS (nord de l'Albanie)
de notre envoyé spécial
Rukma Bajrami a vu mourir son fils aîné. D'abord, elle a entendu le bruit d'un avion. Puis des explosions. « Tout le monde était terrifié. » Elle s'est couchée dans la remorque du tracteur. Et, raconte cette réfugiée de soixante-quatre ans, « j'ai vu mourir mon fils aîné ». Il s'appelait Ferhat. Il avait trente-cinq ans. Il était au volant du tracteur, en tête d'un convoi d'Albanais du Kosovo violemment expulsés par les forces serbes de la Drenica (centre du Kosovo). Son deuxième fils, trente ans, lui aussi au volant d'un tracteur, avait le bras arraché. Le convoi de réfugiés a essuyé le bombardement aérien, mercredi 14 avril, près de Velika Krusa, non

loin de la ville de Prizren (Kosovo), sur le chemin de l'Albanie. Selon les témoignages des rescapés arrivés à Kukës, aucun blindé des forces serbes n'a accompagné le convoi. C'est quinze minutes après le drame, selon Rukma, qu'une colonne serbe a emprunté la même route. « Il y avait dix à quinze blindés. Je leur ai fait signe de s'arrêter pour qu'ils emmènent mon fils blessé. Mais ils ont continué », dit Rukma. Elle a vu trois ou quatre morts dans le tracteur de tête, trois dans celui qui suivait. Et trois ou quatre blessés. Mais elle dit : « Il y a eu beaucoup plus de morts. » Comme tous les rescapés du convoi, Rukma se refuse à croire que l'avion qui a tué son fils aîné et grièvement blessé le second appartenait à l'OTAN. Assise sur la terre, sous une tente de toile dans un camp de réfugiés de Kukës, elle dit : « Je ne pense pas que c'était une erreur. Je pense que les avions étaient serbes. L'OTAN nous défend, elle ne va pas tirer sur nous. »

« CE N'EST PAS BIEN GRAVE »

Ajman Sula, trente-sept ans, mère de six enfants dont un a été légèrement blessé dans l'attaque aérienne, était aussi dans les tracteurs de tête touchés par les bombes : « La milice serbe, qui est arrivée une demi-heure plus tard pour ramasser les blessés et les morts, nous a dit que c'était l'OTAN qui nous avait tiré dessus. Nous sommes absolument sûrs que ce n'est pas l'OTAN. Elle est de notre côté », explique-t-elle. « Une erreur ? Tout est possible. Si c'est une erreur, ce n'est pas bien grave. Une erreur, c'est une erreur », dit-elle avant d'ajouter : « Les Serbes, eux, nous exécutent. Ils sont en train de remplir les fosses communes. » Faut-il arrêter les bombardements pour éviter ce que l'OTAN appelle pudiquement les « dommages collatéraux » ? « Il faut continuer, intervient un cousin qui a perdu cinq membres de sa famille dans cette "erreur", pour libérer notre pays, rentrer chez nous. »

Luc Rosenzweig

Jean-Baptiste Naudet

Bill Clinton confirme la poursuite des frappes

WASHINGTON
de notre correspondant
Face à la tragédie des réfugiés kosovars bombardés, mercredi, par erreur par un appareil américain, et au risque que de telles bavures pourraient faire peser sur la cohésion de l'Alliance, Washington a lancé une contre-offensive immédiate.

Tout en multipliant les excuses, Bill Clinton et son secrétaire à la défense, William Cohen, ont insisté sur la responsabilité première du président de la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro), Slobodan Milosevic, l'homme qui a jeté par centaines de milliers les réfugiés albanais sur les routes.

« RIEN N'EST PARFAIT »

La presse s'interrogeait, jeudi 15 avril, sur les responsabilités du massacre. Mais si la nouvelle a choqué — une petite manifestation anti-guerre a eu lieu à San Francisco devant le bâtiment où parlait Bill Clinton —, le conflit est toujours aussi lointain, trop sans doute pour que l'opinion se retourne brusquement. Mais l'administration sait parfaitement qu'un renouvellement de telles bavures pourrait avoir des conséquences désastreuses, aux Etats-Unis comme chez les alliés de l'OTAN.

Jusqu'ici, la brutalité des images de réfugiés arrivant en Macédoine ou en Albanie et la campagne d'explication de la Maison Blanche ont porté leurs fruits. Selon un sondage rendu public jeudi par CNN, pour la première fois une majorité d'Américains — 52 % contre 45 % — sont favorables à l'envoi de troupes au sol en cas d'échec de la guerre aérienne et à condition que les alliés y participent aussi.

Depuis le début de la guerre, les partisans des bombardements sont passés de 50 % à 61 %. Le pourcentage de personnes interrogées comprenant pourquoi il faut s'en prendre à la Serbie est désormais de 79 % tandis que 61 % approuvent la gestion de la

crise par M. Clinton. « On ne peut pas mener ce genre de conflit sans que ne se produisent des erreurs comme celle-ci. »

Rien n'est parfait », a déclaré le président. « Nous faisons notre possible pour ne toucher que des cibles militaires (...). Mais je dois vous dire que si c'était une raison pour changer notre mission, alors les Etats-Unis ne seraient jamais plus capables d'utiliser leur puissance militaire contre un ennemi

aussi envahissant, capable d'utiliser des gens comme boucliers humains. »

« La meilleure solution, pour le Kosovo, pour la Serbie, pour la Bosnie, la Croatie, la Macédoine et pour tous les pays du sud-est de l'Europe, ne passe pas par un redécoupage sans fin de leurs frontières, a par ailleurs déclaré Bill Clinton, mais par une intégration accrue au sein de l'Europe, où la souveraineté importe mais où les

frontières sont aussi de plus en plus ouvertes. »

Devant le Congrès, le secrétaire à la défense, William Cohen, pour montrer que le drame de mercredi n'avait pas altéré la détermination américaine, a annoncé que les bombardements de la Serbie se poursuivraient pendant « beaucoup, beaucoup, beaucoup de semaines ou même de mois ».

Patrice de Beer

Avirex[®]
Chinos[®]
the authentic
American
Friday wear[®]

*Les authentiques vêtements de détente américains

Pour tout renseignement sur les revendeurs agréés :

Tel. 01.42.21.02.09 - Fax 01.42.21.05.09

مكتبة من الأمل

L'Albanie attend de l'OTAN un engagement plus large

L'opération « Abri allié » soulève de grands espoirs dans le pays

Pays pauvre et très dépendant de l'aide internationale, l'Albanie attend du déploiement de 8 000 soldats de l'OTAN non seulement la protection et la paix mais aus-

si une assistance plus générale. L'Organisation atlantique se contente, pour l'instant, de réaffirmer le caractère sécuritaire et humanitaire de sa mission

TIRANA

de notre envoyé spécial

Le spot télévisé est apparu voilà quelques semaines sur la chaîne nationale albanaise. Vingt secondes à la gloire de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) à l'occasion de l'anniversaire de la fondation de l'Alliance : « L'OTAN, c'est la paix ; l'OTAN, c'est la protection. » Comme s'il fallait illustrer ces propos, le programme s'achève sur deux images : le premier ministre, Pandali Majko, serrant la main du secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana ; et le même Pandali Majko les épaules recouvertes par le bras protecteur d'un Bill Clinton tout sourire.

Réalisé par le gouvernement albanais, ce petit film illustre parfaitement l'atmosphère dans laquelle les autorités de Tirana attendent la mise en place de l'opération « Abri allié ». Depuis que, le 11 avril, le conseil permanent de l'OTAN a officiellement adopté le principe d'un déploiement d'environ 8 000 militaires afin d'assurer la sécurité de l'arrivée de l'aide humanitaire, de son transport et de sa distribution à aux quelque 300 000 Kosovars réfugiés en Albanie, le pays piaffe d'impatience. Pour refléter la réalité de l'urgence actuelle, ce sentiment n'en traduit pas moins l'espoir, chez de nombreux Albanais, d'une aide beaucoup plus large et d'un engagement tant humanitaire et militaire qu'économique en faveur d'un pays de 3 millions d'habitants considéré comme le plus pauvre d'Europe. Or cette logique vient se heurter à la doctrine de l'opération « Abri allié » : l'humanitaire, rien que l'humanitaire.

« Chacun reconnaît la nécessité d'une intervention massive et rapide. La solidarité exceptionnelle des familles albanaises, qui hébergent près de 60 % des Kosovars, et l'activisme forcené de certaines organisations non gouvernementales ont permis de passer les deux premières semaines sans drame sanitaire. Près de 200 000 réfugiés ont été éloignés de la région frontalière de Kukës. Des camps y ont été montés et l'aide y a été acheminée en priorité, permettant d'éviter la disette un temps redoutée. Mais ce travail acharné sur la frontière septentrionale contraste avec la situation du reste du territoire. Les 200 000 réfugiés conduits vers le sud ne présentent pas autant, car ils sont davantage disséminés. Les familles qui les hébergent ne reçoivent aucune aide. A Korça, près de la frontière macédonienne, ou à Pogradec, un peu plus au sud, des milliers de réfugiés campent sous des tentes et ne disposent pratiquement d'aucune assistance supplémentaire. A Kukës, une reprise de l'exode massif – que personne n'exclut – laisserait la ville exsangue et les voies de communication surchargées. Pour le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), il convient donc de multi-

plier les centres d'accueil et d'en assurer la bonne gestion. Le ministre du gouvernement local, Arden Demeti, en dit autant en réclamant prioritairement « l'aménagement de campings » et « le soutien aux familles d'accueil ». L'OTAN semble avoir pris acte de ces demandes. Cet accord de façade cache pourtant des lézards. Le HCR a ainsi accueilli les bras ouverts la proposition de l'OTAN : face à l'urgence, rien ne vaut l'efficacité et la puissance de feu des militaires. Mais certains, aux Nations unies, s'interrogent : en cas d'offensive terrestre, la transformation de ces 8 000 travailleurs humanitaires en soldats de première ligne ne risquerait-elle pas de ruiner l'image de neutralité de l'agence internationale ?

Depuis l'annonce d'une aide massive aux 300 000 réfugiés kosovars, le pays piaffe d'impatience

Entre l'OTAN et l'Albanie, les différences d'appréciation sont plus flagrantes encore. A commencer par le tempo. « L'opération a débuté mardi, avec l'arrivée d'un bateau italien amenant 2 000 hommes », assure ainsi Proc Zogaj, conseiller politique du président albanais. « L'opération commencera quand le commandement l'aura décidé et une fois que le conseil permanent aura voté », corrige-t-on à l'OTAN. C'est-à-dire qu'elle est en début de semaine prochaine. Pour l'instant, les soldats italiens, fran-

çais, turcs ou américains – dont l'OTAN, à Tirana, assure ignorer le nombre exact – lancés dans l'aide humanitaire demeurent sous leurs commandements respectifs.

Combien seront-ils, une fois l'opération lancée ? 8 000, comme annoncé ? « Ou 14 000, comme le dit Demeti ? » « Le moins possible, et une fois épuisées les ressources locales », rectifie l'OTAN. Qui assurera la coordination ? « L'OTAN », annonce le ministre. « Le HCR, dit l'OTAN : nous serons à leur disposition. » Et la transformation de cette force en tête de pont d'une attaque terrestre ? « Nous y sommes favorables », dit-on à la présidence albanaise. « Il n'en est pas question », tranche l'OTAN.

En réalité, l'Albanie attend beaucoup plus de l'OTAN. Un soutien logistique aussi large que possible, comme en témoigne la rapidité avec laquelle l'Organisation atlantique s'est vu confier le contrôle de l'espace aérien albanais et la gestion de l'aéroport de Tirana ; une protection contre d'éventuelles attaques serbes, ce à quoi l'OTAN s'est engagé ; mais aussi un ancrage solide au sein de l'Alliance à laquelle le pays souhaite adhérer depuis le renversement d'Enver Hoxha. Enfin, il y a la manne économique d'une présence militaire. Sous perfusion internationale depuis 1991, l'Albanie a en effet vu aides et investissements sensiblement diminuer ces dernières années. Des engagements ont déjà été pris pour inverser cette tendance. Cette perspective a permis, chose impensable en Albanie, de réunir majorité et opposition. Une raison qui « invite à la prudence », pense-t-on à l'OTAN.

Nathaniel Herzberg

Les bombardements paralysent l'opposition à Slobodan Milosevic

Les divisions, dit-on aujourd'hui en Serbie, ne sont plus entre pouvoir et opposition, mais entre « patriotes » et « traîtres », ce qui fait l'affaire du maître du régime de Belgrade

BELGRADE

de notre envoyé spécial

Les obsèques de Slavko Curuvija, journaliste et éditeur de l'opposition, assassiné devant son domicile dans l'après-midi du dimanche de la Pâque orthodoxe, ont rassemblé dans un cimetière de Belgrade quelque 2 000 personnes, en majorité des opposants au régime. A la même heure, sur la place de la République, au centre de la capitale, un nombre équivalent de jeunes assistait à un récit quotidien depuis fin mars sur le thème : « Seule la musique nous maintient debout ». En deux lieux si différents, un rejet unanime des bombardements de l'OTAN se faisait entendre, que ce soit à travers le rock ou avec la marche funèbre jouée par l'orchestre qui accompagnait la dépouille de Slavko Curuvija à sa dernière demeure. En Yougoslavie, le régime et l'opposition s'accrochent en effet, du moins pour l'instant, à condamner l'OTAN.

La journaliste qui a pris la parole devant le cercueil de Slavko Curuvija l'a exprimé sans ambiguïté en évoquant « les lâches qui (l')ont assassiné dans le dos et ceux qui nous bombardent du ciel ». Dans l'assistance figurait le dirigeant du Parti démocratique (DS), Zoran Djindjic, élu fin 1996 maire de Belgrade sur la liste de l'opposition. M. Djindjic n'est pas resté longtemps en poste, victime des querelles au sein de l'opposition. Son allié de l'époque, le nationaliste Vuk Draskovic, a rejoint la majorité et occupe aujourd'hui les fonctions de vice-premier ministre de Yougoslavie.

Zoran Djindjic se retrouve désemparé presque seul dans une opposition qui revêt un caractère tout juste symbolique. A quelques

mètres du cercueil, M. Djindjic a déclaré qu'il se sentait en danger et qualifié sans ambages de crime politique prémedité l'assassinat de Slavko Curuvija, qui révèle l'existence d'escadrons de la mort en Serbie. Zoran Djindjic craint pour sa vie et ajoute : « Pour nous autres, membres de l'opposition, les choses sont devenues plus difficiles avec les bombardements de l'OTAN. » Selon lui, « la première victime des bombes de l'OTAN, ce n'est pas Milosevic mais l'opposition démocratique. Notre marge d'action s'est soudain trouvée réduite à néant ».

TROIS COUPABLES

Le Parti d'alliance civique de Serbie (GSS) se trouve à présent privé de son nouveau président, Goran Svilanovic, qui a été mobilisé. M. Svilanovic a répondu à l'appel de l'armée et on peut le voir en uniforme, à l'heure du déjeuner, dans un restaurant au pied du siège de son parti, en compagnie de sa porte-parole, Maja Tasic. En raison de son statut de militaire, M. Svilanovic n'a pas le droit de s'entretenir avec la presse, mais son porte-parole résume la situation en des termes proches de ceux des autres partis d'opposition. D'après elle, « il n'est pas possible de mener un travail politique sérieux. Les événements ont porté un rude coup à l'opposition démocratique. Maintenant, la seule posture que nous pouvons assumer est celle de l'opposition à la guerre ». Elle ne se risque à aucun pronostic : « Personne ne sait ce qui va arriver. »

Quant à Zoran Djindjic, il ne dissimule pas son pessimisme : « Je ne vois pas d'issue politique. Tout va se terminer par la capitulation de la Yougoslavie et l'annexion de la Serbie. Un tragique destin pour mon pays. » Il désigne trois cou-

pables de la situation actuelle, provoquée par la crise du Kosovo : « La responsabilité incombe d'abord à Milosevic qui a ordonné la répression, mais aussi aux combattants de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) qui font prendre de grands risques aux civils. Enfin, l'OTAN est également responsable car ses attaques aériennes ont terriblement compliqué la situation. Nous sommes pris dans une spirale de violence dont il sera très difficile de sortir. »

Un universitaire, opposant au régime et désireux de conserver l'anonymat, estime qu'une solution à la crise pourrait être apportée par l'envoi au Kosovo de troupes étrangères de l'Organisation pour la sécurité et la coopération européenne (OSCE) : « Cela résoudrait le problème de la haine contre l'OTAN, qui était auparavant l'appanage du gouvernement mais qui s'est aujourd'hui généralisée. Ceux qui chantaient et dansaient lors des concerts ne sont pas favorables à Milosevic, mais ils sont hostiles à l'OTAN. »

Dans l'appartement qu'occupait autrefois son père, Aleksa Djilas, professeur de sciences politiques dans diverses universités étrangères, se définit comme un indépendant.

Il n'hésite pas à critiquer autant le régime que l'opposition. De Milosevic, il dit : « Il n'est pas populaire mais il n'a pas d'opposition. Peu de gens mentionnent son nom ces jours-ci. Sa position est idéale. Toutes les énergies se concentrent pour défendre le pays. Aux Etats-Unis, beaucoup du monde croyait que, dès l'envoi du premier missile, les Serbes allaient se soulever. C'était une idée échevillée. »

Dalibor, lui aussi, professeur d'université, résume clairement la situation actuelle : « Désormais, la division ne se fait plus entre partisans et adversaires du régime, mais entre traîtres et patriotes. Il n'est pas d'autre alternative quand les bombes vous pleuvent sur la tête. L'OTAN a réussi ce que Milosevic n'avait jamais pu obtenir : l'unité du pays tout entier. Rien de tel que les bombes de l'OTAN pour consolider Milosevic. »

Confronté à ce dilemme, l'opposition au régime en Serbie se trouve à l'évidence dans une impasse. Elle ne peut que se mettre en veilleuse, en attendant la fin du déluge de bombes. Cependant, les voix pressageant un règlement de comptes avec Milosevic à l'issue des bombardements se font de plus en plus fortes. Le professeur qui préfère rester anonyme l'affirme : « Milosevic redoute plus l'après-guerre que la période actuelle. Le pire l'attend lorsque les gens demanderont de quoi ils vont vivre. Nous sommes en pleine ivresse. Mais qu'advient-il quand il n'y aura plus d'alcool ? »

José Comas (El País)
(Traduit de l'espagnol par Carmen Val Julian)

Les raids aériens ont repris sur le Monténégro

ULCINJ (Monténégro)
de notre envoyé spécial

Dans la rue, les passants se sont immobilisés, le regard tendu vers le ciel, certains montrant du bras la direction des avions de l'OTAN, au bout de trois fines traînées blanches qui filent vers la mer en provenance de l'intérieur des terres. A Ulcinj, ville albanaise du sud du Monténégro, dont la population a doublé avec l'arrivée de près de 28 000 réfugiés de Kosovo, le passage des bombardiers occidentaux, jeudi 15 avril, est un douloureux rappel : pour ces rescapés, la guerre n'est pas terminée, et le refuge qu'ils ont voulu trouver dans la petite République, où stationnent d'importantes forces yougoslaves, pourrait s'avérer trompeur. Au moment où les avions dépassent la ligne de crête, un projectile est tiré par l'armée yougoslave. Il s'élève dans le ciel vers les avions, sous les yeux médusés des réfugiés, et rate sa cible.

Les raids aériens de l'OTAN ont repris, jeudi soir, sur le Monténégro, pour la première fois depuis une semaine. Les habitants de Podgorica, la capitale, ont entendu vers 22 heures une série de fortes détonations. Six sites auraient été touchés dans les environs de la ville. La présidence de la République a appelé, dans un communiqué, à la cessation des hostilités. « La direction

du Monténégro exige résolument l'arrêt de toute forme de violence et des bombardements de l'OTAN, et lance un appel énergique aux responsables de la Yougoslavie afin qu'une initiative de paix débouche sur une solution négociée pour le Kosovo », dit le texte.

Les nouvelles frappes sur le Monténégro ont encore accentué la position délicate de cette République de 650 000 habitants, dont la direction politique veut tenir tête, au sein de la Fédération yougoslave, au pouvoir de Slobodan Milosevic. La population locale est très divisée, tiraillée entre un courant pro-occidental favorable au président monténégrin, Milo Djukanovic, soucieux de montrer une certaine assistance aux réfugiés, et un courant pro-serbe, loyal à la Fédération, donc à Milosevic.

AMBIGUITÉS LOCALES

A Ulcinj, les conséquences de ces tensions sont visibles. Les milliers de réfugiés se trouvent otages des ambiguïtés politiques locales. L'aide internationale publique peine en effet à arriver, car des organisations telles que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) se trouvent obligées de traiter officiellement avec Belgrade. « Les blocages sont

importants. Des organisations humanitaires ont vu leurs comptes bancaires bloqués », raconte un Occidental. On assiste ainsi à l'absurdité suivante : la Croix-Rouge monténégrine, théoriquement la mieux placée pour aider les réfugiés albans, dépend en réalité de la Croix-Rouge yougoslave, présidée par... Mira Markovic, l'épouse de Slobodan Milosevic.

Devant une mosquée d'Ulcinj transformée en centre d'hébergement pour les démunis, Merize, vingt et un ans, raconte que sa famille de cinq personnes en est réduite à dormir sur les tapis de prière car elle ne peut pas payer un logement en ville. « Ils demandent 200 deutschemarks par mois pour une chambre », dit-elle les mains tremblantes, visiblement traumatisée par la longue marche à travers les montagnes qu'elle a effectuée avec les siens, voilà quatre jours, afin de fuir l'assaut des forces serbes dans la région d'Izozg, dans le nord-ouest du Kosovo.

Dans cette région bordant l'Adriatique, où les infrastructures touristiques sont légion, aucun hôtel n'a été mis à la disposition des réfugiés. Le ministère monténégrin du tourisme a fait savoir qu'il préfère garder ses installations dans l'attente d'éventuels vacanciers porteurs de devises.

Natalie Nougayrède

PEUGEOT
NEUBAUER
tir de 77

9, bd Gouvion St Cyr 75017 Paris
Tél : 01 46 22 88 88

TROIS QUESTIONS À... BARDHYL MAHMUTI

1 Vous êtes l'un des six représentants politiques de l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Quelle est votre réaction après la décision des Quinze d'associer l'ONU au règlement de la crise au Kosovo ?
On assiste à un glissement qui pourrait être dangereux. Les Quinze veulent faire participer la Russie et porter la discussion devant le Conseil de sécurité. J'en déduis que la communauté internationale espère encore négocier avec Milosevic. En préalable à toute paix dans les Balkans, il faut le détruire et surtout intensifier les frappes pour anéantir son appareil militaire et répressif. On est à un moment crucial : le statu quo actuel est insupportable et aggrave la situation. Si l'OTAN ne s'engage pas sur terre, qu'au moins on arme l'UCK.

2 Quelle sortie de crise envisagez-vous ?
Il serait injuste que les Albanais du Kosovo obtiennent moins que

l'indépendance. Comment expliquer à une famille victime de l'épuration ethnique de Milosevic qu'elle devra encore vivre aux côtés des Serbes ? Nous serons amenés à vivre ensemble dans la région, mais chacun chez soi.

3 Quelles nouvelles avez-vous de la situation sur le terrain ?
Les combats sont continus et intenses dans les régions de Llap et de Shala (nord du Kosovo). Les forces serbes ont pénétré dans la Drenica [bastion historique de l'UCK au centre de la province] mais nous y sommes revenus dès que les forces serbes se sont retirées. La situation est particulièrement difficile parce que nous devons prendre soin des personnes déplacées alors que nous manquons de munitions. Mais les bombardements de l'OTAN nous satisfont et notre moral est élevé. De toute façon, nous n'avons plus d'autre choix que de combattre.

Propos recueillis par
Christophe Châtelot

VW Espace Suffren

New Beetle*
*New Beetle 2.0i Disponible à l'essai.
40 ter, avenue de Suffren - 75015 PARIS
Tél. 01 53 58 10 00

analysent
Milosevic
ne sont plus
notes et traités
de Belgrade

Le plan allemand reprend les conditions posées par l'OTAN

Moscou refuse toujours l'envoi d'une force militaire internationale au Kosovo

Le ministère allemand des affaires étrangères a soumis au G8 des idées pour mettre en œuvre les conditions posées par l'Alliance

atlantique à Slobodan Milosevic. Le président des Verts au Parlement européen, Magda Aelvoet (Belgique) a accusé, jeudi 15 avril,

Londres et Washington de « bloquer » ce plan, « dernière occasion d'avoir un cessez-le-feu à court terme ».

IL Y A BIEN un plan allemand pour une sortie de crise au Kosovo, contrairement aux déclarations officielles faites à la fin du Conseil européen extraordinaire qui s'est tenu, mercredi 14 avril à Bruxelles. Les dénégations, y compris celles du chancelier Schröder, s'expliquent en partie par des considérations de politique intérieure allemande mais surtout par le fait que les idées développées par le ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer, pouvaient prêter à malentendu : ou bien il s'agit d'une proposition de trêve et les Allemands demandent l'impression de rompre la solidarité des alliés, ou bien la mise en œuvre progressive d'un cessez-le-feu supposait bien que les cinq conditions posées par l'OTAN aient été acceptées par M. Milosevic et les suggestions allemandes apparaissent alors prématurées.

Que proposait Joschka Fischer ? Une résolution du Conseil

de sécurité reprenant dans les grandes lignes les cinq conditions de l'OTAN : retrait de toutes les forces serbes du Kosovo avec fixation d'une date-limite, déploiement d'une force internationale, retour des organisations humanitaires, retour des réfugiés et mise en place d'une administration provisoire sous la surveillance des Nations unies. C'est seulement si cette résolution était acceptée par Belgrade et si le retrait des forces serbes, armée et police, du Kosovo commençait à la date prévue qu'une trêve des bombardements de 24 heures serait décidée par l'OTAN. Cette trêve pourrait se prolonger et se transformer en suspension permanente des frappes en cas de retrait total. Au fur et à mesure du retrait des troupes serbes, la force internationale commencerait à se déployer au Kosovo à partir des éléments de l'OTAN déjà stationnés en Macédoine et en Albanie. Selon les Allemands, si Milosevic ne se conformait pas

à la résolution de l'ONU, les bombardements de l'OTAN se poursuivraient.

Ces idées ont été présentées aux responsables russes, lundi, par Wolfgang Ischinger, secrétaire d'Etat allemand aux affaires étrangères. Comme lors de la réunion du G8 (le G7 plus la Russie), la semaine dernière à Dresde, ou lors de la rencontre entre le secrétaire d'Etat américain Madeleine Albright et son collègue russe Igor Ivanov, mardi à Oslo, l'accord des Russes achoppe sur le déploiement d'une force militaire internationale au Kosovo. La diplomatie russe considère que ce point est inacceptable par M. Milosevic et reconnaît implicitement qu'elle n'est pas en mesure de le faire céder sur ce point essentiel. Moscou répète que les Serbes ont déjà accepté une présence civile internationale dans les accords avec Richard Holbrooke, en octobre 1998 et qu'ils ne peuvent guère aller plus loin. Les Russes, pour leur part, se

raient disposés à participer à une force internationale dans un arrangement avec l'OTAN de type de la SFOR qui se trouve en Bosnie depuis décembre 1995. Mais ils ne veulent pas, ou ne peuvent pas l'imposer à M. Milosevic, surtout par la force.

C'est pourquoi l'adoption d'une résolution par le Conseil de sécurité des Nations unies apparaît encore bien lointaine. Les Russes ne veulent pas se retrouver dans une situation où la Serbie serait bombardée pour ne pas se conformer à une décision de l'ONU qu'ils auraient eux-mêmes approuvée. En revanche, Moscou semble avoir accepté, au moins tacitement, le principe d'un retrait total des troupes serbes du Kosovo, allant ainsi au-delà des accords de Rambouillet qui prévoyaient le maintien d'une force de police résiduelle et de quelque 1500 gardes-frontières.

La démission totale du Kosovo pourrait permettre, en cas d'accord, de déployer une force internationale plus légère, étant entendu comme l'indique le plan allemand que l'OTAN continuerait à assurer une couverture aérienne et que des forces de l'Organisation atlantique resteraient stationnées dans les pays voisins.

Ces réflexions concernent l'étape postérieure à la guerre, ce qui explique sans doute la réaction des Américains ou des Britanniques au plan allemand. Ceux-ci le jugent « constructif » mais Belgrade doit d'abord accepter les demandes de l'OTAN, a déclaré le porte-parole de la Maison blanche, Joe Lockhart : « Il y aura alors des discussions sur les moyens d'arrêter la campagne militaire. On en est bien loin », a-t-il conclu.

Daniel Vernet

A Athènes, des manifestants jettent des pierres sur les ambassades de France, de Grande-Bretagne et d'Italie

ATHÈNES

de notre correspondant
La Grèce a vivement condamné, jeudi 15 avril, le bombardement contre deux convois de civils kosovars albanais qui aurait fait 75 morts, mercredi 14 avril, dans l'ouest du Kosovo. La presse nationale a consacré, sous de grandes photos des corps déshabillés, ses gros titres à l'affaire : « Le massacre des réfugiés par des bombes de l'OTAN », « Les « sauveurs » sont des assassins ».

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté, dans la soirée, à l'appel d'organisations proches du Parti communiste, dans le centre d'Athènes jusqu'à l'ambassade des Etats-Unis en criant « Américains, assassins des peuples ! » et « La Grèce, hors de l'OTAN ! ». Les manifestants ont jeté de la peinture rouge, des œufs et des pierres sur les façades des ambassades de France, d'Italie et de Grande-Bretagne qui se trouvaient sur le parcours du défilé.

Cet événement tragique montre le visage repoussant de la guerre ; l'expression de la tristesse ne suffit pas », a déclaré le porte-parole du gouvernement, Dimitris Reppas. Elle doit être accompagnée d'une politique qui satisfasse « le besoin immédiat d'une solution politique au problème du Kosovo ». La Grèce, qui « a déjà pris beaucoup d'initiatives et qui continue d'en prendre, se trouve à l'avant-garde des efforts pour aboutir à une solution pacifique », a affirmé M. Reppas.

Travaillé par son appartenance à l'OTAN et le soutien de son opi-

nion aux « frères orthodoxes serbes », Athènes insiste depuis le début du conflit pour la recherche d'une solution politique et diplomatique à la crise. « La communauté internationale doit comprendre que la Grèce a des priorités », de par sa position dans les Balkans « et qu'elle n'est pas et ne veut pas être mêlée aux conflits de la région », a lancé il y a dix jours le premier ministre, Costas Simitis.

NE PAS SE MARGINALISER

Le chef du gouvernement a toutefois ajouté que la Grèce ne pouvait pas se « marginaliser » au sein de l'OTAN et de l'UE sur la crise du Kosovo et a condamné dans la foulée « la politique serbe de nettoyage ethnique ». Le pays « doit coopérer avec l'Union européenne et préserver son rôle dans l'OTAN », car la Turquie « guette l'occasion de couvrir le vide que créerait une prise de distance » de la Grèce. Face à cette menace turque et alors que le pays est « à deux doigts » de réussir son arrimage à l'euro, « le pire serait de nous marginaliser par des réactions à chaud », a averti M. Simitis.

L'équipe au pouvoir s'emploie à unir les pays de la région pour dégrader une position commune face à la crise. « Nous voulons que la voix des Balkans soit entendue, car la communauté internationale n'a pas écouté les voix de la région », a affirmé le chef de la diplomatie, Georges Papandreu, en annonçant un plan « de stabilité et de développement des Balkans » que M. Simitis a présenté au sommet spécial de l'UE à Bruxelles, en complément du projet allemand de

Gerhard Schröder. Ce plan repose sur le développement économique des Balkans avec la mise sur pied d'une sorte de « plan Marshall », la promotion de la démocratie avec la protection des droits de l'homme et des minorités, ainsi que la mise en place de mécanismes pour résoudre les conflits et assurer l'inviolabilité des frontières. Le projet affirme également le besoin d'établir sur des bases permanentes la coopération régionale ainsi que le principe de l'adhésion de tous les pays des Balkans à l'UE quand ils rempliront les conditions politiques et économiques.

Le gouvernement a invité à Athènes les hauts fonctionnaires des ministères des affaires étrangères des pays balkaniques pour discuter de ce plan de stabilité et élaborer une position commune aux vues du sommet de l'OTAN à Washington. La Bulgarie, la Macédoine, la Roumanie et la Turquie ont déjà répondu positivement à cette invitation.

Parallèlement à ces initiatives diplomatiques, le gouvernement a déposé une importante aide humanitaire de 10,5 millions de dollars (10 millions d'euros) à l'Albanie et à la Macédoine. Il a également implanté trois camps de réfugiés en Albanie près de Tirana, à Kukës et à Pogradec et devrait en ouvrir un autre en Macédoine. La Grèce souhaite que les Kosovars « restent près de leur foyer » et ne compte pas en accueillir tant que l'UE n'aura pas fixé de quotas.

Didier Kunz

VU A LA TELEVISION SERBE

« Le crime le plus odieux contre l'humanité »

DES TRACTEURS pulvérisés, des corps gisant dans les champs ou sur une route détruite par des impacts de missiles, un vieillard assis, hébété : le journal d'information de la télévision serbe, s'est ouvert, jeudi 15 avril, sur le bombardement par erreur, la veille, au Kosovo, d'un convoi de réfugiés albanais par un F16 de l'OTAN. « Lors d'une conférence de presse à Bruxelles, le porte-parole de l'Alliance criminelle a reconnu la responsabilité de l'OTAN, responsable du crime le plus odieux contre l'humanité », a indiqué la présentatrice. Le monde est choqué (...) les avions de l'OTAN criminelle ont tiré, à quatre reprises, sur une colonne d'Albanais qui retournaient dans leurs foyers. » Le reportage évoque « les vœux du pilote du F16 », qui a « raconté une histoire sortie tout droit de l'arsenal de mensonges de l'OTAN », c'est-à-dire « que la police serbe incendie les villages albanais afin que les réfugiés n'aient pas à rentrer ». « Jusqu'à quand l'OTAN justifiera-t-elle ses crimes en prétendant des erreurs ? (...) Pour eux, tuer plus de 70 civils et blesser plus de 100 personnes, n'est qu'une erreur. »

Et la télévision de conclure : « Un comportement aussi monstrueux n'a pas été enregistré même à l'époque la plus sombre du terrorisme nazi ». « Est-ce que finalement le Tribunal de la Haye [Tribunal pénal international ou TPI], qui affirme constamment qu'il a compétence pour enquêter sur les crimes de guerre

commis sur l'ensemble du territoire de l'ex-Yugoslavie, va lancer une accusation de génocide et de crime contre l'humanité, contre les criminels Clinton, Blair, Chirac, Schröder, Clark, Solana ». Cette fois-ci, perliste la télévision serbe, « les enquêteurs du Tribunal de la Haye n'auront pas de mal à se donner : toutes les preuves sont sur la table ».

Puis le journal télévisé enchaîne sur les condamnations. Celle du ministre russe des affaires étrangères Igor Ivanov, qui a toutefois, « omis, dans son communiqué, de mentionner qu'il s'agissait d'une colonne de réfugiés albanais », puis celles de la Gauche unie en Espagne, de la Ligue révolutionnaire en Autriche, des députés du Front national au Parlement européen, avant de diffuser les propos du porte-parole du Parti socialiste serbe, Ivica Dacic : « Les Albanais ont pu malheureusement comprendre qu'ils n'étaient que des pions entre les mains des Etats-Unis et des criminels de l'OTAN ». Plus modéré, le SPO [la formation du vice-premier ministre yougoslave Vuk Draskovic] a salué « la reconnaissance de sa responsabilité de la part de l'OTAN » mais « ne peut approuver l'excuse prétendant l'erreur » : « Il ne s'agit pas d'erreurs de vos pilotes ou des ordinateurs, ce sont les conséquences d'une seule et unique erreur qui s'appelle agression contre la Serbie ».

Hector Forest

DÉPÊCHES

RÉFUGIÉS

■ La Banque mondiale a annoncé, jeudi 15 avril, qu'elle préparait une aide de 30 millions de dollars (27,6 millions d'euros) à l'Albanie pour compenser ses pertes de revenus dues à la crise du Kosovo. Un crédit sur quarante ans, au taux de 0,75 % l'an, avec un moratoire de dix ans, qui pourrait être versé début mai, s'ajoutera à deux dons, de 2 millions de dollars au total, à des ONG pour l'aide aux réfugiés.

■ Un millier de réfugiés albanais du Kosovo surveillés par des policiers attendaient, jeudi 15 avril, à la frontière macédonienne que des lieux d'accueil leur soient trouvés. Ils ont passé la nuit en zone neutre à Jazince, à une soixantaine de kilomètres au nord-ouest de Skopje. La police en avait admis 300 ou 400 avant de fermer la frontière. La plupart venaient des secteurs d'Uroševac et de Gnjilane, dans le sud du Kosovo. Certains ont dit avoir été expulsés par les forces serbes, d'autres avoir fui en voiture, sur des tracteurs ou à pied, de crainte de représailles serbes liées aux bombardements de l'OTAN.

■ Au moins 2 000 Kosovars sont entrés, jeudi 15 avril, en Macédoine et jusqu'à 8 000 autres seraient arrivés à sa frontière. Au moins un millier de Kosovars ont franchi jeudi soir la frontière à Lojane, selon l'AFP sur place. Au poste-frontière de Jazince, 500 réfugiés, selon un membre du HCR - 1 500 selon la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge - ont également franchi la frontière jeudi. Dans la journée, 1 000 personnes attendaient dans le no man's land de Jazince et « il pourrait y en avoir jusqu'à 5 000 autres » du côté yougoslave de la frontière, avait indiqué un autre porte-parole du HCR, Ron Redmond, se basant sur des témoignages de réfugiés.

MOSCOU

■ Le ministre russe de la défense, Igor Sergueïev, a accusé l'OTAN de préparer une opération terrestre en Yougoslavie, dans une interview publiée, jeudi 15 avril, par le quotidien militaire *Krasnaia Zvezda*. « L'intensification des frappes, le transfert d'un nombre supplémentaire d'avions, d'une aviation embarquée et terrestre, le déplacement des hélicoptères Apache, batteries lance-roquettes, montrent que malheureusement l'OTAN prépare une opération terrestre », a affirmé M. Sergueïev, cité par le journal, organe du ministère de la défense. Le ministre russe des affaires étrangères, Igor Ivanov, avait estimé récemment que l'OTAN pourrait se lancer vers le 21 avril dans une intervention au sol au Kosovo impliquant jusqu'à 100 000 hommes, en partant notamment du territoire de l'Albanie.

BLOCAGE

■ Quelque 300 communistes grecs, opposés aux frappes de l'OTAN en Yougoslavie, ont bloqué, jeudi 15 avril, un pont près de la frontière gréco-macédonienne, empêchant en particulier un convoi militaire français de poursuivre sa route vers le contingent français stationné en Macédoine, selon une source policière. Les organisateurs ont indiqué qu'ils ne comptaient pas bloquer tous les accès vers la frontière et que leur action « était symbolique ». Elle a interrompu, à la hauteur de Polycastro (43 kilomètres au nord de Salonique), tout le trafic vers Evzoni, le poste-frontière grec vers la Macédoine. - (AFP)

DÉFECTIONS

■ Le ministre allemand de la défense, Rudolf Scharping, a indiqué, jeudi 15 avril sur la chaîne publique ZDF, qu'au sein d'une partie de l'armée yougoslave, « seuls 25 % des appels convoqués se sont manifestés », ce qui traduirait « une tendance certaine à la démoralisation » en Yougoslavie depuis le début des frappes militaires de l'OTAN. - (AFP)

COUT

■ La Maison blanche a informé, jeudi 15 avril, les parlementaires qu'elle estimait à 5,9 milliards de dollars les fonds d'urgence destinés à financer la participation des Etats-Unis aux opérations militaires et humanitaires dans les Balkans, a-t-on appris de sources parlementaires. Selon une estimation provisoire de la présidence, la défense devrait bénéficier d'une rallonge de 5,45 milliards de dollars.

VENTE EXCEPTIONNELLE COLLECTIONS CHAUMET

Au profit de la Fondation pour l'Enfance dans le cadre de son programme de protection de l'enfance en danger.

Aménagement d'une « maison pour l'enfant ».

LES VENDREDI 16 ET SAMEDI 17 AVRIL 1999
DE 10H00 À 18H30

dans les salons Elysées-Malmaison de l'Hôtel Bristol
112, rue du faubourg Saint-Honoré 75008 Paris

CHAUMET
JOAILLIER DEPUIS 1780
PARIS

12, PLACE VENDÔME - PARIS - TEL. 01 44 77 34 00

هكذا من الأصل

M. Chirac encourage les initiatives des ONG et des élus locaux en faveur des réfugiés

Les Assises de la coopération se tiennent à Paris les 16 et 17 avril

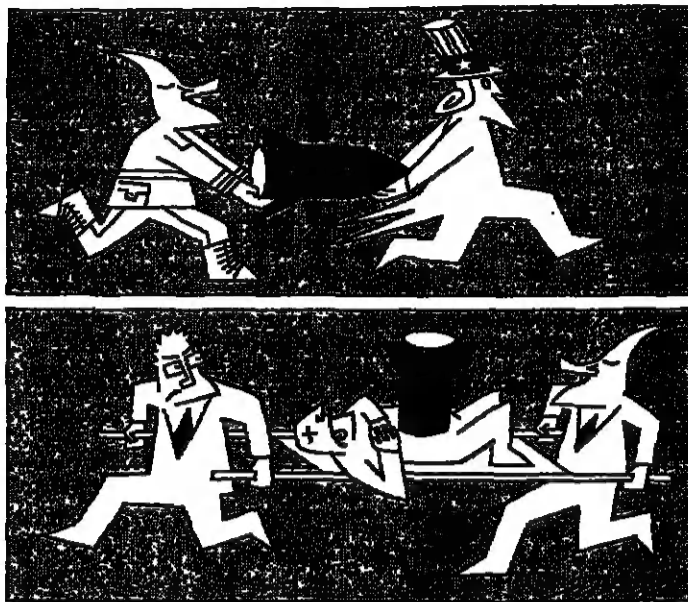
Après avoir reçu, jeudi 15 avril, le président de la Croix-Rouge, Marc Gentilini, Jacques Chirac devait accueillir, vendredi à l'Élysée, la

plupart des organisations humanitaires engagées dans l'aide aux réfugiés du Kosovo. De leur côté, les associations d'élus locaux

cherchent à coordonner leur action. Les régions de France vont affréter un « bateau pour le Kosovo ».

Jacques Chirac devait recevoir, vendredi 16 avril, les organisations et les associations humanitaires qui travaillent dans les Balkans, notamment Médecins du monde, Médecins sans frontières, la Croix-Rouge, Aide contre la faim, le Secours populaire, Handicap international, l'Ordre de Malte et Première urgence, en présence d'un représentant du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Le chef de l'État s'est déjà entretenu, jeudi 15 avril à l'Élysée, avec le président de la Croix-Rouge française, Marc Gentilini, qui lui a présenté un premier bilan de l'aide apportée par son organisation aux réfugiés du Kosovo.

Il a indiqué que le chef de l'État lui avait « fait part de son désir de rechercher une solution diplomatique et de venir en aide aux populations du Kosovo » et qu'il recevrait bientôt le président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Cornelio Sommaruga. « Le président de la République avait souhaité me recevoir. Il est le président d'honneur de la Croix-Rouge et il est dans son rôle », a observé M. Gentilini. De retour de la base militaire d'Uster, où il venait d'assister au départ des premiers avions chargés de l'aide humanitaire, le président de la Croix-Rouge a ajouté que « dix mille tonnes de denrées alimentaires avaient été rassemblées ».



L'aide aux réfugiés du Kosovo avait aussi été à l'ordre du jour de la rencontre, dans la matinée, entre M. Chirac et les membres du bureau de l'Association des régions de France (ARF), présidée par l'ancien ministre et sénateur (DL) Jean-Pierre Raffarin. L'ARF a présenté au chef de l'État son projet de « bateau des régions pour le Kosovo », qui devrait partir de Marseille la se-

maine prochaine à destination de l'Albanie. « Le président nous a encouragés à agir avec les organisations humanitaires », a déclaré M. Raffarin, en précisant que « déjà plus de 5 millions de francs ont été débloqués par toutes les régions ». Pour l'affrètement du premier bateau, a-t-il précisé, « chaque région a donné 50 000 francs ». Il a également fait état d'un accord avec le ministre

des affaires étrangères « pour que les régions qui le souhaitent puissent participer à des actions pour la reconstruction dans les Balkans ».

Les collectivités locales sont encouragées, tant par l'Élysée que par Matignon, à coordonner leur action en faveur des réfugiés. L'Association des maires de France (AMF), l'Association des départements de France (ADF) travaillent ainsi en collaboration avec l'ARF. Elles envisagent de monter une plate-forme commune sur place, en collaboration avec les services de l'État, pour assurer à la fois la « traçabilité » de l'acheminement des colis humanitaires – selon l'expression de Jean-Paul Delevoye, président de l'AMF –, et aider les réfugiés dans leurs démarches administratives. A plus long terme, elles souhaitent établir des conventions d'entraide entre les organisations d'élus locaux du Monténégro, de l'Albanie et de la Macédoine et les associations françaises. « Il y a un formidable sentiment francophile qui s'exprime sur place », affirme M. Delevoye.

Ces associations d'élus locaux participent également, vendredi 16 et samedi 17 avril, aux Assises de la coopération décentralisée, organisées à Paris par le ministre de la coopération, Charles Josselin.

Cécile Chambrand et Pascale Robert-Diard

M. Jospin prévient ses ministres que la guerre sera longue

ENCORE une fois, Lionel Jospin se fait pédagogue. A l'heure du déjeuner, jeudi 15 avril, à l'hôtel Matignon, il revient longuement, devant ses ministres, sur la situation au Kosovo. Son souci, dans cette intervention qui fait suite à un large tour de table sur le sujet, est double : préparer les membres de son gouvernement à l'idée d'un conflit long, sans solution diplomatique immédiate ; décaler les points de consensus qui permettraient de redonner un peu de cohésion à une équipe chamboulée depuis le début des frappes aériennes.

Avant M. Jospin, donc, les expressions ont été nombreuses. Les trois ministres communistes ont parlé, veillant à condamner d'abord, le régime yougoslave et à souligner, ensuite, une issue diplomatique rapide. Puis Jean-Pierre Chevènement s'est exprimé. Après avoir de nouveau distribué un photocédé des écrits du philosophe allemand Hans Magnus Enzensberger – qui assurait, en 1995, qu'« avant d'aller nous imposer en Bosnie il nous faut d'abord mettre fin à la guerre civile dans notre propre pays » (Le Monde des 3 et 8 avril) –, le ministre de l'Intérieur a redonné son scepticisme devant la stratégie choisie pour faire plier Slobodan Milosevic, avant d'évoquer l'entrée en scène de l'ONU.

Bernard Kouchner, en termes assez catégoriques, puis Dominique Voynet, plus mesurée, ont évoqué, eux, la nécessité d'une intervention

terrestre pour venir en aide aux Kosovars, qui ne peuvent plus sortir de leur région. Plusieurs ministres socialistes ont pris la parole pour soutenir l'action en cours, mais aussi pour s'inquiéter de la faible efficacité apparente des frappes aériennes. Alain Richard, ministre de la défense, leur a répondu, détaillant les difficultés de la stratégie choisie, assurant que la patience serait récompensée.

TRAIT D'UNION

Auditeur attentif de ces échanges, M. Jospin prend enfin la parole. Son verbe, à ce moment, exprime comme un trait d'union entre toutes les sensibilités échangées dans le huis clos de cette réunion. Le consensus gouvernemental qui se manifeste pour condamner les exac-

tions de M. Milosevic justifie la présence de la France aux côtés de l'OTAN. Comme ses ministres, M. Jospin souhaite qu'une réponse politique, par l'intermédiaire de l'ONU, puisse être apportée à la crise ; mais, prévient-il, « une solution diplomatique sera aussi difficile et complexe » que l'est l'action militaire. Il faut donc tenir, persévérer dans la stratégie initiale. En échange, il le dit à ses ministres, la France, le gouvernement français ne se laisseront pas « entraîner dans un engrenage dont nous serions prisonniers ».

Pour les auditeurs du premier ministre, il s'agit là d'une forme d'engagement du premier ministre de ne pas envisager d'opération terrestre, du moins pas dans un horizon prévisible. Chacun comprend que le

cadre ainsi tracé constitue le champ d'une solidarité gouvernementale exigée de tous et à laquelle il ne sera plus possible de déroger. Visiblement satisfait de cet échange, M. Jospin quitte l'hôtel Matignon un peu avant 15 heures. Il fait état d'une grande unité de vues et de cohésion au sein de son équipe, puis se rend au Sénat pour une séance de questions d'actualité.

Là, confirmant la volonté française de parvenir à un règlement politique, il fait simplement état d'un « certain nombre de signes positifs », ajoutant toutefois qu'il faut « rester prudent », car « aucune réaction satisfaisante de Belgrade » aux différentes initiatives diplomatiques n'a été enregistrée.

Jean-Michel Aphatie

A Madrid, M. Hollande plaide pour une Europe de la défense

MADRID

de notre envoyé spécial
Le premier meeting « européen » de la campagne socialiste pour le scrutin du 13 juin, organisé, jeudi 15 avril, à Madrid, n'a pas fait recette. Cinq cents personnes seulement, pour la plupart cadres du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), s'étaient déplacées pour entendre Joaquín Almunia, secrétaire général du PSOE, José Borrell, candidat socialiste à la

présidence du gouvernement espagnol, Walter Veltroni, secrétaire général du PDS italien, et François Hollande, premier secrétaire du PS.

Pour M. Hollande, ce meeting intervenait au lendemain du démarrage officiel de sa campagne, le 14 avril, dans le Pas-de-Calais. « Ce serait une maladresse et, même, une inconscience de ne pas mener campagne au moment où les Français se posent des questions sur

l'Europe », avait-il déclaré, soucieux de montrer qu'à travers le conflit du Kosovo, l'Europe défend ses valeurs et doit affirmer son identité en matière de défense. A Madrid, les socialistes français, italiens et espagnols, heureux de célébrer les retrouvailles de l'Europe du Sud, n'ont pas laissé paraître leurs inquiétudes au sujet de la guerre. Ils craignent pourtant qu'elle ne soit longue et, sur le plan humanitaire, catastrophique, tout en observant que le soutien de l'opinion publique s'accroît. Attachés à la recherche d'une « solution politique », réintégrant tant la Russie que l'ONU, ils récusent tout assoupissement tant que Slobodan Milosevic n'a pas accepté, au préalable, les cinq conditions de l'OTAN.

Venu à Madrid avec les deux suivants de sa liste, la socialiste Pervenche Berès et Sami Naïr, vice-président du Mouvement des citoyens – le parti de Jean-Pierre Chevènement –, M. Hollande a affirmé d'emblée que « notre Europe ne pourrait accepter, tolérer la barbarie à ses portes ». « Nous avons accepté ce recours à la force comme l'instrument nécessaire d'un retour au politique », a ajouté le premier secrétaire du PS, en plaçant, comme M. Veltroni, pour une Europe de la défense et pour une conférence européenne sur les Balkans. M. Hollande a défendu aussi, au passage, l'idée que le futur « M. PESC » (politique étrangère et de sécurité commune de l'Europe) soit un politique et non un haut fonctionnaire.

Michel Noblecourt

Un village libanais une nouvelle fois annexé à la zone occupée par Israël

SAIDA (Liban). Après avoir envahi la localité d'Amoun, au Liban-Sud, jeudi 15 avril, l'armée israélienne a encadré, dans la nuit du jeudi 15 au vendredi 16 avril, des travaux isolant ce village du reste du Liban et l'annexant de facto, une nouvelle fois, à la zone qu'elle occupe dans cette partie du pays, ont indiqué les services de sécurité libanais. Un remblai de sable de plus de deux mètres de haut a été érigé à l'entrée du village. Des fils barbelés ont été installés autour de la localité, alors que des tracteurs ont été aperçus en train de creuser un fossé le long de la route de terre empruntée par les militaires israéliens pour se rendre au village. Les militaires israéliens ont perquisitionné les maisons, interrogé des habitants et confisqué leurs téléphones cellulaires. Amoun avait été annexé de facto une première fois le 18 février, avant d'être « libéré » neuf jours plus tard par des protestataires venus de tout le Liban. – (AFP)

L'Erythrée accuse l'Éthiopie d'avoir bombardé deux villes

ASMARA. L'Erythrée a accusé l'aviation éthiopienne d'avoir bombardé, jeudi 15 avril, deux villes dans le sud de son territoire, causant la mort de deux enfants. Selon un porte-parole du ministère des affaires étrangères, les enfants ont été tués lors d'un raid aérien sur Adi Kelli, à une centaine de kilomètres au sud d'Asmara, la capitale, et à 60 km de la ville frontalière contestée de Zalambessa. Le porte-parole a ajouté que la ville de Mendefera, à 55 km au sud d'Asmara, avait été pilonnée à peu près au même moment mais qu'on n'y avait pas signalé de victimes. Le gouvernement d'Addis-Abeba a nié toute attaque de civils. « Ce qui a été bombardé, ce sont des objectifs militaires proches des deux villes », a dit son porte-parole Salomé Taddesse.

Les deux pays sont en guerre depuis près d'un an à la suite d'un différend frontalier. Un moratoire était intervenu après une série d'attaques aériennes croisées au cours desquelles l'Éthiopie avait bombardé Asmara et l'Erythrée les villes éthiopiennes de Mekele et d'Adigrat en juin 1998. De nouveaux combats avaient éclaté en février, mais jusqu'à présent, les opérations aériennes se limitaient aux zones frontalières. – (Reuters)

PROCHE-ORIENT

GAZA : quelque 2 000 avocats palestiniens ont observé une grève d'une journée, jeudi 15 avril, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, pour protester contre la situation catastrophique du système judiciaire palestinien. Parmi leurs griefs figure l'absence de procureur général après la démission, en mai 1998, de Fayed Abou Rahma pour des raisons inexplicables. Ils protestent aussi contre les cours de sûreté de l'État et les tribunaux d'exception qui traitent souvent des affaires sensibles et à huis clos. – (AFP)

EUROPE/MÉDITERRANÉE : les quinze pays de l'Union européenne (UE) et douze pays du pourtour méditerranéen ont ouvert, jeudi 15 avril à Stuttgart, leur troisième conférence, centrée sur le renforcement de la coopération politique et économique. Pour la première fois, la Libye y a été invitée avec un statut spécial transitoire, en attendant sa pleine intégration. – (AFP)

AMÉRIQUES

PARAGUAY : la police a arrêté six personnes, jeudi 15 avril, trois civils et trois officiers de l'armée, soupçonnés d'être impliqués dans l'assassinat, le 23 mars, du vice-président paraguayen, Luis María Argüeta. – (AFP)
COLOMBIE : trois otages de l'appareil de la compagnie Avianca, retenus depuis lundi 12 avril par la guérilla de l'Armée de libération nationale (ELN, guérilla) ont été libérés, jeudi, a annoncé le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Bogotá. Ces nouvelles libérations, portant à neuf le nombre des occupants de l'avion remis au CICR. Trente-sept personnes demeurent retenues en otage. – (AFP)

Plus de 40 personnes ont trouvé la mort, jeudi 15 avril, dans un glissement de terrain, provoqué par de fortes pluies, qui a enseveli plusieurs habitations précaires à Argelia, dans l'ouest de la Colombie. – (AFP)

EUROPE

ITALIE : Massimo D'Alema a exprimé, sa « sincère préoccupation » devant la « stagnation inadéquate » de l'économie italienne, dont la croissance est actuellement l'une des plus faibles en Europe. S'exprimant lors d'une réunion publique à Rome, le chef du gouvernement italien a estimé que les crises asiatique et russe devaient amener l'Italie à « développer les activités à haute valeur ajoutée » aux dépens des secteurs traditionnels. La production industrielle italienne a reculé de 3 % en février par rapport au même mois de 1998, a annoncé, jeudi 15 avril, l'Institut national des statistiques (Istat) à Rome. – (AFP)

MAGHREB

TUNISIE : le président Ben Ali a fait état, jeudi 15 avril, d'une relance de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) en se référant à la suspension de l'embargo contre la Libye et aux élections en Algérie. « Nous constatons les prémices réels d'une relance de l'UMA et d'un dépassement de la phase d'immobilité », a indiqué M. Ben Ali dans un discours devant les instances de son parti, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD, au pouvoir). – (AFP)

RELIGIONS

RWANDA : Les évêques de France ont apporté leur soutien à l'église du Rwanda après l'arrestation de Mgr Augustin Misago, évêque du diocèse de Gikongoro (sud-ouest du Rwanda), le présentant comme « un homme dont le travail pastoral n'a cessé d'être en faveur de la paix et du progrès de son peuple ». Mgr Misago a été arrêté, mercredi 14 avril, au Rwanda pour crimes de génocide. – (AFP)

POLOGNE : le Vatican a rendu public le programme du prochain voyage de Jean Paul II en Pologne, du 5 au 17 juin. Le pape visitera plus de 20 villes et se rendra notamment à Gdansk, Varsovie et Cracovie. – (AFP)

VIETNAM : Jean Paul II a nommé un nouvel évêque au Vietnam, le Père Paul Bùi Văn Đọc comme successeur de Mgr André Nguyễn Văn Nam, pour le diocèse de Mỹ Tho (sud du Vietnam), a annoncé, jeudi 15 avril, le Vatican. – (AFP)

La Banque mondiale s'apprête à reprendre son aide à la Russie

MOSCOU. Le président de la Banque mondiale James Wolfensohn a promis à la Russie, jeudi 15 avril, un prêt de 2,3 milliards de dollars (2,1 milliards d'euros) pour 1999-2000, dès que Moscou aura trouvé un accord avec le FMI, pour relancer une économie toujours handicapée par les séquelles de la crise financière. Ces prêts seront majoritairement affectés à des programmes de soutien au secteur charbonnier ou dans le domaine social. La Banque mondiale est la première institution internationale à annoncer un chiffre précis pour une aide financière depuis la crise d'août 1998, qui avait provoqué le gel de toutes les aides en cours à la Russie. « L'appréciation des efforts du gouvernement en faveur des réformes, et sa résolution à mettre en œuvre les politiques structurelles importantes coordonnées avec la Banque », a déclaré James Wolfensohn, précisant que le Japon avait également promis un prêt unilatéral à la Russie de 1,1 milliard de dollars, disponible dès que la Banque mondiale aura commencé ses propres versements. – (AFP)

à 5 min de PARIS
LE 1er SUPERMARCHÉ DE L'AUTOMOBILE
500 occasions récentes
en stock permanent au meilleur prix

GANT OCCASIONS TOUTES MARQUES

TOUR PLEYEL à 300 m
STATION SERVICE
PARKING VISTEURS 70 places
BREAK MONOSPACE
RETOUR SAISIE
ARRIVAGE CEE
ATELIER DE PRÉPARATION
ARRIVAGE NOUVEAUTÉ TOUTES MARQUES
MÉTRO Mairie de St Ouen à 300 m

PEUGEOT CITROËN
FORD SEAT OPEL
RENAULT FIAT
VÉHICULES RÉCENTS MOINS DE 5000 Kms

227, bd Anatole France 93280 ST DENIS - 01 49 33 60 90
De PARIS : Pte de St Ouen, aller à la Mairie de St Ouen, puis 300 m

mais une nouvelle fois
occupée par Israël

de l'Ethiopie
deux villes

à appeler
la Russie

(Publicité)

LE MONDE / SAMEDI 17 AVRIL 1999 / 7

The Economist

A CONSOMMER AVEC REFLEXION

هكذا من الأصل

Abdelaziz Bouteflika a été proclamé vainqueur de la présidentielle en Algérie

Officiellement, la participation a dépassé 60 %, un taux contesté par l'opposition

Resté seul en course, Abdelaziz Bouteflika a été proclamé vainqueur de l'élection présidentielle, vendredi 16 avril. Il a obtenu 73,79 % des suf-

frages. Il avait déclaré qu'il renoncerait à la magistrature suprême en l'absence d'un soutien « franc et massif du peuple ». La manifestation

prévue pour vendredi après-midi à l'appel de cinq des membres du « groupe des six » de l'opposition a été interdite.

C'EST vendredi à 10 heures locales (11 heures en France) que le ministre de l'Intérieur, Abdelkader Benhadj, devait annoncer les résultats de l'élection présidentielle du jeudi 15 avril. Depuis l'annonce, mercredi, du retrait de six des sept candidats, à cause des fraudes présumées, il ne faisait guère de doute que le vainqueur sera Abdelaziz Bouteflika, présenté comme le « candidat du pouvoir ».

Selon le ministère de l'Intérieur, le taux de participation aurait atteint 60,25 %, un taux à peine inférieur au score enregistré en 1995, lors de l'élection présidentielle précédente (65 %) remportée par Liamine Zeroual. Mais le chiffre global masque d'importantes disparités régionales. A Tizi Ouzou, capitale d'une Kabylie traditionnellement frondeuse, comme dans toute la région, à peine 5 % des électeurs se seraient déplacés. A Alger, le taux de participation aurait atteint un peu moins de 39 %, contre 88 % à Tindouf, la ville du grand Sud, proche de la frontière marocaine.

Même si aucune consigne officielle de boycott n'avait été donnée par le « groupe des six », le taux of-

ficiel de participation est contesté par l'opposition. L'ancien premier ministre Mouloud Hamrouche, l'un des six candidats à avoir choisi de se retirer au dernier moment, a estimé que le taux réel n'avait pas dépassé 20 %. Une autre source, d'origine militaire, a affirmé au Monde, vendredi matin, que le chiffre exact - mais secret - de la participation était de 23 %.

AFFLUENCE MÉDIocre

Au-delà du taux réel, les journalistes présents à Alger ont tous constaté une affluence médiocre dans les bureaux de vote, une image que la télévision s'est d'ailleurs efforcée de contredire tout au long de la journée en montrant des électeurs faisant la queue devant les bureaux de vote. Les bulletins de vote des sept candidats, conformément au vœu du président Zeroual, étaient d'ailleurs disponibles avant d'entrer dans l'isoloir. Et, à l'heure du dépouillement, la télévision ne s'est pas privée de filmer des assesseurs en train d'annoncer des votes en faveur d'Ahmed Taleb Ibrahim, Mouloud Hamrouche, Hocine Ait Ahmed... Mais

les bulletins en faveur de M. Bouteflika étaient les plus nombreux.

Assuré d'être élu, ce dernier veut l'être massivement. Jeudi en fin de soirée, l'ancien chef de la diplomatie de Bouteflika a réaffirmé qu'il renoncerait à la magistrature suprême s'il n'obtenait pas « un soutien franc et massif du peuple ». Assurant qu'il prendrait sa décision « seul », l'unique candidat resté en lice a ajouté : « Je ne suis pas un chercheur de pouvoir, pas plus que je suis atteint de messianisme politique ».

Dans ce contexte, la réaction des Algériens, après la proclamation des résultats, sera capitale. A l'exception de Mokdad Sifi, ancien premier ministre du président Zeroual, tous les autres membres du « groupe des six » soutiennent la marche « pacifique contre la dictature » organisée à Alger, à l'initiative du Front des forces socialistes (FFS) de Hocine Ait Ahmed, après la grande prière de vendredi, en place du 11-Mai et la place des Martyrs. Sans surprise, les autorités ont interdit la manifestation. Dans un communiqué officiel dif-

fusé vendredi matin, le ministère de l'Intérieur, pour justifier sa décision, rappelle que toute demande de manifestation doit être déposée au minimum huit jours avant la date retenue par les organisateurs. Dans une ville qui devrait être quadrillée par les forces de police, des heurts ne sont pas à exclure pour peu que, bravant l'interdiction officielle, les Algériens descendent en nombre dans la rue.

En France, l'élection présidentielle a suscité des réactions négatives. C'est « un coup dur [...] porté à l'espoir d'un renouveau démocratique qu'avait fait naître la campagne électorale », a estimé Pierre Mauroy, président de l'Internationale socialiste (IS). De son côté, le premier secrétaire du Parti socialiste (PS), François Hollande, a estimé que M. Bouteflika ne pourra pas « tirer de ce scrutin une légitimité, même s'il aura l'apparence de la légitimité ». Enfin, Daniel Cohn-Bendit a souhaité que l'on « remette le scrutin » et que « tout le monde fasse pression sur l'Algérie pour un vrai scrutin démocratique ».

J.-P. T.

La situation politique « n'est pas définitivement bloquée »

Pour l'historien Mohammed Harbi, le nouveau président algérien n'est pas « manipulable » et l'opposition peut regrouper ses forces

L'ÉLECTION de Abdelaziz Bouteflika, après le camouflet spectaculaire infligé au pouvoir par le retrait des six autres candidats à la présidence, confirme, que « des lignes de fracture sont en train de se dessiner au sein de l'armée », estime l'historien Mohammed Harbi, professeur de sciences politiques à l'université Paris-VIII. L'offensive déclenchée, par presse interposée, contre le président, Liamine Zeroual, et son élimination, Mohammed Betchine, au printemps 1998, avait été un des premiers signes d'affrontement au sommet de la hiérarchie militaire. Après l'échec final du processus électoral, « la question du consensus au sein de l'armée est désormais posée », commente M. Harbi, auteur de *L'Algérie et son destin* (Arca, 1992).

Selon lui, contrairement aux habitudes, les quelque cinquante hauts gradés qui président aux destinées du pays, « ne s'étaient pas, cette fois, réunis en conclave pour décider d'une position commune ». Une première, semble-t-il, depuis 1992. L'armée, pilier central du pouvoir algérien, n'avait rien fait pour empêcher d'autres personnalités de l'ancien régime, ex-barons du Front de libération nationale (FLN) eux aussi, comme Ahmed Taleb Ibrahim ou Mouloud Hamrouche, de poser leur candidature. Ce processus a capoté. Désormais menacée - ou seulement « fissurée » - selon M. Harbi, la belle unité qu'ont toujours su préserver, au moins pour la façade, les généraux d'Alger, n'est-elle plus qu'un souvenir ?

« Difficile », la situation politique n'est pourtant pas « définitivement bloquée », considère l'universitaire algérien. L'avenir va dépendre, d'une part, de « la capacité de Bouteflika à se démarquer de ses commanditaires » et, d'autre part, « de l'attitude de ses trois principaux challengers » l'opposant Hocine Ait Ahmed, Mouloud Hamrouche et Ahmed Taleb Ibrahim - qui pourraient profiter de cette première brèche pour constituer un front. Il faudrait, pour cela, ajoute

M. Harbi, qu'ils soient capables de se retrouver et de se rassembler au-delà de leurs divergences. Sur le premier point, comme sur le second, les choses sont loin d'être acquiescentes. Mais « personne n'a intérêt à l'aventure - ni l'armée, ni les démocrates », fait-il remarquer. Ce constat de bon sens suffit-il à éviter les dérapages ?

Contrairement à son prédécesseur, Abdelaziz Bouteflika, qui a commencé sa carrière de haut dignitaire du FLN sous l'aile des présidents Ahmed Ben Bella et Houari Boumedienne, « n'est pas manipulable comme un simple pion », juge Mohammed Harbi, excellent connaisseur des rouages du FLN, dont il s'est fait l'historien et qu'il fréquenta de près, comme militant pendant la guerre d'indépendance, puis comme conseiller politique avant d'être emprisonné et contraint à l'exil en 1973.

« CONDESCENDANCE »

Pas question pour le nouveau chef de l'Etat de jouer les hommes de paille. Le président Bouteflika, homme « brillant », disent ses fidèles, doté d'« une culture mondaine que beaucoup de dirigeants algériens n'ont pas », « se sent une vocation pour un régime de type césarien, avec une forte ténacité de populisme », relève-t-il, frappé par la « condescendance surprenante à l'égard du peuple » dont a fait montre, à l'issue du scrutin, le nouvel élu algérien.

« Le modèle démocratique ne l'a jamais fasciné », ce point l'a servi auprès des militaires. Quant aux milieux d'affaires, en particulier « les gros bénéficiaires de l'Etat rentier, liés aux services de sécurité », il lui accorde une confiance depuis longtemps. L'ancien protégé du président Boumedienne ne manque pas de solliciter l'avis du nouveau président avant de redorer le blason d'une Algérie, « malade de son image internationale », ajoute Mohammed Harbi. Dans ce domaine aussi, la tâche s'annonce rude.

Catherine Simon

Une journée d'élections sans enthousiasme à Alger

ALGER correspondance
Alger n'est pas l'Algérie, expliquent volontiers les officiels pour signifier que l'intérieur du pays est

REPORTAGE

Un singulier contraste avec l'intérêt suscité par la campagne électorale

peu réceptif aux critiques des hommes politiques. Jeudi 15 avril, la capitale ne ressemble toujours pas à l'image que la télévision nationale s'efforce de donner du pays profond. Les bureaux de vote connaissent une affluence modeste ; et rien, dans les rues, n'indique que le pays vit une journée électorale. Un singulier contraste avec l'intérêt suscité par une campagne électorale épuisante pour tous les candidats.

Dans les bureaux de vote désertés par les représentants des « six », les bulletins des sept candidats officiels sont ostensiblement posés sur les tables. Ceux qui sont en charge des opérations veillent scrupuleusement au respect des formes. Certains de ceux qui se sont déplacés ne semblent pas au courant du retrait des adversaires d'Abdelaziz

Bouteflika. « Moi, j'ai voté pour Taleb Ibrahim », déclare un vieil homme, surpris d'apprendre que son candidat n'est plus dans la course. D'autres savent, mais sont venus voter quand même, comme ils l'ont toujours fait, par prudence ou par habitude.

Le centre international de presse est désert. Les journalistes algériens et étrangers sont dans les bureaux de vote ou au siège du Front des forces socialistes (FFS), où une réunion des « six » est annoncée. La télévision nationale, mobilisée comme à l'accoutumée, montre longuement le président sortant, Liamine Zeroual, accomplissant son devoir électoral et réaffirmant que les engagements qu'il a pris ont été tenus. Il regrette simplement l'attitude de « certains candidats ».

Abdelaziz Bouteflika, unique candidat, a voté dans l'école Bachir Ibrahim d'El-Biar. En sortant, il annonce qu'il restera chez lui « si les Algériens [ne lui] accordent pas massivement leur confiance ». La nouvelle parvient au siège du FFS d'Hocine Ait Ahmed, le plus ancien parti d'opposition d'Algérie, devenu le véritable centre d'intérêt, où la réunion des « six », commencée vers midi, s'étend. « Il vient d'envoyer une menace aux décideurs qui pourraient être tentés de sauver les

meubles. C'est un taux de participation fort qu'il exige et il veut le satisfaire », commente un proche de Hocine Ait Ahmed. Deux heures plus tard arrive une information - invérifiable - selon laquelle des instructions ont été données pour que le taux de participation soit gonflé. Le conclave des « six » prend fin vers 16 heures. Un communiqué commun souligne la « prise de conscience et l'adhésion des citoyens » qui ont permis de résoudre que le pouvoir n'entendait pas « respecter la volonté populaire ».

LA MARCHE INTERDITE

Les « six » appellent leurs sympathisants à « poursuivre le travail commun dans le calme ». Le siège du FFS se vide. Vers 22 heures, un taux de participation est officiellement annoncé : 60,25 %. Un taux in-

férieur à celui de novembre 1995 (75 %) mais qui, de toute évidence, conviendra à Abdelaziz Bouteflika. La télévision, qui a donné la parole aux choyés « indignés par l'attitude des "six" », annonce que « les résultats du scrutin seront connus vendredi ». Un débat politique commence à l'écran... sans aucun représentant des « six ». L'élection n'est plus qu'une simple formalité, comme au bon vieux temps du parti unique.

La marche de protestation prévue par l'opposition, vendredi, est d'ores et déjà interdite. Les partisans de M. Bouteflika, qui se préparent à faire la fête dans la soirée, mettent un bémol à leur enthousiasme. La kermesse est gâchée. Même le temps s'y met. Commencée sous de beaux auspices, cette belle journée de printemps se termine par du vent et la pluie.

Au lieu du triomphal retour, une amère revanche

CE 29 DÉCEMBRE 1978, Abdelaziz Bouteflika conduisait le deuil. Devant la tombe du président Houari Boumedienne, celui qui avait été son ministre des affaires étran-

PORTRAIT

Abdelaziz Bouteflika comptait « revenir à la politique » par la grande porte

gères jura que la marche vers la révolution socialiste serait poursuivie. La promesse ne semblait pas déçue. L'homme, pensait-on, allait succéder au chef de l'Etat défunct, dont il avait été le confident. Las, l'armée - déjà elle - devait en décider autrement et lui préférer l'un des siens, Chadli Bendjedid. Commença alors pour l'ancien chef de la diplomatie algérienne une « désintoxication » de la vie politique dont il reconnait aujourd'hui qu'elle fut « longue et douloureuse ». Mais cette traversée du désert, M. Bouteflika ne désespérait pas qu'elle débouche un jour sur des lendemains qui chantent.

Seize ans plus tard, l'occasion allait se présenter. L'armée proposait à Abdelaziz Bouteflika de succéder à Mohamed Boudiaf, le président assassiné. Ce n'est pas ce parrainage encombrant qui allait l'empêcher de refuser : « Avec les militaires, je n'avais pas de problème ». Ce dont l'ancien responsable du Front de libération nationale (FLN) ne voulait pas, en ce début 1994, c'était devoir négocier l'appui des partis politiques fantoches participant à la Conférence nationale, dite de « consensus » : « Je ne voulais pas être leur otage ». Le général Liamine Zeroual, ministre de la défense, deviendra donc président. Tirant, en 1995, la leçon de cet épi-

sode, dans un entretien avec El Watan, M. Bouteflika concluait : « Il serait étonnant que je revienne à la politique par la petite porte ».

Qui aurait prévu que l'histoire allait repasser les plats une troisième fois ? Qu'enfin l'ancien chef de la diplomatie l'emporterait, après avoir rongé son frein pendant plus de vingt ans. Car même si les conditions de son accession à la tête du pays sont contestées, le voici à pied d'œuvre pour « remplacer l'Algérie dans le concert des nations » et « réconcilier » ses habitants avec eux-mêmes.

Successeur d'un Liamine Zeroual trop effacé, M. Bouteflika ne manque pas de convictions. Ce nostalgique de l'Algérie de Boumedienne - un pays respecté à l'extérieur et développé à l'intérieur - est un réaliste. Yetz bleus, moustache polaire et sel, cheveu rare, l'ancien diplomate, qui maîtrise aussi bien l'arabe classique que la langue française, se présente en homme du juste milieu. Capable de négocier avec les islamistes tout en entretenant de bonnes relations avec les chefs de l'armée. Si l'ancien président Chadli Bendjedid, qui n'est toujours pas complètement libre de ses mouvements, souhaite se rendre à l'étranger, « personne ne s'y opposera », affirme-t-il, au risque de déplaire à ses amis militaires. Et si Ali Benhadj, le « Sovnarkol algérien », actuellement au secret, a besoin de soins, il les aura, « même s'il faut faire venir un médecin de l'étranger ». L'immunité, thème sensible en Algérie ? Il n'est pas contre. Mais, ajoute-t-il, le geste est tel que c'est au peuple souverain et non au chef de l'Etat d'en décider, par référendum.

Ce discours réconciliateur, les appels du pied en direction de Paris au cours de la campagne électorale ceux qui, en France, l'ont côtoyé

naguère. De l'ancien ministre des affaires étrangères, ils ont gardé l'image d'un homme qui était tout sauf commode. « Intelligent mais arrogant », se souvient un banquier qui, au lendemain des accords d'Evian (1962), négocia avec lui les premiers contrats de coopération. « J'avais en face de moi un homme très vif et querelleur, d'une agressivité permanente ».

UN « MAUVAIS GARÇON »

Le diplomate Bouteflika était passé maître pour déstabiliser ses adversaires. Négociant au début des années Pompidou avec le ministre François-Xavier Ortoli, la nationalisation du pétrole algérien, il s'ingéniait à se rendre insupportable. « Il arrivait en retard, vêtu d'un blue-jean ou d'un blouson. Il quittait la pièce sans n'importe quel prétexte, revenait brusquement. M. Ortoli, exemple même de la bonne éducation traditionnelle, était exaspéré par cet homme qu'il considérait comme un mauvais garçon », raconte un pétrolier. L'homme aurait donc changé. Le fougueux chef de la diplomatie algérienne, coqueluche des chancelleries au temps du « tiers-mondisme » triomphant, se serait bonifié avec le temps. « C'est le fruit d'une vie bien remplie », assure l'un de ses amis.

Né en 1925 à Oujda, au Maroc, où ses parents, originaires de Tiemcen, dans l'Ouest algérien, exploitaient un bain maure, Abdelaziz Bouteflika, « le Marocain », comme on le surnomme, achève à peine ses études secondaires qu'il rejoint, à vingt et un ans, les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN). Très vite, le commandant Si Abdelkader - son nom de guerre - est appelé à travailler au sein de l'état-major avec le colonel Houari Boumedienne, dont il devient l'homme-lige. A vingt-huit ans, le

président Ben Bella lui confie le portefeuille des affaires étrangères, ce qui n'empêchera pas M. Bouteflika de participer à son élimination en douceur en juin 1965, de concert avec le colonel Boumedienne, alors ministre de la défense.

Le point culminant de sa carrière de diplomate (nommé en 1963, il ne perdra le portefeuille qu'en février 1979), se situe en septembre 1974 : l'Assemblée générale de l'ONU le porte à sa présidence, le temps d'une session. Il réussit à faire échouer l'adhésion du Sud de ses travaux et reçoit Yasser Arafat. Les Etats-Unis s'en agacent. « Il est le président le plus capricieux que les Nations unies ont jamais eu », commentera le New York Times.

Le président Boumedienne disparu, l'heure des règlements de compte sonne pour Abdelaziz Bouteflika. Le dauphin présumé est évincé du gouvernement en 1980, écarté du bureau politique et du comité central du Front de libération nationale (FLN). Sa gestion brouillonne des crédits de son ancien ministère des affaires étrangères le conduit devant la toute nouvelle Cour des comptes. En 1981, il quitte l'Algérie pour l'Europe, sous prétexte d'y soigner une insuffisance rénale. Il partage son temps entre la Suisse, la France et le Proche-Orient, où ses talents de diplomate sont fort appréciés. Ce n'est qu'en février 1987, le président Chadli Bendjedid tombé en disgrâce, qu'il rentre en Algérie, attentif à ne pas commettre le moindre faux pas, attendant l'heure de la revanche. Elle aura été longue à venir. Reste à savoir quel sera l'avenir d'une présidence à laquelle il a accédé dans les pires conditions. Et à laquelle il pourrait, demain, renoncer.

Jean-Pierre Thuquet

LES TROISIÈMES CYCLES DE L'ISG

Ciblez les métiers en développement

- Marketing stratégique, développement et communication commerciale
- Création, reprise et management de PME
- Ingénierie d'affaires et négociations internationales
- Finance internationale, trading et marchés des capitaux
- Audit, conseil et contrôle de gestion
- Gestion des Ressources Humaines et organisation des entreprises
- Logistique et grande distribution
- Management et nouvelles technologies : du multimédia au commerce électronique
- Droit et management des affaires européennes / euro transactions
- Communication globale et information
- Executive MBA pour cadres d'entreprise en activité (week-ends et soirées)
- International MBA dispensé sur 3 continents (Europe, Amérique, Asie)

15 mois de spécialisation, 8 mois de pratique (pre-emploi) en entreprise.

Admission : BAC + 4, BAC + 5 • Carte d'admission (pour l'admission) à l'ISG

ISG

Donnez raison à vos ambitions

Contact : Marion Maury
ISG - 8, rue de Lota 75116 Paris - Tel. 01 56 26 26 26

politique « n'est
ment bloquée.
med Harbi, le nouveau
est pas « manipulable »
regrouper ses forces

FRANCE-SOCIÉTÉ

LE MONDE / SAMEDI 17 AVRIL 1999

JUSTICE Dans une ordonnance datée du 15 avril, le juge d'instruction de Nanterre Patrick Desmure, chargé de l'enquête sur le financement du RPR, s'est déclaré « in-

compétent » pour instruire sur des faits impliquant le chef de l'Etat. **LA QUESTION** était posée depuis la découverte par les enquêteurs d'une lettre signée par Jacques Chirac en

1993, attestant sa connaissance d'un système de prise en charge de cadres du RPR par la Ville de Paris. **Le juge** a suivi les réquisitions du procureur, qui avait estimé que la mise en cause

pénale du président en exercice était contraire aux principes de la « séparation des pouvoirs » et de la « continuité de l'Etat ». **Le magistrat** a également refusé d'interroger

M. Chirac à titre de témoin, confirmant implicitement l'existence d'« indices graves et concordants » de sa participation à un délit de « prise illégale d'intérêts ».

Le juge Desmure renonce à poursuivre Jacques Chirac

Le magistrat chargé de l'enquête sur le financement du RPR a suivi les réquisitions du procureur. Il confirme implicitement l'existence d'« indices graves et concordants » contre le chef de l'Etat

LE JUGE d'instruction de Nanterre (Hauts-de-Seine) Patrick Desmure n'engagera pas de poursuites contre le président de la République. Le magistrat, chargé de l'enquête sur le financement du RPR, s'est déclaré « incompétent » jeudi 15 avril, pour instruire sur des faits impliquant le chef de l'Etat - en l'occurrence, la mise en cause de Jacques Chirac dans le système de prise en charge de permanents

M. Divier fait appel de la décision

M. Pierre-François Divier, avocat d'un militant écologiste qui s'est constitué partie civile dans la procédure instruite par le juge Patrick Desmure, a annoncé, vendredi 16 avril, son intention de faire appel de l'ordonnance d'incompétence rendue par le juge. M. Divier, qui, dans une lettre déposée le 25 mars auprès du magistrat, avait demandé que Jacques Chirac soit entendu comme témoin, juge « choquant » la situation juridique. Selon lui, « il est dommage qu'on ne puisse avoir une égalité stricte entre un président de la République et un simple citoyen ». « On a confondu la fonction et l'homme ». « La fonction doit être protégée, pas l'homme », estime l'avocat. La même demande d'audition de M. Chirac en tant que témoin, formulée par M. Divier auprès du juge d'instruction parisien Xavier Simonon, en charge d'une autre enquête sur les employés de la Ville de Paris, n'a pas encore reçu de réponse.

du parti gaulliste par la Ville de Paris. Suivant en cela les réquisitions du procureur de la République, Yves Bot, qui lui avaient été adressées le 19 mars (Le Monde daté 21-22 mars), le juge a considéré qu'une éventuelle mise en examen du président en exercice n'était pas en son pouvoir en ce qu'elle heurterait les principes constitutionnels de la « séparation des pouvoirs » et de la « continuité de l'Etat ».

IMMUNITÉ

Dans son ordonnance - longue de trois pages et versée au dossier d'instruction - M. Desmure s'est en outre appuyé, comme l'avait déjà fait le procureur, sur la décision du Conseil constitutionnel du 22 janvier 1999. La haute juridiction, alors présidée par Roland Dumas, avait estimé que l'interdiction de la constitution établissait que « le président de la République pour les actes accomplis dans l'exercice de ses fonctions et hors le cas de haute trahison bénéficie d'une immunité », ajoutant qu'« au surplus, pendant la durée de ses fonctions, sa responsabilité pénale ne peut être mise en cause que devant la Haute Cour de justice, selon les modalités fixées par le même article ». Le procureur de Nanterre avait, pour sa part, eaché toute « application de la procédure pénale de droit commun à un président de la République » considérant qu'elle « reviendrait à insulter (...) un mode de contrôle du pouvoir, exécutif par l'autorité judiciaire ». La question cruciale posée au juge d'instruction était née d'un document, saisi par les enquêteurs



de la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) dans les archives de la mairie de Paris et au bas duquel était apposée la signature de l'actuel chef de l'Etat. Daté du 16 décembre 1993, ce courrier était adressé par celui qui était encore maire de Paris au secrétaire général de la Ville, et sollicitait une promotion en faveur d'une employée municipale, Madeleine Fardard, qui travaillait en réalité au siège du RPR et dont il jouait le « dévouement exemplaire ». Anodine par son contenu, cette lettre semblait surtout attester la pleine connaissance qu'avait M. Chirac de la prise en charge par l'administration parisienne d'un certain nombre de cadres du parti

gaulliste, au moment où il exerçait une double tutelle sur la mairie et le RPR (Le Monde du 18 mars). Dans son réquisitoire du 19 mars, le procureur Bot avait rappelé que l'ancien premier ministre Alain Juppé avait lui-même été mis en examen - au titre de ses anciennes fonctions d'adjoint au maire de Paris chargé des finances et de dirigeant du RPR - pour « prise illégale d'intérêts » et souligné que les faits susceptibles d'être reprochés à M. Chirac sur la base de la lettre saisis apparaissent similaires et pourraient donc « constituer une infraction non prescrite ». C'est d'ailleurs en se fondant sur l'existence de cette présomption que M. Desmure s'est fondé pour

répondre par la négative à la seconde question qui lui était posée à ce stade de l'affaire. Admis à se constituer partie civile au nom de la Ville de Paris, un militant écologiste avait réclamé, le 25 mars - soit au lendemain de la révélation de l'existence de la fameuse lettre - l'audition de M. Chirac à titre de témoin.

ARTICLE 105

Pour refuser cette audition, le juge a simplement invoqué l'article 105 du code de procédure pénale, qui dispose que « les personnes à l'encontre desquelles il existe des indices graves et concordants d'avoir participé aux faits dont le juge d'instruction est saisi ne peuvent être entendues comme témoins ». Ainsi, tout en écartant l'hypothèse d'une convocation hautement symbolique, le juge s'est trouvé contraint de confirmer implicitement l'existence, à l'encontre du président de la République, de semblables « indices » susceptibles d'entraîner sa mise en cause sur un terrain pénal. Aussi la déclaration d'« incompétence » du magistrat de Nanterre n'interdit-elle pas définitivement toute poursuite contre M. Chirac. L'avocat du militant écologiste a annoncé son intention d'interjeter appel de cette décision (lire ci-dessous), sur laquelle la Cour de cassation pourrait un jour être interrogée à son tour. Surtout, en s'estimant incapable d'enquêter lui-même sur des faits impliquant le chef de l'Etat, M. Desmure laisse néanmoins ouverte la voie d'une saisine éventuelle de la Haute Cour de justice.

Se pose alors une autre énigme juridique : les textes ne précisent

pas comment peut être provoquée la saisine de cette juridiction, dont la vocation unique est de juger le président de la République. Les seuls précédents existant en la matière ne concernent pas le chef de l'Etat, mais des membres du gouvernement - avant la création, en 1993, de la Cour de justice de la République : l'ancien ministre socialiste de la coopération, Christian Nucci, impliqué dans les détournements de l'association Carrefour du développement ; Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé mis en cause dans l'affaire du sang contaminé (lire ci-dessous). En 1987, la mise en œuvre du processus conduisant à la saisine de la commission d'instruction de la Haute-Cour sur le cas de M. Nucci n'avait pu être engagée qu'après une démarche volontaire du ministre de la justice, Alain Chalon, qui avait « porté à la connaissance » des présidents des deux assemblées parlementaires l'ordonnance d'incompétence du juge d'instruction Jean-Pierre Michau, chargé de l'enquête sur Carrefour du développement. L'heure était à la « cohabitation dure » et le garde des sceaux de M. Chirac - alors premier ministre - avait de la sorte pressé les députés et les sénateurs majoritairement à droite - d'agir contre un ministre mitérandiste. Douze ans plus tard, le contexte politique apparaît sensiblement différent. Sollicité vendredi matin 16 avril par Le Monde, le cabinet d'Elisabeth Guigou a indiqué que la chancellerie n'avait, pour l'heure, « aucune position officielle sur cette question ».

Hervé Gattegno

Guy Carcassonne et Olivier Duhamel soulignent le silence des textes et l'absence de règle juridique

DANS le débat sur la responsabilité pénale du président de la République, l'un et l'autre avaient pris des positions opposées. Guy Carcassonne, professeur à Paris-X, estimait que l'immunité présidentielle protège le chef de l'Etat pendant toute la durée de son mandat, y compris pour les crimes et délits qu'il aurait pu commettre avant son entrée en fonction. Olivier Duhamel, professeur à Paris-I et à Sciences Po, pensait, en revanche, que cette immunité ne couvre que les actes accomplis dans l'exercice des fonctions présidentielles. Face à la nouvelle étape de la procédure instruite par le juge Patrick Desmure, leurs réactions sont identiques. A la question de savoir si le ministre de la justice doit informer officiellement le Parlement de l'ordonnance d'incompétence du juge Desmure, ils ont apporté les réponses suivantes au Monde.

● Guy Carcassonne : « Les textes sont muets. A la lumière des précédents, trois autorités peuvent agir : le Parlement lui-même, en s'autosaisissant à l'initiative de dix pour cent des membres de l'une des deux chambres ; le gouvernement, à l'initiative du garde des sceaux, qui peut transmettre le dossier à l'Assemblée nationale et au Sénat ; l'autorité judiciaire elle-même, à l'initiative du parquet. Juridiquement, tout est donc possible. Politiquement, opportunistement, rien n'est planifiable, et le plus probable est donc que les choses en resteront là, au moins jusqu'à la fin du mandat du président de la République. »

● Olivier Duhamel : « La réponse est délicate mais simple. Délicate : la sensibilité du sujet n'échappe à personne. La prudence consisterait à se taire. La réponse est cependant simple : il n'existe aucune règle juridique. Ni

la Constitution ni la loi ne prescrivent de façon incontestable que le garde des sceaux doive saisir les chambres du Parlement. Un Anglo-Saxon estimerait qu'il y a un précédent. Mais il en faut plusieurs pour faire une coutume. Bref, le droit n'impose rien. Précisons en parlant maintenant politique : lorsqu'il s'est agi de Christian Nucci, soupçonné, et d'Alain Chalon, garde des sceaux, les choses étaient faciles : un ministre de droite contre un ancien ministre de gauche, on cherche à l'embêter. S'agissant d'un président de la République en période de cohabitation, les choses deviennent plus complexes. On cherchera, l'imagine, l'apaisement, on ne s'inspire pas du précédent évoqué. Le contraire déclencherait une crise politique. »

Propos recueillis par Thierry Bréhier

Deux précédents contradictoires

LA DÉCISION du juge Patrick Desmure de se déclarer incompétent pour engager des poursuites contre le président de la République renvoie aux politiques la responsabilité du déclenchement d'une éventuelle mise en accusation du chef de l'Etat devant la Haute Cour de justice, juge seule compétente par le Conseil constitutionnel le 22 janvier.

La Constitution est, à cet égard, laconique et la jurisprudence raisonnée. Selon l'article 68 de la Loi fondamentale, le président de la République « ne peut être mis en accusation que par les deux Assemblées statuant par un vote identique au scrutin public et à la majorité absolue des membres les composant ». Avant d'en arriver là, il faut qu'un dixième des députés ou un dixième des sénateurs déposent devant le bureau de leur Assemblée une proposition de résolution de mise en accusation qui doit être votée dans les mêmes termes par les deux Assemblées.

Après avoir déposé le 27 juillet 1992, une plainte au pénal pour « empoisonnement » contre Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé, M. Jacques Vergès et Eric Dupont-Moretti, écrivirent le 11 août 1992 à chacun des 577 députés pour leur demander de saisir la Haute Cour de justice. Une semaine après, l'Association française des hémiplégiques formule la même demande aux sénateurs.

Les parlementaires attendront que la juge d'instruction Sabine Foulon, saisie de la plainte pour « empoisonnement » visant les trois anciens ministres socialistes, se déclare « incompétente », le 5 octobre. Le président d'alors du groupe RPR de l'Assemblée nationale, Bernard

Pons, dépose, le 7 octobre, une proposition de résolution portant mise en accusation des trois anciens ministres devant la Haute Cour de justice. Elle sera rejetée, le 14 octobre par le bureau de l'Assemblée nationale.

Une proposition de résolution sera adoptée le 10 décembre 1992 par le Sénat. Le 19 et 20 décembre elle est votée dans les mêmes termes par les deux Assemblées. La commission d'instruction déclare le 5 février 1993, que les délits retenus sont prescrits. Cette nouvelle péripétie conduira à la création de la Cour de justice de la République.

Gérard Courtois et Cécile Prieur

Chronologie des faits

● 6 décembre 1996 et 28 mars 1997 : Louise-Yvonne Casetta, ancienne directrice administrative du RPR, présentée comme la trésorière officieuse du parti gaulliste, est mise en examen pour « complicité et recel d'abus de biens sociaux » par le juge d'instruction Patrick Desmure en charge d'une enquête sur le financement du RPR. M^{me} Casetta reconnaît la rémunération de deux secrétaires du RPR par des entreprises privées, mais elle

affirme avoir agi sur ordre de sa hiérarchie.

● De novembre 1997 à avril 1998 : trois anciens trésoriers du RPR, Robert Galley, Jacques Boyon et Jacques Oudin sont mis en examen pour « complicité et recel d'abus de biens sociaux ».

● 21 août 1998 : Alain Juppé, qui a cumulé les fonctions d'adjoint aux finances à la mairie de Paris et de secrétaire général du RPR puis de président de cette formation politique, est mis en examen pour « détournement de fonds publics », « complicité et recel d'abus de biens sociaux », « prise illégale d'intérêt », « complicité et recel d'abus de biens sociaux ». L'ancien ministre Michel Roussin, ancien directeur de cabinet de M. Chirac à la Mairie de Paris, est mis en examen pour « complicité de détournement de fonds publics, complicité d'abus de confiance aggravé et prise illégale d'intérêt ».

● 26 janvier 1999 : la chambre

d'accusation de la cour d'appel de Versailles (Yvelines) annule une partie des mises en examen prononcées contre M. Juppé et M. Roussin. Ceux-ci restent respectivement poursuivis pour « complicité et recel d'abus de biens sociaux, abus de confiance et prise illégale d'intérêt » et pour « prise illégale d'intérêt ».

● Fin janvier 1999 : une lettre datée de 1993 signée de Jacques Chirac, alors maire de Paris, et dans laquelle celui-ci sollicite la promotion d'une secrétaire, payée par la mairie de Paris, mais qui travaillait pour le RPR, est transmise par les policiers au juge Desmure.

● 19 mars : Le procureur de la République de Nanterre, Yves Bot, prône l'incompétence de la justice pénale ordinaire face au président de la République. Son réquisitoire laisse ouverte la voie d'une saisine de la Haute Cour par le Parlement.

Chaque samedi avec Le Monde DATE DIM./LUNDI LE MONDE TELEVISION

Nouveaux débats

Le Monde des DEBATS

Document : le témoignage de Paul Ricœur au procès du sang contaminé

Fin de guerre en Algérie ?

Malaïse dans la psychanalyse

Architecture : la France ringarde ?

Le maître philosophe de Venise

Le nouvel ordre amoureux

مكتبة الأصل

Quatre unions de cadres s'expriment de concert sur les 35 heures

La CGC reste en marge de cette déclaration

LES 35 HEURES sont-elles l'occasion d'un changement profond dans le syndicalisme des cadres ? En signant, le 12 avril, une déclaration commune pour peser sur les négociations sur la réduction du temps de travail (Le Monde du 13 avril), les unions cadres de la CFDT, de la CGT, de FO et de la CFTC ont affirmé, pour la première fois, une communauté d'intérêts qui vaut rappel à l'ordre à chacune de leurs quatre organisations. Plus qu'au gouvernement ou au patronat, cette déclaration commune, qui demande que les discussions sur le passage aux 35 heures prennent en compte les conditions de vie et de travail des cadres, s'adresse en priorité aux confédérations elles-mêmes.

« Nous avons souhaité nous exprimer plus fortement que d'habitude pour que nos confédérations réfléchissent », souligne Guy Juquel, secrétaire national de l'Ugic-CGT. « Aujourd'hui, dit-il, nous avons des accords de branche ou d'entreprise qui ont été signés par des fédérations ou des syndicats CGT et qui ne sont pas vraiment favorables aux cadres. Les négociateurs n'ont pas considéré que les dispositions concernant l'encadrement étaient un élément majeur au vu du reste. » Même constat pour Pierre Vial, de l'UCC-CFDT : « Dans les négociations, les cadres sont souvent les laissés-pour-compte. Et c'est une grave erreur, car les cadres ont souvent des conditions de travail qui gagnent, petit à petit, l'ensemble des salariés. »

La déclaration commune vise d'abord à faire prendre conscience de cette dimension aux syndicats actuellement engagés dans des négociations. Il s'agit, ensuite, d'obtenir de chacune des quatre confédérations qu'elles se battent pour que certaines dispositions - y compris dans des accords qu'elles ont appuyés - ne soient pas intégrées dans la seconde loi sur les 35 heures. C'est le cas des forfaits horaires très larges ou de la disso-

ciation partielle de la formation et du temps de travail instaurés par l'accord dans la métallurgie, ratifié par FO-métaux et par la fédération CFTC de la métallurgie, au grand dam des unions de cadres FO et CFTC. De même, les cadres CGT et CFDT ne sont pas vraiment satisfaits des dispositions les concernant dans l'accord textile.

« UNE PRESSION INTOLÉRABLE » Dans leur déclaration commune, les quatre unions ont donc rappelé que la durée actuelle de travail des cadres, soit en moyenne 45 heures par semaine, est une situation qui, selon elles, « ne doit pas durer davantage ». Cela « représente une pression intolérable sur les personnes et un frein à la création d'emplois », estiment-elles, en déplorant qu'une trentaine d'employeurs « tentent au maximum de maintenir la situation actuelle, notamment en multipliant les solutions de forfaits mal cernés, dont les forfaits sans références horaires, ou ceux exprimés exclusivement en jours ou, encore, en excluant trop de cadres des mesures de décompte du temps de travail ».

L'appel des quatre unions apparaît aujourd'hui, en tout cas, comme un coup rude porté à la CFE-CGC, qui n'a pas souhaité s'y associer. Elle a décliné l'invitation de se joindre à la déclaration commune en raison de l'opposition très vive de ses fédérations de la métallurgie et de la chimie, traditionnellement proches du patronat de leurs secteurs. Du coup, cette confédération, qui avait été une des grandes perdantes des élections prud'homales de décembre 1997, a tenté de revenir dans le jeu en réclamant, le 14 avril, l'instauration d'un salaire minimum garanti pour les cadres. La CFE-CGC court, en effet, le risque de paraître aujourd'hui à la traîne et isolée sur des sujets qui touchent, pourtant, à sa raison d'être.

Caroline Monnot

La majorité en Haute-Saône suspendue à la cantonale de Noroy-le-Bourg

VEVOUL de notre correspondant Jamais, sans doute, les 3 188 électeurs inscrits dans le canton de Noroy-le-Bourg (Haute-Saône) n'auront été autant courtisés. Dimanche 18 avril, ils doivent choisir leur conseiller général entre un candidat divers gauche, Gérard Bontour, et un concurrent UDF, Jacques Theulin, mais aussi, du même coup, décider du maintien de l'exécutif de gauche, qui dirige le département depuis mars 1998, ou du retour à une gestion de droite. Le choix se fera dès le premier tour puisqu'il n'y a que deux candidats, le PCF et le Front national n'en présentant pas.

Cette élection partielle, due à l'invalidation de M. Bontour par le Conseil d'Etat, en raison de ses fonctions de l'époque, a pour effet que la présidence de gauche du conseil général est en jeu dans un canton qui vote, d'ordinaire, à droite. La gauche n'y avait recueilli que 42,58 % au premier tour des élections législatives de 1997 et 37,56 % aux régionales du 15 mars 1998. Cependant, aux cantonales organisées en même temps, M. Bontour, agent contractuel à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, avait battu, au second tour, le 22 mars, le conseiller sortant de droite. Il était, ainsi, un des quatre nouveaux conseillers de gauche dont l'élection devait permettre de désigner un président radical de gauche, Marc Roussel, au bénéfice de l'âge (quatre-vingt-trois ans), droite et gauche étant à égalité en nombre de sièges.

Un an après, la droite ne s'est pas remise de la perte de l'hôtel du département. L'ancien président, Christian Bergelin (RPR), secrétaire d'Etat dans le gouvernement de Jacques Chirac de 1986 à 1988, a

d'abord annoncé sa « décision de [se] retirer de la vie publique ». En réalité, mis en examen pour avoir fait rémunérer par le département, de 1990 à 1998, une assistante parisienne inconnue à Vesoul, le député ne s'est démis que de son mandat de maire de Gray. Depuis la suite du procureur de la République par le nouvel exécutif, on ne l'a vu qu'un quart d'heure à l'hôtel du département.

« FICELLE ÉLECTORALE » Ce n'est pourtant pas sur la succession de M. Bergelin que porte la campagne électorale. M. Bontour, maire de Colombes-lès-Vesoul, annonce le désenclavement de ce canton, situé entre les tracés routiers du TGV Rhin-Rhône et de la RN 19, dont la mise à « deux fois deux voies » a été annoncée le 2 avril par la ministre voisine, Dominique Voynet. Pour M. Theulin, maire de Villers-le-Sec, et pour ses amis, « la ficelle électorale est un peu grosse », puisque l'Etat n'a promis de financer ce chantier qu'à 75 %. A leurs yeux, le salut ne saurait venir que du prolongement de l'autoroute A5 de Langres jusqu'à Belfort. Le débat concerne aussi le sort de l'usine Peugeot de Vesoul, qui envoie chaque jour des pièces détachées dans le monde entier.

Que la droite l'emporte, dimanche, à Noroy, avec son nouveau candidat, et c'en sera fin de la présidence de gauche de M. Roussel ; mais rien n'indique que ce sera le retour, pourtant annoncé fin 1998, de M. Bergelin. Si la droite compte dix-sept sièges, et la gauche quinze, un proche du député, Charles Gauthier (divers droite), paraît mieux placé pour devenir président.

André Moissé

Les dépenses d'assurance-maladie repartent à la hausse depuis quelques mois

La Sécurité sociale et la Fédération nationale de la mutualité française resserrent leurs liens

Les dépenses médicales sont reparties à la hausse depuis quelques mois. Elles ont progressé de 0,2 % en février par rapport au mois précédent, a annoncé, jeudi 15 avril, la Caisse nationale d'assurance-maladie, la progression atteignant même 0,4 % pour les seuls soins de

ville. Par ailleurs, la Mutualité française a négocié avec la CNAM un accord dans le but d'améliorer le remboursement de certains soins.

ville. Par ailleurs, la Mutualité française a négocié avec la CNAM un accord dans le but d'améliorer le remboursement de certains soins.

CE N'EST PAS une explosion, mais c'est une mauvaise pente : les dépenses de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) ont augmenté de 0,2 % en février, selon les statistiques publiées, jeudi 15 avril, par la première caisse de « Sécu ». La progression est de 3,2 % par rapport au même mois de 1998. A ce rythme, le gouvernement aura toutes les peines du monde à atteindre son objectif : ramener les quatre branches du régime général (maladie, retraite, famille, accidents du travail) à l'équilibre financier fin 1999.

La politique de Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, qui oscille entre ouverture (lettre adressée à tous les médecins) et fermeté (baisse autoritaire de tarifs médicaux, récupération d'une partie des dépassements de l'enveloppe accordée aux cliniques pour 1998), a du mal à porter ses fruits. La CNAM note, par exemple, que l'ensemble des dépenses du régime général de janvier-février (81,9 milliards de francs, 12,49 milliards d'euros) est en augmentation de 3,7 % par rap-

port à la même période de 1998, progression qui atteint même 5,5 % pour les soins de ville. Après un plateau entre juin et septembre, la courbe des dépenses est repartie à la hausse depuis quelques mois, « sur une tendance de 0,4 % par mois », indique la caisse nationale. Les dépenses de soins de ville progressent de 0,4 % en février, moins en raison des honoraires des médecins et des dentistes (+0,1 %) que des prescriptions (+0,4 %). Les hôpitaux publics ont vu leurs dépenses stagner alors que celles des cliniques à but lucratif - engagées depuis quelques semaines dans un bras de fer avec le gouvernement - ont augmenté de 0,7 %.

C'est dans ce contexte que la CNAM a engagé ses concertations sur le plan stratégique élaboré par son directeur, Gilles Johannes, dont le but est de réaliser à terme 62 milliards de francs (9,45 milliards d'euros) d'économies par an. Le président de la CNAM, Jean-Marie Spaeth (CFDT), s'est donné jusqu'à début juin pour amender

ce plan et le soumettre à un vote définitif des trente-trois administrateurs patronaux et syndicaux de la caisse. A charge ensuite, pour M^{me} Aubry, d'en intégrer les mesures dans son projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2000.

PROTOCOLE D'ACCORD

Dans un entretien au journal médical *Le Généraliste*, M. Johannes revient notamment sur les 30 milliards de francs (4,57 milliards d'euros) d'économies que générerait, selon lui, un financement des hôpitaux sur la base des coûts par pathologie. « Pour la première fois s'agissant d'hôpital public, on parle de chiffres : on a violé un tabou, déclare le directeur de la CNAM. Il y a un problème d'emploi ? Chiffrons-le ensemble (...). Sur la durée, nous pouvons traiter ce problème de manière digne pour les agents et optimale pour la collectivité. » Revenant sur la polémique qui l'a opposé à M^{me} Aubry à propos des prérogatives respectives de l'Etat et de l'assurance-maladie, il précise : « Nous souhaitons une loi d'orien-

tion sanitaire qui dise les priorités pour les cinq ans qui viennent », l'Etat devant, selon lui, définir ces priorités.

Par ailleurs, la CNAM et la Fédération nationale de la mutualité française (3 000 mutuelles couvrant 25 millions de personnes) ont décidé de ressermer leurs liens. Un protocole d'accord, approuvé à l'unanimité par le comité exécutif de la FNMF, prévoit la définition en commun d'un « panier de biens et de services » médicaux justifiant un meilleur remboursement qu'actuellement. Or ce texte reprend certains aspects du protocole que la caisse nationale a signé, début février, avec la Mutualité, mais aussi avec les représentants des sociétés d'assurances (*Le Monde* du 11 février). Ceux-ci l'ont immédiatement interprété comme un moyen de les court-circuiter. Il est peu probable que le conseil d'administration de la CNAM, où siègent treize représentants du patronat, approuve un tel protocole d'accord.

Jean-Michel Bezat

Nous fabriquons du sourire.

Accor offre ses services dans le monde entier :

- > 2 700 hôtels, de l'économie au luxe, en affaires et loisirs.
 - > le réseau international d'agences de voyages Carlson Wagonlit Travel,
 - > 115 000 véhicules de location Europcar,
 - > 11 millions d'utilisateurs quotidiens du Ticket Restaurant et d'autres services aux salariés, avec Accor Corporate Services dans 30 pays.
- Accor, c'est aussi la restauration, les services à bord des trains et les casinos.
- Chaque jour, dans 140 pays, les 120 000 collaborateurs du Groupe exercent leur savoir-faire dans l'univers du voyage, du tourisme et des services aux entreprises.

Tous partagent la même ambition : satisfaire leurs clients. Votre sourire est leur récompense.



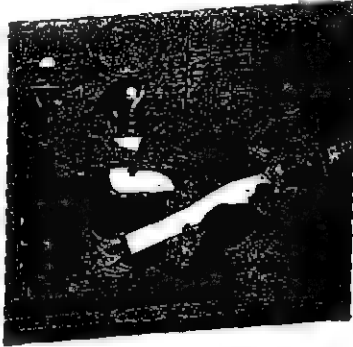
<http://www.accor.com>

هكذا من الأصل

Un trafic en pleine expansion

Emmanuel de Roux
Roland-Pierre Paringaux

Razzia sur l'art



Vois, pillages, recels à travers le monde

Fayard

352 pages
135 F

Une enquête édifiante dans l'univers des pilliers d'antiquités et des bandits de haut vol spécialisés dans l'art.

Anne Muratori-Philip, Le Figaro

L'enquête [d'Emmanuel de Roux et Roland-Pierre Paringaux] se lit comme un roman policier.

Odile Le Bihan,
Le Républicain Lorrain

FAYARD

La Bretagne attend la reconnaissance de sa langue

La mobilisation pour le lycée Diwan, où l'enseignement se fait en breton, témoigne que la région tient à sa culture. La Charte européenne des langues régionales devrait être bientôt signée par la France

CARHAIX-POULGUER

de notre correspondant régional Christian Troader rêve éveillé. Il désigne le manoir de Kerampuil, une élégante bâtisse XVIII^e aux es-

calons en pierre et aux murs légers, et dit : « Ici, on pourrait installer la médiathèque. » Il se penche sur la gauche, il montre l'ancienne école : « Et là l'office de la langue bretonne. » À l'arrière du manoir, c'est ce qui est encore qu'un champ. Christian Troader

est président de l'association des Vieilles Chartres, une association qui regroupe

par quelques militants bretons : regroupent autour d'un lycée en langue bretonne, qui doit s'installer à Carhaix, capitale du Pôher, une région qui ne vide pas de sa population. La première édition des Vieilles Chartres a attiré 500 spectateurs. L'édition

de 1998 en a attiré 100 000. L'association des Vieilles Chartres, dont il est président, emploie aujourd'hui quatre personnes. « Nous voulons que les jeunes bretons aient accès à la culture bretonne, c'est pour cela que nous avons créé le festival, et c'est aussi pour cela que nous lançons l'office de la langue bretonne. » Pas question de laisser échapper la langue bretonne, qui est la langue de la région, et qui n'a plus honte de vivre son identité.

La promenade à Kerampuil s'achève devant une bâtisse récente qui abrite une médiathèque. C'est là que les 90 lycéens de Diwan - « germe » - ont leur association en langue bretonne, devaient poser définitivement leurs valises en septembre, après trois ans de déménagements à répétition. Devant... Car, depuis un mois, plus rien n'est sûr. Le 19 mars, le préfet de région annonçait sa décision de saisir le tribunal administratif : selon le représentant de l'Etat, la subvention accordée par le conseil régional pour l'implantation du lycée Diwan à Carhaix dépasse la limite des 10 % de subventions publiques accordées à une école privée, seul fixé par la loi Falloux.

Cette décision a fait une fâcheuse impression dans la région, explique le président de Diwan, Andrew Lincoln, célèbre pour son dynamisme et son sens tout fait britannique de l'humour. Car l'association de Diwan a l'effet d'une bombe en Bretagne. Le préfet a en effet révoqué la loi, sa décision a parfois été interprétée comme une déclaration de guerre contre l'enseignement du breton. Une pluie de communiqués de presse à Diwan n'a pas tardé à tomber. En tête, le président (RPR) de la région, Joselin de Rohan, a rappelé que le conseil régional « a le devoir d'apporter son soutien aux actions concourant au développement de la langue bretonne ». Jean-Yves Le Drian, chef de file des socialistes bretons, a réuni les signatures des élus de son parti au bas d'un texte en faveur de l'association. Une semaine plus tard, à Carhaix, 5 000 personnes manifestaient leur soutien aux lycéens « SDF ».

Vingt-deux ans après la création de Diwan, l'opinion a changé. Elle approuve très largement l'enseigne-

ment en breton et de la culture bretonne, dit Andrew Lincoln, heureux de constater que le temps où Diwan était perçu comme une menace pour le système scolaire traditionnel est révolu.

Depuis un mois, un grand Gwenn ha du (le drapeau breton) flotte au fronton de la mairie de Carhaix. André Le Roux, maire (UDF) de cette ville de 8 000 habitants, a accueilli la cellule de crise mise sur pied par Diwan. L'implantation du lycée dans la capitale du Pôher avait été une bonne nouvelle. « C'est une grande chance pour la Bretagne, qui se déserte. Carhaix doit devenir un endroit où se focalise la vie

locale », dit Andrew Lincoln. Andrew Lincoln plaide pour que « Diwan et les autres écoles associatives en langue régionale aient un statut public régional », afin de pouvoir bénéficier de subventions publiques.

Malgré les nombreuses mises au point de Diwan, certains élus de gauche et les représentants de l'Etat craignent une « razzia » en matière d'équilibre enseignant public, enseignement privé, donc de la paix scolaire. Des élus sociaux demandent à Diwan d'accepter la répartition des salles en préfabriqué, ou dans les locaux du lycée public de la ville.

Une journée européenne des langues minoritaires est organisée le 22 avril, dans le cadre du cinquantième anniversaire du traité de l'Europe. Le gouvernement envisage de la faire coïncider avec la signature, par la France, de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires. « En toute hypothèse », indique-t-on à l'hôtel Matignon, cette signature aura lieu d'ici à fin avril ou début mai. En revanche, compte tenu du calendrier parlementaire, le gouvernement n'est plus sûr, comme il l'avait annoncé, de faire examiner le projet de loi de ratification devant le Parlement la même année.

Trois rapports ont été rédigés à l'intention des pouvoirs publics en 1998 : le prérapport Nicole Pery et le rapport Bernard Poignant suggèrent de reconnaître la place des langues régionales. Une expertise juridique du professeur Guy Carcassonne avait conclu que la charte n'était pas contraire à la Constitution. A l'automne 1996, le Conseil d'Etat, saisi par Alain Juppé, avait conclu que le texte européen n'était pas compatible avec la Constitution.

Une solution durable L'affaire du lycée Diwan n'est pas, paradoxalement, une chance pour l'association, qui compte plus de 2 000 élèves dans ses écoles maternelles, primaires, collèges et son lycée. Le président veut en finir avec une situation qui « pousse les collectivités locales qui veulent soutenir les langues régionales à se focaliser sur la vie locale bretonne », espère le maire, favorable au projet de technopôle porté par l'association des Vieilles Chartres. Il est en effet sûr : la région maintient sa subvention, le recours devant le tribunal administratif n'étant pas suspensif, les travaux de rénovation de la maison de retraite vont pouvoir commencer et les lycéens devraient intégrer les lieux, en septembre, comme prévu. Le jugement du tribunal ne devrait être rendu que dans un ou deux ans. D'ici là, Andrew Lincoln espère bien que Diwan aura changé de statut.

Le second volet, plus territorial, regroupera les actions jugées prioritaires par les régions elles-mêmes : 15 milliards de francs y seront consacrés. A Matignon, on souligne qu'avec un tel montant « jamais autant de liberté de négociation n'a été offerte aux régions ». Les préfets sont chargés de négocier les projets avec les conseils régionaux. Fin juin, un CIADT arrêtera la répartition régionale des crédits.

Sylvia Zappi

Un engagement de Matignon

Une journée européenne des langues minoritaires est organisée le 22 avril, dans le cadre du cinquantième anniversaire du traité de l'Europe. Le gouvernement envisage de la faire coïncider avec la signature, par la France, de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires. « En toute hypothèse », indique-t-on à l'hôtel Matignon, cette signature aura lieu d'ici à fin avril ou début mai. En revanche, compte tenu du calendrier parlementaire, le gouvernement n'est plus sûr, comme il l'avait annoncé, de faire examiner le projet de loi de ratification devant le Parlement la même année.

Trois rapports ont été rédigés à l'intention des pouvoirs publics en 1998 : le prérapport Nicole Pery et le rapport Bernard Poignant suggèrent de reconnaître la place des langues régionales. Une expertise juridique du professeur Guy Carcassonne avait conclu que la charte n'était pas contraire à la Constitution. A l'automne 1996, le Conseil d'Etat, saisi par Alain Juppé, avait conclu que le texte européen n'était pas compatible avec la Constitution.

Une solution durable L'affaire du lycée Diwan n'est pas, paradoxalement, une chance pour l'association, qui compte plus de 2 000 élèves dans ses écoles maternelles, primaires, collèges et son lycée. Le président veut en finir avec une situation qui « pousse les collectivités locales qui veulent soutenir les langues régionales à se focaliser sur la vie locale bretonne », espère le maire, favorable au projet de technopôle porté par l'association des Vieilles Chartres. Il est en effet sûr : la région maintient sa subvention, le recours devant le tribunal administratif n'étant pas suspensif, les travaux de rénovation de la maison de retraite vont pouvoir commencer et les lycéens devraient intégrer les lieux, en septembre, comme prévu. Le jugement du tribunal ne devrait être rendu que dans un ou deux ans. D'ici là, Andrew Lincoln espère bien que Diwan aura changé de statut.

Le second volet, plus territorial, regroupera les actions jugées prioritaires par les régions elles-mêmes : 15 milliards de francs y seront consacrés. A Matignon, on souligne qu'avec un tel montant « jamais autant de liberté de négociation n'a été offerte aux régions ». Les préfets sont chargés de négocier les projets avec les conseils régionaux. Fin juin, un CIADT arrêtera la répartition régionale des crédits.

Sylvia Zappi

Le gouvernement augmente l'enveloppe des contrats de plan pour soutenir l'emploi

CE SERA 100 MILLIARDS DE FRANCS : l'enveloppe financière globale des contrats de plan Etat-régions a été arrêtée, mardi 15 avril, lors d'une réunion interministérielle à Matignon. Cette enveloppe, qui doit couvrir les investissements de l'Etat en matière d'aménagement du territoire dans les régions pour la période 2000-2006, est en augmentation sensible par rapport au précédent contrat.

Lors de l'exercice précédent, le montant des engagements de l'Etat était de 88 milliards de francs. Pour le gouvernement, cette augmentation significative doit permettre de réorienter les contrats de plan vers des projets favorables à l'emploi qui s'inscrivent dans un « développement durable ». Cet objectif avait été rappelé aux préfets par le premier ministre dans une circulaire adressée le 31 juillet 1998. Le montant des crédits devait également satisfaire les présidents des conseils régionaux qui réclamaient entre 100 et 110 milliards de francs.

Le gouvernement a défini deux volets pour les investissements dans les sept années à venir. Le premier régional, d'un montant de 90 milliards de francs, concernera les grands équipements décidés sur la base des priorités du gouvernement fixées lors du Comité interministériel de développement et d'aménagement du territoire (CIADT) de décembre 1998. Synthétisant les volontés affichées par les différents ministères, il privilégiera ainsi les projets présentés dans les régions qui concernent l'emploi et la formation, l'action sociale et la santé, l'éducation et l'enseignement supérieur et la politique de la ville. Les actions de développement des transports en commun et le chemin de fer seront également soutenus.

A l'inverse, le gouvernement estime que les projets d'infrastructures routières ne pourront plus bénéficier le pivot des contrats de plan : chaque projet sera jugé à l'aune de son « utilité sociale » et de son « rôle décisif » dans le désenclavement. Lionel Jospin a insisté pour que les contrats de plan traduisent la volonté de réduction des inégalités en citant notamment les distorsions en matière universitaire ou de grands projets structurants.

Le second volet, plus territorial, regroupera les actions jugées prioritaires par les régions elles-mêmes : 15 milliards de francs y seront consacrés. A Matignon, on souligne qu'avec un tel montant « jamais autant de liberté de négociation n'a été offerte aux régions ». Les préfets sont chargés de négocier les projets avec les conseils régionaux. Fin juin, un CIADT arrêtera la répartition régionale des crédits.

Sylvia Zappi

L'université thématique d'Agen a été supprimée

AGEN

de notre correspondant L'université thématique d'Agen (Lot-et-Garonne) a vécu avant de disparaître véritablement. Un décret paru au Journal officiel du 13 avril a abrogé l'acte du 27 février 1997 créant l'établissement, à quelques semaines de la dissolution de l'Association pour le développement de Lot-et-Garonne. A peine arrivé au ministère de l'Education nationale, Claude Allègre avait confirmé son intention de ne pas poursuivre une expérience inscrite dans la loi Pasqua de 1995 sur l'aménagement du territoire, prévoyant la création de deux universités thématiques,

dont une seule, celle d'Agen, a vu le jour.

Malgré l'opposition des universitaires de Bordeaux et de Toulouse, principalement concernés, et l'avis négatif du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser), Jean-François Poncelet, député (UDF) de Lot-et-Garonne, avait réussi à arracher une décision positive après de François Bayrou, alors ministre de l'Education nationale d'Alain Juppé. Son intention était de créer une université nouvelle de plein exercice en moyenne Garonne orientée sur le thème du développement régional. Edigée en « pôle d'excellence » à

rayonnement national à partir de formations de deuxième et troisième cycles, l'université thématique d'Agen a débuté en proposant deux masters des sciences et techniques (MST) en agrodéveloppement local. Avec à sa tête un administrateur provisoire, elle devait innover dans la formation de futurs aménageurs du territoire par une large utilisation des technologies nouvelles, des stages en entreprises.

Dès sa création, elle n'a pas plus fait l'unanimité dans le milieu universitaire que politique. Avant même sa première rentrée, son avenir a été compromis par une

absence d'attribution de postes et de crédits. Bien qu'il ait clairement annoncé son intention de mettre un terme à « l'exception » autorisée par son prédécesseur, le ministre de l'Education a néanmoins autorisé une première année de fonctionnement pour une cinquantaine d'étudiants, ainsi qu'une seconde rentrée en octobre 1998. Les deux filières de formation ont, depuis, été rattachées aux universités de Bordeaux-I et Bordeaux-IV en attendant la création d'un institut du développement local en lieu et place de l'université agenaïse.

Alain Balaud

*Samedi 17 avril,
A SAISIR CHEZ CARREFOUR*

*Aujourd'hui et aujourd'hui seulement
le kilo de crevettes cuites est à 44 F.*

CREVETTES CUITES

44 F

LE KILO

A ce prix, jusqu'à
quelle heure y en aura-t-il ?
On ne sait pas...

Crevettes cuites, réfrigérées.
Calibre 80/100.
Origine Equateur.

*Avec Carrefour
je positive!*



A SUIVRE...

هكذا من الأصل

Il était une fois la Yougoslavie

Composée de six républiques, la Yougoslavie de Tito fut construite grâce à son flair historique, à son âme de résistant et à sa défiance vis-à-vis des nationalismes. Autogestion, non-alignement et décentralisation étaient ses maîtres mots

AU dernier, les nationalités réveillées cherchaient leur logis. Au nord et au sud-est de l'Europe, les Slaves trouvaient dans l'empire ottoman, les autres, dans le domaine des Habsbourg. Dans cette région, des Slaves assujettis révalent de s'unir aux Slaves monténégrins qui avaient toujours préservé leur autonomie, et aux Serbes qui, après des siècles d'oppression, redevenaient maîtres de leur destin. C'est alors qu'en Croatie Mar Strossmayer fit l'avocat d'une Yougoslavie qui n'existait pas encore. En ce temps-là, dans la double monarchie austro-hongroise, les Slovènes relevaient de Vienne et les Croates de Budapest.

Le cheminait lentement. Elle n'aurait peut-être eu aucune suite si les Habsbourg n'avaient pas fait - et perdu - la guerre de 14-18. Par la force des choses, les « Nationalistes » (Slovènes) Croates étaient mobilisés dans l'armée qui combattait les « Sudistes » (Serbes). Cependant, en 1915, un Comité yougoslave installé à Londres entra en contact avec les Slaves serbes. Puis, le 20 juillet 1917, le Comité Trumbic et le Serbe Pacic signèrent la Déclaration de Corfou. Ils annonçaient la future Yougoslavie d'une « monarchie parlementaire constitutionnelle » dirigée par le Karageorgevic (la dynastie qui, au terme d'une longue lutte avec les Obrenovic, était installée à la tête de la Serbie).

Le nouvel Etat naquit officiellement le 1^{er} janvier 1918. Pendant un peu plus de dix ans, il porta le nom de « royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes ». Le 3 octobre 1929, alors que le roi Alexandre exerçait une dictature temporaire de deux ans, le pays fut baptisé Yougoslavie.

Tout allait bien dit avant l'accouchement, sauf l'essentiel. Quel type de communauté pourraient constituer des populations qui se réunissaient après des siècles de séparation ? Les Slaves, façonnés par l'empire austro-hongrois, étaient imprégnés de fédéralisme. Pour les Serbes, marqués par la confrontation avec les Ottomans, il n'y avait pas de salut concevable sans la centralisation. Selon eux, pour libérer de l'oppression germanique ou hongroise, les Serbes devaient se fonder dans la Serbie.

Le malentendu initial provoqua un conflit permanent, et tragique, entre les Serbes dominants et les Croates ou, dans une moindre mesure, les Slovènes, qui refusaient de passer de Vienne - ou de Budapest - à Belgrade. Faut-il rappeler par exemple l'assassinat, en pleine séance du Parlement, le 20 juin 1928, de Pacic, chef du principal



Tito, en 1942, dans une photo prise par le quartier général sur l'île de Vis (Croatie).

parti croate, par un député monténégrin ? On l'assassina le 9 octobre 1928 à Belgrade, dont fut victime le roi Alexandre.

Une solution fut trouvée le 1^{er} août 1929. Les Croates obtinrent enfin le droit d'installer leur propre Parlement à Zagreb. Le compromis aurait-il permis de prendre enfin un bon départ ? On ne le saura jamais. Quelques jours plus tard éclatait la seconde guerre mondiale. La Yougoslavie ne tint d'abord à l'écart. Puis le régent Paul, qui dirigeait le pays depuis la mort d'Alexandre, signa le 25 mars 1941 un pacte avec l'Allemagne. Il fut renversé presque aussitôt après. Ses successeurs, le roi Pierre, qui prit le trône, puis le général Mihailovic, ces tchetsniks voulaient rétablir la suprématie serbe. A l'intérieur, leur premier ennemi naturel était le Croate Ante Pavelic, un croisé fasciste qui caressait la frustration de ses compatriotes. Après avoir combattu en Italie, il était revenu au pays avec les forces de l'Axe. Chef du parti appelé « Oustachi », il venait de constituer le premier Etat « indépendant » depuis des siècles.

Des monarchistes (mais étaient-ils restés, après la victoire des Alliés, Chetniks par le général Mihailovic, ces tchetsniks voulaient rétablir la suprématie serbe. A l'intérieur, leur premier ennemi naturel était le Croate Ante Pavelic, un croisé fasciste qui caressait la frustration de ses compatriotes. Après avoir combattu en Italie, il était revenu au pays avec les forces de l'Axe. Chef du parti appelé « Oustachi », il venait de constituer le premier Etat « indépendant » depuis des siècles.

Quant à l'actuelle Croatie (moins la Dalmatie), le pseudo-Etat englobait la Bosnie et l'Herzégovine jusqu'à la frontière de Belgrade. Il pratiquait le nettoyage ethnique selon la règle des trois tiers. Les Serbes, qui habitaient ce territoire, étaient répartis en trois groupes sensiblement égaux ; ceux qui se convertissaient au catholicisme étaient considérés comme de bons sujets ; les autres des « éléments » dangereux. Les membres des deux autres catégories étaient envoyés en camps ou assassinés. Après des années de persécution, les Serbes serbes ne restaient que le nombre des victimes de l'Etat nazi-fasciste de l'ordre de 100 000. Proportionnellement, il y eut davantage de ses compatriotes que ne le fit Hitler en Allemagne.

Le serbe - mais à la longue le plus méprisable - était un autre résistant. On l'appela Tito. Ses déclarations furent si mystérieuses que certains croyaient que ce drôle de nom désignait une sorte de société anonyme (Troisième internationale terroriste organisation). Ce Tito était bien un homme en chair et en os. Josip Broz. Son père était croate, sa mère slovène. Serrurier et syndicaliste dans sa jeunesse, il avait servi en qualité de sergent dans l'armée austro-hongroise pendant la première guerre mondiale. Prisonnier en Russie, il était fait communiste. Rapté, il fut emprisonné. Puis, en 1937, sous le pseudonyme de Walter, il prit la

tête du Parti communiste yougoslave (son prédécesseur avait été liquidé par Staline). A cette époque, il recrutait, pour le compte de l'Internationale, des combattants pour la guerre civile d'Espagne.

C'est clandestin que le petit communiste pourchassé par les autorités yougoslaves, était en contact avec Londres : tout au plus dut-il consentir à une cohabitation provisoire avec les représentants stalinienne, Josip Broz, et la chance, on le flaira historique, c'est

son hymne révolutionnaire qui promettait la mort par balles aux généraux, il s'était promu maréchal. Mais quand il avait libéré la moitié d'une grande partie du territoire yougoslave, il était de partager le pouvoir avec les représentants de Londres : tout au plus dut-il consentir à une cohabitation provisoire avec les représentants stalinienne, Josip Broz, et la chance, on le flaira historique, c'est

Les débuts de Tito furent si mystérieux que certains croyaient que ce drôle de nom désignait une sorte de société anonyme (Troisième Internationale terroriste organisation)

à pied d'œuvre quand l'armée nazie déféra dans son pays. A la différence du Serbe Mihailovic, il sut recruter dans toute la Yougoslavie ses groupes de partisans, et il résista constamment. Les Britanniques, de ses orientations idéologiques, déclinaient de le soutenir parce que, sur le terrain, c'était le plus efficace. Et sans attendre la fin des hostilités, Tito avait un embryon d'Etat. La paix venue, il avait toutes les cartes en main. Et en ce temps-là, il faisait peur.

Comme Staline, obéissant un peu

d'information du PC européen, en 1943, les représentants dénonçaient la pusillanimité des communistes italiens et français qui, à la Libération, n'avaient pas eu le courage d'écraser le bougeois capitaliste.

Tito, qui n'avait pas attendu l'armée soviétique pour prendre le pouvoir, était en outre le canard de la Yougoslavie. Il avait la révolte des pays baltes, des grecs. Il prenait des initiatives sans demander la permission à Moscou. Après avoir équipé et encadré des maquis albanais, il prenait sous sa protection un petit Etat en s'appuyant sur la fraction local, Xose.

Puis, en 1947, il signa l'accord de Bled. Dimitroff était, dans le mouvement, un personnage beaucoup plus consistant que Tito. Poursuivi par Hitler après l'incendie du Reichstag, membre éminent de la III^e Internationale, il était revenu, après la guerre, dans son pays natal - la Bulgarie - et il en était devenu le chef. L'accord de Bled prévoyait la création d'une fédération balkanique composée de la Yougoslavie, de l'Albanie et de la Bulgarie. A Moscou, le Parti condamna cette initiative. Dimitroff s'en alla.

Tito, le plus prestigieux aux yeux des communistes étrangers, était aussi, pour Staline, le moins contrôlable des potentats d'Europe orientale. Il fut solennellement condamné par une déclaration du Kominform le 11 juin 1948. Staline lui, Staline croyait - c'est son secret - que Tito lui avait dit - qu'il lui suffirait de lever le petit doigt pour qu'il n'y ait plus de Tito. Mais il y eut toujours Tito. Avec en plus le titisme.

Une bulle d'excommunication recense forcément les erreurs doctrinales du réprimé. La campagne d'explications du Kremlin mit donc l'accent sur les déviations constatées à Belgrade. A la vérité, le maréchal-président ne fut jamais un grand théoricien. Ses termes de marxisme, de léninisme sont justifiés par les travaux philosophiques ou à caractère philosophique de Tito ou de Lénine. Les œuvres originales de Josip Broz n'ont pas leur place dans les manuels de littérature politique. Mais le président fut un collaborateur, des compagnons qui lui fournissaient le point de vue de l'arsenal idéologique dont il avait besoin. D'abord Milica Pijade. Puis le Slovène Edvard Kardelj, admirablement doué pour manier des abstractions que, parfois, il était le seul à comprendre. Comme il était le seul à s'y intéresser dans le parti, les instructions qu'il édictait.

PEU importent les chemins menés à l'obscur, ce qu'on appelle le titisme. Peu importe même le gauchisme employé pour définir ce communisme nouveau. Ne renversons l'ordre des choses. Il fut souvent dit que Tito fut excommunié parce qu'il était hérétique. En réalité, il devint hérétique parce qu'il était déjà schismatique. Il lui fallait justifier sa rébellion d'une façon saine pour ses militants, pour les camarades étrangers qui voudraient bien prendre son parti.

Le « doctrine » peut se résumer en trois mots : autogestion, non-alignement, décentralisation.

1) L'autogestion. C'est le système inventé pour montrer que les communistes yougoslaves étaient

véritables, l'authentique socialisme, par opposition au socialisme bureaucratique, administratif imposé à l'Est. Des doctrines invoquaient l'absence de pères fondateurs et, sur ce schéma, ils brodaient une kyrielle d'improvisations. Les entreprises, les administrations totalement autogérées marchaient-elles mieux que si elles étaient maintenues dans un cadre à la soviétique ? Le miracle permanent qui permit aux Yougoslaves de vivre plus longtemps que leurs voisins est-il dû à l'autogestion ? Ou à l'intégration d'une économie de marché dopée par le tourisme et les contributions des travailleurs émigrés ? Une chose est sûre : la trouvaille autogestionnaire permit au régime de rejeter le plus vite possible le modèle stalinien.

2) Le non-alignement. Après la condamnation du Kominform, la Yougoslavie titiste se sentait dangereusement et peut-être mortellement atteinte. Les PC dans la ligne lançaient une campagne d'une violence extrême, mise à mort des prétendus titistes dans les pays satellites. Dans l'Albanie voisine, Enver Hodja en profitait pour se débarrasser de son rival Xoxe et se faisait le plus zélé des staliniens. Mais sous sa virulence d'une orthodoxie farouche il dissimulait lui aussi un « communisme national » assaisonné à sa façon. Seulement, c'est la proche tutelle titiste et non la plus lointaine stalinienne qu'il voulait briser.

Comment Tito pouvait-il faire face à la menace ? Il lui fallait organiser la défense territoriale selon des modalités qui avaient fait leurs preuves pendant la guerre contre les Allemands. Cela ne suffisait pas. Où trouver les ressources nécessaires ? Au début il n'y avait pas le choix. Seules les puissances occidentales « capitalistes » impérialistes « américaines » pouvaient contenir l'URSS. La Yougoslavie avait un pacte balkanique avec la Turquie. Envisageait-elle d'adhérer — comme eux — au Pacte atlantique ? Était-elle prête à résigner le rôle de première puissance européenne avec participation allemande ? Les dirigeants laissaient entendre qu'il fallait la prendre dans l'option.

Is purent s'en dispenser : la mort de Tito fit baisser la pression soviétique ; l'armée européenne ne fut pas à l'ouest. « Bandouille », le mouvement des troupes soviétiques nouvellement émancipées qui se voulaient en « libération » à l'égard des blocs. C'est là que Tito trouva sa place sur la scène mondiale. Il pouvait désormais se faire des amis sans trop se lier aux puissances impérialistes. Il se plaça à lui, l'homme d'une longue histoire, c'était une des toutes premières. N'avait-il pas suffisamment de savoir-dire pour être un Sleyes de ce tiers-monde ?

3) Décentralisation. Voilà un mot à utiliser prudemment. Marxiste-léniniste, Tito fut naturellement, jusqu'au bout, adepte du centralisme démocratique. Mais, Croate-Slovène, il fut en même temps, surtout en ce qui concerne l'organisation étatique, sensible aux avantages du fédéralisme. Il faut penser le Slovène Kardeš le poussait d'ailleurs dans ce sens. Et puis, il se méfiait du « chauvinisme grand serbe ». En 1945, il écrivait un autre de ses compagnons de guerre, le puissant ministre de l'Intérieur Ljiljana. Non seulement pour qu'il espionnât les « ennemis » du président, mais pour qu'en lui se trouvaient les champions de la suprématie serbe.

La Yougoslavie — la Yougoslavie titiste — fut une fédération. Avec six républiques et deux régions autonomes à l'intérieur de la plus importante de ces républiques, la Serbie. Et avec un Etat fédéral en voie de dépeuplement. Après sa mort (avant, on n'osait pas trop), il fut vivement reproché à Tito d'avoir opéré le découpage de la Serbie en se servant d'affaires la Serbie sous prétexte de fortifier la Yougoslavie. Aux mains serbe, croate, slovène de la première Yougoslavie s'ajoutèrent au sud la Macédoine et au nord la Bosnie-Herzégovine. Tito eut l'idée, à l'expérience pénible, d'inventer une nationalité « musulmane » pour marquer l'originalité de la Bosnie. Mais eût-elle institué une nationalité simplement une nationalité bosniaque. Quant aux Monténégrins, ils eurent eux aussi leur république, mais ils ne considèrent souvent comme un radeau de la vieillesse.

Chacune des six républiques traitait son nom de la population slave majoritaire sur son territoire. Les régions autonomes de Serbie à dominante ou dans une forte proportion non slave (Albanais au Kosovo, Macédoniens de Vojvodine) avaient, selon la Constitution de 1974, les droits d'une république fédérée, sauf le droit de sécession. Jamais à court d'imagination, Kardeš, l'inspirateur de cette foisonnante Constitution — sans doute le plus long texte de ce genre —, inventa la présidence tournante. A la tête de l'Etat (et de la Ligue fédérale des communistes), il y avait une présidence collective chapeautée à tour de rôle par le représentant des six républiques et régions, et dont le mandat durait un an. Cette pratique, sans inconvénient dans une placide Helvétie, n'était pas idéale dans la poudrière yougoslave. Elle fut corrigée du vivant de Tito puisque celui-ci

Après la rupture avec les Soviétiques, en 1948, Tito a développé un système d'autogestion : ci-contre un comité d'autogestion en Serbie en 1952.

Nikita Khrouchtchev, premier secrétaire du PCUS, en visite de réconciliation à Belgrade en 1955.



MILIVOJE STEFANOVIC/AGF/REUTERS

conservait l'autorité suprême avec le titre de président à vie. Lorsqu'il mourut, ce que l'on redoutait de tarder à se produire. Le fondateur porte sa part de responsabilité dans le désastre.

Il avait cette conscience de la fragilité de son œuvre. Maintes fois, il dit à ses subordonnés et à

à ses collaborateurs ensemble. Avec la déstalinisation, les relations soviéto-yougoslaves se détendirent, mais la « ligne » imposée en Tchécoslovaquie avait montré qu'il fallait toujours redouter le pire.

Le secret d'unité fut démenté le jour même de

Ceux qu'épouvantait le néant post-titiste se rassurèrent à la vue et plus encore à l'audition de Slobodan Milosevic qui savait ramasser le pouvoir. Ils appelaient un pilote. Ils reçurent un pirate

ses éventuels successeurs que la construction s'effondrerait si leur vigilance se relâchait, ou s'ils donnaient libre cours à leurs zizanie. Était-il capable de leur donner la bonne recette ? En 1971, M. Nikezic, ancien ministre des Affaires étrangères et à cette époque président de la Ligue des communistes de Serbie, nous disait : « Le marché croit toujours qu'il suffit de dire "vo" pour que ça suive. C'est plus compliqué ! »

La situation, cette année-là, était en effet très complexe. En Croatie, le courant nationaliste s'exprimait à nouveau. On se souvenait des effets, chez les intellectuels, dans les universités. M. Tripalo, le chef de la Ligue des communistes de cette république, était prêt à satisfaire ce qui lui paraissait bon dans les revendications étudiantes. En sa qualité de président fédéral de la Ligue des communistes, Tito estima que la direction croate côtoyait dangereusement la ligne rouge. Il fit donc Tripalo fut destitué avec son chef.

A ce moment-là, on ne décelait à la tête de la Serbie aucun penchant nationaliste. Aucun encouragement n'était donné au « chauvinisme grand serbe ». Mais le président Nikezic voulait établir les fondations d'une véritable démocratie. Trois ans après l'échec de l'expérience Dubcek à Prague, un « printemps de Belgrade » se préparait. C'est avec beaucoup de sérénité que le principal dirigeant serbe parlait des Croates. Il regrettait plus qu'il ne dénonçait les débordements à Zagreb. Pour lui, la meilleure manière de régler les conflits n'était pas l'oukase, mais le dialogue. Malheureusement la direction suivit de peu dans la disgrâce l'équipe croate. Tripalo était accusé de nationalisme ; Nikezic de libéralisme.

On comprend les inquiétudes de Tito à propos du mouvement. Mais n'aurait-il pas été mieux inspiré de laisser les commandes à un Tripalo, dont l'autorité était réelle à Zagreb, tout en le mettant en garde contre les dérives ? N'aurait-il pas surtout agi avec perspicacité en maintenant Nikezic ou quelque dirigeant de cette trempe ? Bien sûr, il ne pouvait connaître l'obscur Slobodan Milosevic. Cela n'excuse pas son imprévoyance. Il n'arrêta l'explosion des cellules nationalistes, mais cette thotérapie ne suffit pas.

Pourquoi la Yougoslavie a-t-elle tenu au moment où elle paraissait le plus menacée ? C'est précisément le danger qui fut l'une des causes principales de sa survie. Les intérêts d'intérêts nombreux, les discussions étaient vives entre les composantes de la fédération. Souvenirs des luttes féroces et récentes entre Serbes et Croates. Amertume des riches Slovènes qui devaient distribuer aux pauvres Macédoniens et aux miséreux une part de leur revenu, souvent gaspillé. Néanmoins la crainte d'une possible invasion soviétique persuadait les uns et les autres qu'ils avaient intérêt à vivre

Tito. Ce n'était pourtant pas un bureau de travail. Il passait beaucoup de temps dans ses confortables demeures, par exemple sur l'île de Brioni. On s'était à ce point familiarisé à ses absences que lors d'une cérémonie officielle le maire de la capitale fédérale lui dit au revoir : « Je suis heureux de vous avoir vus à Belgrade. » Plutôt pincé, le maréchal-président interrompit : « Mais je suis ici chez moi. » Avec le temps, il apparaissait comme un dictateur fainéant, soucieux de surveiller les remises du droit chemin les maîtres du palais. Le lion endormi rugissait très fort dès qu'il faisait un danger.

On pourrait mentionner un troisième facteur d'unité : la Ligue des communistes de Yougoslavie qui se maintenait, alors que les républiques se désolidarisèrent de plus en plus l'Etat fédéral de ses prérogatives. En fait la Ligue se désolidarisait elle aussi. Elle servait les intérêts de son président à vie. Il n'empêche, quand on compare à ce qui précède et à ce qui suivra, la Yougoslavie de Tito, si mal dirigée qu'elle était, une bonne idée. Elle était aussi — aujourd'hui utopique mais valable — quand la raison reviendra, si jamais elle revient : le pacte fédéral esquissé à Bled en 1947. Pourquoi le pacte du continent ne tenterait-il pas ce qui réussit à Tito ?

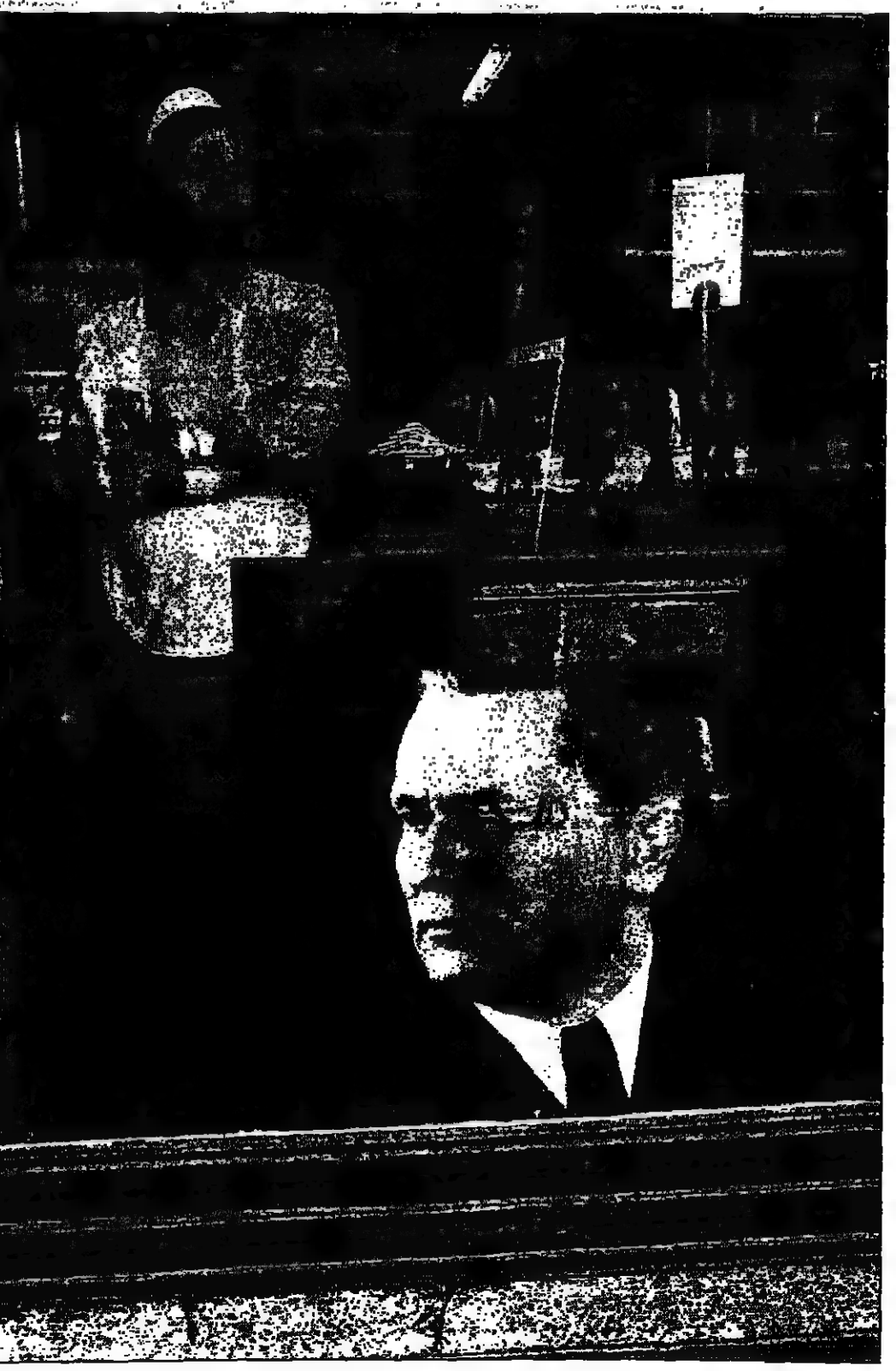
Ajoutons un facteur d'unité de la Yougoslavie d'antan, mais il paraît minime. Avec ses activités touristiques et les emplois des immigrants expatriés, le pays touchait plus que les autres Etats communistes sa part de la prospérité occidentale, ce qui lui permettait de vivre plus largement au-dessous de ses moyens. Les habitants n'avaient pas intérêt à sacrifier une poule aux œufs d'or.

Sauf erreur, on s'y attendait, Tito mourut et, comme on ne s'y attendait pas, le bloc soviétique s'effondra au moment où la crise empêchait l'Occident d'exporter une prospérité en voie d'extinction. Pendant quelques années encore, l'héritage du fonda-

teur fut préservé. Mais l'allait-on ? Avec le changement annuel à la tête de la présidence collégiale — changement aggravé par la rotation perpétuelle des cadres, la Yougoslavie prenait l'aspect d'un vaisseau fantôme. C'est alors que surgit Slobodan Milosevic. Celui qu'épouvantait le néant post-titiste se rassura à la vue et plus encore à l'audition de Slobodan Milosevic. Ils reçurent un pirate.

Il est d'ailleurs moins inutile de rappeler que Slobodan Milosevic pour s'imposer que, l'on n'y prend garde, une méthode belge peut avoir des effets très néfastes. Il composa son national-bolchevisme en faisant bouillir les mécontents d'aujourd'hui et de demain de ses compatriotes serbes du Kosovo. Pour ce qui est au moins de l'insécurité, les craintes de la minorité serbe de cette province ne devaient pas être sous-estimées. Les faits divers craquelés d'actualité plus craquelés qu'une partie de la population vivait au-dessous du seuil de pauvreté. Des turbulences agitaient cette province autrichienne. Des nationalistes demandant un statut de

A Belgrade, le 7 mai 1980, des milliers de Yougoslaves viennent rendre un dernier hommage à leur président.



ALEX WEBER/MAGNUM



CORBIS/RETNA/AGF/REUTERS

république fédérale : pourquoi 1 800 000 Albanophones ne seraient-ils pas traités comme 600 000 Monténégrins ? Les intranquillités réclamaient l'indépendance. En 1991, quand disparut à Tirana le régime particulièrement violent d'Enver Hodja, le rattachement à l'Albanie.

Un homme politique responsable aurait eu le bon d'apaiser par des propos les projets raisonnables des appréhensions compréhensibles de ses compatriotes. Slobodan Milosevic ne prit pas ce chemin malaisé. Il agit à la manière d'un homme naguère en Chine. Il fit prospérer son pouvoir en créant une atmosphère d'insécurité. À lui, on regrette Tito : ce fut un tendre ; il savait du moins que la haine atroce provoquée par la guerre civile, au début, les Occidentaux ne se rendaient pas compte que Milosevic s'embarquait pour une folle équipée. Il comprenait à l'évidence la place que le Kosovo jouait dans l'histoire de la Yougoslavie. En 1980, qu'un dirigeant rassembla un million de personnes pour marquer le 600^e anniversaire de la bataille de « Champ des merles ». Peu de Français auraient le cœur à célébrer Sedan ou Waterloo. On ne prit pas avec le sérieux qui convenait les propos d'un Milosevic assurant qu'au Kosovo les Serbes minoritaires reprendraient leur place — toute la place — au besoin par la force.

On demandait la suite. Dans la direction encore collégiale, des Serbes représentaient la minorité et la Yougoslavie fut supprimée. Et toute la Yougoslavie fut divisée par Tito s'effondra comme un jeu de cartes. Serbes et Croates s'entre-tuèrent. Déséquilibrée par les initiatives de Milosevic, la fédération ne valait plus rien. Les deux républiques fédérées proclamèrent leur indépendance et l'obtinent après deux guerres. Rapide en Slovinie, prolongée en Croatie. Les Bosniaques, qui se battirent plutôt à l'intérieur de la Yougoslavie, se retrouvaient face aux Serbes, privés de contre-poids slovènes et croates. Sans avoir vraiment voulu, ils admirèrent que pour eux aussi l'indépendance était la seule solution. Et ce fut, jusqu'au début du Kosovo, la plus meurtrière des guerres en chaîne dans l'ex-Yougoslavie.

Au chapitre des monstruosités, le déshonneur est partagé. Il n'empêche que ce fleuve sanglant prend sa source à l'endroit où Milosevic partit à la conquête du pouvoir. Le moment n'est pas venu d'établir un bilan complet de cette décennie. Quand les archives seront restaurées, les historiens chercheront à savoir si la politique de Milosevic était destinée à créer une telle situation.

Et que reste-t-il de l'héritage de Tito ? En supprimant l'autonomie du Kosovo, Milosevic a détruit la Yougoslavie. Il promettait une Croatie libre. Il en a fait une Serbie ruinée. Personne ne peut croire qu'une autonomie substantielle suffira à restaurer la paix. C'est la solution la plus réaliste, mais, après ce qui vient de se passer, comment croire à et à l'habiter le même territoire ? Et admettons l'hypothèse improbable d'un retour à Rambouillet : pour rester dans cette province, le pouvoir central devra rétablir l'autonomie supprimée en 1989. Et restaurer la réputation d'un peuple. Cela se fera quand la Serbie se réveillera du cauchemar.

Un dernier mot sur Tito : en dépit de ses erreurs qu'on oublie, et de ses fautes qu'on n'excuse pas, il fut un homme d'Etat, lui.

Bernard Fournier

من الأصل

Le sens d'une déportation

par Catherine Coquio, Marc Nichanian et Sadek Sellam

que l'OTAN a établi et paraphrased, l'intervention de troupes au Kosovo explicitement exclue. En d'autres termes, que ce soit par incompréhension ou par cynisme, en persistant dans le programme, l'OTAN met en place toutes les conditions requises à un partage territorial du Kosovo. Objectif explicite de Milosevic, ce partage – qui sera le même que celui de la Serbie – les fameux monastères qui ne servent – prétente qu'il – capture les mines de métaux précieux que les frères Milosevic veulent posséder à titre privé. Le Kosovo, qui est le plus riche des deux départements, est à 100 kilomètres de la frontière avec l'Albanie. C'est un territoire grand comme deux départements français, seraient cantonnés dans une espèce de zone de Gaza en Europe.

Ce scénario de Milosevic n'est pas présenté comme le seul compromis possible pour faire cesser les hostilités, mais comme les opinions publiques, la partition de la Bosnie et de l'Herzégovine suivant le même principe. Tandis qu'à l'avant-scène l'émotion pour les réfugiés prévalait, la partition en timbre-poste de la Bosnie et de l'Herzégovine était à l'arrière-plan. Il y avait à l'évidence que les intérêts occidentaux ne développent aujourd'hui le même scénario : une intervention humanitaire pour qu'une négociation de paix mette fin au projet politique de Milosevic d'expulsion des Albanais d'une grande partie du Kosovo.

C'est ce scénario, une figure internationale d'interposition nous paraît présentée comme garante d'un retour à la paix, alors qu'elle ne ferait qu'entériner la partition du Kosovo. Ce serait un faux politique offert pour l'Europe et les valeurs de citoyenneté politique que nous défendons, mais ce serait une victoire pour les tenants des Etats ethniques contre les Etats basés sur la citoyenneté.

Il est difficile de croire que l'OTAN et nos gouvernements ~~ont fait~~ ^{ont fait} un ~~acte~~ ^{acte} d'appréciation ~~maladroite~~ ^{maladroite} et une ténacité de ~~l'homme~~ ^{l'homme} à parachever ses projets meurtriers. Les simples citoyens que nous sommes étalent informés par les ~~annonces~~ ^{annonces} de l'homme de Pristina de ce qu'étaient les crimes de l'automne 1998 et du début 1999, et de l'imminence d'une ~~nouvelle~~ ^{nouvelle} de massacres et de déportations. C'est en connaissance de cause que, dans le catalogue de ~~nos~~ ^{nos} pages des opérations

Georges Waysand, physi-
cien, directeur de recherche au
CNRS.
Francis-André Wollman,
biologiste, directeur de re-
cherche au CNRS.
Ils sont vice-présidents de l'Académie
Citoyenne en Europe (ICE).

l'extermination totale, ■■ donc en-
roné, tant dans l'ordre juridique
que dans ■■ de l'estimation de
faits.

L'ensemble de ■■ points rend
urgente une intervention capable
d'approvisionner la population ■■
questrée et d'empêcher les atroci-
tés, sur lesquelles les Américains
ont dit ■■ des informations pré-
cises, qu'ils tardent à livrer au Tri-
bunal pénal international. Si une
telle intervention n'a ■■ lieu rap-
dement, c'est que la Convention
■■■, historiquement issue ■■ pro-
■■■ Nuremberg, n'est qu'un

La situation en Bosnie diffère de celle de la Bosnie du fait de l'existence d'un nationalisme albanais qui, pouvant compter sur l'appui des États-Unis et de la Turquie, inquiète, en particulier, la Macédoine. On voit par ailleurs, aujourd'hui, le spectre pan-albanais par l'extrême droite, qui, sur le thème anti-musulmane, il est probable que l'OTAN, en se engageant contre un dictateur, utilise le crime de Milosevic à des fins autres qu'humanitaires.

Notre vœu n'est pas de laisser les puissances faire leurs calculs géopolitiques, mais de rappeler une réalité juridico-politique simple : la Convention de 1948 ne se contente pas de définir le crime de génocide, elle oblige à le prévenir. Attendre que la population albanaise soit décimée pour parler de « génocide » signifie, pour les Etats engagés par la Convention, se soustraire encore à leurs engage-

ments. Doit-on exiger pour « preuves » l'extermination accomplie, ou l'ordre écrit, généralement introuvable ? S'il revient aux historiens — aux juristes d'établir et de qualifier les faits plus tard, pourquoi devraient-ils le faire, cette fois encore, trop tard ? Cette urgence rend secondaire, dans l'immédiat, le débat concernant l'indépendance du Kongo.

nant l'indépendance du Kosovo. La mise en cause de l'OTAN couvre souvent les événements d'un écran idéologique, mais elle s'impose. Pourquoi dire que l'expulsion n'était pas prévue ?

Les **faits** de faits montre que nous ne sommes plus devant un risque de génocide, mais devant son début de réalisation, sous couvert de déportation, laquelle constitue en soi un crime contre l'humanité. Le génocide a débuté, selon la Convention de 1948, par l'intention de détruire, en tout ou en partie, le groupe humain visé comme tel. L'argument selon lequel on ne peut parler de génocide, l'absence de loi internationale relative

décidé des bombardements, ■■■■ leur connaissance des agissements de Milosevic depuis dix ■■■■, comme de l'opération « Per à cheval » ? Pourquoi nous faut-il encore ■■■■ le refrain selon lequel nul ■■■■ ne prévoir, ■■■■ du XX^e siècle, un tel drame au cœur de l'Europe ? Le fait que l'accueil et la protection ■■■■ déportés n'aient ■■■■ organisés parallèlement aux bombardements ■■■■ peut pas ■■■■ pour de l'Europe, ■■■■

Les efforts d'entériner la «nettoyage ethnique» en accueillant les «réfugiés» ont entraîné de lourds échecs. En quoi l'accueil des déportés a-t-il clôturé le processus de leur retour ? Pourquoi la France s'est-elle distinguée par ses discours sépécieux, pour ne pas dire racistes ? L'opinion par les concessions taillonnées aux termes desquelles les réfugiés serbes ont dû refuser l'aide ? Pourquoi une partition du Kosovo qui installera durablement les déportés à l'ouest et accueillera - et pour le reste dans les camps ? Pourquoi avoir attendu douze jours pour envoyer les secours (d'urgence) en Bosnie et, trois semaines pour accueillir une poignée de «réfugiés» ? Pourquoi la France et l'Albanie sinistrées, et l'aide militaro-humanitaire de l'OTAN ambiguë. La Monténégro ne peut faire évacuer ses «réfugiés» et continue d'être bombardé bien que son dirigeant se soit démarqué de Milosevic. Ces pays sont trop fragiles pour faire face à la catastrophe, même aidés. Les puissances sont doublement engagées : par leur intervention militaire et par la Convention de 1948. Plus elles éludent leurs responsabilités, plus la région grossira de violences à venir.

Catherine Coquio est membre de l'Association internationale de recherche sur les crimes contre l'humanité et les génocides.
Marc Nichanian est professeur à Columbia University, New York.
Sandesh Sellam est écrivain indien d'origine musulmane.

Suite de la première page

FAUT le minimum pour empêcher le martyre **des** **serbes**. On ne s'exclipe tout simplement pas que les hélicoptères d'attaque indispensables n'aient pas été dépêchés avant le **commencement** de l'opération. Il n'y a donc pas un seul responsable de **leur** **rang** pour se douter que les **serbes** **allaient** **attaquer** les hélicoptères ont-ils **été** **mis** au commandement suprême allié en Europe pendant les dix premiers jours ? frappes, quand le monde entier **attendait** des expulsions de masse et apprenait les **attaques** à grande échelle ? Une **attaque** **de** **ce** **genre** **aurait** **pu** **être** **lancée** depuis les **airs** **sur** les **troupes** **de** **Milosevic** ? Le premier jour, **il** **est** **allé** **à** **quelques** **pertes**. On imagine avec un certain malaise les jeunes **Américains** au train de scruter désespérément le ciel **pour** **des** **serbes** **ou** **des** **ballons** **à** **nuque**.

Justicié, l'administration Clinton a parfaitement réussi à préserver la cohérence de la **mission**. Mais elle n'a pas aussi bien réussi le plan militaire, et sa **faiblesse** politique est plus hypothétique. **Les** cours des deux premières semaines, la campagne aérienne en Serbie est **restée** trop timide **et** irresponsable d'un point de vue moral. C'est malheureusement montré incapable de réagir **à** temps aux trahisements **des** alliés infligés aux **Serbes** sans défense. C'est indéniable que le nettoyage ethnique a précédé les bombardements, le fait est qu'il a été accéléré **et** aggravé après le début des opérations. L'équipe de la Maison Blanche ne saurait pas sa responsabilité de n'avoir pas su

En outre, les Belges ont été mis à contribution d'une manière qui n'est pas la plus élémentaire de la psychologie de temps de guerre. Au lieu de choquer et d'intimider l'adversaire, la campagne aérienne n'est entendue que par les pontes non seulement de pilotes alliés mais aussi de subordonnés de Milosevic, « vaccinés » par la même des Serbes contre la peur des bombes, en mobilisant les passions nationalistes en faveur du dictateur de Belgrade.

On doit remarquer que le bombardement stratégique a été conduit comme s'il avait pour but d'user l'armée en préparation d'une campagne de l'OTAN. Le Clinton a exclu la dernière option, et même, au cours de la semaine dernière le bom-

berdements, il a **crucifié** le rassu-
rant Milosevic en **libérant** ceux que les
Serbes **ont** voulu punir l'intention
de s'engager à terre. On ne peut
s'empêcher de penser qu'il répon-
dra à ses préoccupations de poli-
tique **étrangère** quand il aura dit
exprimer un authentique leaders-
hip. Cette stratégie autodestruc-
tive a permis à l'adversaire de
faire le dos rond sous le châtiement
et tout en poursuivant sa pu-
rification du Kosovo.

On le sait bien : une campagne électorale ne se décide pas sur-le-champ. Elle exige un déploiement de forces réfléchi et circonspect. Et même qu'une forte approbation populaire à l'arrière - du moins

Cela n'a vraiment aucun sens, de la part du président américain et de ses conseillers, d'affirmer que les forces de l'OTAN n'entreront au Kosovo qu'avec la permission du dictateur

aux pays démocratiques. Mais les frappes ne débouchent pas sur le débat politique requis, le combat au sol deviendra inévitable. Pourquoi ne pas le préparer, dans ces années actuelles, renforcer l'OTAN, dans sa certitude qu'il n'a pas à s'en inquiéter ? Cela n'a vraiment aucun sens, de la part du président : les conseillers, d'affirmer que les forces de l'OTAN n'entreront au Liban qu'avec la permission du dictateur !

Que faut-il faire, alors ? Compte tenu de l'enjeu en cause, les Etats-Unis, en tant que chef reconnu de l'alliance, doivent ceu-

ver activement pour la victoire
 exclure toute option. L'autorité militaire a affirmé un courage égal sur des principes sans fondement à la hausse polioficarde. L'élite au pouvoir à Belgrade a été convaincue - par les actions militaires de l'OTAN comme par l'effort politique - que les crimes et l'obstination de Milosevic lui présageaient une ruine totale. Dans le but, les principes fondamentaux qui devraient guider la stratégie :

1. Le plan de l'autonomie pour l'autonomie du Kosovo au sein de la Serbie au mort. Les crimes de l'humanité de Milosevic lui ont porté le coup de grace. Pen-

n sens, de la part
et de ses conseillers;
s de l'OTAN
u dictateur

2. Il s'ensuit qu'il ne saurait être question de négocier avec Milosevic lui-même, sinon pour exécuter les modalités du retrait serbe à la suite de l'imposition définitive des termes de l'Organisation. L'Alliance doit écarter la tentation d'accepter une aménorrhée par la route qui se présenterait au dictateur la moindre amélioration des conditions originelles du FOTAN. Y consentir reviendrait à marquer les bombardements du sceau de l'échec tragique et inutile ; ce serait

récompenser Milosevic pour son rôle ethnique, ce cela représente un grand succès politique pour la coterie anti-OTAN du Kremlin. Il faut que cela soit parfaitement clair.

3. La campagne aérienne **est** intensifiée **et** **on** entend **con-**
struire la puissance militaire **de** l'ad-
versaire ou l'obliger à accepter les
termes de l'OTAN. Les limitations
actuelles de frappes ont **par**
restreint leur impact militaire
comme politique.

4. Il faut commencer
regroupements pour une
possible opération au sol de
l'OTAN, vraisemblablement à par-
tir de l'Albanie et de la Macédoine.
Une fois que les bombardements
auront fait reculer les troupes
tueusement au sein de la Serbie
proprement dite, il deviendront
vulnérables – surtout privées d'es-
sence et de munitions – à une at-
taque majeure des troupes ter-
restres de l'Organisation. De toute
façon, une opération de ce type
s'imposera si les Serbes refusent
de capituler, même avec une
aide par l'air.

5. Les victimes kosovares des massacres, des viols et de la purification ethnique ont un droit moral à se défendre, même pour laquelle elles devraient être armées par l'ONU. En outre, une telle aide indiquerait encore à Belgrade que sa stratégie de purification ethnique au Kosovo est vouée à l'échec.

6. Les biens yougoslaves à l'étranger doivent être **gelés** dans tous les pays de l'OTAN, à la fois pour **exercer** une pression sur Belgrade et comme préliminaire d'éventuelles réparations **des** dégâts infligés au **territoire** par les **forces** de Milosevic.

7. Sans attendre la fin des hostilités, les Etats-Unis et l'Europe devraient conjointement annoncer leur intention de mettre en place un plan d'ensemble pour le rapatriement des déportés, la reconstruction et la réhabilitation du Kosovo. Un engagement en ce sens, étayé par la détermination affirmée de renvoyer les réfugiés au Kosovo, renforcerait infiniment la crédibilité de la mission de bombardements présente, en montrant à Belgrade un vestige d'espoir de garder le territoire ou de le quitter.

Le programme devrait disposer qu'une démocratie comme Milosevic pourrait s'inscrire dans un plus grand effort de reconstruction des Balkans, qui concernerait la Macédoine, l'Albanie et le Monténégro. Cela pourrait inciter les plus réfractaires à reconsidérer leur soutien à la politique suicidaire de Milosevic. En tout cas, l'OTAN devrait s'engager à un long processus pour assurer la stabilité de la région. Une fois le désastre, l'implication de la Russie dans une force de maintien de la paix est souhaitable, comme elle le fut en Bosnie.

9. Le Congrès devrait voter une loi commune approuvant les buts politiques de la campagne de l'OTAN, proclamer la détermination américaine à l'atteindre par tous les moyens nécessaires. S'agissant de tels enjeux, l'engagement de l'Amérique doit être ferme et sans ambiguïté.

Zbigniew Brzezinski
Traduit de l'anglais - ZBIGNIEW BRZEZINSKI -
par Guillaume BOURGEOIS
Los Angeles Times

• Du jeu de la guerre à la tragique réalité *par Christian Captier*

AVRIL 1997: dans un luxueux hôtel de Norfolk, aux Etats-Unis, la crème de l'OTAN, avec, ■ prime, les nations nouvellement associées au [partenariat pour la paix](#) et quelques humanitaires répètent; ils jouent au « wargame », au jeu de la guerre; nom de code: « Opération 1997 ».

Un **...** imaginaire, Atlantis, **...** par un conflit, des **...** de réfugiés, l'OTAN qui **...** sur mandat du Conseil de **...** de l'ONU, une brigade blindée par-ci, **...** détachement d'hélicoptères par-là, une batterie de communi-
qués, une conférence de presse pour **...** bonne mesure et... un convoi d'humanitaires pour boucler le tout.

« Open Road », l'OTAN a recherché un nouveau concept stratégique, masquant dans ce *war game* ses objectifs politiques - la prolifération - derrière une rhétorique humanitaire. Lors de la séance finale, de trop rares voix s'élevèrent devant cet amalgame militaire-humanitaire, devant ce concept d'humanitaire intégré qui, de fait, n'est que la substance humanitaire.

Action contre la faim et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) luttent les seuls à revendiquer une certaine indépendance, une certaine forme de neutralité humanitaire impartiale. Le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) embôite le pas des militaires, trop content de voir sa suprématie réaffirmée derrière les militaires, sans trop se poser la question de la légitimité de son mandat, seul garant d'une certaine forme de dignité pour des millions de personnes.

Le petit groupe d'humanitaires qui s'est réuni par une autre voix, aussi solitaire, celle du juge Louise Arbour, le nouveau procureur d'un Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie : « Et la justice, les militaires, dans votre wargame ? » A l'exception de ces voix dissidentes, le consensus fut que l'OTAN était la

naissance ■ l'humanitaire intégré. En 1997, c'était un wargame, mais, même si Atlantis était un ■■■■ imaginaire, personne ne fut dupe : ■ s'agissait bien, d'ores et déjà, de l'Albanie.

En 1999, la réalité a déjà dépassé la prévision. En Albanie, l'OTAN brandit de nouveau haut et fort l'étendard humanitaire en utilisant des arguments moraux aux dépens d'explications sur ses objectifs politiques et la clarification sur ses méthodes et moyens. L'Organisation manipule l'humanitaire, usant de sa double casquette de bienfaiteur et de sauveur.

Certes le HCR a, de nouveau, démontéré, lors de sa crise, ses limites - trop connues -, mais il n'en reste pas moins le seul garant des droits des réfugiés. Or, au-delà des déclarations de l'OTAN, qui dit devoir agir en soutien des autorités locales et du HCR, à quoi assistons-nous sur le terrain ? Nous voyons l'OTAN et, surtout, les Etats membres réduire en ce moment même le HCR - loin, très loin, il faut le redire, d'être exempté de tout reproche - à la portion congrue. A moi, l'Italie, ce camp de réfugiés, à

moi, ■ Allemagne, celui-là, à moi le Croissant-Rouge turc, ■ troisième...

Les règles les plus simples ■
l'assistance humanitaire sont
barfouées, ■ dépens des droits
■ personnes réfugiées. Au lieu de
■ concentrer ■ mandat et
d'agir ■ la coordination du HCR,
l'OTAN et ses Etats miment leurs
potentiels en favorisant ■ réu-
nions ■ entre ambassades.
Au lieu ■ soutenir les acteurs
humanitaires expérimentés ■ qui
n'ont ■ objectif que ■
des souffrances et ■ permettre aux
■ de retrouver une
certaine dignité, l'OTAN joue un
double jeu.

L'opération humanitaire en Albanie est nécessaire, les moyens logistiques de POTAN sont indispensables, certes. Mais la direction, la coordination effectives doivent rester humanitaires. Que POTAN apporte de logistique, oui; que POTAN apporte de logique, non. Les Etats ne peuvent pas faire, les militaires n'obéissent qu'aux ordres de leurs maîtres politiques. Dix mille pour moi et autant pour toi : les réfugiés, une fois de plus,

à nombres. L'argument sécuritaire invoqué pour cautionner l'envoi de huit mille hommes pour protéger l'aide humanitaire ■ assurer son transport ■ sa distribution en Albanie tient-il la route ? Oui, mais seulement en partie : s'il ne s'agit que de cela, l'opération devrait faire l'objet d'une explication et d'un plan précis, de règles d'engagement, d'un réel dialogue avec les humanitaires. Qu bien s'agit-il d'autre chose : empêcher l'Albanie ■ voler ■ au Kosovo.

Pourquoi ne pas appeler un chat, un chat ? En Macédoine, les soldats de l'OTAN nous ont donné un sacré coup de main logistique. Leurs patrouilles ont les cartes de réfugiés rassemblés un grand nombre de personnes qui, après la terreur serbe, ont subi la pression de la police macédonienne. Mais pour prendre en charge ces gens

La répartition des rôles est essentielle, la responsabilité de l'Etat-pouvoir des humanitaires doit être respectée. Les agences humanitaires, du moins certaines ONG, ne

sont pas que des prestataires de services au profit d'une des parties en conflit. Aujourd'hui, nous déplorons l'absence de prise en charge adaptée et coordonnée des réfugiés par la communauté internationale. L'aide humanitaire ne saurait résulter d'accords bilatéraux entre quelques Etats qui n'offrent qu'une réponse partielle et partielle. Elle ne saurait davantage reposer sur les effectifs de l'OTAN, dont le mandat devient ainsi ambiguï.

est-ce le but recherché ? Un tel dispositif ne garantit pas une bonne coordination de l'assistance ni de la protection du réfugié. Il entraîne une confusion entre le militaire et l'humanitaire. Nous nous battons simplement pour que les réfugiés soient traités de manière humaine, pas comme des bêtes en cage. Du fait des autorités macédonniennes, il y a 50 pour cent des familles séparées. Des milliers de personnes ont été déportées, une seconde fois, sans consultations préalables, sans avertissement, sans prix de menaces sur les destinations.

Personne ne sait exactement qui
- militaires, ~~Martini~~ unies, diplo-

mates - coordonne quoi. Le HCR est de plus en plus marginalisé. La confusion des rôles règne. L'analyse selon laquelle les acteurs humanitaires classiques ne peuvent jouer leur rôle est fautive; mais les partisans des dispositifs bilatéraux ont fait qu'ils ont pu porter le poids de la réponse au HCR. Les organisations non gouvernementales (ONG). Les États prévus par ces acteurs bilatéraux doivent être un show; la preuve que les gouvernements font quelque chose pour les réfugiés.

Les questions simples ne sont pas résolues :

- les camps sont mal organisés de manière viable et durable : tentes trop rapprochées, risques d'incendies, mauvaise aération ;

— les [] d'accueil [] inadéquats (accès, salubrité, sécurité) ;
— un risque [] [] « bilatéraux » ; [] l'urgence médicale passée, « reflètent les bébés » ;
— HCR, qui, son [] appellera les [] pour gérer la somme de problèmes incommensurables que [] devenue la majorité [] ;
— La facture sera [] ;
— autre risque : celui, pour [] ONG qui font [] leur travail, qui font [] ;
— victimes avant tout, de [] faire virer [] jour [] lendemain pour [] supérieur, [] passant par [] le HCR, par [] d'accords entre gouvernements.

Jamais contents, les humanitaires ? Toujours critiques ? C'est aussi notre rôle de garde-fou, qui convient de préserver. L'OTAN, machine à guerre, agit comme le volet humanitaire n'était là que comme un paravent. S'affranchir toujours plus du système de sécurité collective des Nations unies. En se comportant d'une manière, l'Organisation sape encore davantage ce qui lui est cher : la légitimité, c'est-à-dire le grand-chose.

Christian Capter est directeur des opérations d'Action contre la faim.

La Guerre dans les yeux

EST-CE ainsi que la maladie s'achève,
nous nous
il regarder sur une déroute
un peuple sidéré,
la maladie lui la guerre dans les yeux ?
Une foule,
des militaires,
leurs visages vides
aux vitres des trains,
reçus à l'issue
par des militaires
aux mains gantées
comme des chirurgiens,
la bouche recouverte
des masques prophylactiques.
De quels secrets
les corps kosovars
sont-ils envahis ?
De quelle peur
a-t-on peur
pour qu'une telle
s'infirmité ?

Est-ce ainsi que **la justice** s'achève,
 nous **regard**
 la **déportation** des visages
la justice - la **justice** l'Albanie -
la justice tout,
 prisonniers
 l'incompréhension,
 de désespoir,
la justice
la justice plus leur **la justice** dit,
la justice prière,
 une **la justice**
la justice si rien
la justice pouvait plus **la justice** octroyé,
la justice sourdre,
 une parole,
 ils marchent
 au-delà du harcèlement,
 en familles, en villages,
 leurs visages détruits,
 à bout d'humanité:...

Est-ce ainsi que les médias racontent
 ■ Pristina
 ■ Les
 ■ Pritzen
 que là où ils fuient,
 privés du futur,
 leurs ~~le monde~~
~~travaux~~ par les ~~travaux~~
 de ceux qui les ont ~~travaux~~
 Il ne ~~travaux~~
 que la voix
 ■ leur mémoire
 pour ~~travaux~~
 un jour, plus tard,
 ■ autorités du ~~travaux~~ :
 je suis né (e) je...
 je suis né (e) je...
 je m'appelle...
 je ~~travaux~~ au Kosovo,

From Simon

« Les mobiles ont 6 ans :

ils ont l'âge

d'apprendre la politesse. »



AVEC ITINERAI, VOTRE MOBILE VOUS PREVIENT SANS DERANGER PERSONNE

Plus de 1000 ans de l'histoire humaine vous prouvent que la seule chose qui est restée est la culture humaine. L'histoire d'Europe est une histoire de la culture humaine. C'est la seule chose qui est restée.

Nous allons vous faire aimer l'an 2000.



France Telecom

هكذا من الأصل

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 210000
Internet : http://www.lemonde.fr

EDITORIAL

Le risque de la défaite

Le Kosovo réduit à l'état d'un pays-fantôme, vidé de ses habitants, vers l'effondrement, les diplomates occidentaux et les stratèges de l'OTAN n'imaginent sans doute pas cette vision de cauchemar. Et pourtant, après trois semaines de trappes aériennes, on ne peut déjà plus totalement exclure un tel scénario-catastrophe, où s'accomplirait le noir dessein de Slobodan Milosevic : déporter tout un peuple.

Le seul fait de devoir un épisode aussi lugubre en dit long sur les échecs subis par les Occidentaux depuis le début de l'opération « Force allié ». Ceux-ci doivent, à ce stade, tirer les leçons de leurs erreurs militaires et stratégiques, car laisser l'ennemi régler de population se poursuivre au Kosovo, quelles que soient les destructions infligées à l'armée serbe, serait la pire des défaites. Après plus de trois semaines de trappes aériennes, comment ne pas constater que seul un camp, celui de Belgrade, est plus que jamais proche du but ?

Le premier bilan stratégique et politique de l'offensive allié n'est pas brillant, justifiant le diagnostic porté, dès les premiers jours, par nos colonnes : une hypothèse « très réelle et grande ». Une chose est sûre : les Occidentaux, face à des opinions - par nature changeantes en démocratie - devront, plus que jamais, expliquer que le combat qu'ils mènent au Kosovo est juste, car il s'agit d'y défendre des valeurs qui sont l'avenir de l'Europe. Mais aussi que plus une guerre dure, plus son coût est lourd.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil de surveillance : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani (Directeur général)
Directeur adjoint : Jean-Marie Colombani (Directeur général adjoint)
Directeur de la rédaction : Robert Fauriol
Directeur adjoint de la rédaction : Thomas Frenet, Pierre Georges, Jean-Paul Lecoq
Directeur adjoint : Dominique Reynaud
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier
Rédacteurs en chef :
Alain Fournier, Eric Lacroix (Éditorial et analyses)
Laurent Gaudier (Supplément et cahiers spéciaux), Michel Rabbat (Culture),
Eric Le Bauder (Nouvelles), Patrick Jarnut (France), Franck Nouvel (Globe), Claire Naudin (Société),
Jacques Naudin (Asie/Pacifique), Jacques Sarragagna (Culture), Christian Marnat (Secrétariat de rédaction)
Rédacteur en chef technique : Eric Azou
Médiateur : Robert Fauriol
Directeur éditorial : Eric Fauriol, directeur délégué : Anne Chassagnon
Conseiller de la rédaction : Alain Fournier, directeur des relations internationales : Daniel Verzet,
parapresse adjointe : Bernard Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Fournier, président ; Michel Fournier, vice-président
Autres directeurs : Beuve-Méry (1944-1949), Jacques Fournier (1949-1954),
André Laurens (1954-1955), André Fontaine (1955-1991), Jacques Laurens (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Donnée de la société : comptable aux 10 décembre 1994
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile des Rédacteurs du Monde,
Fonds commun de placement des propriétaires du Monde
Associations Hubert-Breuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Éditions, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Idée Presse, Le Monde Prévisions, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

L'étalement des vacances

AVEC FAUCONS revient la question des vacances. Les administrations, les entreprises, les organisations commerciales doivent régler le rythme des départs, les congés payés de leur personnel. Il y a lieu en effet d'étaler les vacances sur la plus grande période de temps possible. Entre fin avril et octobre, s'étend un large espace de temps qu'il faut utiliser de façon à n'occasionner ni perturbations ni dans le travail ni dans les transactions, de façon aussi à pas réduire à quelques semaines d'exploitation effective les industries hôtelière et touristique.

Y songe-t-on ? Naguère on s'habitait à ne considérer comme mois de vacances que ceux qui jouissent de la loi sociale, en instituant les congés payés, auraient dû faire éclater ce trop étroit. Il n'en est rien. C'est en août que depuis le chef

d'entreprise jusqu'au manœuvre chacun a pu partir. Il en est une gène générale : les mathématiques touristiques, il est impossible de trouver une chambre ; les prix montent en conséquence ; le ravitaillement est mal et c'est partout la même foule que sur les boulevards parisiens, la même activité fiévreuse ; il n'y a plus de repos. Dans les villes, cependant, quantité de magasins, au moment où précisément les touristes étrangers affluent. Ce sont des mois, mortels, inhospitaliers, qu'on offre à nos regards. Il y a là un grand désordre auquel il importe de remédier. Le seul moyen est d'établir partout le repos par la loi. Le problème d'ordre économique, il est fort important. La France a besoin du tourisme. Il lui faut l'organiser.

(17-18 avril 1949.)

Le Monde sur tous les supports

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3615 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-42-17-20-00
Index et microfilm du Monde : 01-42-17-20-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

L'année chaotique des régions

LES CONSEILS régionaux sont à la peine. Le 15 mars 1998, le verdict des urnes, tiré par un mode de scrutin absurde, a désigné des majorités minoritaires : depuis un an, vingt régions, sur les vingt-deux de la métropole, naviguent à la godille. Elles sont conduites par des présidents et des exécutifs qui font de l'équilibre politique sur le mince fil de leur majorité relative.

En douze mois, ces assemblées territoriales ont souvent refait une piètre image de la res publica : sessions interminables marquées d'incidents de séance, confusions, tensions, invectives et manœuvres de couloirs ont été le lot des conseils régionaux. Le pitoyable feuilleton de Rhône-Alpes en fut la caricature.

Au cours des élections, quatre ans au droit, qui ont vu la victoire de l'ancienne UDF, pacifiste, plus ou moins ouvertement, avec l'extrême droite, pour s'asseoir dans le fauteuil de président : Charles Baur en Picar-

die, Jean-Pierre Bour-
gogne, Jacques
Languedoc-Roussillon
Charles
Millon en Rhône-Alpes.

A LA GRACE DU « 49-3 »

Pendant dix mois, M. Millon a répété à l'envi que le conseil régional de Rhône-Alpes était « en ordre de marche ». Mais sous la pression des conseillers FN, alors rassemblés, nombre de dossiers touchant la vie quotidienne de 5,3 millions de Rhône-alpins sont restés en jachère, comme les aides en direction des quartiers défavorisés ou les subventions culturelles. Une toute petite dizaine d'élus de droite et soixante de gauche ont mis fin à ce blocage en portant à la présidence, le 9 janvier, Anne-Marie Compoint (UDF). Depuis, elle essaie de « remettre au travail l'assemblée », dans un climat apaisé. Des centres culturels de Languedoc-Roussillon ont failli subir, eux aussi, les foudres idéologiques de l'extrême droite.

Les « Fables » de La Fontaine

par Lionel Kaechlin



Irak : l'éternel retour de l'union de l'opposition

REUSSIRONT-ILS dans trois mois ce qu'ils n'ont pas pu faire depuis huit ans ? Onze partis de l'opposition irakienne se sont réunis, à l'occasion d'une réunion, à Londres, de se réunir quatre-vingt-dix jours plus tard, pour mettre au point un plan de résistance au régime du président Saddam Hussein et résister, en reformant, le Congrès national irakien (CNI), formé en 1975 et qui n'existe plus sur le papier. Les signes avant-coureurs sont peu encourageants.

D'abord, parce que certaines des plus importantes formations de l'opposition, le Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak, la Daawa, et le Parti communiste, étaient volontairement absentes de la réunion. Le peu d'enthousiasme que les deux principaux mouvements kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, ont mis à l'application de l'accord bilatéral, qu'ils ont signé en grande pompe à Washington en septembre 1998, est un signe de mauvais augure pour une coalition plus large. Last but not least, les rivalités entre groupes et personnes continuent de miner l'opposition.

Le principal mérite de cette réunion est peut-être de s'être tenue. Les représentants du PDK, du UPK et de l'Entente nationale étaient présents. Les délégués faisaient preuve du CNI, homme lige de la CIA - ou d'une partie de la centrale de renseignement - très actif médiatiquement, s'est vu vigoureusement encourager les participants. Ils ont le droit de conserver son poste de président et porte-parole du CNI, qu'il revendiquait jusqu'à la rencontre projetée pour juillet. Les discussions

premier une tournure telle que l'intéressé quitta les lieux, avant de revenir et d'accepter de renoncer à sa présidence.

L'autre mérite de la réunion d'avoir réussi à mettre sur pied deux organismes. Le premier est une direction collégiale de sept membres, dont six ont été désignés, le septième siège étant réservé au Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak - absent, officiellement, pour des raisons de calendrier, en fait parce qu'il garde un pied dehors et l'autre dedans, estimant certains opposants. Un comité de cinq membres a par ailleurs été chargé de contacter toutes les formations de l'opposition, pour préparer le grand rassemblement prévu dans trois mois et supposé être une sorte d'assemblée constituante de l'opposition unitaire, quelle que soit l'appellation qui lui sera donnée. Salah El Cheikhi, numéro deux de l'Entente nationale (soutenue par l'administration américaine), a été désigné comme porte-parole.

LA MANIÈRE DE WASHINGTON

Les États-Unis, qui, dès le mois d'octobre, ont officiellement annoncé que l'un des axes de leur politique en Irak était désormais de soutenir l'opposition - y compris avec un budget de 97 millions de dollars d'aide « militaire » - pour renverser Saddam Hussein, se sont employés à assumer le succès de la réunion.

A cette fin, Washington, qui, dès janvier, a sélectionné sept formations jugées « dignes » de recevoir sa manne, a élargi le spectre de ses contacts. Frank Ricciardone, le représentant spécial américain pour la transition en Irak, n'a pas hésité à solliciter certaines formations, tel le Parti communiste irakien, ou des personnalités qui ne font pas partie des sept, pour les

Certes, les nouveaux élus ont été à faire adopter leur politique 1999, la politique majeure, la formule consacrée. Mais quels budgets et dans quelles conditions ? Ainsi, les conseils régionaux de Rhône-Alpes (14 milliards de francs), Rhône-Alpes (7,3 milliards de francs) et Nord-Pas-de-Calais (6 milliards de francs) ont su s'assurer qu'ils ont la grâce du « 49-3 », procédure votée par le Parlement qui permet de contourner les exigences de la loi de finances, d'une alliance de circonstance de tous les opposants.

Enfin, un contre-budget, chaque conseil choisit des orientations ne fâchant personne. C'est la politique du « profil bas ». Les mois de « budget de transition » se passent à l'Assemblée, d'ailleurs à la recherche de nouvelles idées, de nouvelles idées dans les rangs de l'opposition républicaine. Celle du RPR, en région Centre, a permis à Michel Sapin (PS) de passer honorablement l'épreuve. En Midi-Pyrénées, Martin Malvy (PS) a bénéficié du soutien d'un élu chasseur et de l'abstention de cinq élus de droite. En Aquitaine, Alain Rousset (PS) a essuyé un refus des huit conseillers Chasse, pêche, nature, traditions. Il a dû lui aussi recourir au 49-3.

Conséquence, si les élections de mars 1998 ont rééquilibré sensiblement le rapport de force politique (sur les vingt-deux conseils régionaux de métropole, la gauche en dirige désormais huit), l'alternance se traduit peu dans les faits. Les nouvelles équipes doivent souvent honorer les engagements pris par les précédentes, la mise en œuvre d'une décision prenant souvent plusieurs années. Les pratiques des mandats croisés - État, départements, communes et régions participent ensemble à la réalisation d'un projet - réduisent encore les marges de manœuvre. Les présidents font donc dans le symbolique, comme Jean-Paul Huchon (PS, Ile-de-France), qui a baissé de 6 % les impôts, soit une réduction de 14 à 18 francs par foyer fiscal.

C'est dans ce contexte d'extrême fragilité que les conseils régionaux préparent les futurs budgets de plan de l'État pour la période 2000-2003. Ces documents fixent les orientations en matière d'aménagement du territoire, comme les infrastructures de transports et les grands équipements, mais aussi la politique de la ville, du développement économique, de l'éducation ou de la formation. Toutes ces opérations sont cofin-

ancées par l'État et les régions. Comment un président peut-il faire entendre sa voix et poser des exigences face à l'État alors qu'il n'est pas certain d'être suivi par son assemblée, puisque ces contrats doivent être entérinés par un vote à la majorité. A moins de menacer de ne pas le signer, comme M. Huchon est tenté de le faire, avec d'une certaine faiblesse.

DU MAL À S'AFFIRMER

Dans leur esprit, les lois de décentralisation du début des années 80 voulaient rapprocher les citoyens des instances de prise de décisions ; les conseils régionaux, « territoires pertinents », devaient, à cet égard, un rôle-clé : collectifs de mission, donc de projets, à la différence des conseils généraux, qui sont d'abord collectifs de gestion, elles devaient impulser des dynamiques, principalement dans l'aménagement du territoire. Dix-sept ans après, la plupart ont encore du mal à s'affirmer, à se faire connaître et à se faire respecter.

La faute originelle en revient au mode de scrutin - une proportionnelle intégrale et des listes départementales - qui a brouillé l'identification de ces nouvelles collectivités élues et a lourdement pénalisé le fonctionnement en fractionnant politiquement les assemblées. Depuis 1986, première année de leur élection au suffrage universel, bien des projets de réforme du scrutin régional ont été envisagés. Ils ont été sacrifiés par petits calculs politiques, ou par jacobinisme, de droite ou de gauche, lequel préfère une multitude de petits départements plutôt que des régions puissantes.

Le Parlement, malgré l'opposition du Sénat - qui compte nombre de présidents de conseils généraux sur ses bancs - vient d'adopter une loi modifiant le mode d'élection des conseils régionaux. Elle prévoit un scrutin de liste à deux tours, à la proportionnelle, mais avec une prime majoritaire à la liste arrivée en tête au premier tour. Et, enfin, c'est à l'échelon régional qu'on élira les conseils régionaux. Il était temps.

En attendant 2004, année des prochaines échéances, les conseils régionaux devront continuer à gérer, tant bien que mal, des assemblées ingérables, tout en tentant d'assumer leurs compétences, fixées par les lois. Cela nous promet encore quelques années au cours desquelles la décentralisation continuera à patir.

Bruno Chaillet

Orient, a déclaré mercredi 14 avril, que la réunion de Londres était un pas important vers la chute du régime irakien. Ce commentaire paraît relever de la méthode Coué, lorsqu'on sait, sur la foi d'opinionnaires, que M. Ricciardone, qui était présent à Londres, s'est indigné de l'absence des divisions. Et Washington, a commenté un responsable américain, « le lendemain par l'AFP mais sans que l'on garde l'anonymat, n'est pas près de débours les 97 millions de dollars et ne le fera que lorsque l'opposition aura présenté une stratégie crédible. Une opposition dont une partie affirme n'avoir que faire de l'aide américaine, qualifiée de pédicelle mal ciblée, de surcroît, pour un objectif aussi ambitieux que la chute du régime.

Mouna Nair

PRÉCISION

RODION CHÉDRINE

Contrairement à ce que nous avons dit (Le Monde daté 4-5 avril), le compositeur Rodion Chédrine n'est pas « longtemps président de l'Union des compositeurs de l'ex-URSS », mais il est président de l'Union des compositeurs de Russie, par Dimitri

RECTIFICATIF

KOSOVO ET VOÏVODINE

Un lapsus a fait dire « André Fontaine (« Les Serbes, victimes de l'histoire ? » Le Monde du 6 avril) que dans la Yougoslavie tzigane, le Kosovo et la Voïvodine constituent des Républiques autonomes au sein de la Serbie. Leur statut était en réalité celui de régions autonomes, les Kosovo revendiquant pour leur part le statut de République.

DISPARITIONS

François Goguel

Un grand connaisseur de la vie politique contemporaine

FRANÇOIS GOGUEL, ancien membre du Conseil constitutionnel, ancien président de la Fondation nationale des sciences politiques, est mort jeudi 15 avril.

Tant par les responsabilités qu'il exerça que par ses enseignements et ses écrits, François Goguel est inséparable de l'histoire de notre vie politique contemporaine et du développement des sciences politiques. Né le 3 février 1909 à Paris, diplômé de l'École libre des sciences politiques, il fit toute sa carrière administrative auprès de la Haute Assemblée : entré en 1951 aux services législatifs du Sénat, nommé en 1954 directeur de la séance au Conseil de la République, il fut élu secrétaire général en 1954 et le resta du Sénat après 1958. Sans rien céder de ses convictions, il fut élu à l'Assemblée nationale en 1958 et à la Haute Assemblée en 1962. Il fut élu à l'Assemblée nationale en 1962 et à la Haute Assemblée en 1962. Il fut élu à l'Assemblée nationale en 1962 et à la Haute Assemblée en 1962.

Parallèlement François Goguel a joué un grand rôle dans l'enseignement et la recherche en sciences politiques. Il a longtemps dispensé à l'Institut d'études politiques un enseignement de première main sur les institutions de la V^e République qu'il avait travaillé à bien connaître. Il présida vingt ans le Centre de recherches de la Fondation nationale des sciences politiques de 1971 à 1981. Sous son impulsion, l'action de la Fondation fut poursuivie par Jean Touchard pour en faire une grande institution de recherche en sciences politiques.

de la vie politique française, et c'est sur le terrain de la présidence que les pouvoirs publics confèrent à la Fondation de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) Jean-Marcel Jeanneney. Il fut une part déterminante de l'institution d'une agrégation de sciences politiques et lui-même présida l'Association française de sciences politiques.

référence
François Goguel s'était fait connaître dès 1954 par un livre écrit en captivité loin de tout document et qui n'en était pas moins d'une érudition irréprochable : *La Politique des partis*. La III^e République s'imposait d'emblée comme un classique et reste aujourd'hui encore une référence. Il fut le premier à tenter une histoire politique continue de la III^e République jusqu'en 1939. Avec ce livre fut-il reçu par une génération de jeunes Français qui s'intéressaient à une histoire proche. Il proposait une clé pour le déchiffrement de toutes les grandes tendances en partageant l'esprit public, qu'il appelait parti de l'ordre et parti du mouvement. Le livre démontrait la permanence de leur affrontement à travers les révolutions de la République. Ses appellations changeantes. Ce maître-livre inspira quantité de travaux, y compris ceux qui apportèrent quelques nuances à la thèse de la division dualiste, soit un premier argument de l'existence d'un ou plusieurs centres, soit en mettant en évidence la pluralité des composantes à l'intérieur de chacun des deux grands blocs. Cette division, François Goguel

la vie politique française, et c'est sur le terrain de la présidence que les pouvoirs publics confèrent à la Fondation de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) Jean-Marcel Jeanneney. Il fut une part déterminante de l'institution d'une agrégation de sciences politiques et lui-même présida l'Association française de sciences politiques.

référence
François Goguel s'était fait connaître dès 1954 par un livre écrit en captivité loin de tout document et qui n'en était pas moins d'une érudition irréprochable : *La Politique des partis*. La III^e République s'imposait d'emblée comme un classique et reste aujourd'hui encore une référence. Il fut le premier à tenter une histoire politique continue de la III^e République jusqu'en 1939. Avec ce livre fut-il reçu par une génération de jeunes Français qui s'intéressaient à une histoire proche. Il proposait une clé pour le déchiffrement de toutes les grandes tendances en partageant l'esprit public, qu'il appelait parti de l'ordre et parti du mouvement. Le livre démontrait la permanence de leur affrontement à travers les révolutions de la République. Ses appellations changeantes. Ce maître-livre inspira quantité de travaux, y compris ceux qui apportèrent quelques nuances à la thèse de la division dualiste, soit un premier argument de l'existence d'un ou plusieurs centres, soit en mettant en évidence la pluralité des composantes à l'intérieur de chacun des deux grands blocs. Cette division, François Goguel

du général de Gaulle, François Goguel s'était vu confier par lui la tâche de rassembler, de publier et d'annoter ses Discours et messages. Observateur attentif des débats parlementaires, analyste perspicace des modes de scrutin et de leurs incidences sur le comportement des électeurs comme sur la stratégie des partis, commentateur averti des institutions, juge constitutionnel, François Goguel n'a pas peu contribué à une juste évaluation de l'importance du facteur institutionnel. Il a écrit en collaboration avec Alfred Grosser une présentation de la politique en France qui est un modèle de pédagogie et a connu de nombreuses rééditions actualisées. Conjuguant histoire et géographie, sociologie et droit constitutionnel, sa démarche illustre le caractère de cette science qui trouve sa spécificité et son unité dans son objet, la politique, mais qui emprunte à toutes sortes de disciplines leurs approches et leurs apports.

Ce portrait serait gravement incomplet s'il n'évoquait les qualités humaines de François Goguel. Deux particularités lui valaient l'estime de tous. Son libéralisme d'abord : à l'heure où la politique et à ses divisions un intérêt presque passionné, qui avait des convictions fortes, était accueillant à toutes les formes de pensée, il n'y avait chez lui ni sectarisme, ni esprit de parti. Ce chrétien, dont on savait la fidélité à la tradition protestante de sa famille, était aussi d'une générosité sans faille qui lui valait l'attachement affectueux de tous ceux qui ont eu le privilège de travailler avec lui et pour qui sa disparition est un chagrin personnel.

René Rémond

Daniel Oster

Le biographe de Monsieur Teste

L'ÉCRIVAIN Daniel Oster est mort jeudi 15 avril à l'hôpital Lazare, à Paris, des suites d'un cancer.

Né le 15 mai 1930 à Paris, Daniel Oster s'était, étudiant, intéressé aux critiques de l'art de Jules Laforgue. Depuis le début des années 60, il travailla au secrétariat de l'Académie française et s'occupait notamment de la publication du dictionnaire. Dans la maison où il qualifiait de Conti, on saluait son humour et son érudition. En 1964, Daniel Oster publia au Seuil, en même temps qu'une édition des *Œuvres complètes* de Montesquieu (collection « L'intégrale »), son premier roman — un « essai romanesque » — *Le Maître de la nuit*. *Des lieux inhabitables*, suivront deux autres livres de fiction, chez le même éditeur : *Une maison précaire* (1966), *En ne se refait pas* (1969) et *Le Maître de la nuit* (1973). En 1973 également, il publia un *Jean Cayrol* dans la collection « Poésie d'aujourd'hui » chez Seghers. Dans un essai allégre, il prend la défense de *Monsieur Valéry* (Seuil, 1981) pour démentir que la célèbre formule valéryenne — « La bêtise n'est pas mon fort » — soit totalement justifiée, y compris au regard de la modernité. *Passages de Zénon*, sous-titré « essai sur l'espace et les croyances littéraires », aborde la question des différentes postures sociales de légation des écrivains. L'intérêt de Daniel Oster touchant la littérature française de la fin du XIX^e siècle se manifeste enfin dans un recueil d'essais récents, *L'Individu moderne* (PUF, 1997).

Mais cette distinction commune entre ses œuvres de fiction devient inopérante pour Daniel Oster à partir de *Don l'intervalle*, paru en 1987 chez POL, éditeur qui publiera les livres suivants, jusqu'au dernier. *Don l'intervalle* se présente comme la biographie de Monsieur Teste. En accordant une épaisseur ironique au personnage diaphane et tourmenté de Valéry, le romancier-essayiste cache et révèle, derrière une figure de fiction, un visage qui n'est pas très loin du sien. Cette méthode oblique d'approche de la biographie sera également mise en œuvre dans deux livres, *Le Maître de la nuit* et *Le Maître de la nuit*.

(1991) et *Le Gloire* (1997). Cette fois, c'est Monsieur Teste qui bénéficie de l'attention d'un biographe, Daniel Oster. Enfin, en mars de cette année, a paru *Apocryphes*, courtes fables sur des petites révélations finales qui marquent la vie d'individus quelconques, soudain chamboulés par un événement, une circonstance, un malheur fortuit (*Le Monde* des livres du 26 mars). *Le Maître de la nuit* se révèle la maladie qui vient de l'emporter, ce mince et précieux ouvrage de Daniel Oster prend tout son poids d'émotion : comme une épitaphe inscrite à chaque page de son dernier livre.

Pascal Golinier

Nicola Trussardi

L'homme au lévrier

LE STYLISTE italien Nicola Trussardi était un homme pressé. C'est d'abord par nécessité économique qu'il négligea la maison familiale vers les accessoires de mode, en 1973. Le grand virage sera fait du prêt-à-porter en 1983. Fasciné par le monde du spectacle, Trussardi créa des costumes de scène pour Pier Paolo Pasolini ou Giorgio Strehler et joua même son propre rôle dans le film *Prêt-à-porter* de Robert Altman, sur les couturiers du monde du mode. Esthète, cet amateur d'art contemporain (il possède une splendide galerie Renaissance, à Bergame, entourée de son épouse et de ses quatre enfants, étudiants, qui avait fait poser dans ses publicités pour Trussardi).

Rien ne prédestinait Nicola

Trussardi, né le 17 juin 1942, diplômé d'économie, à devenir stylistes. C'est d'abord par nécessité économique qu'il négligea la maison familiale vers les accessoires de mode, en 1973. Le grand virage sera fait du prêt-à-porter en 1983. Fasciné par le monde du spectacle, Trussardi créa des costumes de scène pour Pier Paolo Pasolini ou Giorgio Strehler et joua même son propre rôle dans le film *Prêt-à-porter* de Robert Altman, sur les couturiers du monde du mode. Esthète, cet amateur d'art contemporain (il possède une splendide galerie Renaissance, à Bergame, entourée de son épouse et de ses quatre enfants, étudiants, qui avait fait poser dans ses publicités pour Trussardi).

Figure emblématique du des années 80, le « dandy bergamasque » avait beaucoup fréquenté le mouvement socialiste qui gravitait autour de l'ancien président du Conseil Bettino Craxi. Dans les années 90, revenu aux affaires, il avait remis sa marque dans l'air du temps, avec des collections au style plus sobre et une ligne plus stricte. Ses polos aux damiers ou ses cardigans en cuir aussi souples qu'un chemisier sont aujourd'hui des classiques. Pour sortir du ghetto du luxe, Trussardi a lancé l'an dernier une nouvelle enseigne, destinée à un public plus jeune, T-Store, dont le premier magasin a ouvert à Milan, amorcé d'un projet de chaîne internationale d'une centaine de « mégastores ». La marque Trussardi réalise aujourd'hui dans le monde un chiffre d'affaires total de 2,7 milliards de francs (dont 1 milliard de ventes directes), réalisé pour 60 % hors d'Italie.

Comme nombre d'autres créateurs italiens de sa génération, Nicola Trussardi avait envisagé d'introduire son groupe en Bourse, avant de renoncer pour cause de risque d'aiguiser les convoitises, à l'heure où grandes manœuvres lancées dans le monde du luxe italien par la bataille entre LVMH et le groupe Pinault autour de Gucci.

Pascal Golinier

Georges Leroux

Une figure majeure de la reliure contemporaine

GEORGES LEROUX, relieur, est mort le 11 mars à Ivry-sur-Seine. Il s'inscrivait dans cette mouvance qui institue le relieur comme un artisan du livre, inventeur et participant, en compagnie de Monique Maillat et de Jean de Gonet, à la première manifestation de la reliure contemporaine présentée par l'institution. La Bibliothèque nationale, en 1990, organise pour lui la première exposition consacrée à l'œuvre d'un relieur vivant. Georges Leroux a en donner à voir par la figure de la reliure une présence du livre.

RENCONTRES DÉCISIVES
Des rencontres décisives : celle de Germaine Picaud, de Jean Adler, de Jacques et Henri Maillat. Les premiers livres de la collection de la Bibliothèque nationale, ceux de la collection de la Bibliothèque nationale, ceux de la collection de la Bibliothèque nationale.

dré Rodocanachi, puis André Parizel, puis tard Jean Maeght et Daniel Filipacchi). En 1978, il reçoit une commande de la Bibliothèque nationale et participe, en compagnie de Monique Maillat et de Jean de Gonet, à la première manifestation de la reliure contemporaine présentée par l'institution. La Bibliothèque nationale, en 1990, organise pour lui la première exposition consacrée à l'œuvre d'un relieur vivant. Georges Leroux a en donner à voir par la figure de la reliure une présence du livre.

Marguerite Haladjian

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Charlotte et François LÉPINGLE ont la joie d'annoncer la naissance de leur première petite-fille.

Juliette, Aliou,

le 11 avril 1999, au foyer de Laurence et François Lépingle, 11, rue de la République, 33430 Bazas.

Marc, Annie, Livia VERRINI-CAMPINCHI sont heureux d'annoncer la naissance de

Mia,

le 14 avril 1999, à Paris.

Décès

Nîmes, Paris, Montpellier.
Françoise Bosc, née Cabonnet, son épouse, Nicole et Michel Boscann, leurs enfants et petits-enfants, Marianne et Daniel Boscann, et leurs enfants, Eric et Sophie Bosc et leurs enfants, Florence et Jean Boscann, et leurs enfants, Sylvie et Alain du Chastel et leurs enfants, Olivier et Swann Bosc et leurs enfants, Les familles Sautier, Cabonnet, Marchand et Bosc, ont la tristesse de faire part du décès de

docteur René BOSC, chevalier de la Légion d'honneur, professeur honoraire à la faculté de médecine de Montpellier-Nîmes, ancien président de l'Académie de Nîmes, survenu le vendredi 11 avril 1999, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Un culte d'action de grâces a été célébré le 11 avril, au lieu Temple de Nîmes.

« Dieu est aimé »

11, rue Dénain, 30000 Nîmes.

Isabelle, sa femme et compagne de sa vie, Raphaël, Sophie-Odile et François Smelin, ses enfants, Thomas et Roxane, ses petits-enfants, ont l'honneur de faire part du décès accidentel, le 14 avril 1999, à l'âge de soixante-huit ans, de

Alain CRESPELLE, chevalier de la Légion d'honneur, ancien président de la Fondation Royanmont, psychogéographe.

Un hommage lui sera rendu à l'église de Royanmont, le samedi 17 avril (Vélodrome) à 15 h 15, et sera suivi de l'inhumation au cimetière de Baillon (Amiéres-sur-Oise), à 16 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

55, avenue Charles-de-gaulle, 95160 Montmorency.

Le président de l'université de Picardie Jules-Verne, Et l'ensemble des personnels, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Gilles GACEL, doyen de la faculté de pharmacie, obéques ont lieu le vendredi 16 avril 1999, à 10 heures, à l'église de Cour-Immaculée-de-Marie, à Verden, à 92150.

René Remond, président de la Fondation nationale des sciences politiques, décédé le 15 avril 1999, de la Fondation nationale des sciences politiques.

Les membres du conseil d'administration de la FNSP, ont la très grande tristesse de faire part du décès, le 15 avril 1999, de

François GOGUEL, président d'honneur de la FNSP (Lire ci-contre.)

Lillette Leroux, sa femme, Ses collègues, Et ses amis, ont le chagrin de faire part du décès de

Georges LEROUX, relieur, survenu le 28 mars 1999 à Ivry-sur-Seine. (Lire ci-contre.)

DETAILLANT GROSSISTE VEND AUX 111 ULIERS
Matelas et sommiers
Toutes dimensions - Fils ou reliés - SUIVEX - TRECA - EPEDA - SIMONS - GUNLOPILLO - BULTEX - PIRELLI ETC.
CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC
Cuir - Tissus - Alcantara
Steiner - Gouton - Duvalier - Suren - Etc...
Vente par téléphone possible
Livraison gratuite sur toute la France
MOBECO
547, rue de Belfort, PARIS 12^e M. Téléphone : 01.42.08.71.00 - 71/7

— Agnès Oster, Anais, Adrien, René Oster, Michel Oster, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Daniel OSTER, survenu le 15 avril 1999, dans sa soixante et unième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 19 avril, à 14 h 30, à l'église Notre-Dame de l'Assomption, Paris-16^e, suivie d'un repas dans l'intimité familiale, au domicile des familles (Seine-et-Marne).

Ni fleurs ni couronnes, mais des dons peuvent être adressés aux associations de recherche contre le cancer.

Cet avis tient lieu de faire-part.

78, rue du Roule, Paris. (Lire ci-contre.)

— Son frère Jean-Michel, Jean Lopez, et ses amis, ont la douleur de faire part de la disparition de

HENRI RÉROLLE, survenu à son domicile le 11 avril 1999.

La cérémonie aura lieu le mardi 20 avril, à 13 h 15, au grand salon du crématorium du Père-Lachaise.

Jean Lopez, 6, rue Lemaître, 75014 Paris.

— Le docteur Jean Thérion, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Francine THÉRON, née GAUTHIER, survenu le 11 avril 1999, dans sa soixante-quatrième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le jeudi 15 avril, en l'église du Plan-du-Castell (Var), dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires de décès

Pierre LOIZEAU est mort il y a un an.

Nous pensons à lui et à tous ceux qui l'aimaient.

Eliza, Menon, Emily.

Communications diverses

— Des familles des déportés

du convoi 73

parti de Drancy

le 15 mai 1944

recherche des déportés ou amis des déportés, ou convoi, ou vue d'un déporté.

Renseignements : L. Cohen, 01-39-72-37 ou 03-81-80-83-07.

Soutenances de thèse

— Eve Nicolas, vingt-sept ans, a soutenu le 18 mars 1999, à l'université de Toulouse, une thèse de doctorat en droit, « Le rôle de la jurisprudence civile dans la responsabilité des constructeurs ».

Le jury, composé de M^{me} et de M^{me} les professeurs Saint-Alary-Houdin (université de Toulouse), directeur de thèse, Thomas (université de Toulouse), (université de Pau), Pétrinet-Marquet (université de Pau), Villenave (université de Pau) après de la 3^e chambre civile de la Cour de cassation (Paris), lui a décerné la mention « Très Honorable », à l'unanimité.

01-39-71-65-92.

CARNET DU MONDE

Fax : 01-42-17-21-36

Téléphone :

01-42-17-39-80

01-42-17-33-42

01-42-17-29-96

Associations

communiquiez vos

Assemblées

générales

tous les jours

dans le Carnet

Tarif à la ligne

120 F TTC / 18,29 €

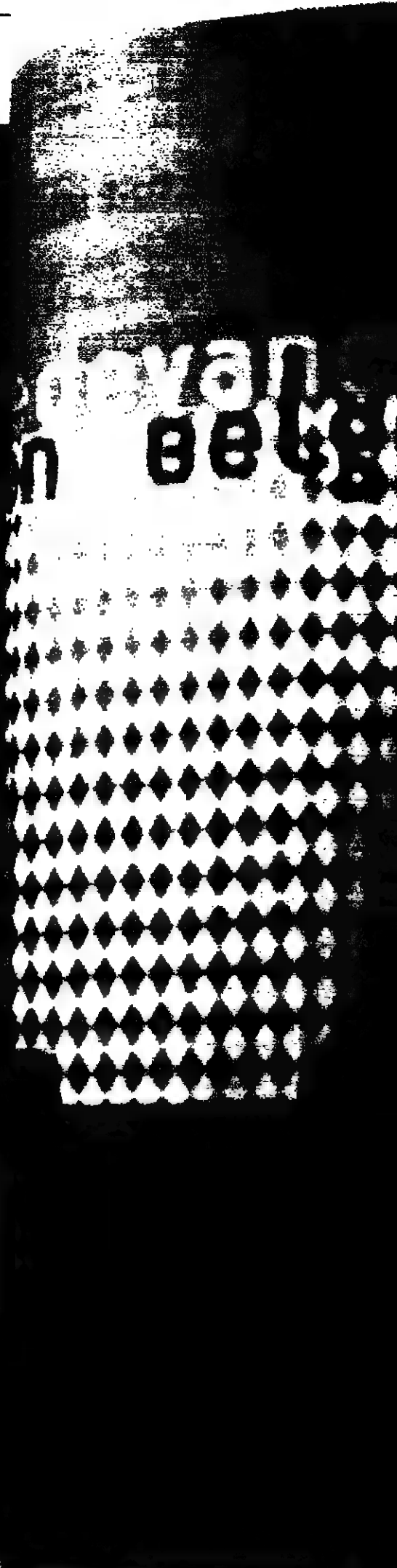
☎ 01.42.17.39.80

Fax : 01.42.17.21.36

مكتبة من الأمل

مَكْذَا مِنْ الْأَمَلِ

20 / LE MONDE / SAMEDI 17 AVRIL 1999



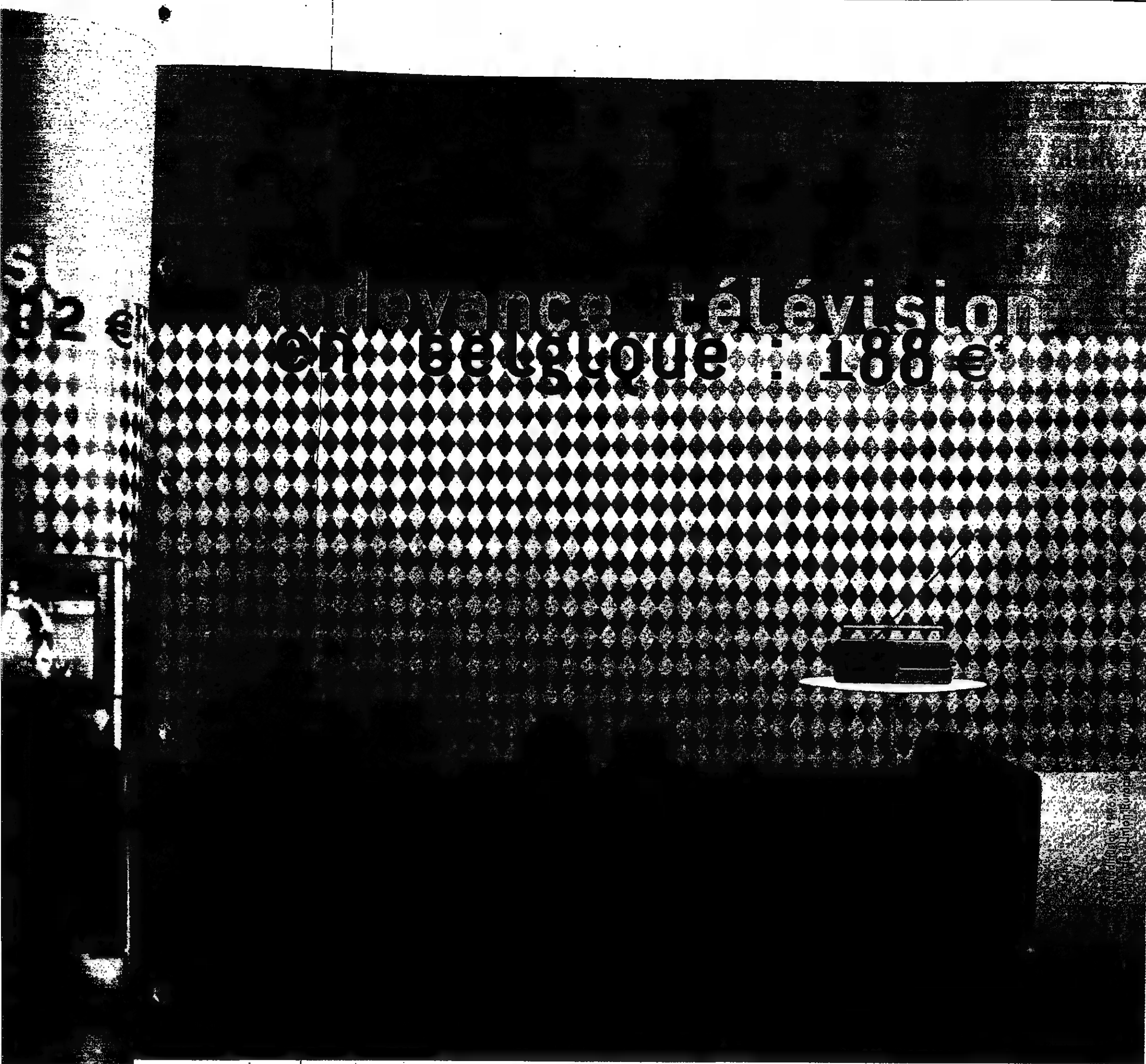
9 TELECOM enfin le m... f po

Téléphonez dans 16 pays d'Europe au même tarif.

Pour plus d'informations :
www.9telecom.fr
Entreprises :
0 800 299 299
Particuliers :
0 800 00 99 99

VC





Le tarif pour l'Europe**

DEVRIEZ EN DEMANDER PLUS AUX TELECOMS.



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Lettre ouverte à Monsieur le Premier Ministre.

Paris, le 13 avril 1999

Monsieur le Premier Ministre,

Les Laboratoires Pharmaceutiques ont pour mission de découvrir, produire et diffuser des médicaments, avec un objectif prioritaire : vaincre la maladie.

Face aux espoirs que font naître les plus récentes découvertes, les laboratoires pharmaceutiques veulent pouvoir occuper pleinement leur place au service des malades. Cette place est au cœur du système de soins, avec les professionnels de santé en collaboration étroite avec les autorités publiques.

Cependant, alors que le 18 février 1998 le Gouvernement présentait sa politique du médicament, 14 mois plus tard aucune mesure n'a encore été prise concernant la mise en œuvre du partenariat avec l'industrie pharmaceutique ; partenariat devant répondre au souci de l'industrie pharmaceutique de placer la qualité des soins comme première condition de la régulation des dépenses de santé.

Pour faire face au financement difficile de notre système de protection sociale, l'industrie pharmaceutique n'élude aucune de ses responsabilités. Elle entend développer une attitude constructive et faire des propositions qui doivent aboutir à des évolutions essentielles des comportements de meilleur usage et de consommation du médicament en France.

Parce qu'elle est et sera à l'origine de toutes les grandes découvertes qui permettent le progrès thérapeutique, parce qu'elle est un acteur majeur de santé publique, parce qu'elle est convaincue que l'on peut faire mieux pour lutter contre la maladie sans dépenses supplémentaires, l'industrie pharmaceutique réclame aujourd'hui une réorientation des ressources collectives vers les malades et leurs besoins.

L'industrie pharmaceutique est convaincue que la recherche de la qualité des soins est le préalable et le fondement indispensable à la maîtrise des dépenses.

L'industrie pharmaceutique a des solutions à proposer, elle souhaite être entendue.

C'est pourquoi, dès demain 14 avril, conformément à sa mission de Santé Publique et soucieuse de l'intérêt des malades, l'industrie pharmaceutique présentera 10 propositions concrètes en vue d'une évolution positive de la politique de santé en France.

Nous vous remercions de votre attention à nos propositions et vous prions de croire, Monsieur le Premier Ministre, à l'assurance de notre haute considération.

Le conseil d'administration du SNIP
SYNDICAT NATIONAL DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE.

Pour une autre politique du médicament privilégiant l'intérêt du malade et de l'assuré social.

*Avoir comme 1^{er} objectif la recherche permanente de la meilleure qualité de santé publique.
Réaliser les économies nécessaires et durables en se fixant des objectifs de santé au seul bénéfice du malade.*

Nous sommes convaincus que c'est possible grâce à une réorientation des ressources collectives.

Nous sommes convaincus que c'est l'intérêt des assurés sociaux et l'intérêt des malades.

Nous sommes convaincus que c'est la première et vraie mission de tout responsable de santé.

Nous sommes convaincus que c'est possible grâce à des modifications collectives des comportements.

Aussi, nous présentons aujourd'hui 10 propositions en vue d'une évolution positive de la politique de santé en France.

①

Nous proposons que la recherche d'économies se fasse par l'optimisation de la qualité du système de santé qui, seule, permettra de financer les déficits récurrents, jamais comblés malgré des financements additionnels étrangers à toute recherche de bon usage du médicament.

②

Nous proposons de considérer le médicament non pas comme un coût mais comme un investissement pour une meilleure santé des Français. Qualité, efficacité et sécurité des traitements permettent d'apporter une valeur ajoutée positive à l'économie de santé.

③

Nous proposons de mettre en place une approche unique de l'analyse de la consommation des médicaments, indépendamment du lieu de prescription et de traitement (hôpital ou ville).

④

Nous proposons une réévaluation des classes thérapeutiques conduisant à une segmentation nouvelle du marché du médicament en 4 catégories :
- les innovations - les produits de médecine courante - les génériques - l'automédication,
permettant ainsi d'adapter les règles au plus près de l'intérêt des malades.

⑤

Nous proposons en fonction de cette nouvelle segmentation un réaménagement de la prise en charge permettant une ré-affectation des ressources collectives dans l'intérêt de la santé des Français.

⑥

Nous proposons une adaptation et un renforcement de l'information médicale en fonction des objectifs de cette nouvelle structuration et au service d'une meilleure qualité des soins.

⑦

Nous proposons l'accélération de la mise à disposition des malades du progrès thérapeutique résultant de nos recherches dans des délais comparables à ceux des pays voisins de la France.

⑧

Nous proposons de permettre par un meilleur financement une juste allocation des ressources une optimisation du progrès thérapeutique.

⑨

Nous proposons une révision des règles des modalités de dispensation des médicaments à l'officine, afin de permettre un meilleur usage et une meilleure observance par les malades, ainsi que l'élimination du stockage coûteux et néfaste de médicaments à domicile.

⑩

Nous proposons l'application de la révision périodique de règles de bonnes pratiques de prescription et de délivrance, ainsi que l'amélioration de la cohérence entre durées de traitement, examens biologiques et conditionnements. Ces principes doivent permettre, au juste coût, une meilleure observance des traitements par les malades.

Depuis 20 ans, tous les plans comptables ont échoué.

Ensemble préservons notre système de santé par une approche volontariste de qualité.

Le conseil d'administration du SNIP

SYNDICAT NATIONAL DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE.

14 avril 1999

هكذا من الأصل

Les éditeurs critiquent le projet de loi sur la présomption d'innocence

L'association Presse-Liberté s'inquiète du poids croissant de la justice en matière de presse et d'édition. Catherine Trautmann propose des mesures pour développer la déontologie, tandis que les journalistes essaient de s'organiser

LA PLUPART des journalistes présents au colloque organisé par l'association Presse-Liberté, jeudi 15 avril, ont vivement critiqué le projet de loi d'Elisabeth Guigou sur la présomption d'innocence, en tout cas l'article concernant la presse. Le projet, adopté en première lecture par l'Assemblée nationale, prévoit notamment l'interdiction de publication de photographies représentant des personnes menottées, la sanction d'images « portant atteinte à la dignité des victimes ».

« La presse floue », estime Alain Chastagnol, secrétaire général de l'association présidée par Alain Peyrefitte, qui rassemble éditeurs, journalistes, magistrats, avocats, hommes politiques. L'amendement de Frédérique Bredin (PS, Seine-Maritime) – finalement retiré – a continué à peser sur les débats : il visait à présenter une personne comme « pouvant être coupable » (Le Monde 24 et 25 mars).

Ivan Levi, directeur délégué de La Tribune, a alerté sur le « vieux

du caractère de l'opinion ».

« On peut comprendre l'inquiétude d'une profession, a-t-il ajouté, qui sait que les régimes pris par la justice sont de plus en plus mauvais. Mais nous ne devons pas nous laisser entraîner sans nous défendre, d'informer sans tricher, même s'il en va de la déontologie. » Le directeur du Monde, Jean-Marie Colombani, a estimé que « depuis vingt-cinq ans, il n'y a pas un jour qui n'ait apporté pierre au champ de plus en plus grand de la restriction de la liberté de la presse ». Il a souligné que « la jurisprudence est plus libérale », ce qui permet aux journaux de « se réfugier » chez le juge.

Deux éditeurs, Olivier Orban, PDG de Plon, et Richard Ducousset, directeur général d'Albin Michel, ont à leur tour dénoncé le

poids des contraintes judiciaires.

« La biographie de Louis XIV par Lady Ottoboni n'aurait pu être publiée en France », a expliqué Olivier Orban, qui a dénoncé l'interdiction de publication du livre du docteur Gubler, Le Grand Secrétaire. Richard Ducousset a expliqué que les « frais judiciaires » multipliés par cinq chez Albin Michel.

La philosophe Blandine Kriegel a constaté que « la presse s'est sentie visée » et « légitimement irritée », lors de l'examen du projet de loi. Le débat a une nouvelle fois porté sur le secret de l'instruction qui est, selon Blandine Kriegel, « absolument incompatible avec le droit de la défense et la liberté d'expression ». Ce qui implique qu'il y a une « inamovibilité transgressée ». Le député socialiste de Saône-et-Loire Arnaud Montebourg a rappelé que la loi sur la présomption d'innocence n'est pas une loi sur la presse, qu'elle concerne « la fin politique et juridique du secret de l'instruction ».

« On ne peut pas violer la

présomption d'innocence, a réagi le directeur de la rédaction du Nouvel Observateur, Laurent Joffrin. C'est vrai, c'est notre métier. On ne peut pas imaginer de ne pas traiter des affaires en cours d'instruction. Mais la presse a aussi son autocritique à faire. L'instruction publique, de facto, nous donne des éléments particuliers, nous pouvons nous en servir pour réfléchir et organiser. Il trouve notamment légitime d'accorder une place importante à un non-lieu obtenu par une personne accusée précédemment.

UN DROIT ASSEZ CONFUS

Ancien directeur de la rédaction de France 2, Albert du Roy a souligné que « le refus de la censure ne doit pas devenir un obstacle pour le droit de dire n'importe quoi ». Il a insisté sur la plus grande responsabilité des journalistes, qui doivent accepter que « l'erreur soit punie ». Alain Gènerat, directeur de la rédaction du Journal du dimanche, a proposé la création d'une commission professionnelle de réflexion « pour évaluer les

différents problèmes » se posant en « interlocuteurs des pouvoirs publics, qui légifèrent sans nous sans nous écouter et sans nous consulter ».

Uniquement représentant les magistrats à la tribune, le vice-président du tribunal de grande instance de Paris, Alain Lemaire, a estimé qu'il y a une « reconnaissance du droit de la presse au profit des journalistes, puisqu'il y a le droit de porter atteinte à la réputation d'autrui ». Cela entraîne, pour le journaliste, « des devoirs et des responsabilités ». Le juge reconnaît que le droit français sur la liberté d'expression est « assez confus ». La loi de 1881 sur la liberté de la presse est, selon lui, « hypocrite et obsolète », car elle est « assurée par des obstacles à la procédure ». « On peut trouver un régime plus sincère de la liberté de la presse », a conclu le magistrat, qui rappelle le poids croissant de la Convention européenne des droits de l'homme dans la jurisprudence.

Alain Salles

Une formation pour les nouveaux journalistes

La ministre de la culture et de la communication, Catherine Trautmann, a présenté, lors du colloque de l'association Presse-Liberté, jeudi 15 avril, les grandes lignes du rapport de Jean-Marie Charon sur la déontologie des journalistes. Le sociologue, spécialiste de la presse et ancien membre du cabinet de M. Trautmann, propose de « garantir à tout nouveau journaliste qu'il pourra suivre une notion de droit et à la déontologie, dans les tout premiers mois de son activité ».

La ministre souhaite également « faciliter l'échange et la réflexion entre les médiateurs », qui ont fait leur apparition dans les médias depuis plusieurs années. La troisième idée avancée par M. Charon est d'organiser chaque année des « entretiens de l'information », avec des journalistes, des éditeurs, différentes personnalités. Enfin, concernant Internet, où l'information est « noyée dans des informations commerciales, promotionnelles, propagandistes », M. Trautmann suggère que les éditeurs s'engagent dans « un contrat moral passé avec le public ».

La publicité émancipe Blanche-Neige et Cendrillon

LE FÉMINISME contemporain n'est désormais plus porte-parole Shéhérazade, Peau d'âne, Blanche-Neige et Cendrillon, à condition qu'elles jouent un rôle dans leurs relations sexuelles avec leur prince charmant respectif. L'Association des femmes journalistes (AFJ) a décerné, vendredi 16 avril, un prix à la ministre de la culture, Catherine Trautmann, le Prix de la pub la moins sexiste parue dans un magazine français en 1997 : la campagne de l'Info Service, conçue gracieusement par Malek Hamidi et Mathieu Nevlans (Grey). C'était l'une de leurs premières réalisations.

Dans ces quatre annonces de Boogaerts, les héroïnes de Perrault, de Grimm et d'Andersen inhabituellement enhardies chevauchent leur prince sans façon, qui sur la table de la cuisine (Peau d'âne), qui dans la clairière de la forêt enchantée (Blanche-Neige) – « les oiseaux gazouillent » tout le temps –, qui dans le garde-corps d'une terrasse balayée par les vents orientaux (Shéhérazade). Cette campagne « valorise et réhabilite le féminin avec humour et légèreté », affirme-t-on à l'AFJ : « La femme trop souvent objet dans la publicité est ici sujet ».

Info Service, par cette campagne, cherchait à s'adresser aux femmes « dont

corps huit fois plus sensible que celui des hommes » afin de leur offrir l'initiative qu'elles prennent en proposant un préservatif à leur partenaire. Affichée du slogan « pour une relation d'amour sans un seul de fées », Blanche-Neige, par exemple, explique sur un ton ultra-pédagogique, qu'« auparavant [elle] lui avait fourni un préservatif car le prince, qui avait beaucoup d'hommes était un peu étourdi, n'en avait pas ».

DÉSACCORD DE DISNEY

« Nous sommes portés de l'avis qu'accepter de faire l'amour avec un prince charmant, c'est s'endormir avec un prince charmant et se réveiller à côté d'un crapaud », explique Malek Hamidi, qui a vu dans les contes de fées, dont certains datent du XVIII^e siècle, le message universel de ce message délicat.

« La publicité est positive, analyse le sociologue Jean-Claude Kaufmann, auteur de La femme seule et le prince charmant (Éditions Nathan). Elle valorise des valeurs modernes – la femme seule et ce qui arrive – par une imagerie dont l'archaïsme est pour la première fois corrigé. » Mais le sociologue, le prince Charmant « qui reste très fort dans l'imaginaire féminin (...) surtout dans les couches les plus défavorisées de la société »,

alimente encore trop un idéal amoureux « qui peut être très dangereux car il renvoie à la passivité de la femme ».

« Mais que ce renversement de la masculinité dépourvu d'agressivité est sûr dans la publicité. Mme Saint-Dreux, directrice de la Maison de la pub, estime que, dans la publicité, les femmes sont encore présentes, ce depuis 1904 – dans la première campagne mettant en scène une femme nue pour vendre des pâtes alimentaires –, comme les femmes godiches, les femmes potiches, les ménagères, voire les femmes sales ». Les spots pour les produits d'entretien, par exemple, n'ont guère évolué depuis trente ans. « Le flichi nous sur la tête et le tablier ont, peut-être, disparu ».

Encore récemment, une pub pour Martell inflammassement, en prime-time, sans grande subtilité : « Il n'y a l'argent, il a le pouvoir, il a une Audi... il aura la femme ».

D'ailleurs, l'émancipation de Blanche-Neige et de Cendrillon n'a pas été du goût de tous : après quelques parutions, Walt Disney, qui ne dédaigne pourtant pas les droits de ces contes, est intervenu et a pesé de tout son poids pour que ces annonces soient retirées, au motif qu'elles pouvaient choquer son public.

Florence de Montigny

DÉPÊCHES

AUDIOVISUEL : Canal Plus et la RAI ont finalisé, jeudi 15 avril, un accord qui prévoit une prise de participation progressive de 10 % de la RAI dans Telepiù, avec la possibilité de passer jusqu'à 45 % d'autres partenaires. La RAI fournira six chaînes thématiques en 1999 et cinq autres en 2000. Cet accord inclut la distribution de droits sportifs et cinématographiques.

MULTIMÉDIA : l'Institut de sondages Ipsos a annoncé, le 14 avril, un accord avec l'américain Media Metrix et l'allemand GfK pour créer Media Metrix Europe, chargée de mesurer l'audience sur Internet.

CORRESPONDANCE

Une lettre de Claude Bujon

À la suite de la publication d'un article consacré au conflit entre les actionnaires de Midi libre, publié dans le Monde du 9 avril, nous avons reçu de Claude Bujon, directeur du journal, en réponse une déclaration de José Frèches, directeur général, la lettre suivante :

Dans l'article concerné, des affirmations malveillantes et fausses sont transcrites. La première touche le fait que l'assemblée de proposition de Manuel Delo ; c'est pourtant la deuxième offre de ce niveau reçue ces dernières semaines, et aussi, je dois le rappeler pour ceux dont la mémoire est un peu courte, la valeur actuelle

par le conseil d'administration de Midi libre lorsqu'il me demandait d'accepter de nouveaux partenaires.

La seconde (...) est dangereuse pour l'avenir de l'entreprise que l'on prétend que la valorisation du patrimoine des associés, es-sai de me présenter comme le « catalyseur » de l'affrontement social, je laisse au personnel et à l'ensemble de Midi libre le soin de la juger, mais ne fait pas état fait lorsque en 1997 l'assemblée a apporté toute l'assistance et le dévouement possibles pour permettre de rénover l'ensemble des accords sociaux de l'entreprise ?

Canal Plus s'engage davantage dans le financement du cinéma français et européen

LA CHAÎNE CRYPTÉE a annoncé, jeudi 15 avril, la signature d'un accord avec le Bureau de liaison des organisations du cinéma (BLOC), qui dégage un petit espace pour une deuxième diffusion cryptée des films réclamée par Télévision par satellite (TPS). Cet engagement, d'une durée de cinq ans, porte sur le financement des films et la chronologie de leur diffusion à la télévision. Canal Plus,

grand argentier du cinéma français avec 820 millions de francs (125 millions d'euros) en 1998, au 45 % de ses obligations annuelles d'acquisition de films français au préachat : films dont le budget est égal ou inférieur à 35 millions de francs. Une mesure en décalage avec le financement moyen des films. Selon le Centre national de la cinématographie, 80,4 %

des films d'initiative française avaient un maximum de 10 millions en 1998. Satisfait pour les producteurs, la chaîne cryptée s'est engagée à verser une « prime au succès » de 500 000 francs en salles, 100 000 francs auparavant. Canal Plus verse 20,50 francs par mois par abonné l'acquisition de films européens, dont au moins

15,50 francs au cinéma français. En outre, Canal Plus et le BLOC « sont convenus de faire varier la durée de l'exclusivité de diffusion en fonction de la nature de l'engagement ». Cette mesure suppose le maintien de la chronologie des diffusions des films à la télévision. Les deux signataires ont convenu d'une exclusivité de douze mois en cas d'achat simple d'un film, de dix-huit mois en cas de préachat et de vingt-quatre mois dans le cas d'un préachat pour deux cycles de multidiffusion. Si les premiers termes de l'accord entrent en vigueur, le dernier paraît le réformer brutalement : il dispose que « dans le cas d'un préachat de film coproduit par une chaîne en clair, une autre exploitation en télévision par abonnement peut intervenir qu'après la première diffusion par la chaîne coproductrice ». La « deuxième fenêtre » est interdite aux chaînes généralistes coproductrices de films. Une disposition a priori inacceptable pour TF 1, France 2, France 3 et 6. Elle pourrait être retoquée par le Conseil de la concurrence.

Celui-ci pourrait aussi trouver à redire au « protocole de négociation » signé le 13 avril par Canal Plus et le BLOC : selon ce document, l'accord sera considéré comme « nul et non avenue » si une seule de ces dispositions venait à être rendue inapplicable par une loi, un règlement, une décision d'une autorité administrative ou une décision de justice. Il serait aussi annulé si le BLOC signait un accord différent avec d'autres services de télévision payante, et notamment TPS.

Guy Duthell

Le Grand Débat

France Culture - Le Monde

animé par Alain Rollat

«L'Histoire enseigne-t-elle la paix ?»

avec Marc Ferro, Muhamedin Kullashi, Gérard Noiriel,

Anne-Marie Thiesse, Pierre Cabanes.

le lundi 19 avril, 21h-23h

Spécial Européennes 99

GRAND JURY

RTL Le Monde LCI

18 h 30 - 19 h 10

ARLETTE LAGUILLER

Lutte ouvrière

19 h 10 - 19 h 30

JEAN SAINT-JOSSE

Chasse, Pêche, Nature, Traditions

Débat animé par OLIVIER MAZEROLLE

avec ALAIN BEUVE-MERY - LE MONDE et PIERRE-LUC SÉGUILLON - LCI

DIMANCHE

SUR

RTL & LCI

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

BIOTECHNOLOGIES : Le leader mondial Novartis, les multinationales AstraZeneca, Bayer, Bristol-Myers Squibb, Hoffmann-La Roche, Glaxo-Wellcome, Hoechst Marion Roussel, Pfizer, Searle et SmithKline Beecham ont conjointement annoncé, jeudi 15 avril, à Bâle, Londres et New York, la création d'un consortium, une organisation à but non lucratif pour exploiter des informations issues du programme de séquençage du génome humain.

ENTREPRISE INDUSTRIELLE : Le groupe GTM, filiale BTP de Suez Lyonnaise des eaux, a déposé, vendredi 16 avril, une offre publique d'achat « amicale » de l'entreprise industrielle, spécialisée dans les installations électriques. GTM a acquis 31,15 % du capital de l'Entreprise industrielle.

STARSEM : la société franco-russe a lancé un succès, jeudi, quatre communications pour la constellation Globalstar, la première d'une fusée Soyouz. Deux lancements similaires sont prévus pour le client les 9 février et 15 mars.

BRITISH ENERGY : AmerGen, la commune américaine Energy, a annoncé, jeudi, avoir signé un accord avec la compagnie américaine Illinois Power pour le rachat pour 20 millions de dollars (18,7 millions d'euros) de la centrale nucléaire américaine de Clinton. En octobre, AmerGen avait repris un tiers de la centrale américaine de Three Mile Island.

ICI : le groupe américain Huntsman va racheter quatre filiales du groupe chimique britannique Imperial Chemical Industries (ICI) - producteurs notamment des polyuréthanes, du dioxyde de titane et des arômes - pour 2,8 milliards de dollars (2,52 milliards d'euros).

RHÔNE-POULENC : le comité de groupe réuni jeudi, Jean-René Fourton, le PDG de l'entreprise, a précisé, selon la CFDT, les modalités du projet de fusion avec l'allemand Linde. Dans un premier temps, la filiale Rhodia et certaines activités chimiques de Linde seraient

intégrées dans la création d'Avendis, mais le groupe se désengagerait de cette chimie à terme.

NISSAN : le constructeur automobile japonais va réduire de 25 % sa capacité de production au Japon, pour ramener de 1 millions de véhicules par an actuellement à 1,5 million dans les cinq ans, selon le quotidien économique japonais Nihon Keizai Shimbun du vendredi 16 avril.

MATTEL : le fabricant de la célèbre poupée Barbie a annoncé, jeudi, pour le premier trimestre, une perte de 17,9 millions de dollars, comparée à un bénéfice net de 12,7 millions sur la même période l'année précédente. Le groupe envisage de supprimer 1 000 emplois.

SERVICES
AMERICAN AIRLINES : le syndicat des pilotes a été condamné, jeudi, à une amende de 45 millions de dollars (41,6 millions d'euros) par un juge fédéral texan pour un arrêt de travail illégal. Le juge a estimé que cet arrêt d'activité en février a infligé un préjudice commercial à American Airlines.

CLUB MÉDITERRANÉE : le tribunal de grande instance de Paris a refusé, jeudi, d'annuler un plan de restructuration, mais le demandeur a obtenu l'annulation de la demande de plan de restructuration. Ce plan prévoit un appel de départ volontaire d'une centaine de salariés et le plus de 30 ans, sur un millier de salariés travaillant au parisien.

FINANCE

BNP : le conseil d'administration, réuni jeudi 15 avril, a renouvelé son soutien à son président, Michel Bénéteau, pour « faire aboutir le projet de réunion des huit grandes banques » (Société générale, Paribas, BNP, la position permanente d'ouverture au dialogue et estimant que la « révolution bancaire » des cours de SG et Paribas « confirme l'avenir du projet industriel ».

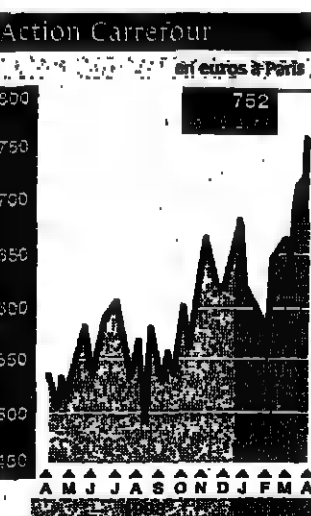
RÉSULTATS

BOLLORÉ : le conglomérat de Vincent Bolloré a enregistré en 1998 un bénéfice net de 646 millions de francs (98 millions d'euros), en hausse de 10 %. La vente des titres de Bouygues et Pathé détenus par Bolloré s'est traduite par une plus-value de 1,28 milliard de francs.

VALEUR DU JOUR

Carrefour investit le Japon et attaque Cora en justice

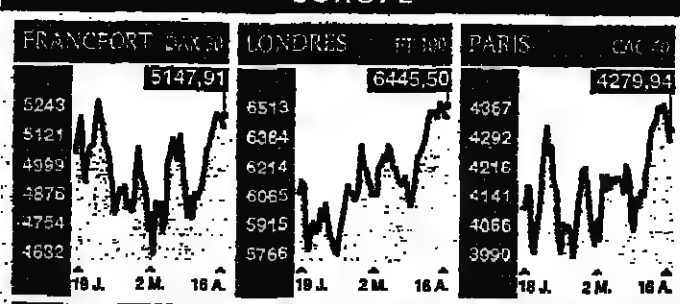
LE TON du marché a été conquis pour Daniel Bernard, qui présidait, jeudi 15 avril, l'assemblée générale des actionnaires de Carrefour. Une nouvelle année de croissance pour le numéro un français de la grande distribution, avec un chiffre d'affaires de 179,8 milliards de francs (27,4 milliards d'euros), +6,2 % en 1998, et un bénéfice net de 4,2 milliards de francs (646,7 millions d'euros), en hausse de 18,4 %. L'action a franchi le seuil des 750 francs (4 919 francs). C'est un fait que le groupe a enregistré la plus forte progression l'an dernier : +10,8 %. Carrefour y a ouvert 20 hypermarchés en 1998 et exploite maintenant dans l'ensemble la zone 59 magasins, soit autant qu'au Brésil, son premier marché d'exportation. La crise a été digérée et M. Bernard a annoncé que son groupe ferait son entrée au Japon au plus tard au début de l'année 2000. « Le Japon change, il s'ouvre aux investisseurs étrangers, les prix des terrains y sont les plus élevés du monde, les consommateurs y ont le plus de pouvoir d'achat », a-t-il déclaré. A l'heure où le géant américain Wal-Mart rôde en Europe à la recherche d'acquisitions, il n'est pas question pour son rival français de laisser échapper Cora, qui exploite 65 hypermarchés et 140 supermarchés.



Le conseil de commerce de Paris avait ordonné une expertise au vu d'un ensemble de faits constituant une présomption d'irrégularité dans la mise en œuvre de l'entreprise Cora. Les frères Philippe et Jacques Bouriez, qui avaient refusé de céder leurs parts et même de coopérer avec ce nouvel actionnaire, ont officiellement été « moins de 1 % du capital », selon Carrefour, qui s'interroge sur « l'impact de holdings dans des affaires à l'étranger » apparemment liées par les frères. A l'heure où le géant américain Wal-Mart rôde en Europe à la recherche d'acquisitions, il n'est pas question pour son rival français de laisser échapper Cora, qui exploite 65 hypermarchés et 140 supermarchés.

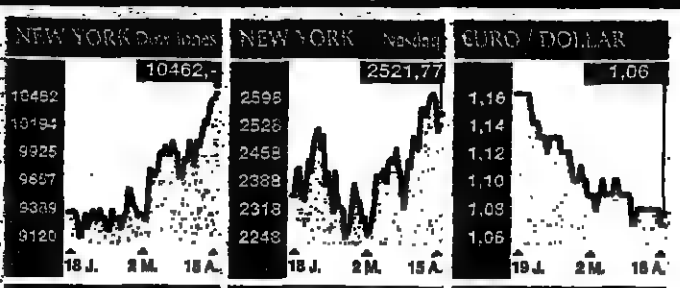
Pascal Galmier

EUROPE



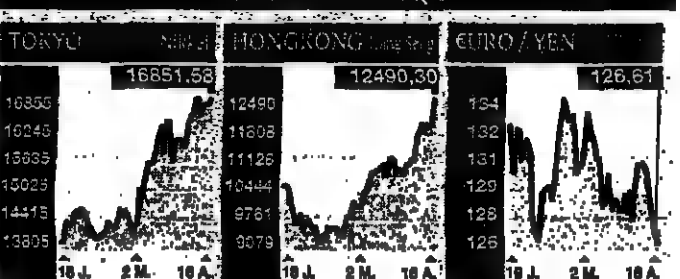
Indice	Cours	Var. %	Var. %
EUROPE 12M30	1404	0,00	0,00
EURO STOXX 50	3046,71	-0,09	0,17
STOXX 50	3050,49	0,15	0,06
EURO STOXX 30	315,31	-0,14	0,06
EURO STOXX 600	304,61	0,10	0,10
PARIS CAC 40	4278,94	-0,71	0,55
PARIS MIDCAC	1083,59	-0,05	0,07
PARIS SBF 120	2098,99	-0,02	0,08
PARIS SBF 250	2721,66	-0,11	0,07
PARIS SECOND MARCHÉ	1081,40	0,37	-7,50
AMSTERDAM AEX	843,05	0,27	0,08
BRUXELLES BEL 20	3088,99	-0,08	-6,42
FRANKFURT DAX 30	5147,91	-0,04	2,91
LONDRES FTSE 100	6445,50	-0,32	0,57
MADRID IBSX 35	6091,80	-0,18	1,47
MILAN MIB 30	8692,00	0,35	0,35
ZURICH SPI	7708,40	-0,06	0,38

AMÉRIQUES



Indice	Cours	Var. %	Var. %
AMÉRIQUE 12M30	1504	0,00	0,00
EURO STOXX 50	3046,71	-0,09	0,17
STOXX 50	3050,49	0,15	0,06
EURO STOXX 30	315,31	-0,14	0,06
EURO STOXX 600	304,61	0,10	0,10
PARIS CAC 40	4278,94	-0,71	0,55
PARIS MIDCAC	1083,59	-0,05	0,07
PARIS SBF 120	2098,99	-0,02	0,08
PARIS SBF 250	2721,66	-0,11	0,07
PARIS SECOND MARCHÉ	1081,40	0,37	-7,50
AMSTERDAM AEX	843,05	0,27	0,08
BRUXELLES BEL 20	3088,99	-0,08	-6,42
FRANKFURT DAX 30	5147,91	-0,04	2,91
LONDRES FTSE 100	6445,50	-0,32	0,57
MADRID IBSX 35	6091,80	-0,18	1,47
MILAN MIB 30	8692,00	0,35	0,35
ZURICH SPI	7708,40	-0,06	0,38

ASIE PACIFIQUE



Indice	Cours	Var. %	Var. %
ASIE 12M30	1504	0,00	0,00
EURO STOXX 50	3046,71	-0,09	0,17
STOXX 50	3050,49	0,15	0,06
EURO STOXX 30	315,31	-0,14	0,06
EURO STOXX 600	304,61	0,10	0,10
PARIS CAC 40	4278,94	-0,71	0,55
PARIS MIDCAC	1083,59	-0,05	0,07
PARIS SBF 120	2098,99	-0,02	0,08
PARIS SBF 250	2721,66	-0,11	0,07
PARIS SECOND MARCHÉ	1081,40	0,37	-7,50
AMSTERDAM AEX	843,05	0,27	0,08
BRUXELLES BEL 20	3088,99	-0,08	-6,42
FRANKFURT DAX 30	5147,91	-0,04	2,91
LONDRES FTSE 100	6445,50	-0,32	0,57
MADRID IBSX 35	6091,80	-0,18	1,47
MILAN MIB 30	8692,00	0,35	0,35
ZURICH SPI	7708,40	-0,06	0,38

SUR LES MARCHÉS

PARIS

L'INDICE CAC 40 progressait de 0,54 %, à 4 333,97 points, à la mi-séance, vendredi 16 avril, après avoir chuté de 0,71 % la veille. Jeudi 15 avril, l'indice phare des actions françaises s'était affaibli de 0,71 %, à 4 310,64 points.

FRANKFURT

L'INDICE DAX perdait 0,73 %, à 5 151,88 points, vers 12 heures, vendredi 16 avril, après avoir chuté de 0,71 % la veille. Jeudi 15 avril, l'indice phare des actions allemandes s'était affaibli de 0,71 %, à 5 189,72 points. Le léger gain de 0,06 % jeudi témoigne de la prudence des investisseurs étrangers face à la situation dans les Balkans.

LONDRES

VENDREDI 16 AVRIL, l'indice FTSE 100 a chuté de 0,32 %, à 6 455,50 points, près de dix heures après l'ouverture de séance. Jeudi 15 avril, l'indice phare des actions britanniques s'était affaibli de 0,32 %, à 6 466,1 points. La dernière séance trimestrielle des chambres de commerce britanniques a mis en avant des signes montrant que le point de ralentissement économique était passé.

TOKYO

LE MARCHÉ japonais, influencé par l'indice Nikkei, a gagné 0,7 % vendredi 16 avril, à 16 851,58 points. Jeudi 15 avril, le Nikkei a été pénalisé par des prises de bénéfice en fin de séance.

NEW YORK

L'INDICE Dow Jones a marqué, jeudi 15 avril, un quatrième record consécutif à 10 462,72 points après une hausse de 0,50 %. Parmi les actions des sociétés ayant publié leurs résultats trimestriels, Boeing, Ford et Mattel ont été bien orientés. En revanche, Delta Air Lines, Gillette, General Motors et Pfizer ont déçu les marchés.

TAUX

VENDREDI 16 avril, le rendement de l'obligation américaine du Trésor français à 10 ans s'inscrivait juste au-dessus des 4 %, après une hausse de 0,01 % la veille. Le rendement de l'obligation du Trésor à 10 ans avait grimpé à 5,52 %. Cette hausse a été influencée par la publication de l'indice d'activité de la banque de Réserve Fédérale de Philadelphie au plus haut niveau depuis septembre 1998.

CHANGES

L'EURO se dépréciait vendredi 16 avril à 1,0628 dollar, après une hausse de 0,0001 dollar, la première transaction sur le marché des changes européens, à 1,0630 dollar contre 1,0719 dollar jeudi et après avoir marqué un plus bas historique à 1,0628 dans la nuit. Puis à la monnaie japonaise, il fléchissait à 126,00 yens. Le billet vert était également en baisse à 118,11 yens, pénalisé par les propos du ministre des finances, Ichiro Miyazawa, évoquant la possibilité d'une hausse des impôts.

ÉCONOMIE

Vers une décision sur les ventes des réserves d'or du FMI

JACK BOORMAN, directeur de la politique du développement au FMI (Fonds monétaire international), a indiqué, jeudi 15 avril, qu'une décision sur la vente d'une partie des réserves d'or pouvait être attendue dès la prochaine réunion du Comité exécutif le 27 avril à Washington. Il a souligné que l'attitude des G7 à l'égard d'une cession d'une partie des réserves d'or du FMI était plus positive. Il y a deux jours, Michel Camdessus, directeur général du FMI, a suggéré de vendre 5 % des réserves de métal jaune à l'institution monétaire pour contribuer à l'effacement des dettes des pays les plus pauvres. Cette proposition s'était jusqu'à présent heurtée à la farouche opposition de l'Allemagne.

JAPON : la masse monétaire s'est gonflée de 3,7 % en mars, par rapport à son niveau du même mois l'année précédente, a annoncé, après plusieurs mois de déflation, la Banque du Japon. Ce résultat se situe dans la fourchette des prévisions après les injections massives de liquidités effectuées par la banque centrale.

RUSSE : les personnes privées ont fait passer à l'étranger 10,6 milliards de dollars (9,8 milliards d'euros) en liquide au cours de l'année dernière, a annoncé, jeudi, le vice-ministre russe des finances, Sergueï Ignatiev. Le gouvernement a récemment proposé un amendement à la loi sur le contrôle des changes, qui interdirait aux personnes privées d'emporter avec elles à l'étranger plus de 5 000 dollars en liquide.

La production industrielle russe a augmenté de 11 % en mars par rapport à février, a indiqué, jeudi, le premier vice-premier ministre Iouri Maslounov. « Pour la première fois cette année, le volume de la production » sur un mois est supérieur à l'année dernière sur la même période, a-t-il ajouté, précisant que la production en mars 1999 était supérieure de 1,4 % à celle de mars 1998.

Le président de la Banque mondiale, James Wolfensohn, a promis, jeudi, à la Russie un prêt de 2,3 milliards de dollars pour 1999-2000, dès que la Russie aura conclu un accord avec le FMI, pour relancer une croissance toujours ralentie par la crise économique. La Banque mondiale est ainsi la première institution internationale à annoncer un

chiffre précis pour une aide financière depuis la crise d'août 1998, qui avait provoqué le gel de toutes les aides en cours à la Russie.

UNION EUROPÉENNE : la production industrielle a baissé de 0,4 % durant la période novembre 1998-janvier 1999, par rapport aux trois mois précédents, a annoncé, jeudi, Eurostat. Malgré la tendance générale à la baisse, plusieurs pays européens ont affiché des hausses de leur production industrielle. Les Pays-Bas ont affecté l'Italie (-0,8 %), le Danemark (-0,8 %) et l'Allemagne (-0,7 %).

FRANCE : le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, a indiqué, jeudi, que, pour la première fois depuis 1990, hors charge de la dette, le budget de l'an 2000 sera en léger excédent.

POLOGNE : la Banque mondiale a accordé un crédit de 300 millions de dollars (240 millions d'euros) pour la restructuration des mines en Pologne. Pour en bénéficier, la Pologne doit fermer les mines de charbon et fermer d'une quatrième avant la fin de l'année.

ALBANIE : la Banque mondiale a annoncé, jeudi, qu'elle préparait une aide de 30 millions de dollars (28,2 millions d'euros) afin de financer les besoins budgétaires supplémentaires du pays et compenser ses pertes de devises provoquées par la crise du Kosovo.

ÉTATS-UNIS : les données hebdomadaires d'allocations-chômage ont augmenté de 14 000 dossiers, à 311 000, pour la semaine close le 10 avril, a annoncé, jeudi, le département du travail. Cette hausse est l'inverse de ce qu'attendaient les analystes, qui misaient sur une baisse. C'est surtout le plus haut niveau de demandes hebdomadaires depuis la semaine terminée le 9 janvier.

MATIÈRES PREMIÈRES : les cours devraient continuer à baisser au second semestre pour se reprendre en 2000, selon une étude de l'Economist Intelligence Unit (EIU). L'indice de l'EIU pour ces matières premières a baissé de 9 % en 1999. Mais il devrait revenir à 12,5 % en 2000, grâce surtout au caoutchouc.

SUCRE : les cours sont tombés à leur plus bas niveau depuis trois ans, à terme de New York, en raison de ventes de sucre de négociants et de fonds d'investissement. Le sucre de mai rapproché a baissé, jeudi, à 5,07 cent par livre.

Taux de change fixe zone euro

Franc	Taux	Contre franc	Taux
FRANCE	6,55967	EURO	0,13648
ALLEMAGNE	1,93627	DEUTSCHMARK	2,33365
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627	LIRE ITAL. (1000)	2,33365
PIÈCE ESPAG. (100)	166,637	PIÈCE ESPAG. (100)	166,637
PIÈCE PORT. (100)	200,482	PIÈCE PORT. (100)	200,482
SCHILLING AUTR. (100)	13,7603	SCHILLING AUTR. (100)	13,7603
PUNT IRLANDAIS	0,78756	PUNT IRLANDAIS	0,78756
SCUDILLO PORT. (100)	200,482	SCUDILLO PORT. (100)	200,482
MARKKA FINLAIS	5,94573	MARKKA FINLAIS	5,94573

Hors zone euro

Contre franc	Taux	Contre franc	Taux
YEN	118,8000	YEN	118,8000
EURO	0,89802	EURO	0,89802
FRANCE	0,13420	FRANCE	0,13420
LIVRE	0,62141	LIVRE	0,62141
FRANCE SUISSE	1,49970	FRANCE SUISSE	1,49970

Cours de change croisés

16M 12h30	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours
DOLLAR	118,8000	DOLLAR	118,8000	DOLLAR	118,8000
YEN	118,8000	YEN	118,8000	YEN	118,8000
EURO	0,89802	EURO	0,89802	EURO	0,89802
FRANCE	0,13420	FRANCE	0,13420	FRANCE	0,13420
LIVRE	0,62141	LIVRE	0,62141	LIVRE	0,62141
FRANCE SUISSE	1,49970	FRANCE SUISSE	1,49970	FRANCE SUISSE	1,49970

Taux d'intérêt (%)

Taux 1994	Taux 1995	Taux 1996	Taux 1997	Taux 1998	Taux 1999
FRANCE	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00
ALLEMAGNE	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00
COE-BRETAG.	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00
ITALIE	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00
JAPON	0,07	0,07	0,07	0,07	0,07
ÉTATS-UNIS	4,54	4,54	4,54	4,54	4,54
SUISSE	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00
PAYS-BAS	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00

Matif

Cours 12h30	Volume	dernier	premier
FRANCE	1140	97,30	97,29
ALLEMAGNE	1140	97,30	97,29
ITALIE	1140	97,30	97,29
JAPON	1140	97,30	97,29
ÉTATS-UNIS	1140	97,30	97,29
SUISSE	1140	97,30	97,29
PAYS-BAS	1140	97,30	97,29

Matières premières

En dollars	Cours	Var. %	Var. %
MÉTALUX (LONDRES)	1635,5	2,17	2,17
CUVRE 3 MOIS	1239	0,00	0,00
ALUMINUM 3 MOIS	959	0,00	0,00
PLOMB 3 MOIS	5470	0,18	0,18
ÉTAIN 3 MOIS	1988	-0,24	-0,24
ZINC 3 MOIS	5183	-0,13	-0,13
NICKEL 3 MOIS	5183	-0,13	-0,13
MÉTALUX (NEW YORK)	1635,5	2,17	2,17
ARGENT A TERME	79780,00	-0,16	-0,16
PLATINE A TERME	263,5	0,38	0,38
GRAINES DENRÉES (CHICAGO)	213,75	-0,74	-0,74
SOJA TOURTEAU (CHICAGO)	123,5	-0,74	-0,74
SOFTS	1670	-3,52	-3,52
CACAO (NEW YORK)	1470	0,00	0,00
CAPÉ (LONDRES)	184	0,00	0,00
SUCRE BLANC (PARIS)	184	0,00	0,00

En euros

Cours	Var. %	Var. %
OR FIN KILLO BARRE	8480	-0,68
OR FIN LINGOT	8480	-0,68
PIÈCE UNION LAT. 20 F.	201	-0,02
PIÈCE UNION LAT. 20 F.	201	-0,02
PIÈCE 50 DOLLARS US	470,25	-0,18
PIÈCE 50 PESOS MEX.	312	-0,54

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le Web du « Monde » : www.lemonde.fr/bourse

سكوا من الأصل

FINANCES ET MARCHÉS

PRICE OF GOLD

3725
3465
3202
2941
2680
2419

16 APRIL 15 OCT. 16 APRIL

3648.77

3690.19
3725.49
3609.27
3662.24

L M W J

CLARK SPAC CHINA	CH	78.97	+0.41
CLARIANT	CH	498.97	+1.35
CLUGSUSA-JUELS	DE	38.56	+0.36
DVINO INDUSTRIES	MO	17.02	...
ENG-CHEN HOLD A	CH	4098.98	+9.80
ENGEN, KOGA VE	ES	73.9	+0.35
ICI	GB	10	+0.47
KEMIRA	FR	5.8	+1.37
LAMORTE	SE	10.99	+0.2
PERSTROP -B	SE	10.25	+1.67
PIRELLA	IT	1.58	...
SOLWAY	BE	68.05	+0.22
TESSENORULO CHE	BE	47.8	+2.06
THE STOWA HERP	...	57.5	...

CONGLOMERATS			
...	MC	11.50	+2.19
OGP	FR	42.9	...
...	IT	1.08	...
D'ETERREN SA	BE	427.5	+2.84

COMPANY	SEC	PRICE	CHG
GEN. ELECTRIC CO	DE	178.5	+0.25
GRANITE	DE	8.01	-0.17
HACHMEYER NV	NE	98.5	+1.25
INCHCAPE PLC	NE	---	---
INVESTOR	DE	8.31	---
INVESTOR S.	DE	41.27	-0.27
KARNEYER	DE	47.00	-0.35
KARNEYER	NO	17.74	-0.04
LYNN R	FR	288	-0.37
MYRIATHS HOLD	GR	14.25	---
NEOSYSTEM	GR	39.47	+1.50
NEOSYSTEM-BURSEL	GR	106.76	+2.84
OSGILA A	NO	16.49	+1.97
OSGILA S	NO	16.49	+1.97
OSKAR WINESTE	FR	95.2	---
VEBA AG	DE	80.3	-0.50

TELECOMMUNICATIONS			
CABLE TELEVISION	GB	100	-2.40
CASTLE & WARDLES	GB	17.70	-0.80
DEUTSCHE TELEFON	DE	30	-
EUROPOLITAIN (HLD)	BE	62.00	-1.00
FRANCE TELECOM	FR	70.00	-1.00
HELLINIC TELE	GR	21.17	-
KOKORINIKUE KPN	NL	3.20	-7.75
CANDIDEN MITTELHUT	DE	2.2	-
ATLANTIC TELECOM	US	2.2	-
SPYSSKOM N	NO	330.57	+3.00
TELE DANMARK	DK	90.42	+0.54
TELECOM	UK	107.15	-
TELECOM ITALIA	IT	1.00	-
TELECOM ITALIA	IT	4.94	-
TELEFONICA	ES	63.11	+1.05
TIM	IT	6.71	-1.00
TELECOM GROUP	ES	17.42	-1.20
* IN DOLLARS PER SHARE			
CONSTRUCTION			
ACCIONA	ES	49.5	-1.30
ACCORSA	FR	12.30	-0.30
ACTOR SA	FR	19.04	-
ASBID OY	NO	14.5	+0.30
AUMAR R	ES	20.00	-0.10
AUTOSTRADE	FR	6.94	+0.29
AVT	FR	1.7	-
BIOC PLC	UK	1.85	+2.00
BIG CIRCLE IND	IN	6.70	+4.00
BOUYGUES/INR	FR	2.84	-0.84
BRUNNEN	DE	1.00	-
CHANDLER	GB	2.77	+0.25
CH2M	US	30.10	-0.10
CHARIOT	FR	4.70	+0.35
CHIRON SCIS R	FR	1.00	-
CHIRON	FR	17.00	+1.75
CIN PL	US	17.00	-
CRISTALBUILD INC	US	40.7	-0.04
DRAGADOS CONSTE	ES	31.21	-0.00

GROUP CMA	FR	0	2.25
GRUBER	GB	1,498	1.48
HYDROTECH ZC	DK	0	1.25
HILL/TECHNOLOGY	GB	11,594	—
HEBRULEX GENL R	GR	24,458	—
HOCHEST/ESSEN	FR	2,305	1.32
HOLZMANN	CH	94,000	0.03
HOLZMANN F&C	CH	110,448	0.08
INSTAL FRM	FR	112.5	0.55
INTEGRITY	IT	26.5	0.54
ITALCANTH RMI	IT	5.8	1.57
LAURANCE RMI	FR	99.0	1.47
MACHINING B&C	GB	8.78	—
MADEIRA	FR	10,001	0.11
M&C HOLZMAN	FR	187.0	0.11
MILITRON F&C	FR	100.0	3.21
RM GROUP F&C	GB	14.44	1.50
RUGBY GP	GB	1,095	0.77
SAATCHI & COHBN R	FR	10.0	1.57
SE	SE	36.03	1.79
STAMENSA	IT	20.5	1.20
SUPERLOS	DK	32.94	—
T&M	FR	1.77	1.57
TECHNIP RMI	FR	2.91	1.52
TECHNIP RMI	FR	104.6	3.18
TECHNIP COMFORT RMI	FR	70.7	—
TECHNIP RMI	FR	7.04	1.50
VALMONTA	ES	6,800	—
VALMONTA CEM	ES	8.25	1.48
WERNERS WASTOF	AT	179.1	0.41
WERNERS	GB	7.90	0.57
WERNERS	GB	7.90	0.57

CHARGERS RM.	FR +	90.3	-1.76
CLUB MED./RM	FR +	90.55	-1.76
EDMITS WYELLA	GB	0.67	-2.17
COMPASS GRP	GB	10.48	+0.14
DAWTAULDS TEXT	GB	2.37	+0.85
DT.LUFFTHANSA N	DE +	21.75	-2.47
ELECTROLUX-B	SE	18.88	+5.41
ENMI GROUP	GB	7.14	+1.88

GOV DISNEY/Agia		1.21	CALSBURG SA	DK	49.17	+0.4
FINRAIR	FI	4.8	CH. HANSEN H&J	DK	50.02	+0.0
G WIMPY PLC	GB	2.92	CULTOR - J	FI	17.05	-0.0
GRANDADA GROUP F	GB	28.07	DANISCO	DK	28.07	+0.0
WARRDS INTL	FR	17.0	DELTA	FR	24.01	-1.0
HR	IT	0.04	DELTA DAINI	GB	26.72	-0.0
HUNTER DOUGLAS	US	92.45	DIAGNO	GB	8.87	-0.4
ILM	NL	0.25	ELAS GROUP	FR	10.00	+0.0
INDUSTRIE GEM	FR	4.41	ELBACH/SAY	FR	18.44	-2.0
KOUMLEUR FRH	FR	10.32	GEORGE COOK	GB	2.80	-0.0
KIL HLDG.	NO	2.32	HEINBERG	NL	45.7	+1.0
KOTHE J&B	FR	324	HEINENSTADT	FR	10.00	+0.0
KREISS	GB	7.86	HELLING SONS	GB	8.20	-0.0
PERSSON MAC G	GB	0.30	HILMANTHUS	FR	22.00	+0.0
PREISSER AG	FR	0.80	KERRY GRP-A	GB	10.20	-0.0
RANGS	FR	0.25	KIRK	FR	10.00	+0.0
SAUSGROUP INC	FR	200.49	KNOWLES	CH	172.00	+0.0
SAUS DANMARK AS	DK	0.20	NESTLE M	FR	4.50	-0.0
SEB INTL	FR	94.8	PARASAT	IT	2.50	-2.0
SEB INTL	FR	94.8	PERNOD BOCH	FR	85.10	+0.0
SEB INTL	FR	94.8	PERNOD BOCH	FR	85.10	+0.0
THE SWATCH CO	CH	120.00	RIEGER & SON -	NO	5.87	-2.0
WILLIAM BARD	FR	15.57	TATE & LYLE	GB	0.00	-0.0
VELSON BORDEN	FR	19.08	UNICOR R	PT	22.00	+0.0
WOLFGANG	AT	0.27	UNICOR R	PT	22.00	+0.0
WYNN UNITS	GB	2.19	UNILEVER	NL	84	-0.0
			UNILEVER	GB	0.00	-0.0

PHARMACIE		
ASTRA A	SE	12,10 - 2,54
ASTRA-B	SE	10,32 - 2,54
ELAN CORP	GB	65,98
CLANCY WELLSOME	GB	37,18 - 1,00
HOBCHST AG	DE	1,11 - 1,20
NOVARTIS S	CH	147,78 - 6,57
NOVO NORDISK B	DK	98,08
ORION A	FIN	8,00
ORION B	FI	78,38 - 0,28
PHARM. BOEHR. RM	FR	42,61 - 1,30
ROCHE HOLDING	CH	1088,73 - 0,57
ROCHE HOLDING G	CH	787,89 - 0,28
SANOFI RM	FR	155,4 - 1,00
SCHERING	DE	18,92 - 1,00
SMITHKLINE BEECH	GB	12,34 - 4,44
ZENIBA GROUP	GB	44,30

BIENS D'ÉQUIPEMENT		
ABB AB	SE	12,10 - 0,40
ABB AB-B	SE	1,53 - 0,30
ABB BADEN	CH	127,80 - 0,30
ADCOCK S (HOLDING)	GB	487,18 - 2,24
ALSTOM	FR	5,11 - 2,24
AULUSSE LUSSE	FR	388,08 - 0,30
ASSOC BR PORTS	GB	4,81 - 2,24
ATLAS COPCO A	SE	65,78 - 0,30
ATLAS COPCO C	SE	8,56 - 0,30
ATLAS ENTRE	SE	8,56 - 0,30
BAA	GB	9,34 - 4,44
BRAGA GROUP PLC	GB	2,24 - 0,30
BERGESSEN	NO	12,88 - 4,44
BONTRON	SE	2,00 - 0,30
CHC	SE	2,24 - 0,30
CING	SE	2,24 - 0,30

ENERGIE			
AKER MARITIME	NO	10,21	+1,18
BP	GB	9,94	-0,89
ING AMOCO	GB	16,47	+5,72
BURMAN OILFIELD	GB	18,69	+1,77
CEPSA	ES	30,06	+0,10

<http://www.lemonde.fr>

**La Bourse au quotidien :
l'actualité des entreprises
les cotations en direct
les informations financières...**

[illegible][illegible]

ALIMENTATION ET BOISSA			SDF - F			SDF - F		
ALLIED DOMSCO	GB	7,29 -2,02	SOPHUS BRENDEN	DK	27,04	STOCKNO	SE	30,1 -1,01
BASF	GB	8,88 -1,54	SULZER FRANTS	CH	819,27 -0,78	SMEDLA	DK	77,99 -2,07
BENTON DE BRAUHE	AT	13,12	SWEDROB	DK	869,87	STOCKNO	SE	30,1 -1,01
BONGIRAN JRM	FR	20,64 +0,11	TOMRA SYSTEMS	NO	50,83	VALMET	FI	12,8 +8,78
BRUNNEN	AT	47,8	VA TECH LOGIC	AT	39,8 +3,68			
CADOURT SCHWEPF	DK							
CARLSBERG - C	GB	49,70 +0,85						

ASSURANCES			
AGF RM	FR	49,1	-0,51
ALLIANZA ASS	IT	10,0	-1,28
ALLIANZ AG	DE	288	-1,25
SMITHS-IND PLC	GB	14,86	+3,2
STMICROELEC SIC	FR	101,3	+2,7
DANBORG DATA	NO	5,09	+7,0
THOMSON CSF RM	FR	27,82	-1,1
WILLIAM DEBANT	DK	64,31	+0,8

[illegible]

MEDIAS		
B SKY B GROUP	08	0,31 - 2,29
CANAL PLUS	09	0,28 - 0,84
FRANCE 2	10	0,27 - 1,22
FRANCE COMMUNE	06	0,67 -
ELSTER	05	10,7 - 0,76
HAWKS ADVERTISING	04	183,7 - 0,06
REPUBLICAN MEDIA	03	1,48 - 1,71
LAGARDE SPA	01	21,08 - 0,01

WEAVERS	71	8.1	-1.56
PEARSON	68	15.10	-0.76
IZED INFORMATION	68	9.25	-2.85
RELATIONS GROUP	65	13.95	-0.35
SCHEIDT	60	12.07	-2.48
TELEWEST COMM.	55	4.15	-3.75
TV	55	1.02	-1.71
UNITED NEWS & M	55	8.55	-1.30

WPP GROUP	7.96	-2.48	CARDIO CONTROL COS	0	+1.8
UNIT STARK HOLDING	10.00	-1.00	CASIO	13.0	-0.7
			HITEX NV	6.00	-0.7
			INNOCONCEPTS NV	19.00	+0.7
			NEOSPHARES MOED	17.5	+1.0
			POLYDOR	5.5	-0.6
			PROLIFER HOLDING	0.5	-0.5
			RING RING	0	+1.0
			RING RING WFF	0.50	-0.5

[illegible][illegible]

HAUTE TECHNOLOGIE		
ALCATEL/IRM	FR	120,5 +2,81
ALTECASA REG.	FR	14,48 +0,00
BAUM CONCEPT	FR	1,75 +0,00
BARCO	GB	170,6 +0,11
BRITISH AIRWAYS	GB	6,97 +0,35
COGNATEL/IRM	FR	144,7 -2,33
COLONYAET	FR	1,00 +0,00
COOL TECHNOLOG	GB	17,17 -0,05
DASSAULT SYST/	FR	34,7 -0,44
FRANCOIS CHENET	FR	1,00 +0,00
FREEMAN MED C	DE	95,5 -0,48
GAMBERO AC	GB	6,97 -0,83
GETRONICS	IRL	38,10 -0,00
GR CHAISE NORD	FR	97,98 +0,65
INTRACOM	FR	91,25 +0,00
IRIDA PHILIPS EL	GB	74,7 -7,82
INTECHNOLAND	FR	1,00 +0,00
INTECH	GB	5,46 -0,00
NEBA ASA	NO	1,02 +1,27
NEOSYSTEM ASA	FR	28,45 +3,02
NOMA	FR	71,25 +0,00
NORMA AC	FR	102,6 +0,00
OUTSPOKE AMERICA	FR	1,75 -3,23
PARIS AIR	FR	1,00 +0,00
QUOVETI	IT	2,93 +0,00
RESEARCH SOURCE	GB	7,35 +3,94
ROBOTECH	FR	1,00 +0,00
SAP AG	DE	238 +0,00
SAP VZ	DE	297 +0,88
SEBILUX	FR	6,97 +0,00
SEBILUX AIR	FR	99,5 +0,00

CODES PAYS EURO			
FR :	France	DE :	Allemagne
ES :	Espagne	IT :	Italie
PT :	Portugal	IR :	Irlande
LU :	Luxembourg	NL :	Pays-Bas
AT :	Autriche	BE :	Belgique

CODES PAYS HORS EURO			
CH :	Suisse	NV :	Norvège
DK :	Danemark	GR :	Grèce
SE :	Suède	GB :	Grande-Bretagne
GR :	Grèce	SE :	Suède

<http://www.lemonde.fr>

La Bourse au quotidien :
l'actualité des entreprises
les cotations en direct
les informations financières...

*** CODES PAYS ZONE EURO**
FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne
IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande
LD : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
FI : Finlande - BE : Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO
CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark
GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède.

VALEURS FRANÇAISES

● L'action BNP s'échangeait à l'ouverture, vendredi 16 avril, en hausse de 1,17 %, à 73,2 euros, le titre SG, en progression de 0,62 %, à 160 euros, et celui de Paribas de 0,98 %, à 97 euros. A cours, les parisés proposés par la BNP dans le cadre de sa double OPE valorisent l'action SG à 156,85 euros et l'action Paribas à 100,65 euros. L'OPE de SG valorise, elle, le titre Paribas à 100 euros.

● Le titre Carrefour perdait 0,93 %, à 74,5 euros, vendredi matin. Les investisseurs réagissent à une actualité assez dense autour du groupe français. Son président, Jean-François Aspin, a annoncé la vente de Carrefour dans cinq nouveaux pays, dont le Japon, et la saisie du tribunal de commerce contre Cora.

● L'action France Télécom ouvrait en baisse de 0,89 %, à 77,3 euros, vendredi, suite aux informations du Financial Times, lesquelles Deutsche Telekom, le groupe allemand de France Télécom en Italie, pourrait venir au secours de Telecom dans sa défense contre l'OPA d'Olivetti.

● La valeur Renault chutait de 0,40 %, vendredi matin. Nissan, désormais lié au groupe français, prévoit une perte nette pour son groupe en 1998/1999 de 30 milliards de yens.

● Le titre Bricorama progressait de 1,43 %, à 37,5 euros, vendredi matin, après la publication d'un résultat net en 1998 en hausse de 21,8 %, à 11 millions de francs.

RECAPITULATIF

VENDREDI 16 AVRIL Cours relevés à 12h30

Liquidation : 29 avril

France	Précédent	Cours	Différence	Précédent	Cours	Différence
B.P. (T.P.)	100	100,00	0,00	CLYONNAIS (T.P.)	143,10	0,00
CLYONNAIS (T.P.)	143,10	143,10	0,00	RENAULT (T.P.)	100,00	0,00
RENAULT (T.P.)	100,00	100,00	0,00	SAINT-GOBAIN (T.P.)	181,10	0,00
SAINT-GOBAIN (T.P.)	181,10	181,10	0,00	THOMSON SA (T.P.)	181,10	0,00
THOMSON SA (T.P.)	181,10	181,10	0,00	ACCOR	381,10	0,00
ACCOR	381,10	381,10	0,00	AIR FRANCE GPE N	17,18	0,00
AIR FRANCE GPE N	17,18	17,18	0,00	ALCATEL	140,80	0,00
ALCATEL	140,80	140,80	0,00	ALSTOM	110,80	0,00
ALSTOM	110,80	110,80	0,00	ALSTOM TECHNIQ. F	200,80	0,00
ALSTOM TECHNIQ. F	200,80	200,80	0,00	ATOS SA	81,10	0,00
ATOS SA	81,10	81,10	0,00	BAIL INVESTIS	100,80	0,00
BAIL INVESTIS	100,80	100,80	0,00	BAZAR HOT. VILLE	100,80	0,00
BAZAR HOT. VILLE	100,80	100,80	0,00	BERKAND FAURE	80,80	0,00
BERKAND FAURE	80,80	80,80	0,00			

BOUYGUES	224,10	224,10	0,00	BOUYGUES OFFS	100,80	0,00
BOUYGUES OFFS	100,80	100,80	0,00	BURSA	100,80	0,00
BURSA	100,80	100,80	0,00	CAP GEMINI	144,50	0,00
CAP GEMINI	144,50	144,50	0,00	CARSONE LOIRAIN	100,80	0,00
CARSONE LOIRAIN	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR	100,80	0,00
CARTELOIR	100,80	100,80	0,00	CASINO GUICHARD	100,80	0,00
CASINO GUICHARD	100,80	100,80	0,00	CASINORAMA DUREL	100,80	0,00
CASINORAMA DUREL	100,80	100,80	0,00	CCF	140,80	0,00
CCF	140,80	140,80	0,00	CEBIS	100,80	0,00
CEBIS	100,80	100,80	0,00	CGP	100,80	0,00
CGP	100,80	100,80	0,00	CHARCOURS	100,80	0,00
CHARCOURS	100,80	100,80	0,00	CHRISTIAN DALLON	100,80	0,00
CHRISTIAN DALLON	100,80	100,80	0,00	CHRISTIAN DIOR	100,80	0,00
CHRISTIAN DIOR	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS A	100,80	0,00
CIC ACTIONS A	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS B	100,80	0,00
CIC ACTIONS B	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS C	100,80	0,00
CIC ACTIONS C	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS D	100,80	0,00
CIC ACTIONS D	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS E	100,80	0,00
CIC ACTIONS E	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS F	100,80	0,00
CIC ACTIONS F	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS G	100,80	0,00
CIC ACTIONS G	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS H	100,80	0,00
CIC ACTIONS H	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS I	100,80	0,00
CIC ACTIONS I	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS J	100,80	0,00
CIC ACTIONS J	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS K	100,80	0,00
CIC ACTIONS K	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS L	100,80	0,00
CIC ACTIONS L	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS M	100,80	0,00
CIC ACTIONS M	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS N	100,80	0,00
CIC ACTIONS N	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS O	100,80	0,00
CIC ACTIONS O	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS P	100,80	0,00
CIC ACTIONS P	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS Q	100,80	0,00
CIC ACTIONS Q	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS R	100,80	0,00
CIC ACTIONS R	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS S	100,80	0,00
CIC ACTIONS S	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS T	100,80	0,00
CIC ACTIONS T	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS U	100,80	0,00
CIC ACTIONS U	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS V	100,80	0,00
CIC ACTIONS V	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS W	100,80	0,00
CIC ACTIONS W	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS X	100,80	0,00
CIC ACTIONS X	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS Y	100,80	0,00
CIC ACTIONS Y	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS Z	100,80	0,00
CIC ACTIONS Z	100,80	100,80	0,00			

BOUYGUES	224,10	224,10	0,00	BOUYGUES OFFS	100,80	0,00
BOUYGUES OFFS	100,80	100,80	0,00	BURSA	100,80	0,00
BURSA	100,80	100,80	0,00	CAP GEMINI	144,50	0,00
CAP GEMINI	144,50	144,50	0,00	CARSONE LOIRAIN	100,80	0,00
CARSONE LOIRAIN	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR	100,80	0,00
CARTELOIR	100,80	100,80	0,00	CASINO GUICHARD	100,80	0,00
CASINO GUICHARD	100,80	100,80	0,00	CASINORAMA DUREL	100,80	0,00
CASINORAMA DUREL	100,80	100,80	0,00	CCF	140,80	0,00
CCF	140,80	140,80	0,00	CEBIS	100,80	0,00
CEBIS	100,80	100,80	0,00	CGP	100,80	0,00
CGP	100,80	100,80	0,00	CHARCOURS	100,80	0,00
CHARCOURS	100,80	100,80	0,00	CHRISTIAN DALLON	100,80	0,00
CHRISTIAN DALLON	100,80	100,80	0,00	CHRISTIAN DIOR	100,80	0,00
CHRISTIAN DIOR	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS A	100,80	0,00
CIC ACTIONS A	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS B	100,80	0,00
CIC ACTIONS B	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS C	100,80	0,00
CIC ACTIONS C	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS D	100,80	0,00
CIC ACTIONS D	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS E	100,80	0,00
CIC ACTIONS E	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS F	100,80	0,00
CIC ACTIONS F	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS G	100,80	0,00
CIC ACTIONS G	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS H	100,80	0,00
CIC ACTIONS H	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS I	100,80	0,00
CIC ACTIONS I	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS J	100,80	0,00
CIC ACTIONS J	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS K	100,80	0,00
CIC ACTIONS K	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS L	100,80	0,00
CIC ACTIONS L	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS M	100,80	0,00
CIC ACTIONS M	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS N	100,80	0,00
CIC ACTIONS N	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS O	100,80	0,00
CIC ACTIONS O	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS P	100,80	0,00
CIC ACTIONS P	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS Q	100,80	0,00
CIC ACTIONS Q	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS R	100,80	0,00
CIC ACTIONS R	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS S	100,80	0,00
CIC ACTIONS S	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS T	100,80	0,00
CIC ACTIONS T	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS U	100,80	0,00
CIC ACTIONS U	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS V	100,80	0,00
CIC ACTIONS V	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS W	100,80	0,00
CIC ACTIONS W	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS X	100,80	0,00
CIC ACTIONS X	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS Y	100,80	0,00
CIC ACTIONS Y	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS Z	100,80	0,00
CIC ACTIONS Z	100,80	100,80	0,00			

BOUYGUES	224,10	224,10	0,00	BOUYGUES OFFS	100,80	0,00
BOUYGUES OFFS	100,80	100,80	0,00	BURSA	100,80	0,00
BURSA	100,80	100,80	0,00	CAP GEMINI	144,50	0,00
CAP GEMINI	144,50	144,50	0,00	CARSONE LOIRAIN	100,80	0,00
CARSONE LOIRAIN	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR	100,80	0,00
CARTELOIR	100,80	100,80	0,00	CASINO GUICHARD	100,80	0,00
CASINO GUICHARD	100,80	100,80	0,00	CASINORAMA DUREL	100,80	0,00
CASINORAMA DUREL	100,80	100,80	0,00	CCF	140,80	0,00
CCF	140,80	140,80	0,00	CEBIS	100,80	0,00
CEBIS	100,80	100,80	0,00	CGP	100,80	0,00
CGP	100,80	100,80	0,00	CHARCOURS	100,80	0,00
CHARCOURS	100,80	100,80	0,00	CHRISTIAN DALLON	100,80	0,00
CHRISTIAN DALLON	100,80	100,80	0,00	CHRISTIAN DIOR	100,80	0,00
CHRISTIAN DIOR	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS A	100,80	0,00
CIC ACTIONS A	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS B	100,80	0,00
CIC ACTIONS B	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS C	100,80	0,00
CIC ACTIONS C	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS D	100,80	0,00
CIC ACTIONS D	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS E	100,80	0,00
CIC ACTIONS E	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS F	100,80	0,00
CIC ACTIONS F	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS G	100,80	0,00
CIC ACTIONS G	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS H	100,80	0,00
CIC ACTIONS H	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS I	100,80	0,00
CIC ACTIONS I	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS J	100,80	0,00
CIC ACTIONS J	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS K	100,80	0,00
CIC ACTIONS K	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS L	100,80	0,00
CIC ACTIONS L	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS M	100,80	0,00
CIC ACTIONS M	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS N	100,80	0,00
CIC ACTIONS N	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS O	100,80	0,00
CIC ACTIONS O	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS P	100,80	0,00
CIC ACTIONS P	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS Q	100,80	0,00
CIC ACTIONS Q	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS R	100,80	0,00
CIC ACTIONS R	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS S	100,80	0,00
CIC ACTIONS S	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS T	100,80	0,00
CIC ACTIONS T	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS U	100,80	0,00
CIC ACTIONS U	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS V	100,80	0,00
CIC ACTIONS V	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS W	100,80	0,00
CIC ACTIONS W	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS X	100,80	0,00
CIC ACTIONS X	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS Y	100,80	0,00
CIC ACTIONS Y	100,80	100,80	0,00	CIC ACTIONS Z	100,80	0,00
CIC ACTIONS Z	100,80	100,80	0,00			

VALEURS ÉTRANGÈRES

VENDREDI 16 AVRIL Cours relevés à 12h30

Liquidation : 29 avril

Europe	Précédent	Cours	Différence	Précédent	Cours	Différence
ALFA ROMEO	100,80	100,80	0,00	BMW	100,80	0,00
BMW	100,80	100,80	0,00	FERRARI	100,80	0,00
FERRARI	100,80	100,80	0,00	FIAT	100,80	0,00
FIAT	100,80	100,80	0,00	LANCIA	100,80	0,00
LANCIA	100,80	100,80	0,00	MAZDA	100,80	0,00
MAZDA	100,80	100,80	0,00	NISSAN	100,80	0,00
NISSAN	100,80	100,80	0,00	PEUGEOT	100,80	0,00
PEUGEOT	100,80	100,80	0,00	RENAULT	100,80	0,00
RENAULT	100,80	100,80	0,00	SEAT	100,80	0,00
SEAT	100,80	100,80	0,00	SKODA	100,80	0,00
SKODA	100,80	100,80	0,00	TOYOTA	100,80	0,00
TOYOTA	100,80	100,80	0,00	VOLVO	100,80	0,00
VOLVO	100,80	100,80	0,00			

BOUYGUES	224,10	224,10	0,00	BOUYGUES OFFS	100,80	0,00
BOUYGUES OFFS	100,80	100,80	0,00	BURSA	100,80	0,00
BURSA	100,80	100,80	0,00	CAP GEMINI	144,50	0,00
CAP GEMINI	144,50	144,50	0,00	CARSONE LOIRAIN	100,80	0,00
CARSONE LOIRAIN	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR	100,80	0,00
CARTELOIR	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00	CARTELOIR OFFS	100,80	0,00
CARTELOIR OFFS	100,80	100,80	0,00			

MÉDECINE Le nombre de diabétiques dans le monde est en pleine expansion. De 110 millions en 1994, il atteindra 300 millions en 2025, l'Afrique et l'Asie rattrapant peu

peu les Etats-Unis et l'Europe. **ENVIRON 90 % DES CAS** sont des diabètes de type 2, liés à des facteurs génétiques et de mode de vie, survenant après quarante ans,

associant une déficience en insuline à une résistance à cette hormone hypoglycémisante. **LA GRAVITÉ** de la maladie est surtout liée aux complications vasculaires neuro-

logiques, que l'on peut prévenir en maintenant un taux sanguin de glucose le plus proche possible de la normale (1,1 gramme par litre). **LE TRAITEMENT** repose sur l'hygiène

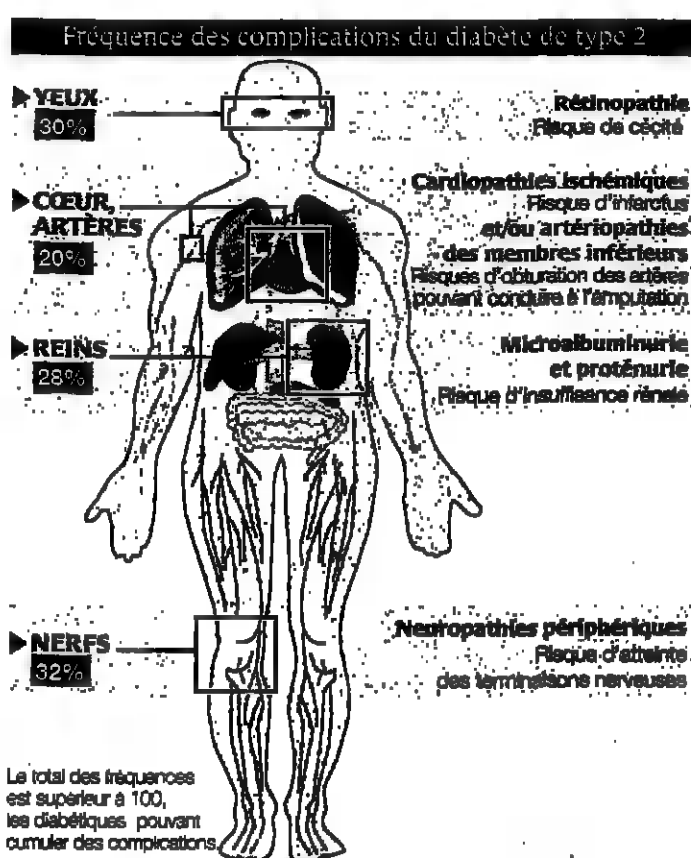
de vie, les thérapeutiques hypoglycémisantes mais aussi sur la correction de l'hypertension artérielle et des anomalies des taux de graisses dans le sang.

L'irrésistible ascension planétaire du diabète

Selon l'Organisation mondiale de la santé, le monde comptera 300 millions de diabétiques en 2025, soit un quasi-doublement en vingt-cinq ans. Le phénomène est universel et touche aussi les continents africain et asiatique, qui rattrapent les Etats-Unis et l'Europe

LES CHIFFRES de l'Institut international du diabète (IID), collaborateur de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), sont impressionnants : 110 millions en 1994, le nombre de diabétiques dans le monde passera à 175 millions en 2010 et à 239 millions en 2025. Le phénomène est universel. L'Europe, qui comptait plus de 18 millions de diabétiques en 1994, dépassera largement les 25 millions en l'an 2010. Aux Etats-Unis et, plus généralement, en Amérique du Nord, le taux de diabétiques, qui était déjà actuellement 5 % de la population, connaît un accroissement de 11 % en 2010. Dans le même intervalle, l'Afrique aura connu une augmentation de plus de 55 % du nombre de diabétiques. L'Asie, elle, comptera près de 46 % de diabétiques.

La fréquence du diabète suit le gradient de la puissance économique et la proximité du mode de vie occidental, les Etats-Unis servant de modèle. C'est que le plus fréquent des diabètes, celui de type 2 (classiquement appelé « non insulino-dépendant »), est le résultat de l'interaction de facteurs environnementaux et génétiques. Cette forme représente, selon les pays, de 80 % à 93 % de l'ensemble des diabètes, indique l'IID. En France métropolitaine, le type 2 représente 92 %



Le diabète de type 2, ou non insulino-dépendant, est le plus fréquent, apparaît généralement après quarante ans et s'accompagne de 80 % des cas d'une obésité. L'importance des complications est directement corrélée à l'ancienneté de la maladie. Après vingt-cinq ans d'évolution, un diabétique sur deux est touché par une neuropathie et/ou par une rétinopathie.

des cas, selon les données recueillies en 1994 par deux chercheurs de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), Cécile Delcourt et Emmanuelle Papoz.

ANTICIPER LE DÉPISTAGE

En France, la maladie a été reconnue comme une priorité de santé publique pour 1999 par la Conférence nationale de santé. Un engagement confirmé par le directeur général de la santé, Joël Ménard, lors du congrès « Diabète Paris 99 », organisé du 30 mars au 4 avril. Le diabète engendre, en effet, un coût humain et économique important. Les données disponibles sur la période 1970-1987 ont montré que le taux de mortalité par diabète est tant que cause principale avait été évalué de 18 à 11 pour 100 000 (décès), surtout chez les femmes, alors que le taux global de décès par diabète en cause principale était de l'ordre de 30 pour 100 000. Ce chiffre avait légèrement augmenté, particulièrement chez les sujets de plus de soixante-quatre ans, indique Cécile Delcourt et Laure Papoz dans leur ouvrage « Le Diabète et ses complications dans la population française » (Les éditions Inserm, 1996).

« L'atteinte rétinienne chez un diabétique, qui représente aux Etats-Unis la première cause des nouvelles cas de cécité entre vingt et soixante-quatre ans, touche 75 % des diabétiques de France après vingt ans d'évolution de la maladie », souligne le professeur Jean-

Raymond Attali, chef de service d'endocrinologie-diabétologie-nutrition de l'hôpital Jean Verdier, à Bondy (Seine-Saint-Denis). « Un diabétique sur cinq sera atteint par une complication neurologique et 15 % des diabétiques seront atteints de diabètes », poursuit l'ancien président de l'Association de langue française pour l'étude du diabète et des maladies métaboliques (Alfédiat).

« Chaque année en France, les complications diabétiques sont responsables de 5 000 amputations et de 15 % des angioplasties et pontages (traitement des occlusions artérielles et tout particulièrement des coronaires) », complète le professeur André Colquhoun (hôpital de la Pitié-Salpêtrière, Paris). Il rappelle, insiste-t-il, « la prise en charge du diabète représente 1 % du budget santé de la France, alors que l'on dépense entre 2 % et 2,5 % de PIB en diabète en métropole ». Les chiffres dans les DOM-TOM sont analogues aux taux américains.

L'un des problèmes essentiels est celui du dépistage, notamment du diabète de type 2, qui en général survient vers la cinquantaine et évolue de manière insidieuse. Nombre de diabétiques s'ignorent et le diagnostic intervient souvent à un stade déjà avancé. En 1998 le Haut-Comité de la santé publique, l'Académie française de diabète a révélé que « la plupart des diagnostics de diabète non insulino-

pendants sont posés à l'occasion d'un dosage systématique de la glycémie, au quart des hommes et 18 % des femmes présentant des signes de diabète ».

Le dépistage est au premier chef des sujets à risque de diabète de type 2 : enfants de diabétiques non insulino-dépendants, sujets obèses (indice de masse corporelle - rapport entre le poids en kilos et le carré de la taille en mètres - supérieur à 25), les femmes ayant donné naissance à des enfants de plus de 4 kilos ou ayant des antécédents obstétricaux d'une diabète gestationnelle. Récemment, l'Association américaine du diabète, l'OMS et, en France, l'Alfédiat ont successivement adopté de nouveaux critères diagnostiques.

NORMALISER LE SUJVI

La méthode de diagnostic a été simplifiée, avec une simple mesure du taux de glucose dans le sang à jeun ou non plus prélevée d'hyperglycémie provoquée, et la mesure du diabète ajustée sur le seuil de 1,26 gramme par litre (ou 7 millimoles par litre), et l'apparition des complications rétinienne, en lieu et place du 1,4 gramme par litre (7,7 mmol/l) précédemment. La valeur normale est un chiffre inférieur à 1,1 g/l ; les glycémies comprises entre 1,1 g/l et 1,26 g/l, qualifiant le « hyperglycémie à jeun non diabétique », constituent un marqueur de risque de survenue d'un diabète de type 2. Cette plus grande rigueur est basée sur une notion essentielle : plus on se rapproche de la normoglycémie, moins on risque de développer des complications diabétiques. Elle a été récemment confirmée par une vaste étude de prévention suédoise (UKPDS).

Parvenir à cette amélioration suppose le développement d'une politique de santé publique incluant l'éducation sanitaire, la promotion de l'activité physique, l'autonomisation et la responsabilisation des patients. Cela passe également par la normalisation des règles de suivi du diabétique, pris en charge quasi systématiquement par le médecin généraliste. La Direction générale de la santé devrait d'ailleurs diffuser dans les prochains jours une charte sur l'organisation des soins en diabétologie, comme elle a fait en mars 1998 pour la cancérologie.

Elisabeth

Paul Benkimoun

Une maladie génétique révélée par les changements de mode de vie

L'INCIDENCE du diabète non insulino-dépendant est en rapide augmentation partout dans le monde et, pourtant, il s'agit d'une maladie génétique. L'accroissement actuel du nombre de diabétiques est lié à la conjonction d'une sélection, au fil des millénaires, de gènes prédisposant au diabète et à la modification récente du mode de vie : l'activité physique faible, richesse calorifique d'une alimentation déséquilibrée et la maladie diabétique ne se déclare chez les sujets prédisposés génétiquement qu'après de longues années d'une alimentation trop riche et de sédentarité.

La recherche des gènes en cause n'a encore porté sur fruits que dans quelques sous-groupes particuliers de diabétiques : patients diabétiques chez lesquels l'altération du métabolisme glucidique résulte de l'anomalie d'un seul gène. Il s'agit du diabète de type MODY (Maturity Onset Diabetes of the Young), diabètes familiaux à début précoce. Dans ces cas (environ 5 % des

diabètes), la maladie est liée à l'existence d'un gène majeur impliqué le plus souvent dans la libération de l'insuline par le pancréas. On en a dénombré quatre jusqu'à présent. Mais, dans l'immense majorité des cas, le diabète serait le résultat de combinaisons de multiples gènes.

L'EXEMPLE CARICATURAL DES ÎLES NAURU

Ces populations qui ont vécu dans un environnement riche en gènes par endogamie offrent des exemples caricaturaux de cette évolution accélérée vers le diabète. Le plus connu est celui des habitants des îles Nauru, atoll peuplé de Micronésiens. Les habitants sont devenus phénoménalement riches... diabétiques. Ils ont abandonné la pêche et l'agriculture pour le far niente et la grignotage d'une nourriture entièrement importée d'Australie, qui les a rendus

obèses. Leur diabète était si grave que la maladie s'est déclarée chez des sujets encore jeunes et a été un sérieux frein à la reproduction, les femmes étant incapables de porter les enfants. L'espérance de vie a été réduite à quelques années. L'incidence du diabète a atteint des sommets inégalés ailleurs (jusqu'à 100 % de la population). La tendance s'est ensuite inversée, les sujets atteints pouvaient moins bien se reproduire que les sujets sains. Le nombre de diabétiques a ainsi baissé de moitié en l'espace de deux générations.

Pourquoi les habitants des îles Nauru ont-ils sélectionné les gènes du diabète de façon si rapide ? Sans doute parce que leurs ancêtres sont arrivés sur ces îles après de longs voyages en canot auxquels résistait surtout ceux qui avaient le plus de graisse au départ. Il faut ajouter que le quart de la population a péri de faim lors de l'occupation japonaise, entre 1942 et 1945.

Ce phénomène s'expliquerait par une dérive génétique dite d'« épargne » : dans

les sociétés d'approvisionnement alimentaire fluctuantes et généralement insuffisantes qui ont prévalu au cours de l'essentiel de l'histoire de l'humanité, les individus qui, génétiquement, avaient une capacité d'« épargne » plus développée étaient mieux à même de survivre car une plus grande proportion des calories qu'ils ingéraient lors des rares périodes d'abondance étaient transformées en graisses. Ils à qui ils surmontaient mieux le retour de la pénurie. Ces mêmes individus, qui ont reçu en héritage ces gènes du diabète autrefois protecteurs, sont confrontés aujourd'hui à la surabondance permanente et à la sédentarité et développent un diabète. Ce qui a apporté un avantage et permis à l'humanité de survivre - la moitié de la population mondiale est porteuse de ces gènes -, est aujourd'hui un sérieux handicap au maintien de sa santé.

Le traitement ne doit pas se limiter à la correction de l'hyperglycémie

En France, trop peu des malades sont soignés pour les pathologies associées

LES DERNIERS ACQUIS thérapeutiques éloquent : la prise en charge médicale d'un malade diabétique ne doit pas se limiter à la seule correction des chiffres de la concentration de sucre dans le sang. « Tout nous indique aujourd'hui qu'en corrigeant les chiffres de la glycémie, nous ne corrigeons pas la mortalité due à cette affection », a expliqué au mardi le professeur Gérard Slama, chef du service de diabétologie de l'Hôtel-Dieu à Paris. Une étude publiée dans The Lancet le 20 février a ainsi démontré qu'une prise en charge thérapeutique « multifactorielle » des malades souffrant d'un diabète de type 2 suivis durant trois ans permettait, comparé au traitement conventionnel, de ralentir de manière spectaculaire la survenue des complications rénales, cardiaques et nerveuses.

C'est, en d'autres termes, dire ment agressif (association de médicaments antihypertenseurs et hypoglycémisants) visant à corriger les diverses anomalies biologiques associées à la trop grande concentration sanguine de sucre. Pour autant, de nombreux symptômes montrent que les patients souffrant d'un diabète de type 2 ne bénéficient pas d'une telle prise en charge, le traitement du diabète demeurant limité à la seule correction de l'hyperglycémie. « Les médecins généralistes et les pouvoirs publics de notre pays parlent beaucoup de prévention primaire et secondaire, mais l'analyse des ordonnances des diabétiques de type 2 démontre que le décalage entre la connaissance de la maladie et la pratique quotidienne ne se réduit pas », souligne le professeur Philippe Piana (hôpital Saint-Louis, Paris) dans Les colonnes de La Revue du praticien - Médecine générale datée du 11 avril.

Cette situation, après les ténons de la recherche en diabétologie, met une nouvelle fois en lumière les failles de la formation

des complications qu'elle entraîne, d'un problème majeur de santé publique encore largement sous-estimé. Trop souvent perçue comme une fatalité, alors qu'elle n'est, pour l'essentiel, que l'une des conséquences d'un mode de vie caractérisé par une sédentarisation excessive et de trop grands apports caloriques, la maladie diabétique est loin d'être prise en compte à sa juste place. C'est ainsi que ceux qui souffrent sont encore loin de pouvoir bénéficier de tous les apports médicamenteux que leur état justifierait. Au-delà des traitements antihypertenseurs et hypoglycémisants, plusieurs exemples cités en témoignent.

LE VIAGRA REMBOURSÉ ?

Le premier concerne le Viagra de la multinationale Pfizer. Cette firme a financé en 1996 une étude qui a permis de démontrer l'efficacité de cette molécule chez les hommes diabétiques souffrant de dysfonctions érectiles, pathologie fréquemment rencontrée lors de l'évolution de la maladie. Publiée le

d'aucune demande de spécialistes de diabétologie ou de spécialistes de maladies pour obtenir la prise en charge de ce coûteux médicament lorsqu'il est prescrit à des hommes diabétiques. « Compte tenu de la croissance croissante des remboursements médicamenteux, nous sommes tentés de penser au Viagra comme à un médicament », affirme le professeur Slama. Les préoccupations financières plus aujourd'hui le Zenical, le multibiotique pharmaceutique Roche, ce nouveau médicament qui aide à lutter contre l'obésité et qui, à ce titre, pourrait être utile à de nombreux diabétiques. Or, tout en tenant un compte de la médicalisation, la firme a refusé de ne pas demander le remboursement de ce médicament et a fixé le prix mensuel du traitement à près de 600 francs, le rangeant de la sorte dans les médicaments de confort. De la même manière, on ne peut pas se passer de la prise de décision prise, en catimini, par les autorités sanitaires consistant à ne plus rembourser à tous les diabétiques les médicaments automatiques de

Une élévation du taux de sucre dans le sang

● Définitions. Le diabète est caractérisé par une élévation de la concentration de sucre (glucose) dans le sang. Cette concentration est sous la dépendance de plusieurs hormones, dont l'insuline, sécrétée par le pancréas, provoque une baisse du taux de sucre dans le sang. On distingue deux types de diabète : le type 1, qui apparaît généralement au cours de l'enfance, est dû à la destruction des cellules du pancréas qui fabriquent l'insuline ; le type 2, ou diabète non insulino-dépendant, de loin le plus fréquent, qui se manifeste après quarante ans et se caractérise par deux anomalies : une déficience en insuline et une résistance à l'insuline. Il s'accompagne d'une élévation de 60 % des cas.

● Physiopathologie. En condition normale, le glucose absorbé dans l'alimentation rejoint le sang après avoir franchi la muqueuse intestinale. L'élévation de sa concentration stimule la libération de l'insuline par le pancréas que cet organe est seul à fabriquer. L'insuline agit en activant les récepteurs des cellules, permettant le captage de

adipex. Le développement du diabète de type 2 chez un individu est dû à l'anomalie d'un ou de plusieurs gènes qui modifient soit la libération de l'insuline par le pancréas en réponse à une élévation de la concentration de glucose dans le sang, soit l'utilisation « normale » du glucose par les cellules. On parle alors de résistance à l'insuline, déjà présente avant le développement d'un diabète. L'influence d'un déséquilibre alimentaire et d'une obésité, un diabète vrai se déclare. **● Traitements.** Pour le diabète de type 1, le recours à l'insuline est indispensable. Le traitement du diabète de type 2 comporte d'abord un régime alimentaire destiné à faire maigrir les obèses et à rééquilibrer l'alimentation. Les malades, associés à la pratique de l'exercice physique. L'efficacité du régime est insuffisante, les antidiabétiques par voie orale lui sont associés : antidiabétiques hypoglycémisants (qui améliorent la libération de l'insuline), biguanides et thiazolidinediones (qui diminuent la résistance à l'insuline), ou inhibiteurs de l'alpha-glucosidase

... l'équipe... perpétuer l'

... nous en toute h

La formule de l'épreuve, peu rentable, sera modifiée en 2000

L'ARGUMENT EST MÉDIOCRE
L'ITF déplore la désaffection de nombreux joueurs et hauts responsables. Ils sont nombreuses les excuses : le peu d'engagement à jouer en Fed Cup arguant d'un calendrier trop chargé quand la compétition prend trois semaines de leur temps. Mais l'argument est

Elle est médaillée aux championnats d'Europe

Je t'en souffrir. Aux moqueries,
 L'humour, la dérision.
 Aujourd'hui, c'est moi le plus mon-
 strueux. Les parents viennent cher-
 cher à déplacer un meuble
 et à lever un ☐ ciment, rigole-t-
 on. Et puis, il faut voir l'aspect posi-
 tif des choses. Quand je fais mes
 je peux porter ☐ effort six
 fois. L'exercice me sert même
 profitable : je m'entraîne ☐ le
 travail. Un extra donc ☐ pour-
 rait fort bien ☐ passer.
 L'enseignant, Ingrid, nous pousse
 à aller plus loin. On porte la sa-
 lade, on fait du sport, on s'occupe
 d'altérophilie, on s'occupe de
 l'écologie, on s'occupe de la
 beauté, on a jet de pierre du
 monde. On a des ateliers de
 Vincennes, ☐ la ban-
 lière de Paris. Quatre à cinq
 heures de travail quotidien,
 tous les jours par semaine, ☐ fille par-
 faitement. On a un groupe
 de quinze garçons.
 rude ? Je ne sais pas, répond-elle.
 L'important, c'est d'aimer

Croatie : Iva Majoli, Silvija Talaja, Jelena Kostanic, Ivana Abramovic.
Capitaine : Vjeran Prisma.
Etats-Unis : Lindsay Davenport, Monica Seles, Chanda Rubin, Lisa Raymond.
Capitaine : Billie Jean King.
● Suisse-Slovaquie, à Zurich : en salle, synthétique.
Suisse : Emmanuelle Gagliardi, Caecilia Charbonnier, Miroslava Vavrinec.
Capitaine : Christine Mimler.
Slovaquie : Hennieta Nagyova, Karina Habsudova, Katarina Smolnikova, Janka Husarova.
Capitaine : Peter Vajda.

Le championnat de France de football de D1										
Classement	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Stade de Reims	20	19	17	8	4	3	4	▲	50	50
Metz	19	18	16	9	5	4	3	▲	49	49
Montpellier	18	17	15	10	6	5	2	▲	48	48
Nantes	17	16	14	11	7	6	1	▲	47	47
Angers	16	15	13	12	8	7	0	▲	46	46
Amiens	15	14	12	13	9	8	0	▲	45	45
Le Havre	14	13	11	14	10	9	0	▲	44	44
Bordeaux	13	12	10	15	11	10	0	▲	43	43
Paris SG	12	11	9	16	12	11	0	▲	42	42
Strasbourg	11	10	8	17	13	12	0	▲	41	41
11	10	8	17	13	12	0	▲	41	41	
12	9	7	18	18	14	1	▲	40	40	
13	8	6	19	19	15	2	▲	39	39	
14	7	5	20	20	16	3	▲	38	38	
15	6	4	21	21	17	4	▲	37	37	
16	5	3	22	22	18	5	▲	36	36	
17	4	2	23	23	19	6	▲	35	35	
18	3	1	24	24	20	7	▲	34	34	
19	2	0	25	25	21	8	▲	33	33	
20	1	0	26	26	22	9	▲	32	32	
21	0	0	27	27	23	10	▲	31	31	
22	0	0	28	28	24	11	▲	30	30	
23	0	0	29	29	25	12	▲	29	29	
24	0	0	30	30	26	13	▲	28	28	
25	0	0	31	31	27	14	▲	27	27	
26	0	0	32	32	28	15	▲	26	26	
27	0	0	33	33	29	16	▲	25	25	
28	0	0	34	34	30	17	▲	24	24	
29	0	0	35	35	31	18	▲	23	23	
30	0	0	36	36	32	19	▲	22	22	
31	0	0	37	37	33	20	▲	21	21	
32	0	0	38	38	34	21	▲	20	20	
33	0	0	39	39	35	22	▲	19	19	
34	0	0	40	40	36	23	▲	18	18	
35	0	0	41	41	37	24	▲	17	17	
36	0	0	42	42	38	25	▲	16	16	
37	0	0	43	43	39	26	▲	15	15	
38	0	0	44	44	40	27	▲	14	14	
39	0	0	45	45	41	28	▲	13	13	
40	0	0	46	46	42	29	▲	12	12	
41	0	0	47	47	43	30	▲	11	11	
42	0	0	48	48	44	31	▲	10	10	
43	0	0	49	49	45	32	▲	9	9	
44	0	0	50	50	46	33	▲	8	8	
45	0	0	51	51	47	34	▲	7	7	
46	0	0	52	52	48	35	▲	6	6	
47	0	0	53	53	49	36	▲	5	5	
48	0	0	54	54	50	37	▲	4	4	
49	0	0	55	55	51	38	▲	3	3	
50	0	0	56	56	52	39	▲	2	2	
51	0	0	57	57	53	40	▲	1	1	
52	0	0	58	58	54	41	▲	0	0	
53	0	0	59	59	55	42				

ne au régime républicain, bûche, capitale de l'équipe, pour venir les deux grandes championnes du moment : les athlètes religieuses des deux collèges. Il leur proscrivait de leur pays : Venus et Soeurs témoins de Jehovah. Mais, les joueuses françaises, qui pleurent que la Fédération nationale ne les ait pas consultées, n'ont n'ait pas laissé passer à la nouvelle formation. L'amour. Douvaine, en effet, que le tennis féminin vit d'or. Les joueuses de l'ATF, eux, ont en plus de l'ATF, qui voulait introduire les règles - suppression de l'avantage -, a décidé de la. Il y a jours, après les palpitants de Coupe Davis. En -end de Cup, les n'auront, elles, pas le convaincre leur fédérale laquelle

Bénédicte Mathieu

DÉPÊCHES

■ **JURÉS** Le juge Raffaele Gaetaniello, chargé de l'enquête sur le dopage dans la Fedatallien, a couronné une instruction judiciaire pour importation et commercialisation non autorisée de produits. Les enquêteurs ont découvert un réseau américain d'achat et de vente de produits italiens en Italie, via le site d'internet. Par ailleurs, Comité national olympique italien (CNOI) a proposé ■ classer l'affaire concernant les 24 joueurs du Parme qui, en juillet dernier, présentaient des hématoctres anormalement élevés... (*AFFR*)

■ **RUGBY** : Le comité directeur du Racing Club de France a vu, jeudi 15 avril, le dossier présenté par Eric Bouché, Franck Mesnel et Jacques Flouret pour leur prise de possession du club au sein de la LNR Rugby, au détriment du projet « Lenschenger », l'actuel vice-président de la Ligue française de rugby du RCF.

**ur de ne
numéro**

100-443887-100

173^{F*} **par**

En vous abonnant au Monde
vous êtes certain de ne manquer
rien et rendez-vous avec l'actualité.
Un dossier, un reportage, un article
important... Tout ce qui intéresse
votre intérêt. Vous recevez bien sûr
les éléments et cahiers
qui paraissent dans l'année.

* Offre d'abonnement postal valable uniquement en France métropolitaine jusqu'au 31/12/1999

هكذا من الأمل

Les « boutique hôtels »

Un concept fort pour des établissements situés au sommet de la hiérarchie hôtelière et qui suscitent des convoitises

LONDRES
L'expression « boutique hôtel » fut utilisée au début des années 90, en Australie et aux États-Unis, pour désigner un petit établissement luxueux, ayant peu de chambres mais des différentes et décorées avec un goût sûr. « La crème de la crème », comme disent, en français, les Anglais qui préfèrent parler, en anglais, de « Townhouse Hotel » (« hôtel de ville »). Cette nouvelle génération répond à un « besoin de personnalité » et de « style », dit Henry Chebaane, directeur du Hempel, un boutique hôtel londonien qui suscite des réactions vives. Pour Craig Markham, directeur des relations publiques de quatre autres, situés aussi dans la capitale britannique et regroupés sous l'appellation Firm Hotels, les boutique hôtels « sont apparus comme l'impulsion d'une clientèle sophistiquée, qui fait la différence entre les grandes

tandis qu'en 1989, à Paris, Grace Andrieu inaugure le Montalembert. L'enfant né. Le concept sera donné par la suite et bien malin qui dira précisément le jour. Le schéma est le plus près identique : un propriétaire privé donne l'impulsion et le style, un designer la réalise. Nigel Massey, auteur, avec Diane Coyne, du guide « The European Connection », de souligner que les boutique hôtels « sont créés par des gens qui ont réussi, voyagé, expérimenté et savent ce qu'ils veulent ». Ils façonnent des hôtels à leur image, pour une clientèle qui leur

Curieusement, les décorateurs sont souvent français. Schrager a appelé à l'aide Putman pour le Morgans, à Philippe Borel pour le Royalton et le Paramount, Christian Liaigre intervient au Mercer. Exceptions : la styliste Anouska Hempel et le couple Tim et Kit Kemp, qui dirigent eux. On constate deux styles, issus de deux cultures : l'un traditionnel, intime - « c'est comme rentrer, le soir, à la maison » - et discret, à l'américaine ; l'autre plus moderne, plus en scène, l'effet de surprise, à Miami ou à Sydney, où le Delano et le Medusa adoptent l'Art déco.

LE CAS DU HEMPEL

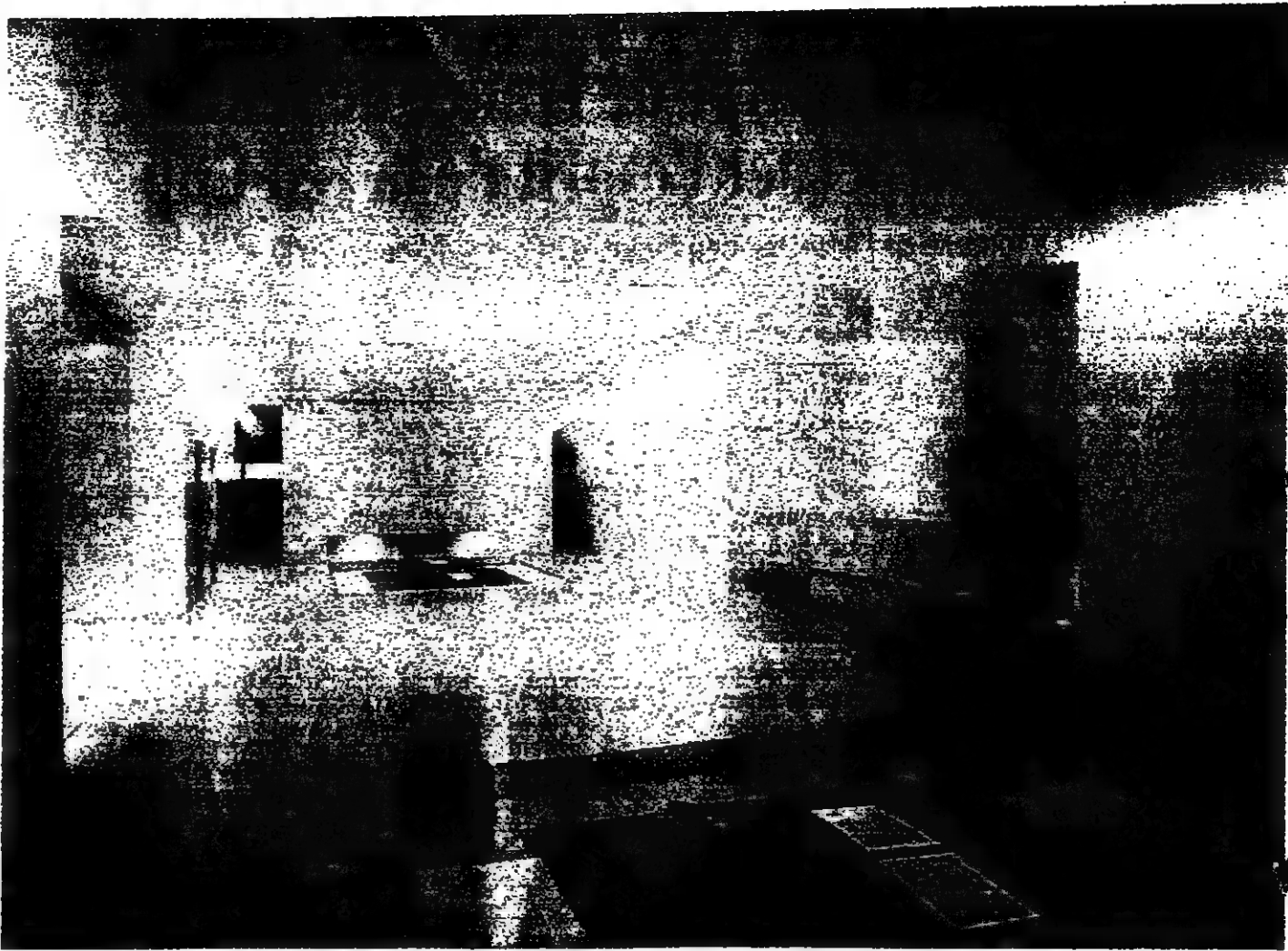
Parce que le boutique hôtel est plus représentatif, premiers à bénéficier d'un campagne de marketing sous ce vocable, citons les trois joyaux de l'élite Naylor-Leyland : le Dukes, le Saint-James's, et l'Egerton et le Franklin, le Knightsbridge. Mais aussi les bijoux de Tim et Kit Kemp : le Pelham à Kensington, Dorset House à Chelsea, le Dorset Square, à Marylebone et le Covent Garden, dans le quartier de même nom, et qui passe pour le plus réputé des quatre Firm Hotels.

A New York, la liste est brève : The Inn at Irving Place (12 chambres), le Box Tree (13 chambres), le Lowell (21 chambres, 44 suites), le Mercer (75 chambres) et, plus grand, le Mark, ralliant tous les suffrages. A Paris, appartenant tous à Grace Andrieu, l'élégant Lanterne, où, comme jadis Maria Callas, descend régulièrement une soprano universellement aimée, et le Montalembert. Sans oublier le Bristol et le Comptoir.

Cas à part, le Hempel. Alors qu'au Blakes, bonbonnière antique, Anouska Hempel considère l'accumulation d'objets d'art et de vivre, au Hempel (35 chambres, 6 suites, 6 appartements), ouvert fin 1996, elle a opté pour un jeu différent. Intellectuel. Dès l'entrée, décalée par rapport à la réception, où quarante-neuf orchidées blanches (7x7, 10x10, 15x15) auspiceux se dressent comme un « mur de silence » et une « barrière de spiritualité ». Jusqu'au restaurant où une musique obsessionnelle, fusion de sons américains, asiatiques et de bruits de la nature (inoubliable, le cri des baleines) hypnotise. Tout ici, style, rituel, dépouillement. Blanc, vide. Murs suspendus, meubles naturels, hommage au sens. On aime ou on rejette, passionnément.

Ainsi vont ceux que Christian Tyler, dans le Financial Times daté 3-4 avril, nomme les « baby grand », petits frères du Savoy ou du Crillon. Leur succès fait lever des convoitises, mais que l'appellation est déjà galvaudée par tous ceux qui voudraient profiter de l'auréole, les poids lourds américains veulent désormais « faire du boutique hôtels à la chaîne ». Ce qui pourrait faire sourire les énormes hôtels n'étaient en jeu. Car la fuite en avant est manifeste, les Américains construisent, risquent de la saturation. Starwood Hotels & Resorts, le numéro mondial, qui possède notamment Sheraton et Westin, et qui a voulu faire passer pour un boutique hôtel son W, inauguré à l'automne à New York, pourra-t-il profiter de l'expérience d'Ian Schrager pour créer une « ligne » à leur nom ? C'est possible mais, de l'avis de Grace Andrieu et Craig Markham, l'essentiel est à l'essence même du boutique hôtel.

Danielle Tramard



De Londres à Sydney en passant par Paris

LES « boutique hôtels »

figurent dans la collection des Guides de Rivages. Les auteurs sont très au fait de ce qui se passe dans leur ville. L'intérêt de ces guides, outre les photos, les cartes et les plans, est de donner des conseils et des astuces.

Hôtels et maisons d'hôtes de charme à Londres, d'Arnaud David et Isabelle Rebollo ; Hôtels et maisons d'hôtes de charme à New York, de Michelle Gastaut ; Hôtels de charme à Paris, de Jean et Tatiana de la Roche ; Hôtels de charme à Sydney, de Michelle Gastaut et Michelle de la Roche (216 p., 100 F, 16,8 €). Pour recevoir The European Connection 1999, de Diane Coyne et Nigel Massey, voir l'adresse.

(www.massey.co.uk) ou tél. : 00-44-171-930-76-86.

● Londres. Blakes (tél. : 00-44-171-370-6701), Covent Garden Hotel (tél. : 00-44-171-370-6701), Dorset Square Hotel (tél. : 00-44-171-370-6701), Dorset House Hotel (tél. : 00-44-171-370-6701), Egerton House Hotel (tél. : 00-44-171-370-6701), Franklin Hotel (tél. : 00-44-171-370-6701), The Halkin (tél. : 00-44-171-370-6701).

LES « boutique hôtels »

figurent dans la collection des Guides de Rivages. Les auteurs sont très au fait de ce qui se passe dans leur ville. L'intérêt de ces guides, outre les photos, les cartes et les plans, est de donner des conseils et des astuces.

Hôtels et maisons d'hôtes de charme à Londres, d'Arnaud David et Isabelle Rebollo ; Hôtels et maisons d'hôtes de charme à New York, de Michelle Gastaut ; Hôtels de charme à Paris, de Jean et Tatiana de la Roche ; Hôtels de charme à Sydney, de Michelle Gastaut et Michelle de la Roche (216 p., 100 F, 16,8 €). Pour recevoir The European Connection 1999, de Diane Coyne et Nigel Massey, voir l'adresse.

(www.massey.co.uk) ou tél. : 00-44-171-930-76-86.

● Londres. Blakes (tél. : 00-44-171-370-6701), Covent Garden Hotel (tél. : 00-44-171-370-6701), Dorset Square Hotel (tél. : 00-44-171-370-6701), Dorset House Hotel (tél. : 00-44-171-370-6701), Egerton House Hotel (tél. : 00-44-171-370-6701), Franklin Hotel (tél. : 00-44-171-370-6701), The Halkin (tél. : 00-44-171-370-6701).



Le Hempel, à Londres, ou l'éloge du vide, une perfection qui peut faire peur. Ci-dessus, la réception : murs suspendus, flammes courantes sur du gravier, jattes emplies d'eau ; ci-contre, une chambre : bois naturel et lin ; ci-dessous, le restaurant. A gauche, le Sloane, à Londres également.



Les parures éphémères pour le corps, une mode qui s'installe

RÉALISÉES pour le défilé haute couture de Thierry Mugler au mois de janvier, les motifs africains sur les jambes interminables du mannequin Debra Show ont demandé quatre heures à l'artiste new-yorkaise Melody Weir, spécialiste dans la peinture corporelle. Moins sophistiquées, les peintures éphémères du corps continuent leur ascension parmi les accessoires. En 1998, 600 000 tampons encraurs « Tattoo » à Bourjois ont marqué la peau des adolescentes, au point d'être considérées comme l'un des produits-phares de la marque.

Leader mondial de la beauté, L'Oréal continue cet été sa gamme ID avec des produits plus élaborés : le « mendi kit » composé d'un plateau fin et de pochoirs inspirés de l'art ancestral du henné. Bourjois lancera le mois prochain ses « Bijoux de peau », des pochoirs à l'essence même du boutique hôtel.

Lancée en janvier au salon Who's Next, une gamme de bijoux en plastique fin simule le henné, la bague au tour de ventre, les ongles de coiffure et instituts de beauté se convertissent aux arabesques du henné qui s'enroulent

Guide

● Henné. A l'Institut Hélanthe, de 100 F (15,2 €) pour un motif autour du nombril à 2 000 F (305 €) pour le dessin de la moitié du corps, d'une tenue de dix jours. 37, avenue Victor-Hugo 75016 Paris, tél. : 01-45-02-17-02. La paire de pochoirs pour les mains, 20 F (3 €). Maison franco-orientale, 19, rue Daubenton 75005 Paris, tél. : 01-47-07-07-57. A la reine de Saba, épicerie et institut de cosmétiques orientaux, 10 F (1,5 €) le pochoir et le tube de henné et de 100 F à 300 F (15,2 à 45,7 €) pour un motif sur place. 65, rue Greneta 75002 Paris, tél. : 01-40-41-90-95.

autour du nombril, des chevilles, des poignets, même si la plupart des adeptes ignorent la signification de ces calligraphies symboliques. Installée près de la Mosquée à Paris, dans le 5^e arrondissement, la Maison fran-

co-orientale reçoit d'ailleurs une clientèle nouvelle qui vient chercher des pochoirs pour la paume des mains. Après le corps, les gadgets d'un jour s'affichent maintenant sur le visage. Yves Rocher propose « Croqueuse de diamants », des perles autocollantes, Bourjois offre quelques « bijoux » ses poudres bonne mine. La marque Bourjois relancé le « de la mouche cet hiver. Un retour discret de ce grain de beauté d'apparat, croissant, en lune ou en étoile, qui ponctue les teints et amoncelait les humeurs des courtisanes, de « l'assassine » au coin de l'œil à « la galante » sur la joue. Lancôme s'inspire des romantiques. Pour accompagner les fonds de blanc et de pastels, la ligne Candide, le maquillage maison Fred Farrugia a créé « Larmes cristal », des gouttes de cristal Swarovski que l'on fait rouler au coin de l'œil ou au creux de la gorge.

Anne-Laure Quilleriet

Le Monde
A LA TELEVISION ET A LA RADIO

Le Monde des idées
LCI
Le samedi à 12h 10 et à 17h 10
Le dimanche à 12h 10 et à 17h 10
Le lundi à 9h 10 et à 18h 10

Le Grand Jury
RTL-LCI
Le dimanche à 18h 30

Le Grand Débat
FRANCE-CULTURE
Les 7 et 8 juillet de chaque mois à 21 heures

A la « une » du Monde
RFI
De lundi au vendredi à 12h 45 et à 19h 10 (semaine de Paris)

La « une » du Monde
BFM
De lundi au vendredi à 13h 06, 15h 03, 17h 40
Le samedi à 13h 06, 15h 03, 17h 40

Pluie et vent dans le sud

SAMEDI, une dépression se décale du Golfe de Gascogne vers la Méditerranée. La perturbation qui lui est associée domine des pluies parfois soutenues et du vent sur le sud. Plus au nord, ciel partagé entre éclaircies et nuages donnant quelques averses.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Les averses alternent avec les éclaircies. Ces dernières resteront timides et les nuages emporteront souvent sur le soleil, en particulier dans les pays de Loire. Un petit vent **SE** sur la pointe bretonne. Il fera de **11** à **17** degrés.

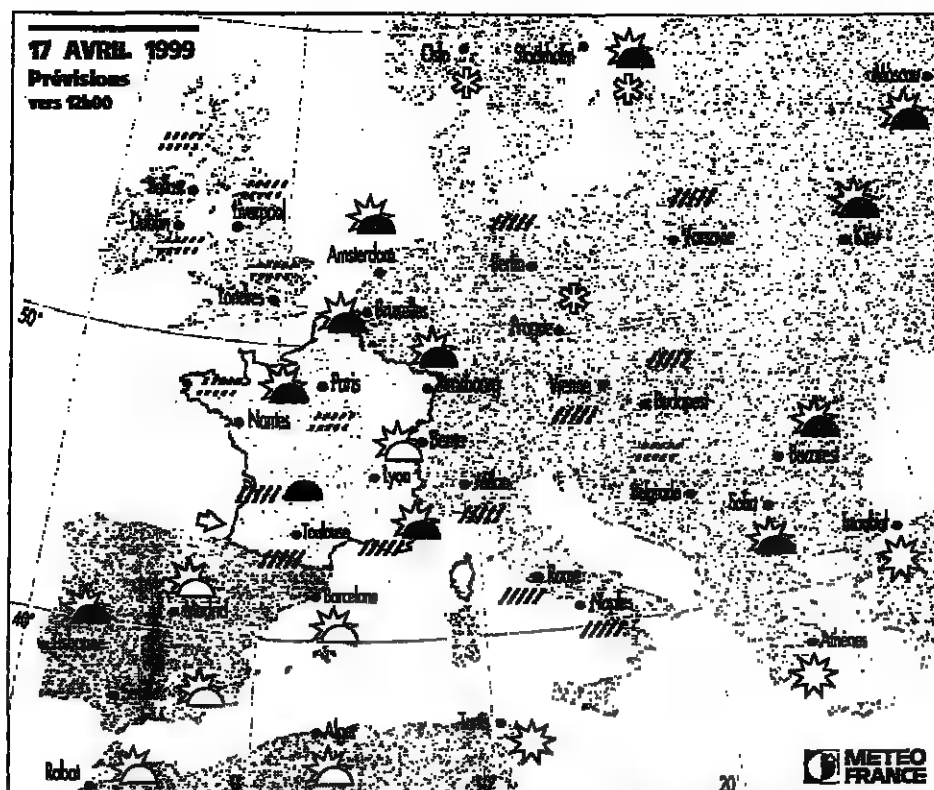
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardenne. - Des éclaircies alternent avec passages nuageux qui donneront, çà et là, quelques averses. Il fera de **10** à **12** degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Nuages et soleil se partageront la journée. Les pluies les plus menaçantes donneront, çà et là, quelques averses dans l'après-midi. Il fera de **11** à **13** degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Journée pluvieuse et ventée, plus calme en Poitou-Charentes. Les pluies seront parfois accompagnées de grésil ou d'un petit coup de tonnerre. Le vent de nord-ouest atteindra **90** à **110** km/h sur le littoral basque le matin, puis faiblira un peu. Il neigera au-dessus de **700** m sur les Pyrénées.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Sur le Limousin, l'Auvergne et le sud de Rhône-Alpes, les nuages donneront un peu de pluie et il neigera au-dessus de **500** m le matin, puis **1000** m dans la journée. Le soleil sera plus généreux au nord de Rhône-Alpes.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Les pluies s'intensifient sur le Languedoc-Roussillon la mi-journée, puis sur la région PACA et la Corse dans l'après-midi. Il neigera sur les Alpes du sud au-dessus de **500** m, puis **1000** m en soirée.



LE CARNET DU VOYAGEUR

LIBYE. La compagnie aérienne Alitalia reprendra à partir du **1er mai** des vols à destination de Tripoli, au départ de Rome et de Milan.

FRANCE. L'hôtel Martinez de Cannes vient d'être achevé la troisième et dernière phase des travaux de rénovation. Un effort particulier a été fait pour les personnes à mobilité réduite. L'établissement, membre du **Concorde**, dispose désormais de **393** chambres, dont **24** appartements. Réservations au **04-92-98-73-10**.

MAROC. Près de **600 000** Français se sont rendus au Maroc en **1998**, au cours de laquelle le pays a reçu, au total, deux millions de visiteurs. Un score qui explique l'importante campagne de promotion que le pays d'Afrique du Nord a décidé de mener en France au long de l'année 1999.

PRÉVISIONS POUR LE 17 AVRIL 1999

Ville par ville, les minima/maxima et l'état du ciel. **E**: ensoleillé; **N**: nuageux; **C**: couvert; **P**: pluie; **S**: neige.

FRANCE	NANCY	0/12 N	PARIS	7/15 P
ALGER	10/17 P	BARCELONE	15/22 S	ATLANTIQUE
AMSTERDAM	4/12 S	BERLIN	3/11 P	BRUXELLES
ATHÈNES	15/22 S	BELFAST	2/9 P	BUCAREST
BARCELONE	9/17 N	BELGRADE	12/16 P	BUDAPEST
BELFAST	2/9 P	BERLIN	3/11 P	COPENHAGUE
BELGRADE	12/16 P	BERNE	3/11 N	DUBLIN
BERLIN	3/11 P	BRUXELLES	6/12 S	DUBLIN
BERNE	3/11 N	BUCAREST	8/14 N	FRANCFORT
BUDAPEST	9/15 P	COLOGNE	2/9 P	GENÈVE
COPENHAGUE	2/9 P	DUBLIN	2/7 S	HELSINKI
DUBLIN	2/7 S	FRANCFORT	4/13 S	ISTANBUL
FRANCFORT	4/13 S	GENÈVE	3/6 N	VARSOVIE
GENÈVE	3/6 N	HELSINKI	4/13 P	
HELSINKI	4/13 P	ISTANBUL	15/22 S	
ISTANBUL	15/22 S	VARSOVIE	8/15 P	

11/20 N	VENISE	8/13 S	LE CAIRE	17/23 S
11/16 S	VIENNE	10/13 P	MARRAKECH	16/27 S
4/10 S	AMSTERDAM	15/25 P	NAIROBI	16/27 C
5/10 S	BRASILIA	15/25 P	PRETORIA	16/30 S
4/11 S	BUENOS AIRES	8/16 S	RABAT	17/19 N
5/12 S	CARACAS	24/29 N	TUNIS	12/22 S
7/14 P	CHICAGO	3/8 C	ASIE-OCCIDENTALE	
8/20 N	LIMA	18/23 S	BANGKOK	24/33 C
1/10 S	LOS ANGELES	15/24 N	BOMBAY	23/33 S
10/17 S	MEXICO	13/21 C	DAKAR	21/30 S
1/7 S	MONTREAL	2/10 C	DUBAI	21/30 S
8/19 N	NEW YORK	11/16 C	HANOI	25/31 C
4/8 S	SAN FRANCISCO	10/17 N	HONGKONG	22/27 C
9/16 N	SANTIAGO	5/25 S	JERUSALEM	13/27 S
12/21 S	TORONTO	5/10 C	NEW DELHI	23/33 S
8/15 P	WASHINGTON	12/17 C	PEKIN	16/25 N
1/17 S	ATLANTA	10/20 N	SEOUL	10/18 C
12/18 N	DAKAR	23/31 N	SINGAPOUR	28/31 P
8/15 P	KINSHASA	23/31 N	SYDNEY	16/21 N
			TOKYO	12/20 N



SPORTS D'HIVER

Conseils aux automobilistes

LES DÉPARTS des vacanciers pour la période des congés scolaires de la fin de l'année scolaire de la zone B (académies d'Alsace-Moselle, Amiens, Besançon, Dijon, Lille, Limoges, Nancy, Orléans-Tours, Poitiers, Reims, Strasbourg) qui que la zone A (académies de Caen, Clermont-Ferrand, Grenoble, Lyon, Montpellier, Nancy-Metz, Nantes, Nice, Toulouse) achève sa première semaine. L'ensemble des perturbations majeures sur les routes, et si les routes sont plus importantes que d'habitude.

En Ile-de-France, ce premier départ ne devrait provoquer, selon les prévisions de la Sécurité routière, qu'un léger surplus de circulation le 16 avril, sans risque d'une dégradation des conditions de circulation. Samedi, la surcharge de circulation ne devrait pas entraîner de difficultés majeures.

En province, des départs vers la Normandie et la façade atlantique ainsi que vers les stations de montagne sont attendus, alors que l'écoulement des retours du sud vers le nord-est sur l'A 31. Les vacances des départements de la zone B prennent fin en fin de semaine.

Le tunnel du Mont-Blanc est fermé à la circulation pour tous les véhicules depuis le mercredi 24 mars. La circulation est déviée par le tunnel du Fréjus pour une durée indéterminée. La prévention routière conseille:

- aux usagers de l'autoroute A 6 circulant dans le sens Paris-Lyon, de suivre la direction de Chambéry (A 43) et enfin la direction de Turin par le tunnel du Fréjus (A 43 et N 6);
- aux usagers de l'autoroute A 11 dans le sens Dole-Bourg-en-Bresse, de prendre l'A 40, puis l'A 42 en direction de Lyon, puis le contournement de Lyon, la direction de Chambéry (A 43) et enfin la direction de Turin par le tunnel du Fréjus (A 43 et N 6);
- aux usagers de l'A 11 à proximité de Genève de prendre l'A 41 jusqu'à Chambéry, puis la direction de Turin par le tunnel du Fréjus (A 43 et N 6).

Les hauteurs de neige dans les stations

VOICI les hauteurs d'enneigement au jeudi 15 avril. Elles nous sont communiquées par l'Association des maires et stations françaises de sports d'hiver qui diffuseront aussi ces renseignements sur son site internet: www.ski-france.fr.

Le premier chiffre indique, en mètres, la hauteur de neige au bas des pistes; le second, la hauteur des pistes.

HAUTE-NORMANDIE
L'Alpe d'Huez: 177-350; Alpe du Grand-Serre: n.c.; Aude-en-Oisans: 50-120; Antrons: n.c.; Courchevel: 130-150; La Clusaz: 80-100; Méaudre: n.c.; Saint-Pierre-de-Chartreuse: n.c.; Sept-Laux: n.c.; Villard-de-Lans: n.c.

HAUTE-SAOIE
Avoriaz: n.c.; Les Carroz-d'Arches: 35-50; Chamouk: 60-300; Châtel: 85-250; La Clusaz: 30-300; Combloux: 65-250; Les Contamines-Montjoie: 10-230; Flaine: 190-670; Les Gets: 50-180; n.c.; Orcières-Merlette: 50-130; Orres: 50-110; Pralognan: 20-110; Puy-Saint-Vincent: 20-110; 1850: 20-65; Le Saize-Super-Sauze: 15-150; Serre-Chevalier: 30-90; Superdévoluy: 50-140; Valberg: n.c.; Val d'Allos/Le Seignus: 40-80; Val d'Allos/La Foux: 50-70; Vars: 15-55.

SAVOIE
Les Arcs: 95-338; Arches-Beaufort: 20-300; Aussois: 40-50; Bonneval-sur-Arc: 80-180; Courchevel: 133-295; La Combe: 80-100; Courchevel: 133-295; La Tignes: n.c.; Crest-Voland-Corbières: 90-205; Flumet: n.c.; Les Menuires: n.c.; Les Menuires: 80-230; Saint-Martin-Belleville: 230-250; Méribel: 60-240; La Norma: 20-90; Notre-Dame-de-Bellecombe: 80-180; La Plagne: 135-350; La Plagne: 135-350; Saint-François-Longchamp: 170; Saint-Sorlin-d'Arves: 55-150; Les Tignes: 60-225; Tignes: 144-300; La Toussuire: 80-120; Val-Ce: 30-180; Val-Fréjus: 15-80; Val d'Isère: 100-250; Valloire: 40-225; Valmeinier: 40-205; Valmorel: 75-215; Val-Thorens: 100-250.

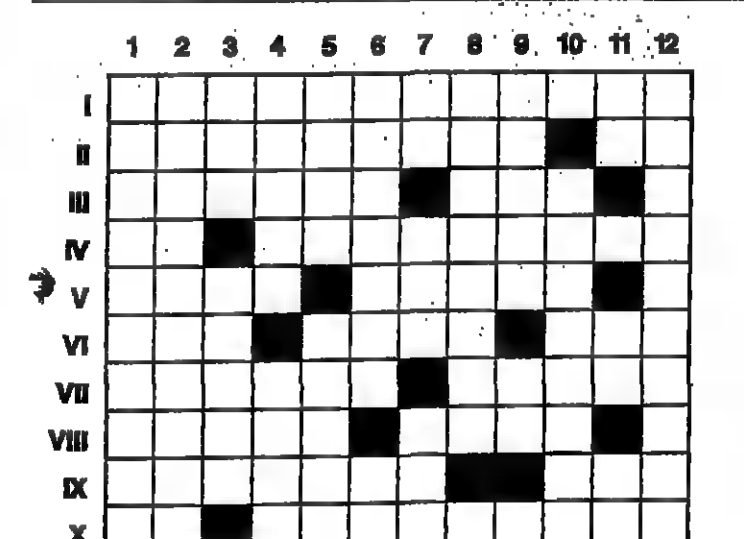
ALPES DU SUD
Auron: 30-70; Beuil-Les-Lanès: n.c.; 55-148; Montgenèvre: n.c.; Orcières-Merlette: 50-130; Orres: 50-110; Pralognan: 20-110; Puy-Saint-Vincent: 20-110; 1850: 20-65; Le Saize-Super-Sauze: 15-150; Serre-Chevalier: 30-90; Superdévoluy: 50-140; Valberg: n.c.; Val d'Allos/Le Seignus: 40-80; Val d'Allos/La Foux: 50-70; Vars: 15-55.

NEIGE ET EAU. La station de La Clusaz

La station de La Clusaz, en Haute-Savoie, ferme ses 132 kilomètres de pistes à nombreuses remontées mécaniques le dimanche 25 avril et mettra fin ainsi à une saison particulièrement faste. Mais avant de donner rendez-vous aux skieurs pour l'an 2000, les responsables de l'animation de la station organisent une compétition de glisse sur neige et sur eau. Le « Dely Foly du plus rapide » se disputera le dimanche 25 avril à la plus grande fin de saison. Au programme, une prise en neige maximum sur les pistes enneigées, tenter de franchir le lac des Confins. Spectacle à voir, ou auquel participer, le dimanche 25 avril. Renseignements au 04-50-32-65-04.

PRIX EN BAISSE. L'Alpe d'Huez, jusqu'au 24 avril, les formules « tout compris ». Elles incluent les jours de forfait et sept nuits d'hébergement, le petit déjeuner, à partir de 3 014 francs (459,5 euros) par personne en hôtel 2 étoiles demi-pension et à partir de 1 009 francs (153,8 euros) par personne en appartement. Option matériel de ski complet standard à 420 francs (64 euros) par personne pour 7 jours. Réservations au 04-76-11-44-44.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT
1. Avec lui, sûr qu'il aura... - 2. Pour ne pas oublier... - 3. Vient d'arriver... - 4. Départ matinal... - 5. Travaille en usine. Manuel un peu touche-à-tout... - 6. Fait ronds... - 7. Personnel. Mit dans l'ensemble... - 8. Ont besoin de piles pour... - 9. Difficile à atteindre. Dérivé et fidèle... - 10. Pour pêcher... la mise en... - 11. Marque la licence... - 12. Porteur d'or noir.

VERTICALEMENT
1. Suit de près... - 2. Comme deux ronds... - 3. Couche plus ou moins épaisse. Mauvaises habitudes prises... - 4. Le feu au pavillon. Maman levait... - 5. Changer cordes... - 6. Ouvrures en façade... - 7. Recommandé... - 8. Egérie. Ois... - 9. Tolérance... - 10. Rut... - 11. SOEN... - 12. A-man... - 13. Nabis... - 14. MST. AB... - 15. Espoo. Pris... - 16. Nasillarde... - 17. Transition.

PHILATÉLIE

Survol de Dieppe
(1958). Etréat, d'après Delacroix (1967). Tancarville (1959). Saint-Wandrille (1949). Jumièges (1954). Le timbre, au format horizontal 36 x 26 mm, est gravé par Eve Luquet, imprimé en taille 100 en feuilles de quarante. Sa sortie anticipée aura lieu à Dieppe les 17 et 18 avril, au bureau de poste temporaire « premier jour » de l'hôtel de ville.

Vivre à Strasbourg
Vendredi 23 avril, La Poste et La Monde organisent l'opération « Vivre à Strasbourg », au Palais des fêtes, 5, rue Sellénick. A cette occasion, La Poste propose, de 14 heures à 15 h 15, un débat, animé par Pierre Julien, sur la pratique de l'avenir de la philatélie en Alsace (entrée gratuite). Participeront à ce débat: Robert Echart, président de l'association philatélique Postale; Paul Frick, président du groupement régional Alsace-Belfort; Eugène Lacque, concepteur de timbres-poste; Louis Jung, président de la philatélie Union; Jean-Pierre Bournique, président de la SPAL; Antoine Di Maggio, directeur du Service national des timbres-poste. Les collectionneurs pourront expédier leur courrier au bureau de poste temporaire ouvert sur place et doté d'un cachet spécial.

DÉPÊCHES
EXPOSITIONS. Ken Cargo, l'Amicale philatélique de Colombes proposent jusqu'au samedi 17 avril « Correspondances », une exposition d'art postal inspirée par le timbre le courrier (Espace 4-Chemins, 145, boulevard Charles-de-Gaulle, Colombes). La Galerie (9, rue Guénégaud 75006 Paris) présente jusqu'au 15 mai « Magazine littéraire - Trente ans de couvertures », une exposition d'œuvres réalisées pour ce mensuel par Raymond Moretti, auteur, par ailleurs, de seize timbres-poste.

سكوا من الأصل

PRINTEMPS DE BOURGES
Trois des plus brillants représentants de la scène belge - DAAU, Zita Swoon et Deus - animent, vendredi 16 avril, la soirée « Anver's Burning ».

Héritiers d'Arno, puis de la vague électronique de Front 242, ces formations d'outre-Quévrain ont pu de points communs, si ce n'est l'absorption de mille influences qui contri-

buent à bâtir une identité singulière, et le désir de goûter à l'art sans exclusive, sans hiérarchie. ● FONDÉ par trois étudiants en art - Stef Kamil Carls, Rudy Trouvé et Tom Barman

-, Deus a bouleversé une scène flamande déjà prospère. L'alchimie de blues et de pop expérimentale pratiquée par le groupe a connu un succès fulgurant en Angleterre, avant

d'inspirer de nombreuses autres formations anversoises. ● EN CONCERT le 17 avril, le groupe lyonnais High Tone est issu du système de sélection du festival berruyer.

Deus, pygmalion d'un rock belge en effervescence

Le groupe anversoise, né dans l'ambiance houblonnée des cafés-concerts, a influencé toute une génération de musiciens flamands avec son alchimie de blues et de pop expérimentale. Il anime, vendredi 16 avril, la soirée « Anver's Burning », aux côtés de ses compatriotes DAAU et Zita Swoon

BOURGES
de notre envoyé spécial
« Putain, putain, c'est tellement bien ! On est quand même tous des Européens », brailait Arno, à la tête de son groupe TC Matic, à l'orée des années 80. Il y avait de la provocation, du sarcasme dans la voix du « Tom Waits d'Ostende », mais aussi une vitalité qui explique aujourd'hui encore la vitalité des héritiers de ce flamand francophile, parain du rock belge. Trois des plus brillants d'entre eux - DAAU, Deus, Zita Swoon - animent à Bourges, vendredi 16 avril, la soirée « Anver's Burning ». Mais beaucoup d'autres groupes de Flandres mériteraient un moment de gloire : Ozark Henry, Soukwa, Dead Man Ray, Arid, les Pop, les... Peu de vrais points communs musicaux entre ces artistes, mais une caractéristique en partage : l'absorption de mille influences pour une identité singulière.

Depuis quinze ans, le Bruxellois Kenny Gates observe, à la tête de FIAS - un des principaux distributeurs et labels discographiques belges -, les particularismes de cette scène musicale. « Faire du rock est ancienne, explique-t-il. La Belgique a toujours été un pays à cœur de l'Europe, nous avons absorbé ce qui venait de France, d'Allemagne, d'Angleterre - et donc des États-Unis ».

BREL ET NEWBORN
Si beaucoup de musiciens belges ont naturellement été attirés par la francophonie, ceux de Flandres se sont rapprochés de la culture anglo-saxonne. « Nous avons été un des premiers pays européens à être précisés Kenny Gates, à consommer des films américains, à recevoir MTV ». La radio comme Studio Brussel n'a pas été étrangère aux pointures du public belge.

Des personnalités décisives ont fait fructifier ces prédispositions. TC Matic puis Arno en solo, à la tête des blues, de Brel et de la new wave ; une vague électronique anversoise de la techno avec Telex, puis Front 242. Un creux ensuite, avant qu'Anvers ne devienne en effervescence au début des années 90. Dans l'ambiance houblonnée de café-concerts - comme le Muziektheater (« la boîte à musique ») -, une jeunesse surgissait,

désireuse de goûter à l'art, sans hiérarchie. « Je n'ai jamais fait de différence entre une pièce de théâtre, une peinture, un spectacle de cirque et un groupe comme le nôtre », explique Stef Kamil Carls, ancien membre de Deus, aujourd'hui leader de Zita Swoon. Le rock tient un rôle fédérateur. Pas n'importe quel rock. Dans les bars d'Anvers, on a un goût pour l'avant-garde, celle du blues de Captain Beefheart, des audaces de Zappa, celle des guitares de la Factory new-yorkaise.

Les talents se font leurs passions en commun. Trois étudiants en art - peinture pour Stef Kamil Carls et Rudy Trouvé, cinéma pour Tom Barman - fondent Deus et bouleversent la scène nationale. Ils détournent l'Angleterre néo-classique. « La musique n'est pas prête à accepter notre originalité », se souvient Filip Eckmans, le manager du groupe. En Angleterre, la presse s'est emballée. Nous avons signé un contrat avec le label Island. A notre retour, les portes se sont ouvertes et les maisons de disques belges se sont mises à signer des artistes locaux. La musique produite par Deus - adaptation libre du blues et de la pop expérimentale - n'avait plus d'équivalent. Deux premiers albums - Worst Case Scenario et In a Bar, Under the Sea - témoignent d'une alchimie explosive. Pulsant, son énergie dans la confrontation, le groupe était condamné à l'éclatement.

Rudy Trouvé préfère s'isoler pour se consacrer à la peinture et à des expériences encore plus extrêmes. Il est un label,



Tom Barman, fondateur de Deus avec Stef Kamil Carls et Rudy Trouvé.

un autre laboratoire. D'abord baptisé Moondog Jr., il est transformé en Deus pour un premier album censé recréer la bande musicale d'un film de Murnau (Sunrise), puis un second, l'excellent I Paint Pictures on a Wedding Dress, ressassant en

chansons son agitation excentrique. Tom Barman continue avec d'autres aventures Deus. The Ideal Crash, leur troisième album, d'orientation plus conceptuelle en Belgique, a eu grand succès. « Nous avons su inventer un univers qui ne

préoccupait d'un succès grand public, qui n'est en toute façon jamais colossal ». On peut reprendre l'expression que Stef Kamil Carls dit emprunter à Captain Beefheart : « It's cool to be yourself ».

Stéphane Davet

Pierpoljak, rasta blanc et français

BOURGES
de notre envoyé spécial
C'est la veille des élections européennes d'Armen et de Matnash, le reggae a fédéré plus de 100 jeunes sous un chapiteau qui, vu l'ambiance, portait mal son nom d'« Igloo ». La France est particulièrement sensible au moment aux ingrédients de l'alchimie jamaïcaine : contretemps tropicaux, mélodies sensuelles, conscience sociale. Une vraie formule magique. Comme du rap qui a le sens de la fête et de la fête. Dans un nuage de ganja, on est venu applaudir les héros de

Kingston - The Rastafarians, Ras Michael - et célébrer des rastas blancs qu'on trouve dans la langue de Brasseurs. Lentement mais sûrement, la carrière de Pierpoljak se transforme en phénomène. Sa tournée fait à plein, son dernier album, Kingston Karma, s'approche du disque d'or. Le grand gaillard fait comme la tête d'une écharpe aux couleurs jamaïcaines. Sous ce couvre-chef, une gueule rasta se marie par une barbe de quinze jours. Une simple chemise de hockey ne cache pas les tatouages, souvenirs de son parcours de musicien.

Avant de connaître la révélation mystique du reggae, le rude boy de Colombes n'a pas aimé les films de la rue. Sauvé par sa passion de la musique, il a assimilé la culture jamaïcaine à travers les fantômes. Au point de reproduire en français l'accent insulaire, d'enregistrer son album à Kingston et de jouer en concert avec un batteur de légende, Lee Roy Housheer, ancien complice

de Bob Marley. La performance de Pierpoljak n'est pas que mimétique. S'il a retenu les éléments les plus mélodiques du reggae des années 70 - avant d'équilibrer entre mélodie et mélodique (quelle section de cuivres !), groove sudatoire et spiritualité -, il réussit aussi à imposer sa marque. « Ambiance », tournant, le chanteur jongle avec naïveté et malice. Cultivait l'horticulture appliquée au chant. Dès au côté de Lee Roy, Pierpoljak libère à l'extrême les canons du reggae pour une introspection touchante.

Sur la sérénité et la communion perce aussi une vieille haine du bourgeois et de l'autorité publique (Police). Mais que Bourges lui fait un triomphe, Pierpoljak chante sa dette à la Music (« Seule la musique aurait pu m'arracher à cette cellule, elle m'a fait l'âme, le signe que j'ai m'arracher du banditisme, elle m'a fait »). Histoire de rédemption. Une histoire vraie.

S. D.

INSTANTANÉ BONNES NOUVELLES DES PAPYS

Il n'y a pas de honte à afficher son âge dans un festival de jeunes. A Bourges, les papys sont là aussi. Ils sont même assez bons danseurs, guitaristes hors pair et charmeurs de femmes, toujours. La première escouade d'anciens partie à l'appel du public le 15 avril vient de Cuba et porte le poids des ans dans l'histoire de son nom : Vieja Trova Santiaguera, les vieux de la Trova de Santiago de Cuba, cinq hommes en costume noir, futes, effrités, qui jouent de la guitare, du tres, du bongó, miment le mouvement tremblotant, bougent la ceinture et dansent. El Perico de Miguel Matamoros, où il est précisé qu'il « faut mieux avoir une expérience dans les parages, au cas où », vient d'accélérer la cadence.

Sur la scène de la Maison de la Culture de Bourges, ils font, disent-ils, en sorte de rafraîchir l'atmosphère, à la façon d'un verre de rhum local pris avec un café fu-

rant un plein cœur. Danser à 80 ans ? Les uns de la Vieja Trova jouent d'ailleurs à l'ombre de leur compatriote de La Havane, Compay Segundo, les emportant par le succès de l'anti-salsa, qui se démarque, langoureuse, mais sans éternement aucun. D'autres à l'initiative de formations, tels l'Orquesta Aragon ou le Septeto Habanero, qui dansent l'époque du tango. Baptiste, ont été recrutés à Cuba après chute du mur de Berlin et la fin de l'ère soviétique. La Vieja Trova a été formée en 1991 par exploration des bars de Santiago.

Deux étages plus bas, à la Souta, T Model Ford, du nom d'une voiture qu'il a beaucoup aimée dans sa jeunesse, 75 ans (environ), joue du blues du Mississippi. Les jeunes amateurs de techno-punk du Fat Possum, reconnaissants, l'ont détourné du fond du Delta. On tombe à vêtir, on danse le rock. T a un jean éculé, une casquette, une chemise de flanelle, « Oh baby, oh baby » - guitare, basse. En haut, la salle reprend « Como yo, como yo ». La musique n'a pas d'âge.

Véronique Mortaigne



High Tone, quatre chanteurs, un étudiant et le dub

LYON
de notre envoyé spécial
Ils appellent ça la crypte. Le froid y est vif. C'est un bunker exigu au sous-sol de la rue de la République. Indescriptible : dans tous genres, instruments, objets non identifiés et bouteilles de Coca-Cola... Mais comme à Lyon, sur la colline de la Croix-Rousse, quartier « alternatif », il y a un nombre de groupes au carrefour du rock, du reggae, de la musique électronique. « On est fier de ce quartier. On y habite. Nous, c'est les pertes » - en référence aux rues qui descendent vers le centre-ville. « Nous », c'est High Tone, locataire - 180 francs par mois et par musicien - de la crypte partagée avec d'autres groupes.

High Tone est « dub ethnique », version instrumentale d'un reggae à la rythmique lourde, enrichie par des claviers et les effets sonores d'un DJ. A vérifier samedi

17 avril, au Printemps de Bourges, dans la section « Découvertes ». Ils sont cinq, ont vingt-trois ans environ, et sont à l'aube de la connaissance. Dominique Peter (batterie) et Fabrice Oresta (basse) ne font pas la fine bouche devant une invitation prestigieuse. « On est dans une branche aléatoire, mais ça fait plaisir de participer à une institution, même un peu « cadrée ». L'évolution de la programmation vers des sons underground est excitante. On connaît à peu près tous les groupes programmés ».

« IL FAUT Y CROIRE »
Pour être à la partie, High Tone a envoyé une cassette à l'Antenne Rhône-Alpes du Printemps. « On était plus à l'aise dans ce cas, on a pu se faire entendre ». « Compétition-tremplin » à Brise-Glace à Annecy. C'est tendu, mais des amis ont eu une demi-

heure pour convaincre. Il en est resté deux. Cap au nord et High Tone. Le groupe aura également une demi-heure, à la Souta de Bourges, entre deux autres formations, pour présenter leurs compositions, pour professionnels, producteurs, programmeurs qui viennent faire leur marché à Bourges. « C'est plus à la promotion que le spectacle, mais c'est super important ». Le succès du Printemps est à la limite pas à ce tremplin. Dominique Peter couvre d'éloges Eric Belkhirat, responsable bénévole de l'Antenne Rhône-Alpes, qui leur a déniché 30 000 francs de divers.

High Tone vit une période étrange, entre confidentialité et notoriété. Les professionnels les suivent de près, ils sont en tournée - vingt dates en trois mois -, remplissent des salles de 200 à 300 places, ont joué devant

5 000 personnes dans un festival de la vallée de la Saône, sont apparus aux Transmusicales de Rennes, ont sorti deux maxis, apparaissent sur des compilations de dub, publient leur premier album en novembre. Ils disent : « garder les pieds sur terre ».

C'est la moindre des choses pour un groupe qui a deux ans d'existence, réside dans une cabine de 15 m², s'autogère et joue une musique sans mélodie ni chant, travaillant « le rythme et la texture du son ». En attendant leurs cartes d'intermittents du spectacle, ils sont quatre chanteurs et un étudiant : « Il y a des passages un peu contractés avec nos familles. Mais il faut y croire. Si on avait un boulot la journée, on n'aurait pas envie de se foutre le soir du son dans la gueule ».

Michel Guerrin

Belphegor s'invite aux dix ans de l'Auditorium du Louvre

Le film, modèle du genre cinéroman, sera présenté en quatre épisodes, samedi 17 avril

EST-IL POSSIBLE d'ignorer Belphegor, insaisissable fantôme capé et masqué noir qui a transi, sous le signe du crime et du mystère, les nuits de quelques générations de télespectateurs ? L'affaire a été étudiée depuis et l'aimable visage de Juliette Gréco découvert sous le rictus impavide du masque, Belphegor n'en persiste pas moins à hanter l'imagination, de la même façon qu'il se coulait nuitamment dans les allées du Louvre pour y commettre ses crimes.

Figure de l'épouvante, Belphegor semble traverser siècles, sociétés et cultures aussi aisément que les murs. Son histoire est plus longue qu'on ne croit. Elle réunit les rites cananéens et la série télé, la littérature et le cinéma. C'est un personnage populaire n'a jamais été produit et véhiculé par les médias et les arts. A l'origine était une divinité moabite mentionnée à diverses reprises dans la Bible sous le nom hébraïque de Baal Peor, dont le culte idolâtre est assimilé à celui de la nudité et de la chair.

A l'autre bout de la chaîne, le film-feuilleton par Claude Barma en 1964, dont le

succès ne se dément pas. Entre ces points, le maillon manquant aura été le film de 1926, qui sera présenté samedi 17 avril, en quatre épisodes consécutifs, à l'Auditorium du Louvre. A la lumière de la littérature populaire et du cinéma, il se rattache au genre du cinéroman, créé en France pour lutter - déjà - contre l'invasion des serials américains sur les écrans. La spécificité du cinéroman consiste à adapter au cinéma le principe du roman-feuilleton, chaque segment cinématographique se doublant de la publication du texte correspondant dans la presse, l'édition complète du roman couronnant généralement le tout. Le cinéroman correspond à un mode de production spécifique destiné à séduire le public.

HÉROS MASQUÉ

Le genre est inauguré en 1917 par *La Nouvelle Aurore*, qui réunit l'écrivain Gaston Leroux et l'acteur-réalisateur René Navarre qui deviendra, lors de sa création en 1919, le directeur artistique de la Société des cinéromans. Son contrat draconien : il doit superviser quatre films par an, comportant chacun douze épisodes livrés à un rythme



L'adaptation de 1926 a été écrite par Arthur Bernède, aussi scénariste de « Judex » de Louis Feuillade.

hebdomadaire. Une « écurie » de romanciers reconnus est constituée, dont Gaston Leroux et Arthur Bernède sont les chefs d'œuvre. Quelques grands quotidiens se chargent de la publication des textes, tels *Le Matin* et *Le Petit Parisien*. C'est dans ce contexte qu'apparaît *Belphegor* en 1926, écrit par Arthur Bernède, publié par Henri Desfontaines, et publié par *Le Petit Parisien*. Le film de la Société des cinéromans du Louvre y est l'adapté prototype de celui qu'on découvre quarante ans plus tard dans l'adaptation de Claude Barma. Ce dernier, au contraire, le traite

à l'étudiant Bellegarde (interprété par Yves Renier), fait disparaître le principal protagoniste masculin du film, le détective Chantecoq. Figure récurrente des romans de Bernède, Chantecoq, par son art consommé de la métamorphose, est un élément fondamental de la problématique qui hante le *Belphegor* de 1926 : la métamorphose.

Ce n'est pas tout. Dans le film masqué (Protée, Fantomas, Irma Vep, Judex...), connaît une véritable floraison dans les aventures feuilletonnesques de l'époque. Mais Arthur Bernède n'est pas pour rien le scénariste de *Judex* (Louis Feuillade, 1917), qui marque un tournant dans le genre en consacrant la

figure à un justicier masqué, au détriment des criminels encagoulés, amoureux et triomphants de *Fantomas* ou des *Vampires*. L'intérêt de *Belphegor* est précisément de figurer cette confrontation du bien et du mal comme une sorte de compétition dans l'art du travestissement. Production conventionnelle et quasiment archaïque au regard d'une époque considérée comme l'âge d'or du cinéma muet, ce film n'en est pas moins son intérêt.

TRADITION OCCULTE

Son goût des secrets, son culte du complot et du camouflage, maintiennent en lui une tradition occulte qui évoque l'inclination de la cinéphilie moderne pour les mystères initiatiques et l'apologie de la contre-culture. La postérité du genre auquel il appartient s'étend à Fritz Lang (*Le Faucon*), à Olivier Assayas (*Irma Vep*), en passant par Mark Romanek (*Danger Diabolik*) ou Lambert Hillier (*Batman*). On y retrouve la pérennité d'une fantaisie qui, sous le masque de la faribole, réconcilie le spectateur médusé avec le mystère du monde.

Jacques Mandelbaum

À samedi 17 avril, de 16 à 24 heures, Auditorium du Louvre (accès par la pyramide, le passage Richelieu ou la galerie du Carrousel) : 01-55 31 51 51. Pour l'inscription, l'accès au musée sera gratuit à partir de 18 heures. Le film sera également programmé, en deux épisodes et sans musique, par la Cinémathèque française les samedi 24 à 18 h 30 et dimanche 25 avril à 18 heures.

J. M.

La musique, chevalier servant des chefs-d'œuvre du muet

L'AUDITORIUM du Louvre est, depuis un siècle, un des rares lieux qui programme régulièrement des films muets en France, célébrant les chefs-d'œuvre du cinéma muet et de la musique. Trois types de rapprochements sont ici favorisés : la restitution de la partition originale, qu'il s'agisse d'une composition originale (Hans Eisler pour *Opus III*, de Walter Ruttmann) ou d'une compilation musicale (Louis F. Gottschalk et William F. Peters pour *Les Deux Orphelins*, de Griffith) ; la commande d'une création contemporaine dans des registres variés (jazz avec Mike Watt pour *Moulin-Rouge*, d'Ewald Kersch pour *Nana*, de Jean Renoir) ; l'improvisation au piano, comme ce sera le cas avec *Belphegor*. Le choix de cette programmation tient à la redécouverte du patrimoine cinématographique qui a lieu depuis une quinzaine d'années, entraînant un réel mouvement de cinéma.

La programmation est due à Christian Belaygue, pionnier du rapprochement entre l'œuvre de grands films et leur découverte par le grand public, la musique servant de passerelle entre les deux univers. Il organise ainsi des projections d'*Intolérance*, de Griffith, au Théâtre des Amateurs de Nan-

terre, accompagnée d'une création d'Antoine Dubamel et Pierre Jansen. Le spectacle sera vu par quelque 25 000 spectateurs. Nommé conseiller cinématographique au Festival d'Avignon, il y programme les grandes rétrospectives de cinéma muet en concert jusqu'en 1991, date à laquelle il prend la direction de Cinéma-Musique, qui se veut l'équivalent français des grandes manifestations internationales du patrimoine cinématographique que sont *Le Festival de Bologne*. Les difficultés rencontrées dans l'organisation de ce festival jusqu'à son interruption pure et simple en 1997 témoignent que tout n'est pas de soi dans le programme du cinéma muet en concert.

ACCOMPAGNER LE FILM SANS LE TRAHIR

On reproche à ces manifestations d'être trop onéreuses (la prestation d'un musicien coûte de 3 000 à 5 000 francs), la commande d'une création peut aller de 30 000 à 50 000 francs). Un grief esthétique s'ajoute : la musique dénaturerait l'art du muet, ainsi que le ferait le vernis sur la peinture. À cela, Christian Belaygue répond par la nécessité de restituer la dimension de spectacle vivant, qui est aux origines du cinéma. Il ajoute qu'il serait sans doute impossible d'intéresser le grand public à ces œuvres sans le recours à la

musique. Opinion partagée par Jean-François Zigel, fondateur de l'ensemble Phoenix, l'un des compositeurs les plus sollicités en la matière. Dénouant le « goût voluptueux pour l'écrit » décrié par ses contempteurs, une bonne musique doit selon lui accompagner le film sans le trahir ni se substituer à lui. Pas de recette en la matière - le danger moderne du contrepoint n'étant pas moins grand que celui du pléonasmisme - mais juste cette impression : si le film exprime un sentiment, la musique en serait le mouvement.

Jean-François Zigel a ainsi composé les principaux thèmes des films muets et les compositions qui servent de fil rouge à l'improvisation musicale qui accompagnera les quatre épisodes de *Belphegor*. L'ensemble comme « l'atmosphère » le climat harmonique général, il dit avoir choisi « ce petit côté salomane qui correspond à un serial de l'époque ». L'orchestre Raoul Lemaire et l'ensemble Fontaine se consacrent au piano pour les trois premiers épisodes, tandis que Jean-Philippe Le Tallec accompagnera le dernier volet du film grâce à une reconstitution numérique de l'orgue du cinéma du Gaumont Palace.

J. M.

La région Languedoc-Roussillon s'appête à rétablir ses subventions culturelles

MONTPELLIER

Le correspondant de *Le Monde* à Montpellier, le Centre chorégraphique national de l'Orchestre philharmonique de Montpellier, dont ils ont été privés par le conseil régional le 19 mars. Ce jour-là, le Front national a la gauche et l'extrême gauche au versemment de cet argent. Les premiers pour sanctionner les élus du FN, les juges l'attitude insultante à l'égard du FN, les

seconds, par l'octroi d'une partie de ces subventions était subordonnée à la signature d'une convention imposant aux artistes le respect des principes de la République, en l'occurrence de porter l'étoile de l'Institution régionale. Ce projet de convention a été perçu comme une concession à l'extrême gauche par Jacques Blanc, président de la région, qui s'était engagé à lutter contre la « déviation culturelle de la gauche ».

Interrogé par cette situation, qui avait conduit Catherine Trautmann à menacer de ne pas signer le plan culturel du prochain conseil de plan Etat-région, Jacques Blanc a déclaré qu'il n'est pas prêt à faire mention de la « laïcité » imposée aux artistes culturels. Un préambule précise que la région respectera « la liberté totale des artistes culturels dans leurs choix de création artistique dans leur vie citoyenne ». Il ajoute qu'il ne saurait

« être question d'allégeance, ni même d'approbation ». Pour Jean-Claude Fall, directeur du Théâtre des Treize-Vents, cette version, désormais acceptable, est « un camouflage infligé au Front national, la victoire de tous ceux qui se sont battus contre la forme d'inféodation ».

Cette conclusion a été recueillie l'assentiment de l'ensemble des partis politiques. Ni les socialistes et communistes considèrent qu'il y a un recul de la part de

Jacques Blanc, le FN lui-même estime, lui, que, si « la lettre a changé, l'esprit reste le même », tandis que le président du groupe FN-MN, Henri Escortelle, déclare dans le nouveau texte « l'essentiel » de ce qu'il souhaitait.

SEMBLANT D'UNANIMITÉ

Le 21 avril, l'Assemblée plénière devrait donc l'adopter, ce qui devrait permettre aux élus du FN de rétablir les subventions culturelles lors d'une commission permanente prévue en mai. Seul le Front national, hostile à la convention mais toujours hostile aux trois associations concernées, devrait s'y opposer.

Ce semblant d'unanimité s'explique par les nouveaux rapports de forces en place à la région. Jacques Blanc, ancien ministre de la Culture, est en expédition permanente une majorité à géométrie variable reposant désormais sur un soutien variable de la gauche et une défection de l'extrême droite. La gauche, elle, ne peut que crier victoire et entériner une convention « technique » qu'elle appelle de ses vœux.

Désireux de se démarquer du FN, les mégristes peuvent rompre une alliance qui pourrait leur offrir une porte de sortie en cas de défaite après les européennes. Le FN ne semble plus sûr du vote des artistes culturels un motif de rupture, la région lui offrant une base logistique dont il peut aujourd'hui difficilement se passer.

Jacques Morin

Zebda boude l'inauguration du Zénith de Toulouse

TOULOUSE

Le correspondant régional de *Le Monde* à Toulouse : c'est le plus grand Zénith de France ! Le maire (UDF), Dominique Baudis, ne cache pas sa satisfaction devant ce bâtiment d'aluminium et de briques posé sur la ville par les architectes André et Serge Grezy : « Au seuil de l'an 2000, Toulouse dispose d'équipements dignes d'une grande métropole européenne ». Pour 187 millions de francs, le quatrième Zénith de France s'est offert, à l'Etat, le département, la région et les communes de France - 9 000 places - après Paris-Bercy.

Rien n'a été au hasard pour que cette réalisation vienne couronner cette politique d'infrastructures culturelles, atout économique prioritaire. Qualité sonore maximale (grâce à un plafond de pyramides mobiles en laine de roche absorbant ou diffusant le son selon les types de musique), scène à 12 mètres sur 20, salle modulable, polyvalence possible entre la musique, le théâtre, le trial, le snow board, le patinage, le tennis ou les conventions d'entre-

prises, parking de 3 000 places (le plus grand de la ville), rues piétonnières jusqu'au métro, loges d'artistes, jardin intérieur... Pierre Bachelet, Michel Robin, Mylène Farmer, Eddy Mitchell, Francis Cabrel, Sting, etc., sont déjà au programme et on espère Charles Nougare pour l'an 2000.

PAS DE CADEAU À LA MUNICIPALITÉ

Le 17 avril, jour de l'inauguration, le fête ne sera cependant pas complète. Zebda, le groupe musical le plus populaire d'une ville où un habitant sur quatre est étudiant, manque à l'appel. La municipalité a proposé aux sept enfants des quartiers nord de la ville de tenir le haut de l'affiche. Mais Magdy, Hakim, Mustapha, Rémi, Vincent, Joël et Pascal ont refusé de boycotter l'inauguration. Plus que pour ne pas faire cadeau de leur présence à une municipalité avec laquelle ils entretiennent une relation conflictuelle.

Le contentieux remonte aux années 80, quand le groupe de copains n'était pas encore Zebda et se déplaçait sans compter dans l'animation culturelle des quartiers du mal-

vivre. « Jamais la mairie ne nous a aidés, pas le moindre local, pas le moindre subvention », déclare Magdy. Ils ont refusé un projet de café-musique qui leur aurait permis de se distancer de l'extrême gauche. « Maintenant qu'on est connus, ils nous font les yeux doux », déclare n'a pas ces casquettes. A travers la notoriété du groupe musical, c'est toujours les militants qui parlent. La divergence n'est pas politique. « Cette municipalité est une caricature de la gauche qui a peur de la jeunesse ».

On n'entendra donc pas Zebda à l'ouverture du Zénith (le groupe s'y produira plus tard, « en louant la salle comme ailleurs en France »). D'autres artistes de la ville de Toulouse sont là pour l'inauguration samedi (mais pas les *Robadors*) et le premier spectacle, mardi 20 avril, sera donné par la troupe du Lido de Paris. Les femmes de plumes et de strass plutôt que la rage rappellent. On ne saurait mieux signifier l'incompatibilité de deux mondes culturels.

Jean-Paul Bataille

BOX
MAN

Miles Davis and Quincy Jones
Live at Montreux Festival
109 F
Prix TTC variable, jusqu'à 30 000 F, plus frais d'expédition

www.boxman.fr

Plus de musique, pour plus du monde

www.boxman.fr

1550 من الأمل

L'architecture et son double à Weimar

Une exposition en 23 « stations » à travers la « capitale européenne de la culture »

ZEITREISEN ZU FUSS IN WEIMAR (« Voyage dans le temps, à pied, dans Weimar »). 23 stations dans les rues et sur les places de la ville, pour faire le lien entre la maison de Goethe et le camp de Buchenwald, jusqu'au 10 octobre. WEGE NACH WEIMAR (« Chemins vers Weimar »). Landesverwaltungsamt (Gauforum). Jusqu'au 23 mai. Tél. : 00-49-36-43-24-00. Internet : www.weimar1999.de/

WEIMAR

de notre envoyé spécial
Voyage dans le temps, à pied et à vélo, tel est le thème de la nouvelle manifestation qui a inauguré le 11 mars dans la « capitale européenne de la culture » pour 1999 l'exposition, à travers 23 « stations » à travers la ville, est signée Marie-Louise von Plessen, une spécialiste émérite des histoires compliquées, qui s'était déjà attelée aux rapports de la France et de l'Allemagne lors de l'exposition « Marianne et Germania », présentée à Berlin puis à Paris en 1997. Le 11 mars, à Weimar, une affaire singulièrement plus corsée : l'Allemagne et l'Allemagne. Elle aura lieu dans une entreprise par l'exposition « Chemins vers Weimar » (« Wege nach Weimar »), fresque passionnante, dessinée par Hans Wilderott - une œuvre exclusivement réservée aux germanistes, comme l'est malheureusement l'essentiel de cette année européenne.

S'interrogeant sur les tentatives de séduction de l'art par la politique, et réciproquement, il y a un tableau des attitudes allemandes de 1918 à 1959, qui vont, pour faire court, de l'union libre à l'acceptation du régime nazi par le rapt. Cette exposition a lieu dans la salle des fêtes du Gauforum, monumental ensemble nazi dont la partie centrale a été réinterprétée par d'assez pitoyables architectes de la RDA. Le Gauforum est aussi l'une des 23 stations de l'exposition. Entre l'une et l'autre de ces manifestations se révèle le poids de l'histoire et l'éloquence de l'architecture, mise à nu par les sautes de la ville de Weimar.

MANIPULATIONS

L'avantage de la littérature sur l'architecture, c'est qu'elle même travestie, récupérée, martyrisée, comme l'a été Herder ou Nietzsche, les textes littéraires généralement par retrouver leur sens. Or de telles manipulations sur les bâtiments, sur les lieux urbains, les monuments, les lieux de vie et parfois de mort, conduisent à une certaine forme de manipulation. A Weimar, le moindre bâtiment est l'objet d'un jeu de Schiller, Goethe, l'un à l'autre sur la place du Théâtre, l'impavide et consentant à une certaine forme de manipulation. A Weimar, le moindre bâtiment est l'objet d'un jeu de Schiller, Goethe, l'un à l'autre sur la place du Théâtre, l'impavide et consentant à une certaine forme de manipulation.



A l'Hôtel de l'Eléphant, les tenants de l'établissement ont placé la silhouette peinte en bleu du couple Schiller-Goethe sur le balcon préféré de Hitler.

« Les « Stations » expriment une position commune : dans un tel contexte, l'explication est appliquée à la pierre ou au bois, quel qu'en soit le matériau, pour faire le lien entre les deux mondes, la barbarie, comme il le peuvent l'être les grands moments de civilisation.

« Sans doute les organisateurs de l'année européenne auraient pu aller plus loin, et tirer plus spectaculairement parti du patrimoine nommé à demi-mots. Mais,

préférant Hitler : il en est d'explicites photographies. Vallant, les tenants de l'établissement ont placé sur le balcon préféré du dictateur la silhouette peinte en bleu du couple Schiller-Goethe, charmant acte de résistance qui prolonge l'exposition du Gauforum. Et voilà pourquoi l'architecture est muette.

Pas toujours. Le Musée du Bauhaus, à Weimar, l'école source du Mouvement moderne, a arrangé ses collections dans un délicieux

ouverture visible. L'étage habitable présente sur la gauche des fenêtres rondes, disposées de façon aléatoire, mais qui, en fait, sont des fenêtres de la dernière génération, l'esprit, tout, jusqu'au vocabulaire, rappelle la maison que Rem Koolhaas a construite près de Bordeaux (Le Monde 18 février 1998), prix de l'Equerre d'argent 1998. Plagiat ? Evidemment pas, Koolhaas a bien assez de mots à lui pour parler tout seul. Rémémorance, alors ? Coincidence ? Ou encore renaissance de l'esprit universel de Weimar ?

La Picardie voyage en Thuringe

La Thuringe, région qui se trouvait jusqu'en 1989 en République démocratique allemande (RDA), est jumelée depuis 1994 avec la Picardie. La première est renommée pour la magnificence de son architecture gothique. Anciennement, capitale de la seconde, tout aussi réputée pour sa grandeur, c'est Weimar, capitale européenne de la culture. Outre Goethe, Schiller, Bach, Nietzsche ou Herder, l'histoire de cette « Athènes de Germanie » a été marquée par le néo-classicisme, le Bauhaus et l'architecture national-socialiste, puis communiste.

La Picardie s'y est installée avec son orchestre, son Centre gothique, son Ecole supérieure d'art et de design. Elle se distingue de Weimar et de la Thuringe par une culture marquée par la première guerre mondiale. En témoignage le remarquable musée de Pérouse. Mais entre les deux régions, se créent des liens forts et originaux. La collaboration du Centre gothique avec le musée du Bauhaus a créé en particulier d'étranges résonances architecturales.

et c'est bien le casse-tête de Weimar, il semble impossible de célébrer la culture dans la plus belle acception de ce terme sans traiter avec soi l'inévitable commémoration des horreurs du siècle. La ville semble s'être ainsi partagée entre ceux qui sont décidés à faire parler les pierres, et ceux qui craignent encore la chaleur des cendres de Buchenwald, ou le béton trop frais du mur qui pesait à 60 kilomètres de là.

L'Hôtel de l'Eléphant, sur la place du Théâtre, toujours le plus chic de Weimar, est l'hôtel

immeuble néoclassique au centre de la ville. En face du théâtre et du fameux hommage de bronze aux affinités spatio-temporelles de Goethe et de Schiller, il y a, exposé au fond à gauche de la salle principale, un dessin d'architecture signé de Hans Scharoun (1898-Weimar, 1982), célèbre pour un berceau en bois (1925) et qui signe ici, en 1925, un projet de maison (drehbares Haus). En élévation, la maison se présente comme un long élément rectangulaire, maintenu en équilibre entre deux volumes énigmatiques, sans

un pont entre l'ancien et le présent. Le dessin de Keller n'a pas été abusivement publié. C'est sa vertu de lancer ainsi sans formalité, sans créer genre, un pont entre le passé de la ville, qui abrite quelques vestiges du Bauhaus, qui cherchent à universaliser une pensée d'invention, et un présent de l'architecture universel à force de communication. A supposer même que nous fussions un peu le trait sur la ressemblance entre Keller et Koolhaas, ce dessin a une valeur de médiation, de réconciliation Weimar avec son passé, plus justement, plus simplement, que les tonnes de peinture fraîche dont on a habillé la ville de Goethe.

Un grand homme, ce Goethe, si grand que, conformément au programme de la capitale culturelle, la réplique exacte de sa maison (il campagne, à quelques dizaines de mètres de l'original, a été inaugurée le 12 mars. Une réalisation fumeuse, supposée encourager la plume à distinguer le vrai du faux. Mais dont les arguments philosophiques tiennent mal le coup après de cette affirmation de bon sens d'un vélocipédiste : « Les Weimariens valent double, et quelques-uns valent même leur Eléphant ».

Frédéric Edelmann

William Forsythe affine ses recherches cérébrales et précieuses

WORKWITHINWORK, QUARTETTE, de William Forsythe. Le Ballet Frankfurt. Luciano Berio, Thom Willems (musiques). MC 93, 1, bd Lénine, 93 Bobigny. M° Pablo-Picasso. Le vendredi 16, à 20 h 30, et dimanche 18, à 15 h 30. Tél. : 01-41-60-72-72. De 90 F à 170 F (13,7 à 14,1 €).

Leçon d'incertitude que celle donnée par William Forsythe, présent à la fois au Palais-Garnier avec le Ballet de l'Opéra (la dernière représentation a eu lieu le 14 avril) et à la Maison de la culture de Bobigny avec le Ballet Frankfurt, sa propre compagnie. Le chorégraphe est en pleine évolution. Donc imprévisible, contradictoire. A l'image des deux programmes présentés, où la perfection côtoie la déception.

Pour les danseurs de l'Opéra, Forsythe a créé *Par/Paris*, un ballet tout en pointes si évidemment complexe qu'on y sent trop sa décision de vouloir « donner à manger à des danseurs » pour reprendre l'expression de Louis XIV, le roi-danseur, ne crée l'Académie nationale de musique et de danse, ancêtre de l'Opéra de

Paris. Hommage en forme de méditation. Bobigny, *Workwithinwork*, ballet pour deux violons de Luciano Berio (interprétés live par Verena Sommer et Maxim Franke), s'inscrit dans la lignée de *Quartette*, sur une musique de Thom Willems (qui copie d'ailleurs Berio).

BEAUX ESPRITS ET VENTRES CREUX

Bien que le Ballet Frankfurt soit une compagnie d'une rare intensité - les garçons chez Forsythe à eux seuls valent un siècle et demi d'opéra - on n'a eu d'yeux que pour Dana Caspersen. Tandis que les autres ont conservé le déhanché, la fluidité heurtée, marquée de fabrication du chorégraphe, elle ne bouge plus les hanches, exécute les mouvements à fond, réussissant des choses que l'on ne voit plus. Elle va sur la musique avec ce petit temps d'avance qui lui donne l'air de mort. Quand elle tient la pose dans le genre statue, prolongeant les silences de la musique, elle n'y apporte aucune afféterie, aucune grâce excessive que d'autres interprètes n'hésitent pas à ajouter au

mouvement. Incursion chez les précieux ridicules ? Dana Caspersen en est capable. Bizarre !

On ne sait plus où file Forsythe. Il est en recherche. Il a dit, il a fait, pourquoi il a choisi de quitter l'Opéra de Frankfurt pour aller s'installer au Theater am Turm (Le Monde du 20 janvier). Il a apparemment abandonné les grandes compositions où les chorégraphes faisaient jaillir la danse, la détournant au cutter. On aimait ces pièces polyphoniques. Dans *Workwithinwork*, il ne reste que les corps, des shorts multicolores, des maillots ajustés, des sculptures de lumières. Dans *Quartette*, il a composé des compositions en miroir. Des êtres qui s'approchent, et qui s'oublient aussitôt que désenlacés. Nouer, dénouer. Une danse qui s'écoule en points laser comme dans une rave sophistiquée. Le travail du chorégraphe reflète moins qu'avant le foisonnement du monde qu'une recherche douloureuse, mais consolante, de la beauté. Du ballet pour beaux esprits qui ne sont pas creux.

Dominique Fretard

SORTIR

PARIS

Amalia Rodrigues
Sans doute la plus grande voix du fado, genre portugais né au Brésil, qui a conquis ses galons universels grâce au charisme de celle qui fut considérée comme l'ambassadrice du Portugal, ou plus exactement de l'âme portugaise. Amalia, fille des quartiers pauvres, a chanté poètes, des classiques et de modernes érudits, en se basant sur les mélodies extrêmement populaires du fado de Lisbonne. Le cinéma fut beaucoup pour sa gloire et celle de sa musique. En France, elle fut lancée par *Les Amants du Tage*, d'Henri Verneuil, en 1954, dans lequel elle chante le fameux *Barco Negro*. Ce film est présenté à la Cinémathèque de la danse le 17 avril à 16 h 30, suivi de *Sangue toureiro* d'Augusto Fraga (1958) et de la projection d'un montage inédit de ses plus beaux

concerts, en présence de l'artiste 21 heures. Le 18, seront présentés deux films réalisés en 1947 : *Cinegrus* d'Armando de Miranda et *Fado, história duma Cantadeira* de Perdigão Queiroga. Cinémathèque française, palais de Chaillot, 7, avenue Albert-de-Mun, Paris 16. M° Trocadéro. Les 17 et 18 avril, séances à 16 heures, 18 heures et 21 heures. Tél. : 01-53-45-74-70.
Pact
Saxophoniste, fils de Francis Bebe, une des figures essentielles de la musique camerounaise, Toots Bebe a choisi avec Pact de mêler la transe électronique aux rythmes de l'Afrique. Une tentative d'ethno-house plutôt réussie, surtout quand une performance scénique lui permet vraiment de décoller. Citéa, 114, rue Oberkampf, Paris 11. M° Parmentier. Les 16 et 17 avril, à 22 h 30. Tél. : 01-47-00-00-32. 10 € libre.

(Publié)

Dernières le 25 avril

KING

Michel Vinaver
Alain Françon

SURFEURS

Alain Durringer

Théâtre National de la Culture 01 44 62 52 52

GUIDE

REPRISES CINEMA

La Chute de la Maison Usher de Roger Corman, avec Vincent Price, Mark Damon, Myrna Loy, American, copie neuve (1 h 25). Reflet Médias 11, 01-43-54-43-34.
Le Crime était presque parfait d'Alfred Hitchcock, avec Grace Kelly, Ray Milland, 1954 (1 h 45). American, 1994 (1 h 45).
Action Christine, 01-43-29-11-30.
Scarface de Brian De Palma, avec Al Pacino, Steven Bauer, Michelle Pfeiffer, American, 1983, copie neuve (2 h 45). Grand Action, 01-43-29-44-40 ; PubliCité Champs-Élysées, docteur, 01-43-29-44-40.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minut, 3615-LEMONDE ou 08-36-68-08-78 (2,23 € mn).

VERNISSAGES

Les Bronzes de la Couronne la collection de bronzes rassemblés par Louis XIV exposés pour la première fois au Musée de la Couronne, entrée par la pyramide, Paris 1^{re}. M° Louvre. Tél. : 01-40-20-51-51. Du 9 heures à 21 h 45. Fermé mardi. Du 16 avril au 12 juillet. 30 F.
L'Essence de l'Inde (déduction métaphysique) Musée du Louvre, aile Sully, entrée par la pyramide, Paris 1^{re}. M° Louvre. Tél. : 01-40-20-51-51. Du 9 heures à 17 h 45. Fermé mardi. Du 16 avril au 12 juillet. 26 F. et 42 F.

ACTES IMMEDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (à 16 F. de commission par place). M° de la Madeleine et parvis à la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
A quel prix ? (le week-end)
Quatre-vingt-neuf (à la fois) des rêves écrits par presque tous les rêveurs romantiques du 19^{ème} siècle.
Rue de la Harpe, 11, Paris 5. M° Bastille. Du 16 au 18 avril, de 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. M° Saint-Denis. Basille. Le 16, à 21 heures. Tél. : 01-48-13-70-00. 50 F. Jusqu'au 6 mai.
Rivendane-the Show Soectacle de théâtre celtique.
Philips des Congrès, 2, place de la Porte-Maillot, 17^{ème}. M° Porte Maillot. Les 16 et 17 avril, à 20 h 30 ; le 18, à 15 heures. Tél. : 01-40-68-00-05. De 200 F à 480 F.
La Chemise blanche Boledieu, Jael Azzaretti, Raphaële Farman (Anna), Gregory Kunde (Brown), Christian Tréguier (Gaston), Christian Tréguier (Gaston), Chœur de l'Opéra-Comique, Orchestre Pasdeloup, en scène, Bernard Pisan (chorégraphie). Opéra-Comique, Salle Favart, 5, Favart, Paris 2^{ème}. M° Richelieu-Drouot. Le 16, à 19 h 30. Tél. : 01-42-44-45-46. De 500 F à 500 F jusqu'au 18 avril.

Orchestre philharmonique de Radio-France
Svetlanov : Symphonie n° 1. Tchaïkovski : Concerto pour piano et orchestre n° 1. Viedmilr Ovchinnik (piano), Evgueni Svetlanov (direction). Salle Pleyel, 252, rue de la Fausbourg-Saint-Hippolyte, Paris 8^{ème}. M° Ternes. Le 16, à 20 heures. Tél. : 01-43-61-53-00. Du 70 F à 175 F.
Jean-Pierre Como Quintet
Beber salé, 50, rue des Lombards, Paris 1^{re}. M° Châteaubien. Les 16 et 17, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-37-71. 80 F.
David Murray Octet, Arthur Rhythme, James Carter
Espace Lumière, 6, avenue De-Latre-de-Tassigny, 93 Epinay-sur-Seine. Le 16, à 20 h 30. Tél. : 01-42-22-10-10. De 100 F à 120 F.
Jacques Demierre, Urs Laimgruber, Michel Doneda
Instantis chorale, 7, rue Richard-Lenoir, 93 Montreuil. M° Robespierre. Le 16, à 20 h 30. Tél. : 01-42-22-10-10. De 40 F à 80 F.
Solène new bleed vibration avec Laila Dida (sons et Maghreb groove, hip-hop).
Le Dhan du monde, 15, rue des Martyrs, Paris 8^{ème}. M° Pigalle. Le 16, à 21 h 30 à 23 heures. Tél. : 01-44-92-77-66. 30 F.
Algérie man man !
Une tournée de musique et chanteurs algériens. Les bénéfices de cette tournée seront reversés à l'association Bled Connection, qui soutient les jeunes algériens.
Cabaret Sauvage, 211, avenue Jean-Jaures, Paris 11^{ème}. M° Jaurès. Le 16, à 20 h 30. Tél. : 01-42-22-10-10. De 100 F à 120 F.
Théo
Festive cap-verdienne avec l'enfant chéri de S.O.A.
New Morning, 7-9, rue des Petites-Écuries, Paris 10^{ème}. M° Châteaubien. Le 16, à 21 heures. Tél. : 01-42-22-10-10. 130 F.
Nana Lann Huel, Didier Squiban, Basse de Bretagne.
Musique de Bretagne.
Musée de la Couronne, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16^{ème}. M° Pasteur. Le 17, à 17 h 30. Tél. : 01-42-30-15-16. 30 F.

RESERVATIONS

Laurent de Wilde
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1^{re}. Les 16 et 17 avril et le 1^{er} mai, à 22 heures. Tél. : 01-42-22-10-10. 120 F.
Orchestre National de Barbès
Olympia, boulevard des Capucines, Paris 9^{ème}. Le 1^{er} mai, à 20 h 30 ; le 2, à 17 heures. Tél. : 01-42-22-10-10. 130 F.
Tambours sur le digue d'Hélène Cixous, mise en scène d'Ariane Mnouchkine, avec la troupe du Théâtre du Soleil.
Cartoucherie-Théâtre, 93 Saint-Denis. Le 16, à 21 h 30. Tél. : 01-42-22-10-10. 50 F.

DERNIERS JOURS

Le Voyage à la Haye de Jean-Luc Lagarce, mise en scène de François Bernier.
Au bois lacé d'après Dylan Thomas, mise en scène de Xavier Marchand.
Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. Tél. : 01-48-13-70-00. 50 F.

L'hebdomadaire nippon « Aera » fait le point sur le programme nucléaire de Pyongyang et sur la situation économique catastrophique d'un pays en proie à la famine

هكذا من الأصل

Philippe Séguin rompt avec Jacques Chirac en se démettant de la présidence du RPR

Le député des Vosges renonce à « défendre la politique du président de la République »

Par une lettre communiquée à l'Agence France-Presse, le 16 avril, à 10 h 30, que Philippe Séguin a annoncé sa rupture avec Jacques Chirac. Quittant l'idée du RPR et, à la fois, celle de conduire la liste pour Alain Madelin et Démocratie pour les élections européennes du 13 juin, M. Séguin a écrit : « Ma démission de mes fonctions de président du RPR et de la présidence de la liste pour les élections européennes du 13 juin, est chargée de la tâche du RPR. » La lettre manuscrite qu'il a transmise à l'AFP, M. Séguin a écrit : « Lorsque le président de la République a nommé M. Séguin à la présidence du RPR, il a confié à la tâche du RPR. » La lettre manuscrite qu'il a transmise à l'AFP, M. Séguin a écrit : « Lorsque le président de la République a nommé M. Séguin à la présidence du RPR, il a confié à la tâche du RPR. »

République, à fortiori, à la tête d'une liste européenne censée défendre la politique du président de la République. M. Séguin ajoute : « Je dis mes regrets aux adhérents et militants du RPR. Vingt et un mois durant, avec l'aide et le soutien d'un grand nombre d'entre eux, au mépris de ma vie personnelle, de mes propres engagements et de ma réputation, je me suis efforcé d'assumer les conséquences des erreurs du passé, de maintenir l'unité du mouvement en dépit des tensions centrifuges qui l'affectaient, d'y coller jour après jour des brèches béantes, comme à Paris, de m'en tenir à une ligne d'opposition malgré les tentations d'une collaboration éphémère, de lutter contre de nouvelles stratégies suicidaires inspirées aux entours par des sondages de popularité trompeurs. Je constate que je suis aujourd'hui privé des moyens nécessaires pour conduire mon action et que j'évoque dans un contexte où la loyauté, la clarté et la transparence ne sont pas des vertus cardinales. J'en tire donc les conséquences. » Dans un entretien à l'hebdoma-

taire Valeurs actuelles (daté 17 avril), Bernard Pons, président de l'Association des amis de Jacques Chirac, affirme qu'au soir des élections européennes, il faudrait additionner les voix « des électeurs issus de notre famille », c'est-à-dire de la majorité présidentielle. Tout en jugeant que la liste RPR-DL est celle qui « colle au plus près aux idées européennes du président », M. Pons réaffirme que « d'autres listes font partie de la majorité présidentielle, à commencer par celle conduite par François Bayrou, qui en est une composante essentielle ». Evoquant la liste de Charles Pasqua et de Philippe de Villiers, le député RPR de Paris souligne que « la composante "souverainiste" qu'ils incarnent » trouve ses voix « évidemment chez des électeurs issus de la majorité présidentielle ». « Et je ne vois pas au nom de quoi nous n'additionnerions pas les voix des électeurs issus de notre famille », ajoute-t-il. Dans le même entretien, M. Pons ajoute : « La multiplicité de listes aux élections européennes prouve bien que la stratégie qui était celle de l'Alliance

a échoué. Il faudra bien, après le 13 juin, envisager un autre mode d'action, qui, cette fois, fasse passer les idées avant les questions de structures ». M. Chirac a reçu, le 15 avril, pendant trois quarts d'heure, celui que M. Séguin appelle l'« animateur » de la « liste fédéraliste », François Bayrou, président de l'UDF. Le chef de l'Etat s'était déjà entretenu à trois reprises avec M. Bayrou après que celui-ci eut annoncé, le 9 février, la formation d'une liste de l'UDF aux élections européennes et sa décision d'en prendre la tête. L'UDF est formellement membre de l'Alliance pour la France, constituée en mai 1998 avec le RPR et DL. M. Séguin avait tenté, en vain, d'obtenir qu'une liste unique de l'Alliance soit constituée pour les élections du 13 juin. Le programme de M. Séguin comportait, avant sa démission, une visite en Corée, samedi 17 avril, où il devait être reçu par Bernard Chirac, Vendred, en fin de matinée, l'élusée a publié un communiqué par lequel il se déclare « surpris » par la décision de M. Séguin.

La faute des autres

par Pierre Georges

LE PROCUREUR Kenneth Starr vient de plaider devant une commission parlementaire américaine l'abolition de la loi de 1978 créant des procureurs spéciaux. Donc des procureurs Starr ! « Cette loi, a-t-il dit, ne doit pas être reconstruite. La politisation des enquêtes et la perte de confiance qui en résulte dans l'opinion sont inévitables. » C'est plutôt amusant un procureur spécial saisi par la repentance et qui, dans l'évidence de l'échec, revient sur l'humanité, sinon sur la nocivité de sa fonction. Encore que M. Starr ne mette pas cet échec sur le compte de ses propres errements ou la politisation des enquêtes sur celui de ses engagements personnels ! Ce repentant n'est pas du genre flagellant. S'il a échoué, et il a échoué, c'est évidemment de la faute des autres, des méchants autres et notamment de la « véritable guerre » menée par la Maison Blanche et « des attaques partiales qui ont évidemment donné à l'enquête une coloration politique ». Etonnant argumentaire. Comme celui d'un pompier pyromane qui en viendrait à dénoncer véhémentement la loi organisant les secours. Car, sans avoir révé, c'est bien ce procureur spécial, tout à fait spécial même dans ses méthodes, ses convictions et ses obsessions, qui a fabriqué le plus énorme, le plus désolant feuillet politique-judiciaire de la décennie, cette lamentable affaire de sexe promise affaire d'Etat.

Les Torquemada de l'œil-de-bœuf n'ont pas de remords, tout juste des regrets. Ils mettent au compte des turpitudes des autres, leurs turpitudes propres. Et s'ils avouent, ce n'est point d'avoir failli, mais d'avoir échoué. Ainsi pense et dit Kenneth Starr, qui n'imagine pas un instant ou ne veut pas imaginer que s'il s'est ainsi fourvoyé, et tout un pays avec lui, ce n'est pas parce qu'il était médiocre et de médiocre pensée, mais parce que la loi, elle, est mauvaise. Oublions Kenneth Starr ou plutôt laissons-le aux oubliettes de l'actualité à ruminer l'amertume d'avoir eu toujours raison contre le tort universel. Ainsi naissent les belles vocations au martyre de l'incompris, dans un monde peuplé d'immoralistes, de présidents menteurs et de stagiaires amoureux. Oublions-le vite. Car voici qu'à l'instant, et ceci n'a rien à voir avec cela, l'actualité totalement emballée ces temps-ci nous amène une information-surprise, brutale : Philippe Séguin démissionne. De la présidence du RPR. Comme de sa candidature, en tant que tête de liste RPR-DL aux élections européennes. Philippe Séguin démissionne à la façon du personnage. Avec fracas. Badaboum ! « Ma démission de mes fonctions et le retrait de ma candidature à ces élections prennent effet immédiatement. » Il est trop tôt, évidemment, pour bien mesurer les effets sur l'introuvable Alliance, ou, par ricochet, sur le président de la République de cet écart majeur. Mais, au risque d'un humour noir pénétrant, on imagine assez volontiers l'ampleur des dommages collatéraux sur la vie politique française. La lettre de Philippe Séguin en tout cas pourrait se résumer ainsi : « Un président du RPR, cela démissionne ou cela ferme sa guérite ». Et, en termes d'actualité, cela nous rappelle vraiment quelque chose !

(Cette chronique reprendra le lundi 3 mai, dans l'édition datée 4 mai.)

L'extradition du général Pinochet pourrait prendre deux ans

LONDRES. De notre correspondant. Un jour, Graham Parkinson devint l'inconnu le plus célèbre du Royaume-Uni. La veille, le 15 avril, il n'était encore qu'un modeste magistrat de tribunal de première instance installé dans deux ans dans sa fonction. Son vert domotique par le ministre de l'Intérieur, Jack Straw, a la main de l'instruction des demandes d'extradition vers l'Espagne de deux dictateurs chiliens, Augusto Pinochet, a précipité sous les feux la rampe ce sexagénaire, doté de réputation de sérieux et de pitié, désigné par simple ordre judiciaire pour mener les débats du tribunal de Bow Street, à Londres.

pas été prouvée », comme l'indique au Monde Joe Jacobs, professeur de droit à la London School of Economics. Ceux qui s'attendent à voir M. Parkinson se transformer en avocat-prophète des droits de l'homme en sont pour leurs frais. Chargé des audiences d'extradition, « Your Honour » est d'abord un arbitre entre la Couronne, agissant au nom du juge espagnol Baltasar Garçon, et le prévenu. Au milieu des débats, les cas de torture perpétrés au Chili entre 1988 et 1990, le seul chef d'accusation retenu par les lords-juges dans leur arrêt du 24 mars. « PORTÉE UNIVERSELLE. « La torture et la conspiration en vue de commettre des crimes sont des crimes d'extradition », les murs de Bow Street Magistrate Court, le tribunal de Covent Garden spécialisé dans les « cas difficiles », résonneront encore longtemps de cette courtoise déclaration de Jack Straw, pour qui rien dans le droit international n'empêche l'Espagne de juger l'ancien caudillo. A l'appui de sa décision, le ministre cite la convention européenne sur l'extradition et l'arrêt de la Chambre des lords rejetant l'immunité dans les cas de torture. S'il précise que

les trente-trois nouveaux cas contre le général inculpés par la justice espagnole n'ont pas été pris en compte dans cet arrêt, le « premier fils d'Angleterre » reconnaît le sérieux de ces derniers éléments. En revanche, ni les quatre-vingt-trois ans ni l'état de santé de l'ancien chef de l'Etat chilien ne justifient une libération anticipée de sa longue résidence de Weymouth, près de Londres, conclut le document de six pages circonstanciées. Dès lors, pourquoi cette deuxième réponse positive à la requête d'extradition ? D'abord, ce ministre, fidèle lieutenant de Tony Blair, ne pouvait guère se déjuger sans porter atteinte à la crédibilité du gouvernement. Ensuite, ce « dur » en matière de défense de la loi et de l'ordre a sans doute voulu donner des pages à l'aile gauche travailliste, échaudée par sa politique d'immigration restrictive. Enfin, Jack Straw a invoqué une politique étrangère qui se veut « éthique », tentant de mêler morale et intérêts commerciaux. Graham Parkinson va examiner les preuves apportées par le juge espagnol et l'argumentaire de sa défense avant de trancher entre le renvoi vers le Chili et le transfert à

Madrid. Selon Joe Jacobs, le message de la décision du 15 avril basée sur les deux fondements de la Common Law que sont le « raisonnable » et l'« équitable » est clair : « La justice anglaise doit déterminer si les preuves de son délit confirment les accusations et si ce qui est reproché à Pinochet est d'ordre criminel dans ce pays. La portée du geste de Straw est universelle, car les tyrans à la retraite savent désormais qu'ils se risquent pour eux de voyager à l'étranger. » L'affaire Pinochet met une nouvelle fois à l'épreuve une justice britannique déjà sur la sellette pour sa lenteur, son coût et ses préjugés de classe. M. Pinochet a eu les moyens de s'attacher les services des meilleurs plaideurs. Ses avocats chercheront à tirer profit de la moindre faille dans le dossier d'accusation pour tenter de casser le procès, avec une assiduité encouragée par leurs honoraires faramineux - jusqu'à 5 000 francs l'heure. « Le système judiciaire anglais n'a pas été conçu pour les riches comme Pinochet qui ont appris à s'en jouer », regrette Joe Jacobs, pour qui la procédure en Grande-Bretagne pourrait prendre entre un et deux ans.

Marc Roche

Au Chili, « la guerre pour la vérité n'est pas terminée »

SANTIAGO. De notre envoyé spécial. En pleine nuit, la fête a éclaté. Sauts et danses folkloriques ont eu lieu, le 15 avril, au centre de la place chilienne, dans les locaux de l'Association des familles de disparus, quand la radio a annoncé la décision du ministre britannique de l'Intérieur, Jack Straw, d'ordonner la suite à la requête d'extradition du général Augusto Pinochet présentée par la justice espagnole. « Nous avons gagné une bataille, mais la guerre pour la vérité n'est pas terminée », a déclaré Soledad Sierra, la présidente de l'association, qui réclame, sans succès depuis vingt-cinq ans, des informations sur le sort des 1 198 disparus et des 2 100 victimes politiques exécutées par le régime militaire de 1973 à 1990. Quelques heures plus tard, des manifestations en faveur du général Pinochet ont eu lieu devant les ambassades d'Espagne et de Grande-Bretagne, sans atteindre toutefois le degré de violence qu'avait provoqué, il y a tout juste six mois, l'arrestation à Londres du sénateur à vie. « Nous nous habitons à vivre sans Pinochet », constatait avec un certain soulagement un marchand de journaux. En fait, la décision de Jack Straw n'a pas causé de surprise. C'était le scénario attendu avec pessimisme à l'état-major des forces armées comme à la Fondation Pinochet et même au palais présidentiel de La Moneda. Cela explique que le président Eduardo Frei n'ait pas annoncé un voyage de cinq jours en Europe. Et c'est de Berlin, neuf heures après la décision britannique, que le chef de l'Etat chilien a fait une déclaration officielle. Il a insisté sur le « droit primordial du Chili » à juger M. Pinochet, tout en réaffirmant que « le sénateur à vie devra comparaître devant la justice chilienne », s'il revient dans son pays. Dans le même sens, à Santiago, un communiqué du ministère des affaires étrangères soulignait qu'il « serait plus sensé que les autorités de Grande-Bretagne et d'Espagne

reconnaisent le droit primordial de la démocratie chilienne à régler son propre passé ». Le ministre des affaires étrangères, José Miguel Insulza, a précisé que le gouvernement chilien n'envisageait « aucune mesure politique pour protester contre la décision de Jack Straw ». « UN VOLCAN EN ERUPTION. Les commandants en chef des forces armées, quant à eux, ne se sont pas exprimés. « Sans que cela soit dit publiquement, ce verdict est le meilleur scénario pour tout le monde au Chili. » Ce commentaire du quotidien La Tercera reflète le sentiment de beaucoup de responsables politiques à quelques mois de l'élection présidentielle. L'ombre du vieux général imprégnera certainement toute la campagne électorale, mais de nombreux analystes s'accordent à penser que le climat sera moins lourd que si M. Pinochet restait au Chili, où l'attendent plus d'une vingtaine de plaintes en justice pour graves violations des droits de l'homme. Mercredi, le mouvement de la jeunesse de la Démocratie chrétienne (DC, au pouvoir) a présenté une nouvelle plainte concernant le sort de quatorze militants disparus durant la dictature. « La détention de Pinochet va au-delà de sa situation personnelle et exprime une cri-

tique de l'opinion mondiale mettant en évidence les limites de la transition chilienne vers la démocratie. C'est le problème que nous devons résoudre », a déclaré Ricardo Lagos, le candidat du Parti socialiste dans la course à la présidence. Une des questions qui se posent désormais à Santiago est de savoir si la justice chilienne est en mesure de satisfaire les revendications de vérité et de justice qui ont été exprimées par des milliers de personnes pour la première fois depuis 1973, lors des émouvantes obèques, le 12 avril, du cardinal Raúl Silva, grand défenseur des droits de l'homme pendant la dictature. De façon inattendue, mardi, le général torieta a accepté la démission du général Fernando Torres Silva, représentant légal de l'armée auprès de la Cour suprême de justice pour toutes les causes pénales impliquant des militaires. Homme de confiance du général Pinochet, surnommé le « procureur de fer », Fernando Torres Silva est mis en cause dans plusieurs cas de torture et a été entendu par le juge Guzmán le 12 avril. « La justice chilienne est un volcan en éruption », estime-t-on au palais de justice de Santiago.

Christine Legrand

Sortie dans l'espace des cosmonautes de la station Mir

VIKTOR AFANASSIEV, commandant de bord de la station russe Mir, et le cosmonaute français Jean-Pierre Haigneré, qui y séjournent depuis le 22 février, ont effectué, vendredi 16 avril, une sortie dans l'espace qui devait durer plus de cinq heures. Durant cette mission, qui débuta à 6 h 37 (heure de Paris), les deux hommes devaient récupérer des expériences scientifiques fixées à l'extérieur de la station, et en installer d'autres. Ils devaient également procéder à une simulation de travaux en vue d'une éventuelle nouvelle tentative de réparation du module Spektr, inutilisable depuis la collision avec un vaisseau automatique de ravitaillement en juin 1997.

DÉPÊCHES

■ ISRAËL : le rabbin Ariel Déri, chef du parti Shass, a été condamné, jeudi 15 avril, à quatre ans de prison ferme pour corruption, fraude et abus de confiance. M. Déri, 40 ans, un allié clé du premier ministre de droite Benjamin Netanyahu, a également été condamné à 62 500 dollars d'amende, après un procès qui a duré cinq ans. Avec dix députés au Parlement, le Shass, qui regroupe des juifs orthodoxes, est le troisième parti israélien par ordre d'importance. (AFP)

■ JUSTICE : Serge Malasséna, neveu et unique ayant-droit d'Antonin Artaud, a été débouté d'une action contre Gallimard, mercredi 14 avril, par le tribunal de grande instance de Paris. Il demandait l'interdiction de la publication (survenue en 1986) par Gallimard du livre Antonin Artaud, dessins et portraits, de Paul Thévenin et Jacques Denit.

Tirage du Monde daté vendredi 16 avril 1999 : 545 677 exemplaires.

NORD

Canapé "YANG" de Valérie Darnaud

Calme, Respirez...

Luxe, Voici un canapé au confort d'exception d'une impeccable ligne basse.

Volupté, Cuir, force de la matière.

Appuyé-breveté

NORD SUD
15, rue de Bourgogne
F-75007 PARIS
Tél. : 01 53 59 59 50

550 من الأصل

هكذا من الأصل

40 / LE MONDE / SAMEDI 17 AVRIL 1999

(Publicité)

A chaque apparition,
Suze se distingue.



Le Monde
DOSSIERS

La Russie est-elle...

Le socialisme...

Plus LES CHIFFRES